

République Algérienne Démocratique et Populaire

Conseil d'Etat

Revue du Conseil d'Etat

Numéro 05

2004

Revue du Conseil d'Etat numéro 5

Revue semestrielle publiée par le conseil
D'Etat en co-édition avec les Editions du
Sahel

Fondateurs

Mme. Farida ABERKANE
Mr. Abdelhafid MOKHTARI

Directeur de la rédaction

Mr. Abdelhafid MOKHTARI

Rédacteur en chef

Mr. Abderrazak ZOUINA

Comité de rédaction

Abdellah SLAIM
Malika SAHRAOUI
Faiza RAHMOUNI
Naima MENOUEUR
Abderrazak ZOUINA
Khaled BACHENE
Abdelaziz AMOKRANE

Adresse :

Bd du 11 Décembre 1960 El Biar Alger

Fax : 021 92.30.53

Site : www.conseil-etat-dz.org

Impression, Diffusion et abonnement

Les Editions du SAHEL

Zone d'activité Lot n° 17 Ain Bénian Alger

Tel : 021 30.63.13 / 021 30.65.97

Fax : 021 30.65.97

ISSN 1112-4571

Prix public : 300 DA

Revue du Conseil d'Etat

Numéro 05

TABLE DES MATIERES

	Pages
• Droits et obligations du fonctionnaire	5
Mr : Remy SCHWARTZ Conseiller d'Etat	
• Communication de Monsieur Djamel KHARCHI	9
Directeur Général de la Fonction Publique	
• Le contentieux de la fonction publique.	20
Mr : Mabrouk MAHDADI Président de section au Conseil d'Etat	
• Expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis en retraite	29
Mr : Nasri HAFNAOUI	
• Le contrôle du juge en matière d'expropriation	38
Maitre KADI-HANIFI Mokhtaria Avocate agréée près de la Cour Suprême et du Conseil d'Etat	
• Droit à l'indemnisation en matière d'expropriation	46
Par Mme KRIBI Z. Conseiller d'Etat	
• Législation	51
• Fonction Publique : Circulaires et Instructions	61

Préface

Le statut de la fonction publique est actuellement au cœur de l'actualité.

Par le séminaire qu'il a organisé à cet effet, par ce numéro qui lui est en partie consacré, le Conseil d'Etat, en raison de son expérience acquise au gré des litiges qui lui sont soumis, a décidé d'apporter sa contribution à une réflexion en profondeur sur ce thème.

Le souci de la recherche d'une efficacité plus grande, la nécessité d'une performance au regard des objectifs de l'autorité publique et des obligations du service public, la nécessaire adaptabilité de la fonction publique à ses missions en tenant compte de l'évolution des besoins de la puissance publique et de l'utilisateur rendent plus que jamais urgente une nouvelle législation dans ce domaine.

L'incohérence des textes et leur insuffisance au regard des enjeux importants auxquels est soumise l'administration constituent souvent un frein à une gestion moderne des ressources humaines fondée sur une valorisation des compétences, mais aussi à une constante mutabilité.

Parce qu'elle est au cœur de la construction d'un état de droit, qu'elle constitue un facteur de cohésion et de promotion sociale, qu'elle est la gardienne des valeurs républicaines essentielles, à savoir : l'égalité des citoyens devant les charges publiques, la neutralité et l'impartialité du service public, l'égal accès devant l'emploi public, l'administration contribue au fonctionnement démocratique.

DROITS ET OBLIGATIONS DU FONCTIONNAIRE

Mr : Remy SCHWARTZ
Conseiller d'Etat

Un fonctionnaire n'est pas dans une situation contractuelle. Il est « titularisé », c'est-à-dire nommé dans un « corps », pour la fonction publique de l'Etat et la fonction publique hospitalière, ou « cadre d'emplois » pour la fonction publique territoriale. Il est ainsi appelé à occuper des emplois correspondant aux missions du « corps » ou « cadre d'emplois » et sa nomination intervient dans un grade donné. Chaque corps ou cadre d'emplois a une hiérarchie propre et donc des grades spécifiques. Le fonctionnaire est appelé à faire une carrière au sein de ce « corps » ou « cadre d'emplois », en bénéficiant de promotions de grade. Il est placé dans une situation réglementaire, c'est-à-dire qu'il est entièrement soumis à des règles prises par le pouvoir réglementaire et régissant l'ensemble de sa carrière, dans le respect des lois statutaires. Telle est la définition française du « fonctionnaire » qui recoupe très largement les notions de fonctionnaire à l'étranger et dans les fonctions publiques internationales

Le cas français

Les fonctionnaires sont répartis en France entre trois fonctions publiques, la fonction publique de l'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.

Hors entreprises publiques, les fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics sont environ 2 millions, chiffre incluant les militaires. Les fonctionnaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont au nombre de 1 million et ceux de la fonction publique hospitalière environ 700.000. En ajoutant les 300.000 fonctionnaires restant à La Poste et à France Telecom, le nombre total des fonctionnaires en France est de 4 millions.

Les personnes publiques emploient aussi des agents non-titulaires. L'Etat et ses établissements publics emploient ainsi 200.000 contractuels de droit public et ouvriers d'Etat, les collectivités territoriales et de leurs établissements publics environ 500.000 contractuels de droit public et les hôpitaux entre 135.000 et 150.000 contractuels de droit public. La somme de ces fonctionnaires et agents non-titulaires, contractuels de droit public et ouvriers d'Etat, donne le nombre total des agents publics employés par les personnes publiques, soit environ 4.850.000 agents

La spécificité française ne réside pas dans le nombre des agents employés par les personnes publiques, mais plutôt dans la répartition des effectifs entre employeurs publics et la nature des liens les unissant à leurs agents. La France compte plus d'agents employés par l'Etat que ses partenaires européens. En Allemagne, la proportion d'agents employés au niveau fédéral est de 10% de l'ensemble des effectifs, contre 45% au niveau des länder et 35% au niveau des communes (le reste

relevant des établissements publics). En Espagne, l'Etat central emploie 24,4% de l'ensemble des agents publics, alors que les communautés autonomes en emploient environ 48,2% et les communes 23,3%. Au Royaume Uni, l'Etat n'emploie que 10% seulement des agents relevant des personnes publiques, la moitié relevant des collectivités territoriales et 40% des entreprises publiques et du service national de santé. La France emploie aussi plus d'agents publics que certains de ses partenaires. Ainsi, en Allemagne, les personnes publiques emploient près de 60% d'agents de droit privé (employés ou ouvriers d'Etat). Telle est sans doute la véritable spécificité française et non pas dans l'existence de fonctions publiques.

Une réalité commune : des fonctionnaires

Dans tous les pays européens, existent donc des fonctionnaires, c'est-à-dire des agents nommés et titularisés dans un grade d'une hiérarchie ou parfois dans un emploi. En Espagne, les fonctionnaires représentent 57% des effectifs des personnes publiques, les contractuels de droit public 13% et les contractuels de droit privé 30%. En Allemagne, les fonctionnaires représentent 42% des personnels employés par les personnes publiques. Au Royaume Uni, les fonctionnaires proprement dits, c'est-à-dire les agents de la Couronne, sont seulement au nombre de 500.000 auxquels, il est vrai, il faudrait ajouter des agents travaillant pour les autres personnes publiques.

Les institutions internationales ont elles-aussi leurs fonctions publiques, dont bien évidemment l'Union européenne. Les fonctionnaires sont une des réalités bien ancrées dans l'Union européenne et au-delà.

Une raison d'être fondamentale

La fonction publique répond à des exigences fondamentales.

Dans une économie de marché, le jeu de l'offre et de la demande est le stimulant naturel, le facteur d'équilibre du système. Le jeu spontané des lois du marché fait que théoriquement les entreprises recrutent les meilleurs sur un poste donné, indépendamment des convictions des uns et des autres.

Or, les personnes publiques sont susceptibles de répondre à d'autres considérations. Elles interviennent hors marché. Elles ne sont pas soumises à la pression de la concurrence. Et elles répondent à des considérations politiques qui peuvent naturellement interférer avec le choix des personnels et leurs promotions. C'est précisément parce que ces personnes publiques répondent à ces préoccupations ou finalités politiques, parce qu'elles ne sont pas soumises à la pression de la concurrence susceptible de les conduire théoriquement à des choix optimaux, qu'elles font l'objet d'un droit particulier. Par exemple, le droit communautaire prévoit des règles spécifiques pour les personnes publiques. Compte tenu de présomptions d'influences politiques sur les entreprises publiques, susceptibles de distordre la concurrence et conduisant à s'écarter par exemple du raisonnement normal d'un investisseur en économie de marché, les textes communautaires et la commission les soumettent à un contrôle spécifique.

En matière de recrutement et de gestion des personnels, c'est le statut qui assure

une protection à l'égard des influences politiques. Certes, les fonctionnaires restent placés sous l'autorité politique. Mais ils sont protégés des interventions partisans et discriminantes pour leur recrutement et déroulement de carrière. Le statut n'est pas seulement une garantie donnée aux agents, mais aussi et surtout aux usagers des services publics. Les citoyens, les usagers ne peuvent être discriminés dans l'accès au service public. L'égalité d'accès est d'ailleurs en France un principe constitutionnel issu de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'égalité de traitement s'impose tout autant. Le service public doit être neutre. Les usagers ne peuvent en aucun cas être discriminés en raison de leurs convictions ou opinions. Ils ne peuvent même avoir le sentiment d'être victime de discrimination. Le service public doit être neutre et donner les apparences de la neutralité. Pour cela, le statut, qui repose sur des recrutements par concours et des promotions non discrétionnaires, est essentiel. Le statut est conçu pour assurer la neutralité du service et donner aux usagers les garanties de l'effectivité de cette neutralité.

Les effets bénéfiques du statut

Le statut est donc la clef de la neutralité des services publics assumés par les personnes publiques. Il a eu par voie de conséquence d'autres effets positifs. Il a permis d'écarter le favoritisme, le copinage. Par l'usage des concours et de promotions non discrétionnaires, il a permis de recruter les meilleurs. La fonction publique territoriale en donne un parfait exemple. Fonction publique jeune née en 1984, elle a assuré des recrutements de qualité à tous les niveaux hiérarchiques. La décentralisation a été un succès aussi et surtout parce que les collectivités territoriales ont pu trouver les hommes et les femmes de qualité dont elles avaient besoin.

Les obligations des agents publics

Parmi l'ensemble des obligations qui s'imposent aux agents publics, nous insisterons sur les quatre principales, les devoirs d'obéissance, de neutralité, de réserve et enfin de discrétion et de respect du secret.

Les agents publics sont tout d'abord soumis au respect de la hiérarchie. Un agent doit obéir à un ordre, même illégal. La seule exception au devoir d'obéissance a d'abord été posée par la jurisprudence avant d'être reprise dans le statut général : un agent doit obéir à un ordre, sauf s'il est manifestement illégal et de nature à nuire gravement à un intérêt public.

Les agents publics sont strictement soumis au devoir de neutralité dans le service. Ils ne peuvent exprimer d'opinions ou convictions politiques, religieuses ou philosophiques. Par exemple, un agent public, qu'il soit ou non en contact avec le public, ne peut porter en service des signes religieux. Il n'a jamais été admis qu'un agent puisse porter une croix catholique ou protestante visible. De même, aujourd'hui, le voile islamique ne peut en aucun cas être porté par un agent public dans son service.

L'agent est libre de s'exprimer en dehors du service, comme nous l'indiquerons dans un instant. Mais il ne peut, par ses propos ou comportements extérieurs au

service, lui nuire ou affecter son fonctionnement. L'agent est ainsi soumis à un « devoir de réserve » hors le service, c'est-à-dire qu'il doit user de sa liberté d'expression et d'action en tenant compte des répercussions potentielles sur le service. Ce devoir de réserve joue essentiellement en fonction du niveau de responsabilités de l'agent. Plus l'agent occupe un grade élevé dans la hiérarchie, plus son devoir de réserve est étendu. Un préfet ou un directeur d'administration centrale ne peuvent ainsi publiquement critiquer leur ministre ou la politique du gouvernement, ce qui est à l'inverse admis pour tout postier, enseignant ou médecin.

Enfin, l'agent public est soumis, comme les salariés du privé d'ailleurs, au respect du secret professionnel et au devoir de discrétion. Il ne peut révéler les débats internes, ni le processus de décisions.

Les droits des agents publics

Les agents bénéficient bien évidemment d'un droit à rémunération après service fait ainsi que du droit à exercer les responsabilités qui découlent de leurs statuts. Au delà de ces droits inhérents à l'exercice de leurs fonctions, ils bénéficient du droit syndical, du droit de grève et de la liberté de pensée et d'expression .

Les agents publics ont bien évidemment le droit syndical. Reconnu comme principe à valeur constitutionnel, le droit syndical bénéficie largement aux agents publics. La Fonction publique est plus syndicalisée que le secteur privé. Cette syndicalisation est particulièrement forte dans l'enseignement et la police. Il est des exceptions justifiées par la nature particulière de l'exercice des fonctions, essentiellement en ce qui concerne les militaires.

Le droit de grève est lui aussi constitutionnellement garanti et bénéficie aux agents publics. La seule limite tient à la nécessaire continuité du service. Elle justifie qu'au cas par cas l'exercice du droit de grève puisse être encadré ou limité. Elle a également justifié que des agents soient exceptionnellement privés du droit de grève en égard à la spécificité de l'exercice de leurs fonctions, policiers et militaires.

Les agents publics ont bien évidemment une totale liberté de pensée. Ils ont aussi hors service une entière liberté d'expression seulement limitée par un devoir de réserve (voir précédemment). Il ne peut être opposé à un candidat ses opinions pour lui refuser l'accès à un emploi public, hormis bien évidemment le cas exceptionnel d'un comportement antérieur révélant l'inaptitude à l'exercice des fonctions : par exemple, un militant d'un groupe d'extrême droite ayant participé à des manifestations violentes a eu un comportement révélant son inaptitude à l'exercice de fonctions à responsabilités dans la police. De même, un fonctionnaire ne peut être discriminé dans l'évolution de sa carrière à raison de ses opinions politiques ou religieuses. Cette liberté d'expression et d'engagement se traduit dans la vie politique française par l'importance du nombre d'élus locaux ou nationaux issus de la société civile.

Le statut des agents publics, principalement des fonctionnaires, pose droits et obligations. Il faut croire que le bilan est séduisant puisque les derniers sondages montrent que 75% des jeunes français aimeraient accéder à une fonction publique.

**Communication de Monsieur Djamel KHARCHI
Directeur Général de la Fonction Publique**

Madame la Présidente du Conseil d'Etat
Monsieur le Conseiller d'Etat auprès du Conseil d'Etat français
Mesdames et Messieurs

C'est avec un réel plaisir que je saisis l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui, à la faveur de la tenue de cette journée consacrée au contentieux de la fonction publique, pour exposer à votre auguste assemblée quelques réflexions que m'inspire le thème de cette rencontre.

Je me réjouis d'autant plus à le faire, que ce thème se caractérise par un regain d'actualité et d'intérêt, depuis la réforme de l'organisation judiciaire introduite par la constitution de 1996.

Bien entendu, je n'ai pas la prétention d'appréhender toutes les subtilités de ce contentieux, mais je vais tenter de vous en donner un aperçu, certes incomplet, mais suffisamment étayé, pour que vous puissiez vous imprégner des problématiques que suscite ce type de contentieux, à la lumière de la perception que s'en fait l'institution qui l'alimente et participe à son développement, en l'occurrence, la Direction Générale de la Fonction Publique.

Cette respectable assistance étant constituée principalement de magistrats, je crois qu'il est intéressant de retracer l'étape administrative qui précède et qui suit la procédure contentieuse avec toutes ses implications.

En tant qu'administration spécialisée, la Direction Générale de la Fonction Publique et ses démembrements que sont les Inspections de la Fonction Publique, exercent un contrôle de conformité sur les différents actes administratifs à caractère individuel ou collectif, liés à la gestion de la carrière des fonctionnaires et agents publics.

Permettez-moi d'illustrer mon propos en vous donnant quelques chiffres sur les effectifs de la fonction publique qui avoisinent aujourd'hui plus de 1.500.000 fonctionnaires et agents publics.

Ces effectifs se décomposent en 1.280.000 fonctionnaires, 130.000 agents contractuels et 96.000 agents vacataires.

Dans le cadre de leur mission de contrôle, les services centraux et locaux de la fonction publique sont appelés à s'assurer de la régularité de l'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre de la gestion de la carrière des fonctionnaires et agents publics.

A ce titre, il est intéressant de noter que ce contrôle s'exerce a posteriori, en vertu du décret 95.126 du 29/04/1995. Il s'effectue à travers le plan annuel de gestion des ressources humaines qu'élabore chaque administration et les ampliations des actes qu'elle notifie aux services de la fonction publique.

A cet égard, 2913 plans de gestion des ressources humaines sont adoptés annuellement au début de chaque exercice budgétaire, afin qu'ils puissent servir de matrice au système de contrôle a posteriori de la fonction publique.

Ces plans de gestion des ressources humaines concernent les administrations centrales de l'Etat, les services déconcentrés, les Wilayas et les Etablissements publics à caractère administratif.

Il y a lieu de souligner que malgré l'existence de plans de gestion au niveau des 1541 communes, le contrôle de la fonction publique, contrairement aux autres administrations, est un contrôle a priori. Si par ailleurs le contrôle sur les actes administratifs s'effectue après coup et peut donner lieu à une demande d'annulation ou de révision ; par contre au niveau de l'administration communale le contrôle est préalable à la signature de l'acte.

Cette distinction dans le système de contrôle de la fonction publique s'explique non pas par la nature des administrations, mais par des raisons liées aux conditions dans lesquelles s'exerce le contrôle lui-même.

De ce point de vue, les conditions dans lesquelles fonctionnent actuellement les communes, ont imposé le maintien du contrôle préalable, afin de préserver la bonne gestion de la carrière des fonctionnaires. Il n'empêche que des plans annuels de gestion des ressources humaines ont été mis en place pour mieux préparer le passage, à terme, du système de contrôle a priori vers un contrôle a posteriori.

La mission de contrôle de la Fonction publique a le mérite d'apurer les situations irrégulières par la voie administrative et évite ainsi d'aller vers des litiges qui sont susceptibles de prendre une forme contentieuse.

A ce sujet, les chiffres inhérents à la mission de contrôle de la fonction publique sont significatifs de l'efficacité du système mis en place.

Au titre de l'exercice précédent 2003 :

- 95.000 actes liés à la gestion des fonctionnaires et agents publics ont été contrôlés après notification ;
- 3908 actes ont fait l'objet de demandes de révision après Contrôle ;
- 1.840 actes ont été annulés pour non conformité réglementaire

Il s'agit de noter également que le contrôle des services de la fonction publique s'étend à la procédure d'organisation des concours et examens professionnels.

En vertu du principe constitutionnel d'égal accès aux emplois publics, la Direction générale de la fonction publique accompagne les administrations dans toutes les étapes de préparation et de déroulement de ces opérations.

Dans ce contexte, les services de la fonction publique sont appelés à valider les résultats définitifs des concours et examens professionnels ou le cas échéant à les remettre en question, lorsque la procédure est entachée d'irrégularité.

Il reste entendu que la mission de contrôle de la Direction Générale de la Fonction Publique n'est qu'un volet d'un ensemble d'attributions beaucoup plus large qui englobe entre autres, les aspects statutaires, les rémunérations, les régimes indemnitaires, la régulation des effectifs et la formation.

Evidemment, j'ai insisté à bon escient sur le volet relatif au contrôle, en raison de son lien avec la mission de contrôle sur la légalité des actes dévolue au juge administratif.

J'aurais tendance à dire que la mission du juge administratif s'inscrit en aval du système de contrôle de la Fonction Publique.

De ce point de vue, je voudrais mettre plus particulièrement l'accent sur la compétence de l'autorité chargée de la Fonction Publique, en matière d'interprétation des dispositions légales ou réglementaires qui régissent les fonctionnaires ou agents publics et ce, conformément à l'article 1er de l'ordonnance n° 62/41 du 18 septembre 1962 relative à l'application de certains textes, ainsi qu'à l'article 19 de la loi 90/02 du 06 Février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève.

Le pouvoir d'interprétation de la Direction Générale de la Fonction Publique doit être appréhendé non pas comme une interférence sur le pouvoir d'interprétation du juge administratif, mais comme un moyen de pallier au silence ou à l'ambiguïté d'un texte, dans le respect de l'esprit et la lettre des textes fondamentaux qui régissent le secteur de la Fonction Publique.

A ce propos, les réponses qu'apporte la fonction publique sur de nombreuses questions d'interprétation dont elle est saisie permettent d'aplanir de nombreux dossiers qui auraient pu évoluer en un litige de nature contentieuse.

A la différence de la Direction Générale de la Fonction Publique Algérienne, la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique en France n'exerce aucune prérogative en matière de contrôle sur les actes individuels ou collectifs relatifs à la situation administrative des fonctionnaires. Tout acte contesté par un fonctionnaire doit faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente.

Une fois la décision rendue, il appartient également au fonctionnaire d'en suivre les procédures d'exécution avec son administration employeur.

Au Canada, le système est différent, puisque les recours des fonctionnaires sont adressés en appel devant une commission fédérale de la fonction publique.

Cette commission indépendante, veille à la protection des valeurs de l'administration publique canadienne, tel que prévue par la loi sur l'emploi dans la fonction publique.

En tant qu'organe statutaire mandaté par le parlement, la commission fédérale a toute latitude de statuer sur le différent, lorsqu'elle est saisie par un fonctionnaire et peut même diligenter une enquête administrative.

Pour revenir en Algérie, en matière de conflits collectifs de travail, la loi a privilégié le règlement à l'amiable par rapport à la procédure contentieuse.

En effet, la loi 90/02 a instauré un véritable dispositif de conciliation et de règlement des conflits qui naissent des relations socio-professionnelles ou des conditions générales de travail.

Le différend est soumis, selon le cas, soit à l'autorité hiérarchique de l'organisme employeur, soit à l'autorité chargée de la Fonction Publique. Dans le premier cas, l'autorité hiérarchique, autrement dit, l'autorité de tutelle, doit se prononcer sur l'application des dispositions légales ou réglementaires objet du litige.

Dans le second cas, l'autorité chargée de la fonction publique est saisie à l'effet de réunir le conseil paritaire de la fonction publique, afin qu'il se prononce sur tout différend portant sur l'interprétation des textes ou sur des questions qui ne sont pas prises en charge par les textes.

Le conseil paritaire agit comme un organe de conciliation entre les parties.

Il s'agit toutefois de relever que cette procédure n'a pu être appliquée jusqu'à ce jour, en raison de la non mise en place du conseil paritaire de la Fonction Publique. En effet, l'absence du texte réglementaire devant définir les modalités de désignation des membres du conseil ainsi que son organisation et son fonctionnement explique cette situation.

Dans l'hypothèse où le conflit collectif de travail se traduit par une grève, l'autorité de tutelle peut faire appel aux services d'un médiateur qualifié.

En cas d'échec de la médiation, cette même autorité, après consultation de l'employeur et des représentants des travailleurs, défère le conflit devant la commission nationale d'arbitrage présidée par un magistrat près la cour suprême.

La commission statue sur le conflit par une sentence arbitrale qui est rendue exécutoire par ordonnance du premier président de la cour suprême.

Il convient de noter que l'autorité chargée de la Fonction Publique est membre de la commission arbitrale où elle intervient en tant que représentant de l'Etat employeur.

Depuis la consécration du principe de la dualité de juridiction, ne faudrait-il pas s'interroger sur la nécessité d'établir une distinction entre les conflits collectifs de travail relevant de l'ordre judiciaire et ceux qui relèvent de l'ordre administratif? A cet égard, ne serait-il pas opportun de créer une commission arbitrale similaire, mais placée auprès du conseil d'Etat, qui traiterait spécifiquement des conflits collectifs dans le secteur de la fonction publique?

Si les conflits collectifs de travail trouvent leur règlement au niveau des instances administratives et collégiales prévues par la loi, en revanche, les conflits individuels au sein de l'administration publique sont soumis à une procédure préalable qui peut prendre la forme d'un recours gracieux et / ou hiérarchique.

Ce n'est qu'après l'épuisement de ces voies de recours administratives que le recours contentieux devient possible.

A l'instar du règlement des conflits collectifs de travail, le règlement à l'amiable des conflits individuels est prévu par plusieurs textes législatifs et réglementaires notamment, la loi 82/06 du 27/02/1982 relative aux relations de travail, le décret 82/302 du 11/09/1982 relatif aux modalités d'application des dispositions législatives relatives aux relations de travail et le décret 85/59 du 23/03/1985 portant statut type des travailleurs appartenant au secteur des institutions et administrations publiques.

Il reste toutefois que le principe du recours administratif préalable, tel qu'énoncé à l'article 274 du code de procédure civile a été restreint, en ce qui concerne la situation des fonctionnaires, aux seules administrations centrales. Par contre, le recours préalable n'est plus exigé depuis la loi 90-23 pour l'introduction d'un recours contentieux, lorsqu'il s'agit des administrations locales, Wilayas, communes et établissements publics locaux à caractère administratif.

Ce clivage pose des problèmes, d'autant plus qu'il est de nature à susciter une possible discrimination en ce qui concerne les garanties accordées aux fonctionnaires.

A notre sens, la condition du recours préalable au recours contentieux paraît être une mesure à même d'éviter des procédures longues, lourdes et coûteuses.

En outre, le recours administratif préalable donne la possibilité au juge de bénéficier d'éléments d'appréciation supplémentaires dans le traitement du litige. Si le recours préalable n'aboutit pas, le fonctionnaire dispose en dernier ressort du recours juridictionnel pour faire valoir ses droits.

Le contentieux de la fonction publique présente des particularités quant à sa nature et ses acteurs, mais ne se différencie pas fondamentalement du contentieux administratif en général. Le juge applique à la fonction publique un certain nombre de règles qu'il utilise également pour les autres contentieux, mais il n'en demeure pas moins que la procédure contentieuse en matière de fonction publique présente certaines particularités, en ce sens qu'elle oppose deux parties, l'administration et le fonctionnaire.

Outre ces aspects, le contentieux de la fonction publique fait appel à l'application d'un arsenal juridique dense qui revêt un caractère éminemment technique.

De surcroît, la complexité des textes relatifs à la fonction publique est telle que le juge est enclin à se spécialiser dans ce type de contentieux

D'ailleurs, un véritable droit de la fonction publique s'est développé avec le temps pour devenir une référence incontournable au juge administratif appelé à statuer sur les affaires dont il est saisi.

Au cours de ces dernières années le contentieux de la fonction publique a connu un essor significatif avec la création d'un ordre juridictionnel administratif.

Depuis la constitution de 1996, le système juridictionnel de notre pays est fondé sur le principe de la dualité de juridictions, alors qu'auparavant il trouvait son fondement dans le principe d'unité de juridiction avec séparation des contentieux.

Avant 1996, il existait un seul ordre juridictionnel dans lequel le contentieux administratif relevait de la compétence de chambres spécialisées en la matière, instituées au niveau des cours et de la cour suprême.

Aujourd'hui, le contentieux administratif s'inscrit dans une organisation juridictionnelle hiérarchisée sur deux degrés que sont les tribunaux administratifs et le conseil d'Etat.

Au sommet de cette nouvelle organisation, le tribunal des conflits règle les conflits de compétence qui sont susceptibles de naître entre les juridictions relevant de l'ordre judiciaire et les juridictions relevant de l'ordre administratif.

En l'état actuel de la mise en place de cette nouvelle organisation, l'absence des tribunaux administratifs a impliqué le maintien des chambres administratives des cours. En fait, nous sommes dans un système hybride qui n'est plus l'ancien système, sans pour autant être le nouveau.

Le conseil d'Etat en tant que juridiction supérieure de l'ordre judiciaire administratif est investi d'une double mission.

En tant qu'organe consultatif, il est chargé de donner un avis sur les projets de lois qui lui sont soumis par le gouvernement.

En tant qu'organe judiciaire, il juge en premier et dernier ressort les recours en annulation, en interprétation et en appréciation de la légalité des actes réglementaires ou individuels émanant des autorités administratives centrales, des institutions publiques nationales et organisations professionnelles nationales.

A ce titre, il est juge de premier et dernier ressort, juge d'appel et juge de cassation.

Bien que n'étant pas encore installés, les tribunaux administratifs sont compétents en premier ressort et à charge d'appel devant le conseil d'Etat, en ce qui concerne les recours en annulation, les recours en interprétation et appréciation de la légalité, ainsi que les recours de pleine juridiction contre les décisions rendues par les collectivités locales, les administrations déconcentrées de l'Etat et les établissements locaux à caractère administratif.

La procédure contentieuse applicable à la fonction publique obéit à des règles particulières en matière de compétence d'attribution des juridictions.

En vertu de l'article 7 du code de procédure civile, il entre dans la compétence du juge administratif d'apprécier selon le degré de juridiction concerné les litiges portant sur la contestation des actes relatifs à la situation des fonctionnaires qui émanent des autorités administratives.

La question est de savoir si seuls les agents publics ayant la qualité de fonctionnaires sont éligibles au contentieux de la fonction publique.

En effet, les relations juridiques de travail au sein de la fonction publique ne sont pas seulement statutaires, mais elles peuvent revêtir un caractère plus précaire comme c'est le cas des stagiaires, vacataires et contractuels.

Faut-il considérer que ces agents, à l'instar des fonctionnaires, relèvent du contentieux de la fonction publique ?

Dans la pratique, il s'est avéré que le juge de la section sociale du tribunal s'est déclaré compétent pour l'examen des recours formulés par les agents publics qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire.

Cette situation nous amène à nous interroger sur la ligne de partage qui distingue la compétence du juge administratif de celle du juge judiciaire.

Je serai tenté d'affirmer, pour ma part, que tous les agents publics exerçant au sein de l'administration, quelque soit la nature de leur relation de travail, sont éligibles à la compétence du juge administratif, à partir du moment où ils participent directement ou indirectement à l'exécution d'une mission de service public.

Par contre, lorsqu'une personne de droit privé assume la gestion d'un service public, comme c'est le cas en matière de concession ou de régie, c'est le droit commun de travail qui s'applique et le juge judiciaire a pleine compétence.

Sur un autre plan, il ressort de l'article 09 de la loi organique n°98-01 du 30/05/1998 que le conseil d'Etat connaît en premier et dernier ressort des recours en annulation formés contre les décisions réglementaires ou individuelles émanant des autorités administratives centrales, des institutions publiques nationales et des organisations professionnelles nationales. De même, qu'il est juge en premier et dernier ressort des recours en interprétation et en appréciation de la légalité.

Il s'agit là d'une règle d'ordre public qui ne peut souffrir d'une dérogation par le juge. Pourtant, dans la pratique il se trouve que dans certains contentieux où l'autorité centrale chargée de la fonction publique est partie au litige, le juge de la chambre administrative s'est déclaré compétent pour statuer sur l'affaire.

Dans un autre ordre d'idées, il y a lieu de préciser que l'autorité centrale de la fonction publique est souvent citée comme partie ou tierce partie, en sa qualité d'autorité représentant l'Etat employeur. Cette citation peut concerner également les inspections de la fonction publique qui constituent un démembrement déconcentré de la Direction Générale. Il reste que dans certains litiges c'est la Wilaya qui est citée comme partie ou tierce partie au lieu et place de l'inspection de la fonction publique qui représente l'Etat employeur au niveau local.

Malgré la différence de qualité juridique qui distingue la Wilaya de l'inspection de la fonction publique, le juge estime que le recours est recevable.

Or, en vertu de loi 90-09 du 08 Avril 1990 relative à la Wilaya, l'Inspection de la Fonction Publique en tant qu'organe de contrôle est expressément exclu du champ de compétence du Wali, au même titre d'ailleurs que les services des impôts, les services du trésor et de l'administration des douanes.

Ce cas de figure qui se produit souvent est à l'origine d'une situation paradoxale où la décision rendue condamne les services de la Fonction Publique, sans qu'ils n'aient été effectivement partie au procès.

Dans cette hypothèse, la question se pose de savoir si la décision rendue est

opposable aux services de la fonction Publique ou à la wilaya, tout en s'interrogeant sur la capacité de la wilaya à représenter l'Etat employeur.

Une telle situation nous amène à déplorer que le juge n'ait pu bénéficier des éléments d'information utiles qu'auraient pu lui communiquer les services de la fonction publique, afin de lui permettre d'affermir le bien-fondé de sa décision.

De telles omissions, ont parfois donné lieu à la condamnation des services de la fonction publique sur la base de textes qui ne lui sont pas applicables ou d'arguments juridiques insuffisamment étayés.

A titre d'exemple, les recours contentieux concernant les concours ou examens professionnels non validés par les services de la fonction publique, en raison d'irrégularités constatées, sont parfois tranchés, sans citation par le juge ou la partie demanderesse des services de la fonction publique, qui sont pourtant les mieux outillés pour permettre au juge de statuer en toute connaissance de cause.

Evidemment, l'exécution de décisions judiciaires, alors que la fonction publique n'a pas été associée aux débats contradictoires, devient dans ce cas problématique et peut constituer par la teneur de la décision rendue, un précédent qui ferait que la règle de droit n'a pas été appliquée dans son cadre approprié.

Les conséquences en sont lourdes pour le fonctionnaire qui risque de voir la régularisation de sa situation compromise.

Dans le souci d'assurer la défense des intérêts de l'Etat employeur, la direction générale de la fonction publique qui en est le représentant a dû faire recours à une procédure exceptionnelle, en l'occurrence la tierce- opposition.

Dans ce contexte et pour éviter que de telles situations ne se renouvellent, il serait indiqué que le juge administratif cite systématiquement l'autorité chargée de la fonction publique ou son démembrement territorial concerné, qu'est l'inspection de la fonction publique de wilaya, dans tous les litiges portant sur la légalité d'un acte administratif touchant à la situation du fonctionnaire ou agent public.

Les services de la fonction publique pourraient valablement éclairer le juge sur les textes qui régissent la fonction publique et en faire des interprétations, le cas échéant.

Sur le plan du principe, l'autorité centrale de la fonction publique a un intérêt à agir comme tierce partie dans tous les litiges impliquant un fonctionnaire et qui portent sur la contestation de la régularité d'un acte administratif.

Il s'agit là d'un intérêt moral inhérent à la défense des intérêts de l'Etat employeur.

Le corollaire de cette situation est que la Direction Générale de la Fonction Publique est souvent saisie par les fonctionnaires qui ont bénéficié d'une décision de justice en leur faveur et qui rencontrent des difficultés pour son exécution.

Effectivement, malgré l'autorité de la chose jugée, certaines administrations sont réticentes à appliquer la décision du juge.

Dans cet ordre d'idée, les circulaires du 25 octobre 1994 et du 08 février 2000 émanant de la Direction Générale de la Fonction Publique conditionnent l'adoption du plan annuel de gestion des ressources humaines, à l'application de toute décision judiciaire rendue au profit d'un fonctionnaire.

L'instruction du Chef du Gouvernement en date du 09/11/2003 a rappelé à son tour à l'ensemble des gestionnaires l'obligation qui s'impose d'appliquer les décisions judiciaires et de respecter l'Etat de droit.

Si le principe de l'exécution des décisions de justice ne doit souffrir d'aucune transgression, il n'en demeure pas moins que lorsqu'un fonctionnaire fait l'objet de poursuites pénales n'ayant aucun lien avec la faute professionnelle et qu'après plusieurs mois de suspension le juge se prononce pour un non-lieu ou un acquittement, plusieurs problèmes peuvent se poser lors de la réintégration du fonctionnaire.

En effet, en vertu de l'article 131 du décret 85/59 du 23 Mars 1985 portant statut type des travailleurs des Institutions et Administrations Publiques, le fonctionnaire poursuivi pénalement est automatiquement suspendu à titre conservatoire, jusqu'à l'intervention du jugement définitif. Une fois la décision intervenue, et dans l'hypothèse de l'acquittement ou de la relaxe, se pose alors la question du paiement des rémunérations non perçues par le fonctionnaire mis en cause puisque l'administration lie la rémunération au service fait. La même question peut se poser, lorsqu'il s'agit de reconstituer la carrière du fonctionnaire après la suspension, en l'absence d'un exercice effectif des fonctions.

A cet égard, il est relevé parfois une certaine imprécision dans la teneur des décisions rendues par le juge, ce qui est à l'origine de difficultés dans son application

Dans le même sillage, il arrive aussi que la décision judiciaire n'utilise pas la terminologie de la fonction publique avec toutes les nuances qu'elle implique. A titre d'exemple, la révocation et le licenciement correspondent à des situations juridiques différentes au même titre que le grade et l'emploi.

Dans le cadre de ses missions, la Direction Générale de la Fonction Publique est chargée d'exercer en matière de contentieux, un ensemble d'attributions qui consiste aux termes du décret portant organisation de cette structure dans :

- la définition de règles et de procédures relatives à la gestion du contentieux de la Fonction Publique et de veiller à leur application ;
- l'assistance des Institutions et Administrations Publiques, en matière de traitement du contentieux de la Fonction Publique ;
- la contribution à la prévention et au règlement des conflits individuels ou collectifs de travail ;
- l'exploitation et la synthèse des décisions des juridictions compétentes en la matière.

Dans ce cadre, la Direction Générale de la Fonction Publique a pris un ensemble

de circulaires respectivement en date du 17/10/2000, 30/12/2003 et 10/02/2004, en vue de mettre en place des mécanismes de suivi du contentieux des différentes administrations, afin de pouvoir disposer de l'ensemble des informations susceptibles de lui permettre d'apporter son concours au traitement des affaires ou, le cas échéant, introduire des observations écrites auprès de la juridiction compétente sur des points précis concernant les aspects réglementaires et statutaires.

A travers la consécration d'un tableau spécifique aux affaires contentieuses dans le plan annuel de gestion des ressources humaines de chaque administration, les services de la fonction publique sont en mesure d'en suivre désormais l'évolution.

A cet égard, l'exploitation des données recueillies au titre de l'exercice 2003 fait ressortir globalement la situation suivante :

Le chiffre des affaires contentieuses dépasse le nombre de 600. La plupart des affaires sont notamment liées aux sanctions disciplinaires, aux recrutements par voie de concours et aux régularisations administratives.

La majorité des affaires est concentrée au niveau des secteurs de l'Education Nationale, des Collectivités Locales et de la Santé. Cela s'explique par l'importance de l'effectif qu'emploient ces secteurs.

Il ressort en outre que le contentieux de la fonction publique se caractérise par la prépondérance du recours de pleine juridiction. Par contre les recours en annulation sont beaucoup moins importants.

Parmi les recours, certains font l'objet de rejet pour vice de forme ou pour introduction d'instance non fondée.

La durée du traitement des affaires est très inégale. Elle peut varier entre 06 mois et plusieurs années.

De nombreux autres constats nous amènent à insister sur la nécessité d'intensifier les relations entre le juge administratif et les services de la fonction publique, comme c'est le cas aujourd'hui à l'occasion de ce séminaire.

Si la juridiction administrative constitue l'ultime recours pour dire le droit, l'autorité centrale de la fonction publique peut valablement contribuer à éclairer la décision de justice.

Le droit de la fonction publique qui se caractérise par sa densité et sa complexité implique une spécialisation du juge administratif dans le contentieux propre à cette branche du droit.

En utilisant leurs compétences respectives, l'administrateur et le juge peuvent devenir complémentaires l'un à l'autre.

Il est vrai que l'administration n'est pas sans reproche dans le traitement du contentieux de la fonction publique. De ce point de vue, il apparaît de nombreuses insuffisances dont les conséquences pécuniaires sont parfois lourdes pour l'Etat.

Cet état de chose est dû essentiellement soit à la méconnaissance des règles et procédures en matière de contentieux administratif doublé de l'absence de

commission d'un avocat, soit à l'inexistence d'un service spécialisé dans le contentieux ou lorsqu'il existe, celui-ci est dépourvu de cadres qualifiés.

En tant qu'organe régulateur de l'activité des juridictions administratives, le conseil d'Etat est appelé à élaborer une jurisprudence qui doit servir de référence au juge et à l'administration, mais aussi de matière susceptible de donner lieu à l'élaboration de la règle de droit.

J'arrêterai là mon exposé, bien que j'estime ne pas avoir été exhaustif et que de nombreux points auraient pu faire l'objet de développement plus appuyé.

Mais, je crois avoir mis l'accent sur les aspects du contentieux de la fonction publique qui m'ont paru suffisamment pertinents pour être soumis à votre jugement.

Je vous remercie

Intervention de Mr : Djamel KHARCHI
Directeur général de la Fonction Publique
à l'occasion des journées d'études
sur la Fonction publique en date du
14/03/2004

**LE CONTENTIEUX DE LA FONCTION PUBLIQUE ENTRE
L'INCOHERENCE DES TEXTES ACTUELS ET LEUR INSUFFISANCE ET
LA NECESSITE D'UNE CONCEPTION STATUTAIRE RENOVEE ET
ADAPTEE A L'EVOLUTION DE LA GESTION DES RESSOURCES
HUMAINES DANS LE SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.**

Mr : Mabrouk MAHDADI
Président de section
au Conseil d'Etat

I - L'incohérence des textes actuels et leur insuffisance.

Ambiguïté des textes actuels :

Les agents de l'Etat chargés du fonctionnement du service public c'est à dire la satisfaction de l'intérêt général et la prise en charge des besoins et des préoccupations de l'ensemble des usagers d'un service public étaient jusqu'au mois d'Août 1978 régis par l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique.

Cependant avec la promulgation de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur (S.G.T) qui s'appliquait à tous les secteurs d'activité comme l'énonce clairement son article 1^{er}, et l'abrogation par la même loi de toutes les dispositions qui lui sont contraires (art. 216) on se trouvait en présence de deux situations quelque peu contradictoires et ambiguës l'ancien texte qui est d'essence libérale puisqu'il s'inspirait en grande partie du statut français de la fonction publique alors que le nouveau texte en l'occurrence le S.G.T est d'inspiration socialiste.

Cette nouvelle loi semble en quelque sorte banaliser la fonction publique et, l'uniformisation des statuts de l'ensemble des travailleurs salariés paraissait donc nécessaire pour faire bénéficier les fonctionnaires de tous les avantages donnés aux travailleurs par la loi du 5 août 1978. On peut donc supposer et admettre que l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 a été implicitement ou tacitement abrogée puisque l'art. 216 du S.G.T parle d'abrogation de toutes dispositions contraires à la loi n° 78-12 précitée précisant néanmoins dans son al. 2 que l'abrogation des anciens textes se fera au fur et à mesure de la publication au J.O.R.A des textes d'application découlant de la présente loi et des textes portant harmonisation de la législation en vigueur avec les dispositions de la présente loi.

La formulation de l'article. 216 précité nous paraît entachée d'ambiguïté dans la mesure où on peut comprendre logiquement que l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 est bel et bien abrogée mais que son abrogation définitive se fera au fur et à mesure de la publication au J.O des textes d'application découlant de la nouvelle loi et d'une manière sous entendue que l'ordonnance n° 66-133 est abrogée mais les textes d'application demeurent en vigueur jusqu'à la publication des textes d'application de la nouvelle loi, et dans les faits c'est bien la situation qui a prévalu durant la période de ce vide juridique, mais sur le plan du droit, c'est une situation discutable.

Et c'est ainsi que le décret n°85-59 du 23 mars 1985, portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques, est venu mettre en application les dispositions de l'art. 2 du S.G.T qui dispose : « les statuts types applicables à chaque secteur d'activité découlent de la présente loi, ils sont déterminés par décret » son article 1^{er} est très clair à ce sujet puisqu'il énonce « qu'en application de l'art 2 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au S.G.T le présent décret a pour objet de déterminer le secteur d'activité des institutions et administrations publiques et de fixer les règles statutaires qui sont applicables aux travailleurs exerçant au sein des dites institutions et administrations ». Ainsi les principes contenus dans le S.G.T relatifs au recrutement, à la période d'essai, à la confirmation, à la classification des postes de travail, à la rémunération ont été repris par le décret n°85-59 précité; d'ailleurs celui ci fait systématiquement référence aux dispositions du S.G (voir art : 6-7-15-19-23-24-26-27-32-33-39-48-52-54-61-71-89-90-94-133 : soit 20 articles).

Ainsi c'est la même définition du concept de travailleur contenue dans le S.G.T qui a été reprise par le décret n°85-59 « le travailleur est la personne qui vit du produit de son travail, qu'il soit intellectuel ou manuel et qui n'emploie pas d'autres travailleurs dans son activité professionnelle » : le fonctionnaire rentre dans cette catégorie puisque lui aussi vit du produit de son travail.

Le décret n°85-59 précité fait également référence dans certains de ses articles (113-132) à la loi n° 82-06 du 27 février 1982 relative aux relations individuelles du travail et à son décret d'application n° 82-302 du 11 septembre 1982 (art. 89) et le même décret n° 85-59 fait référence dans ses articles 21-62 et 82 à l'engagement du fonctionnaire au service du Parti ce qui astreint le fonctionnaire à certaines obligations qui n'existaient pas dans les dispositions de l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966.

Cependant après quelques années d'expérience sous l'empire de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 et de ses décrets d'application notamment le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, on s'est aperçu que la mission du fonctionnaire était tout autre que celle du travailleur dans le secteur économique et qu'on ne pouvait les assimiler dans les mêmes droits et les mêmes obligations car la mission principale du fonctionnaire était d'assurer le fonctionnement continu du service public, c'est-à-dire, satisfaire l'intérêt général. La continuité du service public étant la transposition au niveau de l'administration de la continuité de l'Etat.

Ainsi le fonctionnaire, de par sa mission, était soumis à des obligations plus contraignantes qui sont en même temps des garanties pour le citoyen :

- Respect de la loi.
- Responsabilité personnelle ou responsabilité de l'administration qui est engagée pour faute de service.
- Obligation de rejoindre le poste d'affectation sous peine de sanction pour faute grave (art. 27 décret 85-59).
- Impartialité dans l'exercice des fonctions.
- Respect et obéissance au supérieur hiérarchique.
- Exercice de sa mission, personnellement et de manière continue.
- Obligation du secret professionnel (art. 23 décret 85-59).

Il ne doit divulguer aucun renseignement dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Cette obligation protège non seulement les intérêts vitaux de l'Etat mais également les particuliers comme l'a si bien souligné un spécialiste en science administrative « l'Etat moderne détient de plus en plus de renseignements sur la vie des individus, il est important que cette mémoire administrative ne soit pas livrée au grand public par des indiscrétions ».

On s'est aperçu donc que le fonctionnaire était soumis à certaines obligations particulières dont l'inobservation entraînera des sanctions parfois assez graves.

La mission conférée à l'administration justifie ainsi le caractère contraignant de ces obligations comme l'ont bien fait remarquer les juristes Auby et Ducos : « la qualité de fonctionnaire impose des obligations beaucoup plus rigoureuses que celles qui pèsent généralement sur les salariés du secteur économique. En effet, les tâches d'intérêt général auxquelles se consacrent l'administration ainsi que le prestige quelle doit avoir vis à vis des usagers imposent des devoirs particuliers qui atteignent les fonctionnaires jusque dans leur vie personnelle » (institution administrative précis Dalloz 1966 page 280).

Cela est encore vrai en Algérie où des obligations pèsent sur les fonctionnaires même hors des lieux de travail. En effet l'art. 22 du décret 85-59 précité stipule : « les travailleurs doivent s'abstenir de tous actes, même en dehors du service, incompatibles avec la dignité attachée, à leurs fonctions ».

C'est pourquoi la promulgation de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations individuelles de travail est venue rétablir l'ordre des choses et opérer la distinction entre la situation du travailleur salarié dans le secteur économique, soit public ou privé, (art.1 et 2) et celle des fonctionnaires et agents contractuels des institutions et administrations publiques de l'Etat, des wilayates et des communes, ainsi que les personnels des établissements publics à caractère administratif, les quels ont été exclus du champ d'application de la loi n° 90-11 précitée (art. 3).

Ainsi nous nous retrouvons face à une situation très particulière où le statut juridique des personnels de l'administration et des établissements publics à caractère administratif repose sur le décret n° 85-59 qui est un texte d'application de la loi n° 78-12 du 5 août 1978, laquelle loi a été abrogée expressément par les dispositions de l'art. 157 de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, comme cette même disposition a également abrogé la loi n° 82-06 du 27 février 1982 et l'ensemble des textes réglementaires pris pour leur application, sous entendu le décret n° 85-59 et le décret n° 82-302 du 11 sept. 1982 avec le paradoxe suivant – c'est que la loi n° 78-12 du 5 août 1978 a été abrogée dans l'ensemble de ses dispositions régissant les rapports de la relation de travail entre le travailleur et l'employeur à l'exception de ses articles 180 à 198 relatifs aux oeuvres sociales et à la protection sociale des travailleurs qui apparemment, demeurent toujours en vigueur notamment l'art. 186, qui dispose « qu'en cas de maladie ou incapacité ou de mise à la retraite du travailleur, le droit au maintien dans les lieux ou à un logement décent est garanti par la loi. Le bénéfice de ce droit appartient en cas de décès du travailleur aux personnes légalement à la charge du travailleur » il ajoute toutefois que sont exclus du champ d'application du droit au maintien dans les lieux les logements de fonction liés au fonctionnement du

service tel que défini par la réglementation en vigueur ce qui est un autre problème difficile à résoudre dans la pratique.

Il est utile également de rappeler que le décret n° 85-59 précité a lui même abrogé plusieurs décrets d'application de l'ord. n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique qui ont été remplacés par d'autres textes réglementaires.

Ainsi nous pouvons constater que depuis le 8 août 1978, une succession de textes législatifs et réglementaires est intervenue dans l'intention d'instituer un régime juridique régissant la relation de travail des personnes de l'administration et des institutions publiques, mais, l'inadaptation de ces textes à la mission principale du fonctionnaire chargé du bon fonctionnement du service public pour la satisfaction de l'intérêt général, leur insuffisance à suivre l'évolution des nouvelles exigences de la société et parfois leur contradiction avec le changement dans la vie politico-sociale du pays ont démontré toute l'incohérence qui existait dans les différents textes supposés venir suppléer au statut général de la fonction publique.

Insuffisance des textes actuels et vide juridique :

Dans ce même cadre nous pouvons citer à titre d'exemple quelques insuffisances dans les dispositions même du décret n° 85-59.

Ainsi l'art. 6 du décret n° 85-59 qui vise la situation des personnels temporaires fait uniquement référence au S.G.T, texte abrogé par la suite, sans donner au moins la définition de la qualité d'agent temporaire avec ses droits et ses obligations, s'agissant d'un statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques et c'est apparemment le décret n° 66-136 du 2 juin 1966 fixant les règles applicables aux personnels contractuels et temporaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif qui continue à s'appliquer aux personnels de ce corps alors que les dispositions de l'art. 32 et suivants du décret n° 85-59 sont en contradiction avec ce texte.

De même que la situation des agents vacataires n'a pas été prévue explicitement par le décret n° 85-59 précité et c'est par l'arrêté interministériel du 22 février 1993 et des instructions d'application qu'on a pallié à cette situation; bien que ce corps d'agents vacataires soit indispensable au niveau des institutions et administrations publiques, nous pouvons également citer les dispositions de l'art. 128 du décret n° 85-59 relatives au droit de recours contre les décisions des commissions de discipline qui peut être porté devant la commission de recours, ce droit est apparemment facultatif et donc le fonctionnaire sanctionné ou l'administration non satisfaite de la première décision peuvent sans utiliser cette voie de recours, saisir directement la justice ce qui accroît sensiblement le volume du contentieux de la fonction publique devant les juridictions administratives, alors qu'il serait souhaitable que le recours devant la commission de recours soit une procédure obligatoire avant la saisine des juridictions compétentes ce qui pourra alléger le nombre d'affaires devant la justice, et éviter comme cela arrive dans certains cas des recours parallèles concernant la même décision, introduit par le fonctionnaire sanctionné disciplinairement à la fois, devant la commission de recours qui peut

modifier la première décision et en même temps devant la juridiction administrative qui pourrait rendre une décision en contradiction avec celle de la commission de recours.

Toujours au niveau disciplinaire, les dispositions de l'art. 122 du décret n° 85-59 renvoient pour la classification des fautes professionnelles, aux dispositions du décret n° 82-302 du 11 sept. 1982 qui est un texte d'application de la loi n° 82-06 du 27 février 1982 relative aux relations individuelles de travail, quelque soit le secteur d'activité (laquelle a été abrogée par la loi n° 90 -11 précitée) alors que la mission assignée au fonctionnaire qui consiste à assurer le fonctionnement continu du service public lui impose des obligations beaucoup plus contraignantes que pour le travailleur dans le secteur économique, d'où par voie de conséquence le non respect par le fonctionnaire de ces obligations professionnelles entraînant nécessairement des fautes professionnelles distinctes en rapport avec l'importance de sa mission d'où la nécessité de prévoir dans le statut type même de la fonction publique une classification nette et précise de ces fautes, qui soit en adéquation avec les sanctions correspondantes, ceci afin de garantir le bon fonctionnement du service public et de protéger également le fonctionnaire contre d'éventuels abus de l'administration.

De même qu'il est à notre avis utile de revoir la classification et les différents types de sanctions applicables au fonctionnaire reconnu fautif prévues actuellement par le décret 85-59 notamment celles du 3ème degré qui nous semblent assez limitées.

D'ailleurs à ce sujet le décret n° 85-59 ne prévoit pas la possibilité de réhabilitation du fonctionnaire sanctionné après un certain délai d'épreuve comme il en est fait mention dans certains statuts particuliers.

C'est le cas également pour les dispositions de l'article 131 du décret n° 85-59 qui ne sont pas très claires, en effet cet article stipule que lorsque le fonctionnaire fait l'objet de poursuites pénales ne permettant pas son maintien en fonction, il est immédiatement suspendu et sa situation n'est définitivement réglée qu'une fois la décision de justice sanctionnant les poursuites pénales est devenue définitive. Dans ce cas précis, il aurait été souhaitable de faire la distinction entre l'infraction commise par le fonctionnaire dans l'exercice de sa mission, et celle commise en dehors de l'exercice de son travail ; les conséquences sur la suite de la situation professionnelle de l'intéressé diffèrent d'un cas à l'autre.

Par ailleurs, lorsque le fonctionnaire poursuivi en justice, et dont la relation de travail est suspendue provisoirement, jusqu'au règlement définitif de son affaire par la justice, obtient la relaxe ou l'acquiescement après une longue période de suspension quels sont les droits de l'intéressé quant à sa réintégration, son avancement, sa rémunération ou une réparation équivalente ? Le décret n° 85- 59 ne le dit pas clairement.

De même, les dispositions de l'article 136 du même décret, concernant la révocation du fonctionnaire, pour abandon de poste, ne précisent pas dans quel cas, le fonctionnaire est réellement considéré en abandon de poste et quelles doivent être les mesures préalables, à prendre obligatoirement par l'administration avant de

décider la révocation du fonctionnaire pour le motif invoqué.

Enfin pour les cas de cessation de la relation du travail, ils ne sont pas clairement précisés dans le décret 85-59 ; l'article 132 relatif à ce sujet renvoie aux dispositions de la loi n° 78-12 portant SGT et à celles de la loi n° 82-06 du 27 février 1982 toutes deux abrogées alors que s'agissant d'un décret portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques, il aurait dû les énumérer clairement.

Ainsi donc, du fait de la promulgation en 1978 du statut général du travailleur qui a conduit à la banalisation de la fonction publique, il en est résulté un cadre juridique ambigu. Le compromis que représente le décret du 23 mars 1985 fixant les dispositions communes aux personnels des institutions et administrations publiques reprend indirectement les principes fondateurs du statut de 1966, pourtant ses modalités d'application vont tantôt s'appuyer sur la loi du 5 août 1978 portant statut général du travailleur, tantôt sur les textes antérieurs à cette loi, dans la mesure où leur prorogation a été admise expressément ou implicitement par ses dispositions transitoires. Cette ambiguïté va s'accroître davantage après l'abrogation du S.G.T en 1990 par la loi relative aux relations de travail.

Soumise depuis cette date à un cadre juridique provisoire, la fonction publique va assister peu à peu à une remise en cause du principe fédérateur consacré par l'ordonnance de juin 1966.

D'où la nécessité d'une conception statutaire rénovée et adaptée à l'évolution d'une gestion rationnelle et performante des ressources humaines dans le secteur de la fonction publique ce qui constituera le thème de notre seconde partie.

II – Nécessité d'une conception statutaire rénovée et adaptée à l'évolution d'une gestion rationnelle et performante des ressources humaines dans le secteur de la fonction publique.

La tâche administrative étant devenue particulièrement complexe en Algérie, les services publics de l'administration semblent être sensiblement dépassés.

Entre l'administration et les citoyens, les relations ne sont pas toujours satisfaisantes.

L'administration étant régie par des règles bien précises, notamment celles de l'impartialité, de la hiérarchie du contrôle ... les compétences et les fonctions sont alors déterminées par des textes législatifs et réglementaires.

Occupant plus d'1.400.000 agents, le groupe socio-professionnel qu'elle constitue dans la diversité de ses statuts, de sa composante humaine et de ses nouvelles exigences la fonction publique est présente à tous les stades de la vie de la nation et constitue un instrument incontournable de la modernisation de l'Etat.

Etant le support de toutes les opérations de développement et vecteur privilégié de la communication sociale, la fonction publique (c.à.d l'administration au sens classique du terme) se trouve ainsi au cœur de la problématique des rapports entre l'Etat et la société.

Seulement, le fonctionnement bon ou mauvais de l'administration est en réalité, le reflet des hommes qui sont chargés de mettre ces moyens en œuvre d'où la nécessité d'élaborer un statut général qui définira les règles statutaires qui vont régir la carrière de ces agents de l'Etat c'est à dire leurs droits et obligations de manière claire et durable.

Les agents de l'Etat étant l'expression et le symbole de la puissance publique garante des libertés individuelles et collectives, le caractère pérenne de l'attribut traditionnel de la fonction publique constitue l'intérêt général. Et la matérialisation juridique de cet attribut passe nécessairement par la définition des conditions d'exercice de cette fonction publique, il s'agira alors pour l'Etat de consacrer dans le cadre d'une conception statutaire la nature des droits et des obligations de tous ceux qui concourent à cette fonction et qui exercent effectivement pour son compte des prérogatives de puissance publique et de service public. Dans cette perspective l'Etat doit être en mesure de définir les règles de gestion des ressources humaines de les adapter aux exigences de son fonctionnement à celles imposées par l'évolution de l'environnement économique et social, c'est-à-dire instaurer une culture de la fonction publique en analysant objectivement et de manière positive le système de la carrière et celui de l'emploi en essayant de favoriser un rapprochement effectif entre eux.

Face à cette réalité qui pèse de manière significative sur le rôle de l'Etat et les modes de gestion publique, il est utile de savoir quelle conception de fonction publique retenir et quel régime juridique s'adapterait le mieux à l'évolution du concept d'agent de l'Etat et des missions assignées au service public.

D'où la nécessité d'une conception statutaire rénovée et adaptée qui définira le lien qui unit le fonctionnaire à l'administration. Plusieurs avantages sont attachés à cette conception :

À savoir l'existence d'un statut à caractère légal et réglementaire qui reconnaît des garanties au fonctionnaire en rapport avec les responsabilités assumées et les obligations auquel il est soumis.

L'assouplissement des dispositions statutaires doit s'inscrire dans une logique unitaire de la fonction publique qui tout en affirmant l'identité de la fonction publique, doit intégrer les options de déconcentration et de décentralisation, et prendre en charge les besoins propres à certaines catégories professionnelles ou inhérentes à l'autonomie de gestion des collectivités locales et des établissements publics.

Le système comportera dans le cadre d'un statut général, les principes généraux communs à l'ensemble des agents de l'Etat et également les dispositifs statutaires régissant respectivement les fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics.

Ces nouveaux dispositifs statutaires permettront de tenir compte des besoins de fonctionnement des différents secteurs d'activité et de leurs spécificités, ils permettront également de définir des frontières plus claires entre ce qui devrait relever de l'exercice des prérogatives de puissance publique et des missions de service public et de ce qui s'apparente objectivement à une gestion de droit commun.

Le nouveau champ d'application de la conception statutaire régissant la fonction publique, dans la mesure où il ne concernerait plus que les fonctions liées à l'exercice de la puissance publique et aux fonctionnements des services publics s'en trouverait sensiblement réduit et cette réduction constituerait alors un prélude à une meilleure maîtrise des effectifs, à une évolution progressive vers une fonction publique de qualité.

Ainsi la recherche d'une nouvelle relation entre l'Etat et ses agents, fondée sur une vision commune de l'intérêt général, demande la nécessité d'un statut fondamental de référence qui régirait toutes les personnes qui concourent au fonctionnement d'un service public.

Cependant l'ouverture plus grande de la fonction publique sur la diversification des régimes de recrutement doit s'inscrire dans le processus global de la modernisation de l'administration.

Ainsi à coté du système de la carrière, appliqué de façon dominante, il est utile de réserver une place plus importante au système de l'emploi à travers l'instauration d'un régime rénové de la contractualisation adapté à la variété des missions de l'administration et leur évolution. Ce régime fera l'objet d'un règlement fixant les conditions de recrutement, l'organisation de la relation de travail, le régime de protection sociale, l'accès à la formation et les modalités de rupture du contrat de travail.

Défini ainsi par des dispositions réglementaires appropriées, le régime de la contractualisation sera de nature à répondre à la diversité des besoins que l'évolution des missions de l'administration et de son environnement pourrait imposer.

Il pourrait prendre la forme de contrat à durée déterminée pour certaines missions de l'administration qui ont un caractère circonstanciel et qui ne justifient pas le recrutement d'agents permanents ; comme la contractualisation peut favoriser le travail à temps partiel ou l'intérim.

Mais ce contrat à durée déterminée doit consister en un document d'engagement officiel qui mentionnera clairement les conditions de la relation de travail et de sa cessation, signé et accepté par les deux parties. (art. 50 en suite du S.G.T).

Ceci permettra une certaine flexibilité nécessaire à la fois aux besoins de la gestion publique et à la nature de certaines activités liées à cette gestion et à ce titre la contractualisation pourrait être étendue à tous les niveaux de la hiérarchie administrative.

Ainsi nous pouvons conclure que la valorisation des ressources humaines et l'adaptation des compétences des agents publics constituent une condition essentielle du succès de tout processus de modernisation de la fonction publique.

La dimension statutaire doit trouver sa concrétisation dans l'élaboration d'un statut général de la fonction publique qui précisera clairement et durablement les obligations essentielles pour l'administration employeur et pour le fonctionnaire agent de l'Etat chargé de l'exécution d'une mission de service public d'une part et d'autre part de définir statutairement les droits fondamentaux du fonctionnaire, lui

assurant ainsi les garanties socioprofessionnelles pour accomplir sa mission dignement, cela ne veut pas dire pour autant que les statuts régissant les services publics doivent rester figés, ils devront régulièrement s'adapter aux nécessités de l'intérêt général, c'est-à-dire l'intérêt de l'Etat.

Intervention de Monsieur MAHDADI Mabrouk
Président de section au Conseil d'Etat
à l'occasion des journées d'études sur la fonction publique
Organisées à Alger par le Conseil d'Etat
en collaboration avec la Direction Générale de la Fonction
Publique le 14/03/2004

L'article 7 bis du code de procédure civile : entre l'interprétation de la juridiction sociale et la juridiction administrative en matière d'expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis en retraite?

Mr : Nasri HAFNAOUI

Les articles 7 et 7 bis issus de la loi n° 90-23 du 22 août 1990 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile (1) disposent respectivement que :

Article 7 : « Les cours connaissent en premier ressort et à charge d'appel devant la Cour suprême de toutes les affaires quelle que soit leur nature, où est parti l'Etat, la wilaya, la commune ou un établissement à caractère administratif suivant les règles de compétence ci-après :

1) Sont de la compétence des cours d'Alger, Oran, Constantine, Bechar et Ouargla dont la compétence territoriale est fixée par voie réglementaire.

- les recours en annulation formés contre les décisions prises par les wilayas
- les recours en interprétation et les recours en appréciation de la légalité des actes de ces autorités.

2) Sont de la compétence des Cours dont la liste et la compétence territoriale sont fixées par voie réglementaire.

- les recours en annulation formés contre les décisions prises par les présidents des Assemblées populaires communales et celles des établissements publics à caractère administratif;
- les recours en interprétation et les recours en appréciation de la légalité des actes de ces autorités,
- le contentieux relatif à la responsabilité civile de l'Etat, de la wilaya, de la commune ou d'un établissement public à caractère administratif tendant à la réparation des dommages ».

Article 7 bis : « Par dérogation aux dispositions de l'article 7 ci-dessus, sont dévolus :

1- Aux tribunaux :

- les contraventions de voirie,
- le contentieux relatif aux baux ruraux, d'habitation et à usage professionnel, aux baux commerciaux, ainsi qu'en matière commerciale et sociale,
- le contentieux relatif à toute action en responsabilité tendant à la réparation des dommages, de toute nature causés par un véhicule quelconque appartenant à l'Etat, la wilaya, la commune ou un établissement public à caractère administratif.

2- Aux tribunaux chef-lieux de cours, le contentieux visé à l'article 1^{er}, alinéa 3 ci-dessus;

3- A la Cour suprême, les recours visés à l'article 231-2° ».

La question posée est de savoir quelle est la juridiction compétente pour expulser du logement de fonction le fonctionnaire admis en retraite et qui refuse de quitter les lieux sur demande de son administration ? Est-ce en application de l'article 7 bis du code de procédure civile, la juridiction administrative ou la juridiction de droit commun (sociale) ? Les cas de jurisprudence publiés font ressortir que la Cour suprême a admis en la matière aussi bien la compétence de sa chambre administrative que sociale (I). Le Conseil d'Etat a quant à lui retenu la compétence des juridictions administratives (II).

I - De l'interprétation de l'article 7 bis du cpc par la Cour Suprême

Nous examinerons l'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile donnée respectivement par la chambre administrative (A) et la chambre sociale (B) de la Cour suprême.

A - De l'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile par la chambre administrative de la Cour Suprême

L'interprétation de l'article 7bis du code de procédure civile par la chambre administrative de la Cour suprême a été donnée par son arrêt du 12/06/1994 dossier n° 99371 Bulletin des Magistrats n° 49 p 271. Dans l'espèce, le sieur (BM) occupait un logement de fonction situé à l'intérieur du centre des PTT Baghli Ali en sa qualité de receveur des postes du même centre. Après sa mise à la retraite, il refusa de quitter le logement de fonction pour permettre au fonctionnaire le remplaçant de l'occuper et ce malgré plusieurs mises en demeure ce qui provoqua une perturbation dans le bon fonctionnement du service et poussa l'administration à saisir la chambre administrative de la Cour de Bejaia statuant en matière de référé qui par ordonnance du 6/7/1991 a ordonné à l'intéressé de quitter sans délai le logement de fonction qu'il occupait.

Le sieur (BM) a formé un appel devant la chambre administrative de la Cour suprême en soulevant l'incompétence de la chambre administrative de la Cour de Bejaia en se fondant sur l'article 7 bis du code de procédure civile et précisant à titre de réserve qu'il a été mis à la retraite d'office à l'âge de 45 ans et que de ce fait il existe toujours une relation qui le lie à l'administration et surtout qu'étant malade, celle-ci aurait dû au moins le reloger.

Son appel est rejeté sur le fond par la chambre administrative de la Cour suprême pour les motifs suivants :

1 - « Effectivement l'article 7 bis du code de procédure civile donne compétence en ce qui concerne les baux d'habitation aux tribunaux de droit commun mais l'espèce en question ne rentre pas dans ce cadre car la relation liant l'appelant à l'administration n'est pas celle qui lie le bailleur et le locataire mais qu'elle est née avec la relation fonctionnelle et qu'elle s'éteint obligatoirement avec elle étant donné que la nature du logement impose cela puisqu'il est situé à l'intérieur de la recette des PTT et celui qui remplace l'occupant doit l'occuper ;

2 - « L'affaire revêt un caractère d'urgence et le juge des référés est compétent pour l'examiner;

3 - « En ce qui concerne l'état de santé de l'appelant, ce point relève du domaine social et appelle un devoir beaucoup plus moral que juridique ».

Ainsi, pour la chambre administrative de la Cour suprême, l'article 7 bis du code de procédure civile n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un litige relatif au logement qui a été mis par l'administration à la disposition de son fonctionnaire pour l'exercice de ses fonctions.

On ne manquera pas de rappeler qu'en 1992 la chambre administrative de la Cour suprême avait, sans qu'il ne soit fait état de l'article 7 et 7 bis du code de procédure civile, décidé que le logement de fonction mis par l'administration à la disposition du fonctionnaire dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, ne constitue pas un bail d'habitation de droit commun (arrêt du 23/12/ 1992 dossier n° 80864 Bulletin des Magistrats n° 52 p 140) Dans l'espèce, le sieur (MM) en sa qualité d'ingénieur chef de division des travaux publics de Bejaia a bénéficié d'un logement de fonction par décision du 10/1/1986 et dont l'article 2 dispose que « Cette affectation du logement de fonction est révocable par l'effet de la loi et à tout moment si le bénéficiaire n'exécute pas ses obligations et qu'elle prend fin en tout état de cause à la date où ce dernier n'occupe plus son poste de travail actuel ».

Par décision du 10/2/1988 il a été mis fin aux fonctions exercées par le sieur (MM) en tant que chef de la division des travaux publics de Bejaia lequel a fait l'objet d'une mutation pour nécessité de service au secrétariat DJE. Devant son refus de restituer le logement de fonction, le wali a annulé l'affectation initiale du logement et a introduit une action en référé devant le président de la chambre administrative de la cour de Bejaia tendant à l'expulser dudit logement. Par ordonnance du 6/1/1990 le président de la chambre administrative a ordonné l'expulsion de l'intéressé et de tous les occupants en son nom dudit logement.

Le sieur(MM) a formé contre ladite ordonnance un appel devant la Cour suprême chambre administrative en soutenant :

- Qu'il était toujours au service de l'administration des travaux publics et qu'il n'a jamais cessé d'occuper le logement litigieux ;

- L'absence des conditions du référé et l'existence d'une contestation sérieuse.

L'appel est rejeté sur le fond par la chambre administrative de la Cour suprême aux motifs suivants :

1 - « Le contentieux qui lui est soumis ne concerne ni l'exécution d'un simple bail qui est soumis au droit privé ni une relation de bailleur à locataire ;

2 - « Dans l'espèce, le contentieux concerne le logement de fonction attribué à un fonctionnaire de l'Etat par décision administrative et non par simple contrat. Par respect de la règle des parallélismes des formes, c'est une décision qui a mis fin à la décision d'affectation du logement. En conséquence de cela, c'est à juste titre que le président de la chambre administrative de la cour de Bejaia a retenu sa compétence ;

3 - « Il y a urgence pour le wali de récupérer le logement de fonction litigieux et loger le nouveau bénéficiaire du logement ;

4 - « L'attribution dudit logement était temporaire et révocable et par l'acceptation de sa mutation au secrétariat DJE le sieur (MM) a implicitement renoncé au bénéfice du logement de fonction et qu'il lui appartenait en conséquence de le vider ».

B - De l'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile par la chambre sociale de la Cour Suprême

L'interprétation de l'article 7 bis du CPC par la chambre sociale de la Cour suprême a été donnée par son arrêt du 08/06/1999 RJCS n° 1/2000 p 115. Dans l'espèce, le sieur (MA) fonctionnaire en retraite a, sur action intentée par son ancienne administration représentée en l'occurrence par le ministre des postes et des télécommunications, été expulsé du logement de fonction qu'il occupait, par ordonnance du juge du référé en date du 29/3/1997 rendu par le tribunal de Sidi M'hamed confirmée par arrêt de la Cour d'Alger du 08/11/1997.

Le sieur (MA) s'est pourvu en cassation devant la chambre sociale de la Cour suprême contre l'arrêt de la cour d'Alger en se fondant sur un moyen unique pris en la violation de la loi et l'erreur dans son application.

Sur la 1^{ère} branche : L'appelant reproche à l'arrêt d'avoir retenu sa compétence matérielle alors que les exceptions prévues à l'article 7 bis du code de procédure civile concerne la location de logement tandis que dans l'espèce il n'existe pas de titre de location.

Cette branche du moyen est rejetée par la chambre sociale de la Cour suprême qui selon sa jurisprudence constante, les exceptions prévues par l'article 7 bis du code de procédure civile concernent toutes les relations de location y compris celle qui est créée par une décision d'affectation (de réservation – d'attribution- de concession);

Sur la 2^{ème} branche : L'appelant reproche à l'arrêt attaqué d'avoir retenu sa compétence en matière de référé sur la base de l'absence en sa possession d'un titre de location après qu'il ait été admis en retraite et en décidant ainsi il a violé le critère de l'urgence.

Cette 2^{ème} branche du moyen est rejetée par la chambre sociale de la Cour suprême qui estima que l'absence du titre de location est suffisante pour donner compétence au juge des référés.

Sur la 3^{ème} branche : L'appelant reproche à l'arrêt attaqué d'avoir considéré que le logement litigieux est un logement annexé au siège de l'entreprise alors qu'il se situe dans un immeuble comportant des appartements occupés par des particuliers.

Cette 3^{ème} branche du moyen est rejetée par la chambre sociale de la Cour suprême qui estima que ce point qui concerne les faits de l'action ne peut être soulevée devant elle pour le première fois étant donné qu'il n'a pas été soulevé et discuté devant les juges du fond.

Sur la 4^{ème} branche : L'appelant reproche à l'arrêt attaqué en ce qu'il a violé l'article 186 du statut général du travailleur aux termes duquel « En cas de maladie,

d'incapacité ou de mise à la retraite du travailleur, le droit au maintien ou un logement décent est garanti par la loi.

Le bénéfice de ce droit appartient en cas de décès du travailleur, aux personnes légalement à la charge du travailleur.

Sont exclus du champ d'application du droit au maintien dans les lieux, les logements de fonction liés au fonctionnement du service et tels que définis par la réglementation en vigueur ».

Cette 4^{ème} branche du moyen est rejetée par la chambre sociale de la Cour suprême qui décida qu'un tel débat ne peut être soulevé pour la première fois devant elle. C'est dire que l'application de l'article 186 du statut général du travailleur précité n'a pas été soulevé devant les juges du fond et par conséquent la chambre sociale de la Cour suprême n'avait pas à en connaître.

Il y a lieu de signaler à l'occasion que les articles 180 à 186 relatifs aux œuvres sociales et les articles 187 à 198 relatifs à la protection sociale de la loi n°78-12 du 5/8/1978 portant statut général du travailleur sont toujours en vigueur puisque l'article 157 de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail n'a abrogé de cette loi n° 78-12 que ses articles 1 à 179 et 199 à 216.

Ainsi, il ressort de la 1^{ère} branche du moyen précitée que pour la chambre sociale de la Cour suprême, les exceptions prévues par l'article 7 bis du code de procédure civile concernant toutes les relations de location y compris celle qui est créée par une décision d'affectation (de réservation – d'attribution- de concession) ;

Notons que la chambre sociale de la Cour suprême a confirmé en 2000 sa position de 1999 dans son arrêt du 14/03/2000 dossier n° 228601 revue de la Cour suprême n°2/2001 p 164 en décidant que :

* « L'arrêt objet du pourvoi a commis une erreur dans l'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile en considérant que les locations accordées par actes de concession émanant de la direction des biens de l'Etat ne rentrent pas dans les exceptions prévues par cet article.

* « Cet article a introduit un principe général qui n'accepte pas d'interprétation qui limite son champ d'application et cette large interprétation de ce texte est consacrée par la jurisprudence de la Cour Suprême ».

A la lumière ce qui précède, nous constatons une dualité de compétence en matière d'expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis en retraite, puisque en application de l'article 7 bis du code de procédure civile au sein même de la Cour Suprême :

- sa chambre administrative a admis la compétence des juridictions administratives pour ordonner l'expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis en retraite (arrêt du 12/06/1994 dossier n° 99371 Bulletin des Magistrats n° 49 p 271).

- sa chambre sociale a admis la compétence des juridictions de droit commun

pour également ordonner l'expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis en retraite (arrêt du 08/06/1999 et arrêt du 14/03/2000 précités).

Ceci montre clairement à notre avis une contradiction dans la position de la Cour suprême en tant qu'organe régulateur des activités des cours et tribunaux (2). Avec la constitution de 1996, la Cour suprême a conservé cette attribution (art 152/1) et un Conseil d'Etat a été institué en tant qu'organe régulateur de l'activité des juridictions administratives (art 152/2) (3) et c'est ainsi que ces deux organes assurent l'unification de la jurisprudence à travers le pays et veillent au respect de la loi (art 152/3), chacun agissant dans son domaine de compétence.

II - De l'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile par le Conseil d'Etat

L'interprétation de l'article 7 bis du code de procédure civile par le Conseil d'Etat est donnée dans son arrêt du 11/09/ 2001 n° 007988 Revue du Conseil d'Etat n° 1/2002 p 131 mais qui est relatif aux effets de la mutation du fonctionnaire sur le logement de fonction qu'il occupe.

Dans l'espèce, un fonctionnaire exerçant au secteur sanitaire de Ouled Moussa a bénéficié d'un logement pour nécessité absolue de service. Muté au secteur sanitaire de Rouiba pour occuper d'autres fonctions, l'intéressé refusa de restituer le logement de fonction à son administration qui a alors intenté contre lui devant la chambre administrative de la Cour d'Alger une action en expulsion dudit logement, et ce en se fondant sur l'article 7 du code de procédure civile et l'article 8 du décret n° 89-10 du 7 février 1989 fixant les modalités d'occupation des logements concédés par nécessité absolue de service ou utilité de service et les conditions de cessibilité de ces logements qui dispose que « Les concessions de logement sont précaires et révocables à tout moment dans les mêmes formes que celles prévues aux articles 3 à 5 ci-dessus. Leur durée est limitée à celle pendant laquelle les intéressés occupent les emplois qui les justifient. Elles prennent fin, en toute hypothèse, en cas d'alinéation ou de désaffectation de l'immeuble.

En cas de révocation de la concession, les intéressés doivent libérer les lieux dans un délai de trois mois, sous peine de se voir appliquer les sanctions prévues à l'article 10 ci-dessous ».

La chambre administrative de la Cour d'Alger a prononcé l'expulsion du logement litigieux du fonctionnaire qui a saisi en appel le Conseil d'Etat en soulevant son incompétence conformément à l'article 7 bis du code de procédure civile. Son appel fut rejeté pour les motifs suivants :

1 - « L'article 7 bis du code de procédure civile n'est pas applicable à l'espèce car l'objet de l'action ne concerne nullement une location d'un local à usage d'habitation mais concerne le bénéfice d'un logement de fonction réservé pour l'intérêt du service public ce qui ne peut être considéré comme une location et partant le contentieux relève de la chambre administrative en application des dispositions de l'article 7 du code de procédure civile ;

2 - « Du moment que l'appelant a bénéficié d'un logement de fonction pour

nécessité de service situé au centre du secteur sanitaire de Ouled Moussa, qu'il a été muté au secteur sanitaire de Rouiba, il doit quitter les lieux en application de l'article 8 du décret n° 89-10 ».

Ainsi, pour le Conseil d'Etat, l'article 7 bis du code de procédure civile n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un logement mis par l'administration à la disposition du fonctionnaire pour les besoins du service auquel cas le contentieux relève des juridictions administratives.

Le Conseil d'Etat a confirmé en 2003 implicitement sa position, même si l'incompétence de la chambre administrative de la Cour de Constantine n'a pas été soulevée dans son arrêt du 8/4/2003 dossier n° 14989 revue du d'Etat n° 3/2003 p 177 qui a traité à l'expulsion sous astreinte journalière de 1000 DA du logement de fonction d'une fonctionnaire admise en retraite. Dans l'espèce, madame X.Y occupait un logement de fonction relevant de la direction de l'éducation de la wilaya de Constantine. Suite à son admission à la retraite et à son refus de restituer le logement à son administration, elle a fait l'objet par le ministère de l'éducation nationale d'une action en justice devant la chambre administrative de la cour de Constantine qui ordonna son expulsion ainsi que tous les membres vivant sous son toit et ce sous astreinte journalière de 1000 DA.

Son appel devant le Conseil d'Etat a été accepté s'agissant de la suppression de l'astreinte mais rejeté en ce qui concerne l'expulsion aux motifs suivants :

- Le logement de fonction est accessoire à la fonction ;
- L'admission à la retraite met fin à la relation de travail qui est l'unique motif de l'octroi du logement de fonction et la nouvelle situation réglementaire (admission à la retraite) rend son occupation par l'appelante sans base légale ;
- La concession du logement de fonction relève des attributions de la direction de l'éducation de wilaya et non de celles de l'assemblée populaire communale d'où le non fondement de ce moyen ;
- L'astreinte est une obligation pour le juge qui la prononce comme sanction et pour cela elle doit être soumise au principe de la légalité des délits et des peines et partant elle doit être consacrée par un texte de loi ;
- Le juge en matière administrative ne peut prononcer l'astreinte en l'absence d'une loi le permettant ;
- L'arrêt objet de l'appel est confirmé en ce qui concerne l'expulsion et la demande relative à la suspension de l'exécution de l'astreinte est acceptée.

Ainsi, pour une seconde fois, le Conseil d'Etat confirme la compétence des juridictions administratives pour ordonner l'expulsion du fonctionnaire du logement de fonction du fonctionnaire admis à la retraite, même si dans l'espèce l'incompétence de la chambre administrative de la cour de Constantine n'a pas été contestée par l'intéressée.

En conséquence, on se demande quelle serait la position de la chambre sociale de la Cour suprême si elle serait à l'avenir saisie d'un contentieux relatif à l'expulsion du logement de fonction du fonctionnaire admis à la retraite? Va-t-elle comme en 1999 et 2000 (arrêt du 8/6/1999 et arrêt du 14/03/2000 précités) retenir la compétence des juridictions sociales sur la base de l'article 7 bis du code de procédure civile et aller alors à contresens de la position du Conseil d'Etat affirmée par son arrêt du 11/2/2001 et du 8/4/2003, interrogation quelque peu légitime née malheureusement du fait que les débats parlementaires relatifs à l'article 7 et 7 bis du code de procédure civile issus de la loi n° 90-23 du 18 août 1990 précitée n'ont pas traité du bail à usage d'habitation pour savoir si oui ou non il englobe le logement de fonction qu'attribue l'administration à son fonctionnaire pour les besoins du service (Cf Journal officiel des débats parlementaires de l'Assemblée Nationale poulaire n° 148 du 13 septembre 1990).

En tout état de cause, le Tribunal des Conflits est là pour trancher sur les questions se rapportant à des conflits de compétence entre une juridiction l'une de l'ordre judiciaire et l'autre de l'ordre administratif (4). **Mais en attendant, la balle est dans le camp de la Cour suprême puisque la position du Conseil d'Etat en la matière est plus récente que la sienne.**

(1) jora n° 36/1990 p 992

(2) Article 6 de la loi n° 89-22 du 12 décembre 1989 relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de la Cour suprême (jora n° 53/1989 p 1199), modifiée et complétée par l'ordonnance n° 96-25 du 12 août 1996 (jora n° 48/1996 p 3). Avant l'institution du Conseil d'Etat par la constitution de 1996, la Cour suprême était composée de neuf (09) chambres avant la mise en place du Conseil d'Etat : chambre civile - chambre foncière-la chambre de statut personnel et des successions - chambre commerciale et maritime - chambre sociale - chambre administrative - chambre criminelle- chambre des délits et contraventions- chambre des requêtes, chargée de l'examen de la recevabilité des requêtes en pourvoi.

(3) Textes législatifs et réglementaires relatifs au Conseil d'Etat et au Tribunal des Conflits :

3.1 -Loi organique n° 98-01 du 30 mai 1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat (jora n° 378/1998 p 3).

3.2 -Loi n° 98-02 du 30 mai 1998 relative aux tribunaux administratifs (jora n° 37/1998 p 7).

3.3 -Loi organique n° 98-03 du 3 juin 1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Tribunal des Conflits (jora n° 39/1998 p 3).

3.4 -Décret exécutif n° 98-261 du 29 août 1998 fixant les formes et modalités de procédures en matière consultative auprès du Conseil d'Etat (jora° 64/1998 p 4).

3.5 -Décret exécutif n° 98-262 du 29 août 1998 fixant les modalités de transfert de l'ensemble des affaires inscrites et/ou pendantes au niveau de la chambre administrative de la Cour suprême au Conseil d'Etat (jora n° 64/1998 p 5).

3.6 -Décret exécutif n° 98-263 du 29 août 1998 fixant les modalités de nomination et de classification des chefs de services et de départements du Conseil d'Etat (jora n° 64/1998 p 6).

(4) Selon l'article 16 de la loi n° 98-03 du 3/6/1998 relative aux compétences, à l'organisation et le fonctionnement du tribunal des conflits (jora n° 39/1998 p 3) « Il y a conflit de compétence lorsque deux juridictions, l'une de l'ordre judiciaire, l'autre de l'ordre administratif se sont déclarées soit compétentes, soit incompétentes pour juger un même litige ».

Le contrôle du juge en matière d'expropriation

Maître KADI-HANIFI Mokhtaria
Avocate agréée près de la Cour Suprême
et du Conseil d'Etat

L'expropriation constitue une atteinte directe au droit de propriété, sa gravité est telle que dans le système français, ce n'est pas l'administration mais un juge spécial, juge de l'expropriation, relevant de l'ordre judiciaire, qui prononce l'ordonnance d'expropriation qui a pour effet de transférer la propriété du bien exproprié, de la personne privée à la personne publique. En droit algérien c'est différent, l'acte de transfert de propriété, est un acte administratif et non juridictionnel, le juge n'intervient qu'en cas de désaccord entre l'administration expropriante et l'exproprié, soit sur le montant de l'indemnisation soit sur la régularité de la procédure d'expropriation, selon que le contentieux soit de nature indemnitaire ou qu'il relève du contentieux de l'annulation.

Quel juge est compétent pour connaître des différents contentieux de l'expropriation? Cette question a connu une évolution depuis l'ordonnance de 1976 portant réforme de l'expropriation pour cause d'utilité publique, antérieurement à cette date, le contentieux de l'expropriation était de nature mixte, les demandes relatives à l'indemnisation étaient de la compétence du juge civil, « gardien naturel de la propriété privée », alors que le contentieux de l'annulation relevait du juge administratif. Depuis 1976 il n'existe plus de partage de compétence entre le juge civil et le juge administratif, le contentieux de l'expropriation, quelque soit sa nature, relève du juge administratif, on parle aujourd'hui d'unité de contentieux et non de dualité.

Le juge administratif peut être saisi pour:

- prononcer le sursis à exécution de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique
- ordonner l'annulation de tout acte administratif pris au cours de la procédure d'expropriation
- ordonner l'envoi en possession en cas de nécessité
- fixer l'indemnité d'expropriation ou régler les différends relatifs à l'identification des propriétaires.
- Ordonner la rétrocession lorsque les conditions en sont remplies

Les conditions spécifiques de recevabilité de ces actions sont définies par la loi 91-11 du 27 avril 1991 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, un bref rappel de leur exercice (I) nous amènera à analyser l'étendue du contrôle du juge en matière d'expropriation (II)

I) Conditions de recevabilité des recours juridictionnels en matière d'expropriation:

Qui peut former un recours pour cause d'expropriation, quels actes peuvent faire l'objet d'un recours? dans quels délais doivent s'exercer les recours?

1 - conditions relatives à la qualité de requérant:

Au terme de l'article 13 de la loi 91-11 sus citée « toute partie intéressée peut former un recours contre l'acte de déclaration d'utilité publique », l'intérêt à agir doit exister chez les personnes physiques aussi bien que morales:

*** les personnes physiques :**

Celui qui exerce un recours juridictionnel à l'encontre d'un acte d'expropriation doit établir la nature de sa relation à l'acte attaqué, en matière d'expropriation cela peut être une relation de propriété, de possession ou même de voisinage : le propriétaire du bien exproprié, co-indivisaire, locataire, détenteur de droits réels, le voisin, peuvent se prévaloir de leur qualité pour agir. Dans tous les cas l'intérêt à agir s'apprécie au regard du grief subi par le requérant, celui-ci doit être réel, direct, certain et matériel. L'intérêt à agir doit être personnel et s'apprécie à la date du recours.

*** les personnes morales :**

Les sociétés, les associations, les syndicats, les groupements professionnels, ces personnes morales ont-elles qualité pour agir en justice en matière d'expropriation? Oui si il est établi un grief à l'encontre de leur intérêt collectif.

Le problème de l'intérêt à agir s'est posé pour les associations, existe-t-il un intérêt collectif, selon quels critères s'apprécie-t-il : c'est le critère de la spécialité dégagé par la jurisprudence française, l'intérêt à agir d'une association s'apprécie au regard de son objet tel qu'il ressort de ses statuts, critère repris par le droit algérien. Au terme de l'article 74 de la loi 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme « toute association légalement constituée qui se propose par ses statuts, d'agir pour l'aménagement du cadre de vie et pour la protection de l'environnement, peut se porter partie civile en ce qui concerne les infractions aux dispositions de la législation en vigueur.. ». C'est ainsi que de par leur statut les associations de protection de l'environnement peuvent se prévaloir d'un intérêt à agir contre un projet d'expropriation portant atteinte à l'environnement ou n'ayant pas fait l'objet d'une étude d'impact préalable.

2 - Conditions relatives à l'acte :

Seule une décision administrative individuelle ou réglementaire peut faire l'objet d'un recours : l'arrêté portant déclaration d'utilité publique, l'arrêté de cessibilité ou l'arrêté d'expropriation sont des actes administratifs susceptibles de léser les requérants et contre lesquels un recours juridictionnel est recevable.

Il faut cependant distinguer selon la nature de l'acte, qu'il soit individuel ou réglementaire. A l'encontre des actes administratifs individuels, tel que l'arrêté d'expropriation ou l'arrêté de cessibilité, ne peuvent agir que les personnes directement concernées, celles qui ont fait l'objet d'une notification expresse de l'acte. Pour les actes réglementaires, publiés tels que la déclaration d'utilité publique, le recours est largement ouvert à toute personne intéressée, qui conteste l'appréciation de l'utilité publique ou la régularité de la procédure d'expropriation.

Qu'en est-il des actes administratifs préparatoires tel que l'arrêté d'ouverture de l'enquête d'utilité publique qui peut comporter des vices propres ? Le législateur algérien a édicté un formalisme strict et même lourd, dont le non respect entraîne la nullité de l'acte portant enquête d'utilité publique. Le juge doit-il annuler cet acte préparatoire, en l'absence de tout autre contestation relative aux actes d'exécution de l'expropriation ou doit-il juger la demande d'annulation de l'acte préparatoire recevable, uniquement par la voie de l'exception d'illégalité?

En principe, en l'absence de griefs personnels, les actes préparatoires sont insusceptibles de recours, sauf par le mécanisme de l'exception d'illégalité. Le mécanisme de l'exception d'illégalité consiste, à l'occasion d'un procès fait à un acte, d'invoquer l'illégalité d'un acte administratif, antérieur, sur lequel celui-ci est fondé ou dont il constitue une application. L'illégalité pour vice de forme de l'arrêté d'ouverture de l'enquête d'utilité publique peut être invoquée à l'appui d'un recours en annulation de l'acte déclaratif d'utilité publique.

3 - Conditions relatives aux délais:

- Le recours juridictionnel à l'encontre de la déclaration d'utilité publique (DUP) n'est recevable que s'il est formé dans le délai maximum d'un (1) mois à compter de la publication ou de la notification, selon le cas, du dit acte.

La question du point de départ du délai de recours en annulation à l'encontre de la DUP est importante.

Le délai de recours part de la date de la publication pour les personnes intéressées qui ne sont pas formellement désignées comme les personnes expropriées (les propriétaires des parcelles expropriées ou leurs ayants droits). Cela peut être une association de protection de l'environnement ou toute autre personne juridique se prévalant d'un intérêt à agir.

En revanche pour les personnes expropriées bénéficiaires d'une notification individuelle, le point de départ du délai de recours court à compter de la date de notification.

- Le recours juridictionnel à l'encontre de l'arrêté de cessibilité est fixe à quinze jours à compter de la notification du dit acte. L'arrêté de cessibilité porte sur l'identification des parcelles à exproprier et l'identité de leurs propriétaires, il doit indiquer le montant de l'indemnité d'expropriation. C'est le plus souvent, le montant de l'indemnité fixée dans l'arrêté qui fait l'objet de contestation. La brièveté de ce délai de recours s'explique par le fait qu'au stade de l'arrêté de cessibilité, la procédure d'expropriation est déjà largement engagée, que les intéressés ont eu le temps à travers les différentes phases antérieures et notamment durant la phase de l'enquête parcellaire (souvent très longue), de faire connaître leurs oppositions. L'arrêté de cessibilité apparaît comme une étape de formalisation, sans grande portée juridique, certaines législations étrangères, par souci de simplification, ont purement et simplement supprimé l'édition de cet acte qui fait double emploi avec l'arrêté d'expropriation.

- Le recours juridictionnel en cas de contestation de l'offre d'indemnisation est

fixé à un délai d'un mois à compter de la date de notification du rejet par l'administration de l'offre de l'exproprié.

Le recours juridictionnel en matière d'expropriation suspend la procédure d'expropriation, c'est une exception importante apportée au principe sacro-saint du privilège du préalable et du caractère exécutoire des décisions administratives. La loi 91-11 a en effet institué un sursis à exécution légal, en cas de recours à l'encontre de l'acte déclaratif d'utilité publique, c'est un apport majeur du législateur, qui renforce la protection des droits des expropriés et constitue une garantie essentielle du droit de propriété. Le contrôle de légalité du juge est donc essentiel en matière d'expropriation, quelle en est l'étendue ?

II) Etendue du contrôle du juge en matière d'expropriation:

Quel type de contrôle exerce le juge : contrôle de légalité interne et externe, contrôle *in abstracto* ou *in concreto* ?

La légalité externe des actes administratifs d'expropriation concerne le respect des règles de compétence, de forme et de procédure « considérées comme susceptibles d'affecter non le contenu de la décision mais seulement la façon dont la mesure a été élaborée et arrêtée. »¹ La légalité interne s'attache aux moyens de fond, principalement la violation de la loi et le détournement de pouvoir.

1 - Contrôle de la légalité externe:

La portée de l'annulation de l'acte ainsi que le degré de contrôle du juge en matière de légalité externe n'a pas la même étendue qu'en matière de légalité interne, seule la violation des règles d'ordre public ou substantielles, est sanctionnée par l'annulation de l'acte. L'administration peut à nouveau prendre la même décision mais en respectant les règles prescrites, par voie de régularisation. En conséquence l'annulation pour non-respect de la légalité externe peut n'être que temporaire.

Il convient de signaler également qu'en matière de légalité externe, c'est-à-dire en ce qui concerne les règles de forme et de procédure que l'administration doit respecter, l'administré doit s'appuyer sur les règles posées par la législation spécifique à l'expropriation mais également se référer à des textes de portée générale tels que le code de procédure civile ou des textes réglementaires régissant les relations entre l'administration et les usagers.

Le contrôle de la légalité externe porte essentiellement sur la compétence, le vice de forme et le vice de procédure.

- l'incompétence matérielle :

L'incompétence matérielle est un moyen d'annulation de l'acte, elle est d'ordre public et peut être soulevée d'office par le juge, elle peut être soulevée à n'importe quel moment de l'instance et à n'importe quel degré de la procédure juridictionnelle. En principe le juge commence toujours par le contrôle de la compétence, la sienne et celle de l'auteur de l'acte attaqué, doit être examinée *in limine litis*.

¹ D. Peano: le recours pour excès de pouvoir – ed juris classeur – 2 – 1999 - fasc 1150 p7.

La compétence des autorités habilitées à prendre les actes d'expropriation est fixée par les textes législatifs, c'est le wali, qui prend un arrêté préfectoral d'expropriation, sauf le cas où les biens à exproprier se trouvent sur le territoire de plusieurs wilayas, dans ce cas c'est par arrêté ministériel conjoint.

L'incompétence matérielle peut être directe ou indirecte:

* **L'incompétence directe** : c'est le cas lorsque l'autorité qui a pris l'acte n'a pas qualité pour le faire, c'est une hypothèse qui peut se présenter dans deux cas: lorsque l'arrêté de cessibilité des biens expropriés est signé par le maire, président de l'assemblée populaire communale, et non par le wali territorialement compétent, ou lorsque c'est par arrêté de Wali et non par arrêtés ministériels conjoints, qu'est déclarée l'utilité publique des biens à exproprier situés sur le territoire de deux ou plusieurs wilayas

* **L'incompétence indirecte** : elle est la conséquence du non respect d'une formalité, c'est le cas lorsqu'une décision est subordonnée à l'obligation d'une consultation préalable, le défaut d'avis préalable de la commission d'enquête, constitue un vice qui affecte la compétence de l'autorité habilitée à prendre la décision d'exproprier « l'obligation de consultation préalable peut manifester l'existence d'un véritable pouvoir de co-décision partagé entre l'autorité signataire et l'organe consulté »²

- **vice de forme** :

* affecte la forme de l'acte c'est à dire l'instrumentum et non le negotium :

En droit algérien, le caractère formaliste de la procédure administrative d'expropriation offre au requérant qui peut s'en prévaloir, et au juge, des moyens particulièrement nombreux de contrôle de la légalité externe de la procédure d'expropriation, l'absence de mentions obligatoires dans le dossier d'enquête, le non-respect des règles d'incompatibilité et d'indépendance dans la composition des membres de la commission d'enquête, l'absence dans le rapport d'évaluation de la méthode de calcul, pour chaque acte administratif, le législateur a énoncé des formalités qui constituent autant de moyens fondés sur le vice de forme susceptibles d'entraîner l'annulation de l'acte directement ou par la voie de l'exception d'illégalité.

Le contrôle du vice de forme est atténué par la règle du caractère substantiel ou non substantiel de l'irrégularité, cette dernière est substantielle quand elle a une incidence sur le contenu ou la portée de l'acte, en conséquence n'est pas substantielle, celle qui est sans conséquence sur la garantie des droits des expropriés, on dit encore que l'irrégularité ne fait pas grief, c'est le cas, lorsque bien que les formalités de publicité de l'enquête n'ont pas été respectées, l'administré a pu faire connaître ses observations au cours du déroulement de l'enquête. Le caractère substantiel ou non substantiel de la formalité s'apprécie in concreto en fonction des effets de l'irrégularité sur la décision d'une part et sur les droits des administrés d'autre part.

² D. Péano: recours pour excès de pouvoir - Juris Classeur - 2 - 1999 - fasc 1150 p9.

- le vice de procédure :

Non-respect de la procédure d'expropriation - absence d'enquête d'utilité publique, qui remet en cause le principe de l'information du public – non-respect du déroulement de l'enquête. Non respect de la procédure de publicité (voir l'arrêt de la Cour Suprême algérienne du 24.05.95 - affn° 91487 Abdoun Mohamed C/wali de Tizi-Ouzou, La Cour a déclaré que l'arrêté d'expropriation est un acte individuel, que le défaut de notification au propriétaire du bien exproprié constitue une violation des formes de procéder en conséquence l'arrêt d'expropriation a été annulé)

Les vices de procédure concernent en général l'omission des consultations obligatoires, ces mêmes moyens peuvent être soulevés à l'appui d'un vice d'incompétence parce qu'ils affectent la compétence liée à la consultation de l'autorité habilitée à prendre la décision. En droit algérien le juge doit s'assurer que la consultation préalable à la déclaration d'utilité publique a bien été organisée, l'absence d'avis de la commission d'enquête est un moyen d'annulation de la DUP, un moyen substantiel car il affecte le droit à information des administrés. Les avis d'enquête doivent être affichés et publiés, l'omission de ces règles est également considérée comme substantielle par le législateur algérien.

Le contrôle du juge peut également porter sur le contenu du dossier soumis à l'enquête publique, notamment sur les documents qui doivent y figurer à peine de nullité. La teneur du dossier est difficilement appréciable au regard du respect du droit à l'information, la procédure de l'enquête publique n'étant que le premier acte préparatoire de l'opération d'expropriation, l'administration ayant rarement à ce stade de l'élaboration de la décision d'expropriation, l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de l'utilité publique. Ce contrôle ne relève pas du vice de procédure mais d'une violation d'une règle de fond liée au droit à information de l'exproprié et à l'appréciation de l'utilité publique.

2 - Le contrôle de la légalité interne :

Le contrôle du bien fondé des intérêts qui motivent l'expropriation, l'appréciation de l'utilité publique, fondement du recours à l'expropriation, constitue le contrôle juridictionnel de légalité interne. A ce niveau le juge est souvent confronté au pouvoir discrétionnaire de l'administration, c'est cette dernière qui définit l'utilité publique du projet d'expropriation, notion imprécise, aux contours fluctuants.

La loi de 1991 a limité l'étendue de la notion d'utilité publique en disposant que le recours à l'expropriation « n'est possible que pour la mise en oeuvre d'opérations résultant de l'application des instruments réguliers d'urbanisme ». En conséquence toute procédure d'expropriation doit être liée à l'exécution d'un plan d'occupation des sols (POS), le cas échéant la violation de la loi ou le détournement de pouvoir sont des moyens de recours pour excès de pouvoir directement liés au pouvoir discrétionnaire de l'administration dans l'appréciation de l'utilité publique.

- La violation de la loi

C'est un moyen qui englobe le contrôle des motifs de droit et motifs de faits :

On a longtemps considéré, qu'à l'instar du juge civil de cassation, le contrôle

exercé par le juge de l'excès de pouvoir ne pouvait porter que sur l'application des règles de droit par l'administration, les questions de fait relevant du pouvoir discrétionnaire de cette dernière. C'est ce qu'on a appelé le contrôle minimum du juge administratif sur la légalité des actes administratifs, l'étendue des pouvoirs du juge, dans ce contexte, excluait tout contrôle sur la matérialité des faits et leur qualification juridique. Le recours à la théorie de l'erreur manifeste d'appréciation constitue la première extension des pouvoirs du juge face au pouvoir discrétionnaire de l'administration, son application en matière d'expropriation a évolué vers une autre technique d'appréciation par le juge, de l'utilité publique, connue sous la dénomination de théorie du bilan. Ces deux constructions jurisprudentielles ont été élaborées pour contrôler le caractère excessif de la décision administrative, elles sont tirées de l'application d'un grand principe de droit, le principe de proportionnalité selon lequel il doit exister une adéquation entre le but poursuivi et les moyens utilisés pour atteindre ce but.

La théorie du bilan qui consacre la règle selon laquelle une opération d'expropriation ne peut être déclarée d'utilité publique, que si les avantages de cette opération l'emportent sur ses inconvénients, est reprise en droit algérien. En effet la circulaire interministérielle n° 0007 du 11 mai 1994 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique dispose expressément « une opération ne peut être légalement déclarée d'intérêt public que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier, les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente ».

C'est ainsi qu'en matière de contrôle et d'appréciation de l'utilité publique par le juge algérien, un arrêt a été rendu par la Cour Suprême en date du 13.01.91 (aff n°71373 Bendjillali Amar C/ wali de Tizi-Ouzou) Dans cette affaire les expropriés contestaient l'utilité publique de l'ouverture d'une seconde route sur leur terre agricole pour relier la route nationale alors qu'il en existait déjà une, suffisante. La cour s'appuyant sur le rapport d'expertise concluant le défaut d'utilité publique du projet, a annulé l'arrêté d'expropriation.

- Détournement de pouvoir

« le détournement de pouvoir est un vice de l'acte administratif qui se rencontre lorsqu'une autorité administrative a utilisé volontairement ses pouvoirs dans un but autre que celui pour lequel ils lui ont été conférés ».³ La encore le juge sera amené à rechercher si le but de l'expropriation, l'utilité publique, a été respecté. Une expropriation prononcée au bénéfice d'une personne juridique de droit privée pose toujours la question du détournement de pouvoir, lorsque cette personne n'est pas investie d'une mission de service public. La question peut se poser en droit algérien dans la mesure où le législateur de 1991 n'a pas défini la notion essentielle de bénéficiaire de l'expropriation, on connaît le titulaire du droit d'expropriation, c'est toujours l'Etat, à travers les pouvoirs conférés au wali en la matière, mais on ne connaît pas les personnes qui peuvent exclusivement bénéficier d'une opération d'expropriation. C'est un vide juridique que la jurisprudence sera amenée à trancher.

³ Jean Mary Auby et Roland Drago: traité des recours en matière administrative - Litec p : 29.

CONCLUSION

Le propriétaire menacé d'expropriation peut solliciter du juge, le sursis à exécution de la procédure d'expropriation, en contestant la légalité de la déclaration d'utilité publique. C'est la loi qui le lui accorde en cas de recours juridictionnel. Ce sursis à exécution qui suspend automatiquement la procédure d'expropriation constitue une garantie fondamentale de la protection du droit de propriété face à la prérogative de l'expropriation, il constitue une exception importante au principe du caractère non suspensif des recours juridictionnels et à la règle du privilège du préalable, attribut de la décision administrative.

L'administration peut mettre en échec l'effet suspensif du recours juridictionnel en demandant au juge l'envoi en possession, pour cause de nécessité, selon la procédure d'urgence. Lorsque des opérations « éminemment utiles à la collectivité peuvent se trouver bloquées du fait d'un propriétaire récalcitrant ou abusivement procédurier, ou simplement du fait de situations juridiques complexes », ⁴ lorsque le coût de l'opération s'en trouvera majoré, cette situation peut être considérée comme cas de nécessité par le juge.

⁵ « La protection maximale est accordée au requérant lorsque la saisine du juge suspend automatiquement l'exécution de l'acte attaqué » (1), en instituant un sursis à exécution automatique, la loi 91-11 a voulu assurer une réelle protection du droit de propriété face à la menace de l'expropriation, elle dispense le requérant de réunir les difficiles conditions d'octroi du sursis à exécution, le législateur algérien a considéré comme preuve irréfragable le caractère irréparable du préjudice subi par l'exproprié du fait de l'expropriation.

⁴ Circulaire interministérielle n°0007 sus citée.

⁵ Paraskevi Mouzouraki: efficacité des décisions du juge de la légalité administrative dans le droit français et allemand - LGDJ 1999 - p 17

DROIT A L'INDEMNISATION EN MATIERE D'EXPROPRIATION

COMMENTAIRE D'ARRET DU CONSEIL D'ETAT (CHAMBRE 2- SECTION 1) N°= 012419 du 16/12/2003

Par Madame Kribi Z. conseiller d'état

- Nécessité d'un acte de propriété
- Possession acquisitive reconnue sous conditions (art. 22 du dec. ex.93/186)
- La reconnaissance de la qualité du possesseur exproprié par le commissaire-enquêteur lie le wali.

Statuant sur l'appel interjeté par le nommé N.M qui conteste la décision de la chambre administrative de la cour de BATNA, le CE a rendu son arrêt confirmant l'arrêt dont appel qui déboute le demandeur de son action en indemnisation dirigée contre le wali de Batna et le directeur du projet de chemin de fer, en se basant sur les motifs suivants :

- ne peut prétendre à l'indemnisation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique que le détenteur d'un acte de propriété,
- l'indemnisation requise par l'occupant d'un bien exproprié non titulaire d'un titre, ne peut être justifiée par l'acte de Notoriété Publique établi postérieurement à l'opération de l'expropriation,

L'arrêt en question suscite un intérêt tout particulier La juridiction administrative saisie par le nommé NM d'une action en évaluation de l'indemnité dans le cadre de l'expropriation, en qualité de possesseur dont la possession a été régularisée par acte de notoriété publique, s'est vu contrainte de soulever un point de droit relatif à la **qualité de l'exproprié** ouvrant droit à l'indemnisation avant de procéder à l'évaluation du bien exproprié. Rappelons que la question de la personne morale chargée du paiement de l'indemnisation a été tranchée par arrêt du CE toutes chambres réunies en date du 22/07/2003 n° 8247 qui a adopté le principe mettant à la charge du bénéficiaire ledit paiement, le Wali en tant qu'autorité expropriante n'assumant cette responsabilité au nom de l'Etat ,qu'en cas de non désignation du bénéficiaire dans l'arrêté d'expropriation ou de contestation sérieuse de la qualité de bénéficiaire désigné par l'autorité expropriante.

Le problème juridique posé par l'arrêt objet du présent commentaire touche le fond et consiste à déterminer qui a la qualité « **d'exproprié** » pour bénéficier du droit à l'indemnisation et par conséquent du droit d'ester en justice pour contester le refus de lui octroyer cette indemnisation ou l'évaluation du bien exproprié.

La procédure d'indemnisation dont les règles sont régies par la loi 91/11 du 27/04/1991 et le décret d'application de cette loi dec. ex.186/93 du 27/07/1993) a prévu plusieurs phases dont celle de la détermination des biens et des droits immobiliers à exproprier et de l'identification des « propriétaires » précédant l'acte administratif de cessibilité dressé par le wali.

La phase en question peut être à l'origine du problème soulevé et concerne la détermination de la qualité ouvrant droit à l'indemnisation, à l'occasion de l'établissement par le commissaire-enquêteur, de la liste des propriétaires titulaires de droits sur le bien immobilier objet de l'expropriation,...soit parce que le nom d'un propriétaire ou titulaire de droit n'y figure pas, ou que bien qu'identifié l'exproprié voit sa qualité contestée..

Ce problème trouve sa réponse dans la loi 91/11 du 27/04/1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique qui dispose dans son article 16 qu'« il est procédé à la détermination des biens immobiliers et des droits immobiliers ainsi qu'à l'identification des propriétaires et titulaires de droits à exproprier pendant l'enquête parcellaire. »

Le décret 186/93 du 27/07/1993 déterminant les modalités d'application de la loi 91/11 apporte quant à lui plus de précision dans son article 13 qui prévoit que l'enquête parcellaire effectuée par le commissaire enquêteur désigné par arrêté du wali donne lieu à l'établissement de la liste des propriétaires et autres titulaires des droits...en identifiant ces derniers, soit par la **vérification des titres légaux de propriété** ,soit, en l'absence de ces titres ,par la **constatation** « des droits de propriété sur les immeubles concernés ».

Ainsi, la qualité d'exproprié est reconnue non seulement au détenteur de titre de propriété (acte de propriété) ou acte de notoriété publique,mais également à tout exploitant ou possesseur non titulaire de titre si les conditions suivantes sont réunies :

-les terres objet de l'enquête doivent être de nature melk.

-la possession non équivoque, paisible, publique et continue de ces terres pendant (15) ans, soit établie par tout mode de preuve.

La juridiction administrative du premier degré saisie du contentieux de l'évaluation de l'indemnité d'expropriation n'a pas, à juste titre, reconnu la qualité d'exproprié au demandeur qui s'est limité à produire pour justifier sa possession un acte de notoriété publique établi à une date postérieure à celle de l'arrêté d'expropriation ,alors que la possession acquisitive remplissant les conditions requises par l'article 827 du code civil et reprises par les dispositions de l'article 22 du décret 186/93 vaut titre ,si elle est justifiée devant le commissaire -enquêteur chargé de l'identification des droits à exproprier et des personnes qui en détiennent la possession .

Le droit à l'indemnisation, en vertu des textes législatifs en matière d'expropriation, ne peut être accordé que si la possession est établie au moment de l'expropriation. Cependant, si le commissaire – enquêteur reconnaît à l'occupant le droit à l'indemnisation du bien qu'il occupait en l'identifiant sur le P.V clôturant sa mission, le wali en tant qu'autorité expropriante peut-il remettre en cause les conclusions de l'enquête parcellaire dans le cadre d'une action juridictionnelle après la clôture de l'opération d'expropriation ? Le wali responsable de tous les actes qu'il prend au cours de l'expropriation doit veiller au respect de la légalité ; il est lié notamment par l'acte de cessibilité comportant identification des expropriés et par l'arrêté d'expropriation confirmant la régularité de toute la procédure, l'action en indemnisation devant se limiter à l'évaluation du bien exproprié.

Législation

Législation

- Décret Présidentiel n°03-92 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 portant ratification de la convention de la commission africaine de l'énergie (AFREC), adoptée à Lusaka (Zambie) le 11 juillet 2001.
- Décret Présidentiel n°03-94 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 portant accord entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Abuja, le 14 janvier 2002.
- Décret Présidentiel n°03-121 du 14 Moharram 1424 correspondant au 17 mars 2003 portant ratification de la convention entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République du Soudan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Alger, le 8 Chaâbane 1422 correspondant au 24 octobre 2001.
- Décret Présidentiel n° 03-328 du 10 Chaâbane 1424 correspondant au 6 octobre 2003 portant approbation de l'accord de prêt n° 2000-110000013 signé le 2 juin 2003 à Addis Abeba entre la République Algérienne Démocratique et Populaire et la Banque Africaine de Développement pour le financement du projet de contournement autoroutier de Constantine - Phase II (Tronçon Aïn El Bey - CW 133).
- Décret Présidentiel n° 03-242 du 8 Joumada El Oula 1424 correspondant au 8 juillet 2003 portant ratification de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, adoptée à Addis Abéba, en juillet 1990.
- Décret Présidentiel n° 03-367 du 27 Chaâbane 1424 correspondant au 23 octobre 2003 portant ratification, avec réserve, de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.
- Décret Présidentiel n° 03-368 du 27 Chaâbane 1424 correspondant au 23 octobre 2003 portant ratification, avec réserve, de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.
- Décret Présidentiel n° 03-369 du 27 Chaâbane 1424 correspondant au 23 octobre 2003 portant ratification de la Convention de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signée à Alger le 25 décembre 2002
- Décret Présidentiel n°03-370 du 27 Chaâbane 1424 correspondant au 23 octobre 2003 portant ratification de la Convention entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de l'État du Koweït portant sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Koweït le 13 Rajab 1422 correspondant au 30 septembre 2001 et l'échange de lettres datées respectivement du 20 janvier 2002 et 25 janvier 2003.

- Décret Présidentiel n°03-417 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 portant ratification, avec réserve, du protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2000.
- Décret Présidentiel n°03-418 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 portant ratification, avec réserve, du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 2000.
- Décret Présidentiel n° 03-419 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 portant ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne dans le domaine de la jeunesse et des sports, signé à Damas, le 27 Moharram 1423 correspondant au 10 avril 2002.
- Décret Présidentiel n° 03-420 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 portant ratification de l'accord-cadre dans le domaine de la pêche et des ressources halieutiques entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signé à Alger, le 9 Rabie Ethani 1424 correspondant au 10 juin 2003.
- Décret Présidentiel n° 03-421 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 portant ratification du protocole de coopération commune dans le domaine du développement social entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signé à Alger, le 9 Rabie Ethani 1424 correspondant au 10 juin 2003.
- Décret Présidentiel n°03-474 du 12 Chaoual 1424 correspondant au 6 décembre 2003 portant ratification de la convention internationale de 1999 sur la saisie conservatoire des navires, adoptée à Genève le 12 mars 1999.
- Décret Présidentiel n° 03-524 du 6 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 30 décembre 2003 portant ratification de l'accord sanitaire-vétérinaire entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République Argentine, signé à Alger, le 16 septembre 1997 et l'échange de lettres signées les 7 janvier 2003 et 10 avril 2003.
- Décret Présidentiel n° 03-525 du 6 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 30 décembre 2003 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement du Royaume du Danemark relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements, signé à Alger, le 25 janvier 1999 et l'échange de lettres signées les 12 juin 2002 et 28 octobre 2002.

- Décret Présidentiel n° 04-23 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 portant ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Royaume d'Espagne, signé à Madrid, le 7 octobre 2002.
- Décret Présidentiel n° 04-24 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 portant ratification de l'accord relatif à l'assistance administration mutuelle entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République Fédérale du Nigéria, en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières, signé à Alger le 12 mars 2003.
- Décret Présidentiel n° 04-25 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 portant ratification de la convention de coopération dans le domaine de la santé et de la population entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, signée à Alger, le 9 Rabie Ethani 1424 correspondant au 10 juin 2003.
- Décret Présidentiel n° 04-26 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif au siège de la commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale, signé à Alger, le 8 juin 2003.
- Décret Présidentiel n° 04-27 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 portant adhésion de la République Algérienne Démocratique et Populaire à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée à Paris le 17 octobre 2003.
- Loi organique n° 04-01 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 modifiant et complétant l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral.
- Loi n°03-11 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n°03-02 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux zones franches.
- Loi n° 03-12 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n°03-03 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la concurrence.
- Loi n° 03-13 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n°03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises.
- Loi n° 03-14 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-09 du 14 Joumada Ethania 1424 correspondant au 13 août 2003 modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation.

- Loi n° 03-15 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n°03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.
- Loi n° 03-16 du 29 Chaâbane 1424 correspondant au 25 octobre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-12 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes.
- Loi n° 03-17 du 9 Ramadhan 1424 correspondant au 4 novembre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-05 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins.
- Loi n° 03-18 du 9 Ramadhan 1424 correspondant au 4 novembre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-06 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux marques.
- Loi n° 03-19 du 9 Ramadhan 1424 correspondant au 4 novembre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-07 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux brevets d'invention.
- Loi n° 03-20 du 9 Ramadhan 1424 correspondant au 4 novembre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-08 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection des schémas de configuration des circuits intégrés.
- Loi n° 03-21 du 9 Ramadhan 1424 correspondant au 4 novembre 2003 portant approbation de l'ordonnance n° 03-10 du 14 Joumada Ethania 1424 correspondant au 13 août 2003 modifiant et complétant la loi n° 98-06 du 3 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 27 juin 1998 fixant les règles générales relatives à l'aviation civile.
- Loi n° 03-22 du 4 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004.
- Décret Présidentiel n° 03-213 du 6 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 8 mai 2003 portant commutation de la peine à la réclusion perpétuelle en réclusion à temps à l'occasion de la commémoration du Mawlid Ennabaoui.
- Décret Présidentiel n°03-217 du 17 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 19 mai 2003 portant reconnaissance du caractère d'utilité publique à l'association nationale dénommée " Scouts musulmans algériens ".
- Décret Présidentiel n° 03-251 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 modifiant et complétant le décret n° 66-212 du 21 juillet 1966 portant application de l'ordonnance n° 66-211 du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie.
- Décret Présidentiel n° 03-287 du 9 Rajab 1424 correspondant au 6 septembre 2003 modifiant le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement.

- Décret Présidentiel n°03-301 du 14 Rajab 1424 correspondant au 11 septembre 2003 modifiant et complétant le décret présidentiel n°02-250 du 13 Joumada EL Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002 portant réglementation des marchés publics.
- Décret Présidentiel n° 03-320 du 8 Chaâbane 1424 correspondant au 4 octobre 2003 mettant fin aux fonctions de membres du Gouvernement.
- Décret Présidentiel n° 03-321 du 8 Chaâbane 1424 correspondant au 4 octobre 2003 modifiant le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement.
- Décret Présidentiel n° 03-467 du 8 Chaoual 1424 correspondant au 2 décembre 2003 fixant le salaire national minimum garanti.
- Décret Présidentiel n° 03-526 du 6 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 30 décembre 2003 complétant le décret présidentiel n° 01-71 du 30 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 25 mars 2001 portant création de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme.
- Décret Présidentiel n° 04-05 du 14 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 7 janvier 2004 autorisant la participation de l'Algérie à la 3ème augmentation générale du capital de la banque islamique de développement.
- Décret Présidentiel n° 04-13 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004 relatif au dispositif du micro-crédit.
- Décret Exécutif n° 03-83 du 25 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 26 février 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n° 99-44 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999 portant création et fixant les statuts du fonds de garantie des risques découlant des micro-crédits.
- Décret Exécutif n°03-106 du 2 Moharram 1424 correspondant au 5 mars 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n°98-200 du 14 Safar 1419 correspondant au 9 juin 1998 portant création et fixant les statuts du fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs.
- Décret Exécutif n°03-176 du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant missions et organisation des services du Chef du Gouvernement.
- Décret Exécutif n°03-195 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n°91-60 du 23 février 1991, modifié et complété, déterminant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.
- Décret Exécutif n° 03-196 du Aouel Rabie El Aouel 1424 correspondant au 3 mai 2003 modifiant et complétant l'intitulé et certaines dispositions du décret exécutif n° 95-330 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 fixant les avantages particuliers attribués à des personnels qualifiés de l'Etat exerçant dans des établissements classés situés dans certaines communes.

- Décret Exécutif n°03-216 du 11 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 13 mai 2003 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature.
- Décret Exécutif n°03-219 du 20 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 22 mai 2003 modifiant et complétant le décret n°84-296 du 13 octobre 1984, modifié et complété, relatif aux tâches d'enseignement et de formation à titre d'occupation accessoire.
- Décret Exécutif n°03-256 du 22 Joumada El Oula 1424 correspondant au 22 juillet 2003 fixant la liste des équipements spécifiques exemptés de la TVA et/ou des droits, taxes et redevances de douanes.
- Décret Exécutif n°03-266 du 6 Joumada Ethania 1424 correspondant au 5 août 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n°92-68 du 18 février 1992, modifié et complété, portant statut et organisation du centre national du registre du commerce (CNRC).
- Décret Exécutif n° 03-269 du 8 Joumada Ethania 1424 correspondant au 7 août 2003 fixant les conditions et les modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) mis en exploitation avant le 1er janvier 2004.
- Décret Exécutif n°03-280 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003 définissant le mode de délivrance et d'établissement de la concession domaniale pour l'exploitation des lacs Oubeira et Mellah (wilaya d'El Tarf).
- Décret Exécutif n°03-319 du 5 Chaâbane 1424 correspondant au 1er octobre 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-112 intitulé " Fonds d'indemnisation des victimes et des ayants droit des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale"
- Décret Exécutif n° 03-322 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 portant maîtrise d'oeuvre relative aux biens culturels immobiliers protégés.
- Décret Exécutif n° 03-323 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 portant modalités d'établissement du plan de protection et de mise en valeur des sites archéologiques et de leur zone de protection (PPMVSA).
- Décret Exécutif n° 03-326 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 portant modalités d'application des dispositions de l'article 19 de la loi n° 81-07 du 27 juin 1981, modifiée et complétée, relative à l'apprentissage.
- Décret Exécutif n° 03-327 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n° 02-113 du 20 Moharram 1423 correspondant au 3 avril 2002 fixant la liste des postes supérieurs des directions de la pêche et des ressources halieutiques de wilayas, les conditions de nomination à ces postes et leur classification.
- Décret Exécutif n°03-336 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n°90-194 du 23 juin 1990 fixant la prime de rendement allouée au profit des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques.

- Décret Exécutif n°03-339 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 complétant le décret exécutif n°92-55 du 12 février 1992 instituant un régime indemnitaire au profit des personnels de l'administration pénitentiaire relevant du ministère de la justice.
- Décret Exécutif n°03-340 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 complétant le décret exécutif n°92-58 du 12 février 1992 instituant un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts.
- Décret Exécutif n°03-341 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°92-59 du 12 février 1992 instituant un régime indemnitaire au profit des fonctionnaires des transmissions nationales.
- Décret Exécutif n°03-342 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n°92-60 du 12 février 1992 fixant le régime indemnitaire au profit des personnels relevant des corps techniques spécifiques de l'administration des transports.
- Décret Exécutif n°03-343 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°93-59 du 27 février 1993 portant institution d'un régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture.
- Décret Exécutif n°03-344 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°93-216 du 11 Rabie Ethani 1414 correspondant au 27 septembre 1993 fixant le régime indemnitaire au profit des agents relevant des administrations chargées de l'industrie et des mines.
- Décret Exécutif n°03-345 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°93-217 du 11 Rabie Ethani 1414 correspondant au 27 septembre 1993 instituant une indemnité de stimulation au profit des personnels techniques de l'office national de métrologie légale.
- Décret Exécutif n°03-346 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°94-64 du 7 Chaoual 1414 correspondant au 19 mars 1994 instituant un régime indemnitaire au profit des travailleurs régis par le décret exécutif n°91-340 du 28 septembre 1991 portant statut particulier des travailleurs de la culture.
- Décret Exécutif n°03-347 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°96-204 du 15 Moharram 1417 correspondant au 2 juin 1996 fixant le régime indemnitaire au profit des agents appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du tourisme et de l'artisanat.
- Décret Exécutif n°03-348 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°93-308 du 5 Joumada Ethania 1419 correspondant au 26 septembre 1998 instituant un régime indemnitaire au profit des personnels appartenant aux corps techniques spécifiques de l'institut national de la protection des végétaux.

- Décret Exécutif n°03-349 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°2000-309 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000 portant institution d'un régime indemnitaire au profit des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des pêches.
- Décret Exécutif n°03-350 du 19 Chaâbane 1424 correspondant au 15 octobre 2003 modifiant le décret exécutif n°03-132 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 instituant un régime indemnitaire au profit des travailleurs de la filière des bibliothèques universitaires régis par les dispositions du décret exécutif n°89-122 du 18 juillet 1989 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs.
- Décret Exécutif 03-418 du 03 Dhou EL Kaada 1424 correspondant au 27décembre2003 portant application des dispositions de l'article 12de la loi 81-07 du 27juin1981 modifiée et complète relative à l'apprentissage.
- Décret Exécutif 03-453 du 7 chaoual 1424 correspondant au 01 décembre 2003 modifiant et complétant le Décret Exécutif n°97-41 au 9ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 modifié et complète relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce
- Décret Exécutif 03-477du 15 chaoual 1424 correspondant au 09décembre2003 fixant les modalités et les procédures d'élaboration de publication et de révision du plan national de gestion des déchets spéciaux
- Décret Exécutif 03-478 du 19 chaoual 1424 correspondant au 09 décembre 2003 définissant les modalités de gestion des déchets d'activité de soins.
- Décret Exécutif 03-481 du 19 chaoual 1424 correspondant au 13 décembre2003 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche
- Décret Exécutif n° 04-01 du 10 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 3 janvier 2004 complétant le décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994 portant statut de la caisse nationale d'assurance-chômage.
- Décret Exécutif n° 04-02 du 10 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 3 janvier 2004 fixant les conditions et les niveaux des aides accordées aux chômeurs-promoteurs âgés de trente cinq (35) à cinquante (50) ans.
- Décret Exécutif n° 04-28 du 23 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 14 février 2004 modifiant le décret n° 65-75 du 23 mars 1965 relatif aux indemnités à caractère familial.
- Décret Exécutif n° 04-69 du 12 Moharram 1425 correspondant au 4 mars 2004 déterminant les modalités d'application de l'article 40 de l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral.
- Décret Exécutif n° 04-70 du 12 Moharram 1425 correspondant au 4 mars 2004 déterminant les modalités d'application des dispositions des articles 45, 56, 60, 61 et 166 de l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral, applicables à l'élection à la Présidence de la République.

- Arrêté interministériel du 19 Moharram 1424 correspondant au 22 mars 2003 portant déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation de la ligne ferroviaire à voie normale Mécheria - Béchar.
- Arrêté interministériel du 27 Moharram 1424 correspondant au 30 mars 2003 portant déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet de dérivation de l'Oued Djer vers le barrage El Moustakbel.
- Arrêté interministériel du 3 Safar 1424 correspondant au 5 avril 2003 fixant les conditions et les modalités de cession d'immeubles bâtis ou non-bâtis relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à être utilisés pour la réalisation d'opération d'urbanisme ou de construction.
- Arrêté interministériel du 5 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 27 janvier 2004 fixant les paramètres de détermination de la valeur vénale dans le cadre de la cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI) mis en exploitation avant le 1er janvier 2004.
- Arrêté du 3 Joumada El Oula 1424 correspondant au 2 juillet 2003 fixant les modèles-type de la convention et de la fiche d'identification des immeubles collectifs et des constructions individuelles endommagés par le séisme du 21 mai 2003.

Fonction Publique :
Circulaires et Instructions

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

N° 124 / 11 Mars 2003

Madame et Messieurs les chefs d'inspections de la Fonction Publique

Objet : - Elaboration et adoption des plans de gestion des ressources humaines au titre du nouvel exercice budgétaire.

Référ : - Décret exécutif n° 95-126 du 29 avril 1995 modifiant et complétant le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes réglementaires ou individuels concernant la situation des fonctionnaires.

-Instruction n° 1278/SP/DGFP du 30/12/95 relative à l'élaboration et à l'adoption des plans de gestion des ressources humaines dans le cadre d'un nouvel exercice budgétaire.

-Instruction n° 63/SP/DGFP du 03/02/99 relative à l'élaboration et à l'adoption des plans de gestion des ressources humaines dans le cadre d'un nouvel exercice budgétaire.

- Instruction n° 58/SP/DGFP du 08/02/2000 relative à l'élaboration et à l'adoption des plans de gestion des ressources humaines.

- Instruction n° 192/SP/DGFP du 13/01/2001 relative aux modalités d'adoption des plans de gestion des ressources humaines au titre d'un nouvel exercice budgétaire.

J'ai l'honneur de vous rappeler que l'adoption des plans de gestion des ressources humaines au titre du nouvel exercice budgétaire doit, s'effectuer dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur en la matière notamment par mes instructions suscitées en référence.

Dans ce cadre, il convient de souligner que l'adoption du plan annuel de gestion des ressources humaines de toute institution ou administration publique doit impérativement être subordonnée à la régularité de l'ensemble des actes de gestion pris par l'institution ou l'administration publique considérée au titre de l'exercice écoulé.

A ce titre, il vous appartient de veiller scrupuleusement à la conformité de la gestion des ressources humaines dans les institutions. et administrations publiques à la réglementation en vigueur particulièrement en ce qui concerne les aspects liés à :

1 - La régularité de la nomination du responsable de l'institution ou de l'administration publique considérée, nomination par décret ou par arrêté selon-le cas, ou décision de nomination en qualité d'intérimaire dûment visée par les services centraux de la Direction Générale de la Fonction Publique (pour les directions de wilaya), ou après accord express des services centraux de la Direction Générale de Fonction Publique, pour les postes supérieurs des établissements publics.

2 - La révision effective des actes de gestion pris au cours de l'exercice écoulé, non conformes et ayant fait l'objet d'une demande de révision par les services de la fonction publique conformément à l'article 3 du décret exécutif n° 95.126 du 29 avril 1995 sus visé.

3 - L'exécution des décisions de justice devenues définitives, (ayant acquis autorité de la chose jugée) et portant sur la régularisation d'une situation administrative d'un fonctionnaire ou d'un agent public.

4 - L'apurement des saisines faites à l'administration concernée et nécessitant des éléments de réponse.

5 - L'installation de l'ensemble des candidats figurant dans les procès-verbaux portant proclamation des résultats définitifs, établis dans le cadre des concours, examens et tests professionnels, organisés au titre de l'exercice précédent.

6 - L'authentification des titres et diplômes à la diligence de l'administration concernée.

7 - La régularité de certaines positions de fonctionnaires (détachement, disponibilité, mise en position d'activité, mutation, service national)

8 - La régularité des recrutements des agents contractuels et vacataires.

9 - La régularité des recrutements des enseignants suppléants de l'éducation nationale (cf instruction interministérielle n° 1423 du 16 octobre 2000).

10 - La régularité des recrutements et de classification des agents et chefs de groupe de prévention et de sécurité.

11 - La mise à la retraite des fonctionnaires remplissant les conditions légales d'admission à la retraite.

12 - La notification des actes de gestion se rapportant à la situation administrative des personnels communaux notamment les actes non soumis au visa préalable (détachement, mutation, disponibilité, avancement).

13 - La validité des mandats des commissions paritaires et des commissions de recours et la conformité des procès-verbaux pris par ces instances (composition, durée de validité des mandats, signature des membres habilités)

14 - La répartition des postes budgétaires vacants devra s'effectuer dans le strict respect des proportions statutaires de recrutement.

15 - L'affectation du poste budgétaire unique est subordonnée à la présentation, par l'administration concernée, du procès-verbal portant avis de la commission paritaire compétente à l'égard du corps ou grade pour lequel est réservé le poste budgétaire.

16 - La subordination du visa préalable des actes de gestion se rapportant à la situation administrative des personnels communaux, à l'adoption du plan de gestion des ressources humaines par la commune concernée.

Il est entendu que l'adoption du plan de gestion des ressources humaines demeure dans tous les cas, subordonnée à la présentation de l'institution ou l'administration concernée des documents prévus par l'instruction n° 240DGFP du 27 mai 1995, en l'occurrence :

- Le fascicule budgétaire du nouvel exercice budgétaire.
- L'état nominatif des personnels en activité au 31.12 de l'exercice considéré.

Au regard de ce qui précède, je vous demanderais de veiller à l'application stricte des prescriptions de la présente instruction et de me tenir informé de toute difficulté susceptible d'être rencontrée dans ce cadre.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

N° 058 / 108 Février 2000

Madame et Messieurs les chefs d'inspections de la fonction publique

Objet : Adoption des plans annuels de gestion des ressources humaines.

Réf. : - Instruction n° 240/DGFP du 27 Mai 1995 relative aux modalités d'application des dispositions du décret exécutif n°95.126 du 29 Avril 1995.

- Instruction n° 1278/DGFP du 30 Décembre 1995 relative à l'élaboration et l'adoption des plans de gestion des ressources humaines dans le cadre d'un nouvel exercice budgétaire.

- Instruction n° 63/DGFP du 03 Février 1999 relative à l'élaboration et l'adoption des plans annuels de gestion des ressources humaines au titre d'un nouvel exercice budgétaire.

- Circulaire n° 78/SP/MDRAFP/98 du 18 Février 1998 relative à la mise à la retraite des fonctionnaires et agents publics.

Additionnellement aux instructions et circulaires sus-visées, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir veiller dans le cadre de la procédure d'approbation des plans annuels de gestion des ressources humaines des différentes institutions et administrations publiques, à l'apurement de l'ensemble des situations liées à la gestion de la carrière des fonctionnaires et agents publics, tel que résultant de l'exercice précédent et plus particulièrement les aspects suivants :

- Exécution des décisions de justice définitives ayant acquis autorité de la chose jugée, impliquant la réintégration de fonctionnaires, et ce, nonobstant les dispositions de l'article 131 du décret n° 85-59 du 23 Mars 1985 portant statut type des travailleurs des Institutions et Administrations Publiques.

- Examen au cas par cas des positions statutaires des fonctionnaires, conformément à la réglementation en vigueur (détachement, disponibilité, service national ...).

- Respect de la réglementation régissant le recrutement des agents vacataires et contractuels,

- Contrôle de la validité des mandats des commissions paritaires et de la conformité des procès-verbaux pris par ces instances (présence et signature des seuls membres habilités des commissions en question, ainsi que les décisions y afférentes).

– Programmation des concours, examens et tests professionnels de telle sorte que l'échéance de finalisation des opérations ne dépasse pas le **30 Novembre** de l'année considérée.

– Mise à la retraite des fonctionnaires, conformément à la législation en vigueur.

– Concordance entre le nombre de postes budgétaires tel que prévu par les fascicules budgétaires et les plans de gestion des ressources humaines, ainsi que le respect de la réglementation régissant la création, la transformation, le renouvellement et le transfert des postes budgétaires.

– Rapprochement entre les listes nominatives des fonctionnaires et agents publics établies au titre des deux derniers exercices en vue de vérifier d'une part, les recrutements, les promotions dans les grades ou les postes supérieurs, les réintégrations, les départs à la retraite, ainsi que les positions statutaires des fonctionnaires et agents publics, et de s'assurer d'autre part, de la notification des ampliements y afférentes et de leur conformité.

– En ce qui concerne les nominations de fonctionnaires après un cycle de formation spécialisée, il s'agira dans le même ordre d'idée, de procéder à un rapprochement entre la liste des candidats admis au concours initial d'accès à la formation en question, avec la liste des candidats admis à l'issue du cycle de formation.

Il y a lieu de rappeler que les apurements liés aux exercices précédents constituent une condition préalable à l'adoption du plan de gestion des ressources humaines.

Enfin, les Institutions et Administrations Publiques n'ayant pas adopté de plan de gestion au titre de l'exercice précédent, devront présenter par le biais de leur autorité centrale un rapport circonstancié à ce sujet.

De même que les Institutions et Administrations Publiques qui n'ont pas notifié à l'Inspection de la Fonction Publique un nombre significatif d'actes réglementaires liés à la gestion de carrière des fonctionnaires et agents publics, devront préalablement présenter par le biais de leur autorité centrale, un rapport circonstancié à ce sujet.

Lorsque le nombre d'ampliements non notifiés n'est pas significatif, un rapport circonstancié sera présenté à ce sujet par le biais de l'autorité de tutelle locale.

Enfin, dans le souci de finaliser l'opération d'adoption des plans annuels de gestion des ressources humaines dans les meilleurs délais, il vous appartient d'engager d'ores et déjà en relation avec les Institutions et Administrations publiques concernées, les actions d'apurement qui s'imposent.

En ce qui concerne l'administration communale, les plans annuels de gestion des ressources humaines continueront à être adoptés, à titre indicatif, sans pour autant remettre en question la procédure de visa préalable telle que prévue par la réglementation en vigueur.

A cet effet, la procédure de visa des décisions individuelles concernant la gestion des fonctionnaires et agents publics communaux ne reprendra au titre du nouvel exercice qu'après apurement des situations pendantes.

L'ensemble des mesures préconisées s'inscrit dans le souci bien compris de préserver la crédibilité de la mission de contrôle des services de la Fonction Publique d'une part et de conférer au plan annuel de gestion des ressources humaines une plus grande efficacité dans l'amélioration de la gestion.. des fonctionnaires et agents publics, d'autre part.

A cet égard le plan annuel de gestion n'est pas un simple instrument bureaucratique dont l'adoption est une fin en soi. Il doit permettre de promouvoir une véritable culture de gestion des ressources humaines et pallier à toutes les insuffisances ou carences constatées dans ce domaine afin de garantir fonctionnaires et agents publics, transparence et objectivité dans le déroulement de leur carrière.

Au regard de ce qui précède, je vous demande de veiller à la stricte application de ces prescriptions et de m'informer de toute difficulté éventuelle dans leur application.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

N° 1428 / 17 Octobre 2000

Madame et Messieurs les chefs d'inspections de la fonction publique

Objet : Traitement des affaires contentieuses.

Dans le cadre du contentieux relatif à la Fonction Publique, l'autorité chargée de la Fonction Publique est souvent mise en cause en même temps que l'Institution ou l'Administration Publique auteur de la décision contestée par des fonctionnaires ou des agents publics.

Aussi, compte tenu des attributions de la Direction Générale de la Fonction Publique en matière de contentieux ; j'ai l'honneur de vous demander de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer sa représentation effective auprès des juridictions compétentes, pour les affaires contentieuses où celle-ci est citée en tant que partie en cause.

Dans ce cadre, il vous appartient de produire dans les formes et délais prévus à l'article 169 du code de procédure civile, un mémoire en défense ou en réplique dûment argumenté aux plans juridique et réglementaire et signé par le représentant habilité.

Une copie du mémoire devra être systématiquement adressée aux services centraux de la Direction Générale de la Fonction Publique.

Toutefois, pour les affaires contentieuses présentant un intérêt particulier, celles-ci seront en tant que de besoin soumises au préalable à la Direction Générale de la Fonction Publique à qui incombe la mission de l'interprétation des textes législatifs et réglementaires concernant la Fonction Publique.

Les inspections de la Fonction Publique devront en outre assurer le suivi régulier des affaires contentieuses liées à la Fonction Publique, où elles ne sont pas citées en tant que partie en cause.

Pour les affaires jugées importantes, il y aura lieu d'adresser aux services centraux de la Fonction Publique une copie du jugement rendu en la matière accompagnée d'une note détaillée à ce sujet.

En tout état de cause, un état relatif aux affaires contentieuses concernant la Fonction Publique devra être établi semestriellement, conformément au modèle de tableau ci-joint en annexe et transmis à la Direction Générale de la Fonction Publique.

Au regard de ce qui précède, je vous demande de veiller à la stricte application des prescriptions de la présente lettre - circulaire.

Ministère :

Période :

**Etat relatif aux affaires contentieuses
en matière de fonction publique**

Objet de l'affaire	Parties au litige	Juridiction compétente	Date et teneur de la décision judiciaire	Observations

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

N° 34/ SP/DGFP/03 / 30 Décembre 2003

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement
Madame et Messieurs les Walis
En Communication à: Madame et Messieurs
les Chefs d'Inspections de la fonction publique

OBJET : Contentieux de la Fonction Publique

Pièce jointe : Un (01) Tableau

Dans le cadre du contentieux de la fonction publique, la Direction Générale de la Fonction Publique, en tant qu'autorité représentant l'État employeur, est souvent citée comme tierce-partie auprès des juridictions compétentes.

A cet effet, mes services sont appelés à produire des mémoires en réponse pour assurer la défense des intérêts de l'État et parfois donner une interprétation des textes relatifs à la fonction publique, conformément à l'ordonnance- n° 62/041 du 18 septembre 1962 relative à l'application de certains textes.

Compte-tenu de ces exigences, les services compétents de la Fonction Publique doivent disposer de l'ensemble des éléments d'information susceptibles de leur permettre d'assurer un suivi des affaires contentieuses en matière de Fonction Publique impliquant les différentes Institutions et Administrations Publiques.

Au regard de la nature et de l'objet du litige, la Direction Générale de la Fonction Publique pourra notamment apporter son concours au traitement de toute affaire contentieuse ou le cas échéant, introduire des observations écrites auprès de la juridiction compétente sur des points précis concernant les aspects statutaires ou autres.

Dans cet ordre d'idée, je vous saurai gré de bien vouloir adresser à mes services, un état exhaustif sur les affaires contentieuses où est partie votre administration.

L'état en question sera établi conformément au canevas ci-joint en annexe, et transmis semestriellement à mes services.

Au niveau des wilayas, les états en question feront l'objet d'une transmission à l'inspection de la fonction publique territorialement compétente.

L'exploitation des informations communiquées, permettra à la Direction Générale de la Fonction Publique de procéder à un recensement précis des affaires contentieuses liées à la Fonction Publique, de connaître l'objet des litiges et de mesurer l'évolution du contentieux de la Fonction Publique, d'une manière générale.

A la lumière de ces informations, la Direction Générale de la Fonction Publique pourra en outre envisager éventuellement de prendre toute mesure de nature à préserver les intérêts de l'État.

Recensement des affaires contentieuses concernant la fonction publique

Période :

I.A.P concernée		Objet du contentieux		Parties au litige		Juridiction compétente		Date et teneur de la décision judiciaire		Suites réservées au plan juridictionnel		Autres observations	

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

N° 06 / 10 Février 2004

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement
Madame et Messieurs les Walis
En communication à Madame et Messieurs les chefs d'inspection
de la Fonction Publique

Objet : Élaboration du plan annuel de gestion des ressources humaines.

Réf : Instruction n° 240/DGFP/du 27 mai 1995 relative aux modalités d'application des dispositions du décret exécutif n° 95-126 du 29 avril 1995 modifiant et complétant le décret n° 66-145 du 02 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires.

P.J. : 02 tableaux

Dans le souci d'assurer un suivi des affaires contentieuses en matière de fonction publique d'une part et des procédures disciplinaires concernant les fonctionnaires d'autre part, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les plans annuels de gestion des ressources humaines des différentes institutions et administrations publiques comportent désormais deux (02) tableaux supplémentaires numérotés respectivement 2Bis et 2Ter.

Le tableau 2Bis permettra aux services de la fonction publique de procéder à un recensement précis des affaires contentieuses liées à la fonction publique, de connaître l'objet des litiges et de suivre l'évolution du contentieux de la fonction publique, d'une manière générale.

Le tableau 2Ter permettra aux services de la fonction publique de s'assurer de la régularité des procédures disciplinaires engagées à l'encontre des fonctionnaires ainsi que de la conformité des actes pris dans ce cadre.

Au regard, de ce qui précède, je vous saurai gré des dispositions que vous voudrez bien prendre pour la mise en oeuvre de la présente circulaire.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Service du Chef du Gouvernement
Direction Générale de
la Fonction Publique

Mesdames et Messieurs les directeurs chargés de la gestion des ressources humaines
des institutions et administrations publiques

**Circulaire N° 05 du 12 Avril 2004 précisant les modalités d'application
des articles 130 et 131 du décret n° 85-59 du 23 Mars 1985 portant statut type
des travailleurs des institutions et administrations publiques.**

**Objet : Application des articles 130 et 131 du décret n° 85-59 du 23 Mars
1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations
publiques.**

Il m'a été donné de constater que les dispositions des articles 130 et 131 du
décret n° 85-59 du 23 mars 1985 sus-visé, donnent parfois lieu à des applications
divergentes qui sont à l'origine de vices de forme ou de fond dans la mise en oeuvre
des procédures administratives y afférentes:

A titre d'exemple, les anomalies constatées portent souvent sur les points
suivants :

- La procédure disciplinaire qui ne saurait dépasser les deux mois, n'est pas finalisée à
cette échéance (CF article 130 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985 sus-visé).

- L'autorité ayant prononcé la sanction disciplinaire n'est pas compétente en la
matière (CF décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de
nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des
administrations centrales, des Wilayas et des communes, ainsi que des
établissements publics à caractère administratif en relevant).

- Les prescriptions de l'article 64 du décret n° 82-302 du 11 septembre 1982
relatif aux modalités d'application des dispositions législatives concernant les
relations individuelles de travail, qui interdisent d'infliger une sanction disciplinaire
au fonctionnaire plus de trois mois après la constatation de la faute commise, ne sont
pas toujours respectées.

- Le mis en cause n'est pas rendu destinataire d'une convocation indiquant la
date, l'heure et le lieu de la séance du conseil de discipline.

- Le dossier disciplinaire n'est pas communiqué au mis en cause ainsi que les
pièces justificatives y afférentes.

- Certaines pièces constitutives du dossier disciplinaire ne sont pas portées à la

connaissance des membres du conseil de discipline.

- Les procès-verbaux du conseil de discipline sont très sommaires et ne rapportent pas de manière explicite les faits reprochés au fonctionnaire.

- Le non respect des règles relatives à la validité du mandat de la commission paritaire, à sa composition et au quorum requis pour ses délibérations.

Dans ce cadre, il y a lieu de rappeler que les irrégularités sus-mentionnées sont susceptibles d'entraîner l'annulation pure et simple de la procédure disciplinaire ainsi que de la sanction prononcée à l'encontre du fonctionnaire mis en cause.

A ce titre, et dans le souci de remédier à ces insuffisances, la présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application des articles 130 et 131 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985 visé en objet.

1) - Procédure disciplinaire dans le cadre de l'article 130

L'article 130 du décret n° 85-59 du 23 Mars 1985 a défini la procédure disciplinaire devant être engagée à l'encontre d'un fonctionnaire ayant commis une faute professionnelle grave pouvant entraîner son licenciement.

L'action disciplinaire doit être entamée, dès la constatation de la faute, sur la base d'un rapport établi par le chef hiérarchique immédiat du fonctionnaire mis en cause adressé à l'autorité ayant pouvoir de nomination.

Le rapport en question devra mettre en exergue les faits constitutifs de la faute professionnelle, les conditions de sa survenance, éventuellement, l'identification des personnes présentes au moment des faits, les diverses appréciations susceptibles d'être apportées sur la situation ainsi que la proposition de licenciement.

A la lumière du rapport présenté, l'autorité investie du pouvoir de nomination devra se prononcer sur la proposition de licenciement.

Si la proposition de licenciement est confirmée par il autorité ayant pouvoir de nomination, le fonctionnaire fera immédiatement l'objet d'une mesure, de suspension, par décision motivée, pour une durée qui ne saurait excéder deux mois. Cette mesure est prise par décision de l'autorité ayant pouvoir de nomination.

A cet effet, une notification de la mesure est adressée par l'intermédiaire du chef hiérarchique immédiat à l'intéressé qui en accusera réception.

Durant la période de suspension, le fonctionnaire concerné ne percevra aucune rémunération, à l'exception des indemnités à caractère familial.

Dans l'intervalle de la période de suspension, **l'administration devra obligatoirement saisir la commission paritaire compétente, sur la base .du rapport motivé, indiquant clairement les faits répréhensibles et s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis.**

Le rapport sera complété par une fiche de renseignements sur la situation familiale et professionnelle du fonctionnaire concerné.

- **Le mis en cause sera convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 15 jours avant la réunion de la commission paritaire compétente, siégeant en conseil de discipline.**

La convocation indiquera notamment :

- Le lieu, la date et l'heure de la séance du conseil de discipline;
- Les motifs de la convocation ;
- Les garanties de défense, conformément aux dispositions de l'article 129 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985.

L'autorité investie du pouvoir de nomination devra prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de permettre au fonctionnaire mis en cause, de consulter son dossier disciplinaire.

Celui-ci comportera notamment les pièces suivantes :

- Le rapport du chef hiérarchique sur les faits reprochés au fonctionnaire ;
- la fiche de renseignements concernant la situation du fonctionnaire et ses antécédents disciplinaires, le cas échéant;
- Les résultats de l'enquête administrative, le cas échéant.
- Le rapport de l'autorité investie du pouvoir de nomination assorti de la proposition de sanction.

Le mis en cause sera informé par écrit de l'administration du lieu et de la date où la consultation du dossier pourra s'effectuer.

Dans l'hypothèse où l'intéressé refuse de prendre connaissance de son dossier, la procédure disciplinaire suivra son cours normal.

Dans ce cadre, la commission paritaire compétente, siégeant en conseil de discipline sur convocation de son président, ne peut délibérer valablement que si les conditions réglementaires fixées par le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires et le décret n°85-59 du 23 mars 1985 sus indiqué, sont respectées, à savoir

- La validité du mandat de la commission paritaire;
- Le délai imparti pour l'examen du dossier disciplinaire;
- La présence des trois-quart au moins des membres. Si le quorum n'est pas atteint, après une deuxième convocation, la commission peut siéger valablement, si la moitié au moins de ses membres est présente.

Seuls les membres titulaires ou leurs suppléants sont habilités à délibérer ;

L'avis du conseil de discipline résulte d'un vote au scrutin secret des membres présents. La décision est prise à la majorité des voix exprimées par les membres présents.

L'avis émis par le conseil de discipline est consigné sur procès verbal; il est communiqué sans délai au fonctionnaire concerné ainsi qu'à l'autorité ayant pouvoir de nomination.

La sanction disciplinaire devra faire l'objet d'une décision motivée par l'autorité habilitée. La mesure pourra revêtir, selon le cas, la forme d'un arrêté ou d'une décision de l'autorité ayant pouvoir de nomination.

L'administration est tenue de notifier au fonctionnaire concerné la décision portant la sanction disciplinaire prise à son encontre.

Il y a lieu de souligner que lorsque la commission paritaire ne s'est pas réunie dans le délai de deux mois à compter de la date de suspension ou que la décision prise à son encontre n' a pas été notifiée à l'intéressé dans ce même délai, l'intéressé est rétabli dans ses droits et reçoit l'intégralité de sa rémunération.

Il y a lieu de préciser en outre que l'administration devra informer le fonctionnaire contre lequel le licenciement a été prononcé, du droit de recours dont il dispose ainsi que du délai de saisine de la commission de recours; soit 15 jours à compter de la date de notification de la décision disciplinaire.

A cet égard, seules les décisions portant sanction disciplinaire du 3ème degré sont susceptibles de recours auprès de la commission de recours instituée par le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984.

Dès l'introduction du recours, la mesure de suspension prise initialement à l'encontre du fonctionnaire mis en cause, est prorogée par décision de l'autorité ayant pouvoir de nomination jusqu'à ce que la commission de recours statue sur le cas.

Conformément à l'article 25 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984, le recours formé dans les délais réglementaires a un effet suspensif sur l'application de la sanction disciplinaire. Celle-ci sera subordonnée à la décision de la commission de recours qui devra se prononcer obligatoirement dans un délai de trois (03) mois, à compter de la date de sa saisine.

La décision de la commission de recours est exécutoire immédiatement dans toute sa teneur.

Lorsque la commission de recours infirme la décision de la commission paritaire et prononce la réintégration, le fonctionnaire est rétabli dans ses droits et reçoit l'intégralité de sa rémunération couvrant toute la période de la suspension.

2) - Procédure disciplinaire dans le cadre de l'article 131

L'article 131 du décret n°85-59 du 23 mars 1985 sus-visé dispose que, lorsque le fonctionnaire fait l'objet de poursuites pénales ne permettant pas son maintien en activité, il est immédiatement suspendu.

La suspension ne peut être prononcée par l'administration que lorsque la poursuite pénale est effectivement engagée par le procureur de la république ou par le juge d'instruction, dans le cadre de la mise en mouvement de l'action publique.

La mesure de suspension est prise par décision de l'autorité ayant pouvoir de nomination immédiatement après l'engagement des poursuites pénales.

La décision de suspension demeure en vigueur jusqu'au règlement définitif de la situation administrative du fonctionnaire concerné.

La période de suspension peut être assortie, pour une durée maximale de six (06) mois, du maintien d'une quotité du salaire de base lorsque les poursuites pénales ne sont pas subséquentes à une faute professionnelle grave pouvant entraîner le licenciement.

La quotité du salaire de base que le fonctionnaire peut percevoir, ne saurait, en aucun cas excéder les trois quarts du dit salaire.

La détermination de la quotité du salaire de base relève de l'appréciation de l'administration qui tiendra compte de tous les aspects liés à la situation du fonctionnaire. Une fois fixée, elle devra être indiquée sur la décision de suspension prise à l'encontre du fonctionnaire.

Dans tous les cas, le fonctionnaire suspendu continuera à percevoir, pendant la durée de la suspension, la totalité des prestations familiales. (cf la circulaire n° 01 du 10 Novembre 1991 relative à l'application des lois de sécurité sociale).

Il y a lieu de souligner que lorsque la poursuite pénale a été engagée pour une faute professionnelle et que le fonctionnaire a fait l'objet d'une condamnation définitive, l'administration devra obligatoirement prononcer son licenciement.

Par contre, lorsque le fonctionnaire poursuivi pénalement a fait l'objet d'une décision judiciaire définitive de relaxe, d'acquiescement ou de non-lieu, suite à la non confirmation des faits ayant entraînés les poursuites pénales, il est obligatoirement réintégré dans son emploi, par décision de l'autorité ayant pouvoir de nomination.

Toutefois, la commission paritaire compétente devra, au préalable, examiner s'il n'existe pas une faute professionnelle susceptible de donner lieu à sanction.

En effet, l'absence de faute pénale n'exclut pas l'existence d'une faute professionnelle commise par le fonctionnaire mis en cause.

Dans ce cas, la commission paritaire siégeant en conseil de discipline devra examiner le dossier disciplinaire du fonctionnaire, dans le délai de deux (02) mois qui suit la notification de la décision de justice définitive à l'administration,

A cet égard, dès la réception de la décision de justice définitive, l'administration devra saisir la commission paritaire compétente, sur la base d'un rapport motivé indiquant clairement les faits répréhensibles et s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles il ont été commis ainsi qu'un résumé des attendus de la décision de justice et sa teneur.

Le mis en cause sera convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 15 jours avant la réunion de la commission paritaire compétente, siégeant en conseil de discipline.

La convocation indiquera notamment :

- Le lieu, la date et l'heure de la séance du conseil de discipline;
- Les motifs de la convocation;

- Les garanties de défense, conformément aux dispositions de l'article 129 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985.

L'autorité investie du pouvoir de nomination devra prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de permettre au fonctionnaire mis en cause, de consulter son dossier disciplinaire.

Celui-ci comportera notamment les pièces suivantes

- Le rapport du chef hiérarchique sur les faits reprochés au fonctionnaire;
- La fiche de renseignements concernant la situation du fonctionnaire et ses antécédents disciplinaires, le cas échéant;
- Les résultats de l'enquête administrative, le cas échéant.
- Le rapport de l'autorité investie du pouvoir de nomination assorti de la proposition de sanction.

Le mis en cause sera informé par écrit de l'administration du lieu et de la date où la consultation du dossier pourra s'effectuer.

Dans l'hypothèse où l'intéressé refuse de prendre connaissance de son dossier, la procédure disciplinaire suivra son cours normal.

Dans ce cadre, la commission paritaire compétente, siégeant en conseil de discipline sur convocation de son président, ne peut délibérer valablement que si les conditions réglementaires fixées par le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 et le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 sus-indiqués, sont respectées, à savoir :

- La validité du mandat de la commission paritaire;
- Le délai imparti pour l'examen du dossier disciplinaire;
- La présence des trois-quarts au moins des membres. Si le quorum n'est pas atteint, après une deuxième convocation, la commission peut siéger valablement, si la moitié au moins de ses membres est présente.

Seuls les membres titulaires ou leurs suppléants sont habilités à délibérer ;

L'avis du conseil de discipline résulte d'un vote au scrutin secret des membres présents. La décision est prise à la majorité des voix exprimées par les membres présents.

L'avis émis par le conseil de discipline est consigné sur procès verbal; il est communiqué sans délai au fonctionnaire concerné ainsi qu'à l'autorité ayant pouvoir de nomination.

Si à l'issue de la réunion, la commission paritaire se prononce contre le licenciement, le fonctionnaire est réintégré dans son emploi.

Dans le cas où la commission paritaire se prononce pour le licenciement, l'administration est tenue de notifier au fonctionnaire concerné la décision portant sanction disciplinaire prise à son encontre. Elle devra en outre l'informer qu'il dispose d'une période de 15 jours pour introduire un recours auprès de la commission de recours.

Il demeure entendu que le recours a un effet suspensif sur l'application de la sanction disciplinaire, conformément à l'article 25 du décret n°84-10 du 14 Janvier 1984 sus-visé.

La commission de recours devra obligatoirement se prononcer dans un délai de trois (03) mois, à compter de la date de sa saisine.

La décision de la commission de recours est applicable immédiatement.

Compte tenu de l'importance des procédures disciplinaires prévues par les dispositions des articles 130 et 131 et de leurs effets sur la carrière du fonctionnaire, je vous saurai gré de bien vouloir veiller à l'application de la présente circulaire.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

مجلس الدولة

مجلة مجلس الدولة

العدد رقم 5

2004

مجلة مجلس الدولة العدد رقم 5

العنوان :	مجلة نصف سنوية تطبع من طرف مجلس الدولة بمشاركة منشورات الساحل.
شارع 11 ديسمبر 1960 الأبيار الجزائر.	
الفاكس : 021 92.30.53	مؤسسا المجلة
الموقع على الأنترنت	السيدة : أبركان فريدة
www.conseil-etat-dz.org	السيد : عبد الحفيظ مختاري
	مدير التحرير
الطبع و النشر و الإشتراك	السيد. عبد الحفيظ مختاري
منشورات الساحل	
المنطقة للصناعية رقم 71 عين البنيان الجزائر	رئيس التحرير
رقم الهاتف (021) 30.63.13	السيد. عبدالرزاق زوينة
(021) 30.65.97	
رقم الفاكس : (021) 97.65.30	هيئة التحرير
ISSN 1112-4571	عبد الله سلايم
	مليقة صحرأوي
السعر العمومي : 300 دج	فايزة رحموني
	نعيمة منور
	عبدالرزاق زوينة
	عبدالعزيز أمقران

فهرس

صفحة

07

كلمة العدد

09

الفقه القانوني

11

بعض حالات النزاع في الوظيفة العمومية

السيد : لعويسي عبد الوهاب

مدير القوانين الأساسية للوظائف العمومية

25

مسؤولية الإدارة عن أعمال موظفيها

الدكتور فريجة حسين

أستاذ بكلية الحقوق جامعة محمد بوضياف المسيلة

و محام

51

تشكيل و إختصاصات مجلس الدولة :

- الإختصاصات القضائية الأصلية لمجلس الدولة.

- إختصاصات مجلس الدولة و طرق الطعن غير العادية.

الدكتور معاشو عمار

أستاذ محاضر بكلية الحقوق جامعة تيزي وزو

محامي معتمد لدى المحكمة العليا.

65

النظام القانوني للمحاكم الإدارية في القانون الجزائري

الدكتور عمار بوضياف

أستاذ محاضر في القانون

عميد كلية الحقوق سابقا

جامعة تبسة

رئيس المجلس العلمي لكلية الحقوق

جامعة تبسة -حاليا-

الإجتهاد القضائي

أ - التعاليق

- 103 ● جزاء مخالفة القرارات الإدارية لقواعد المشروعية
- درجات البطلان في القرارات الإدارية -
الأستاذ : بودريوه عبد الكريم
أستاذ مساعد مكلف بالدروس
قسم الحقوق
كلية الحقوق و العلوم الإقتصادية - جامعة بجاية -

- 117 ● الحق في التعويض في إطار نزع الملكية
تعليق على القرار رقم 12419 المؤرخ في 2003/12/16
الصادر عن الغرفة الثانية القسم الأول
السيدة : ز. كريبي مستشارة بمجلس الدولة

ب - من قرارات مجلس الدولة

الغرفة الأولى

- 127 1 - ضرائب
130 2 - تنفيذ حكم قضائي
132 3 - صفقة عمومية
135 4 - إختصاص قضائي
138 5 - أملاك عامة وخاصة تابعة للدولة

الغرفة الثانية

- 143 1 - إستدعاء الموظف إلى لجنة التأديب
147 2 - متابعة موظف جزائيا
150 3 - التشغيل المؤقت في الوظيف العمومي
153 4 - الطبيعة القانونية لعقد العمل

- 156 5 - عقد عمل محدد المدة
- 158 6 - دعوى الحصول على المرتب
- 161 7 - علاقة عمل مؤقتة
- 164 8 - نقل موظف
- 166 9 - عزل موظف - عزل أثناء العطلة المرضية -
- 169 10 - إهمال منصب
- 172 11 - إهمال المنصب
- 175 12 - سكن وظيفي
- 178 13 - إهمال منصب
- 181 14 - نجاح في الإمتحان
- 183 15 - وقف تنفيذ القرار الإداري المطعون فيه أمام لجنة الطعن
- 186 16 - ضرائب
- 189 17 - ضرائب
- 192 18 - نزع ملكية من أجل المنفعة العامة
- 195 19 - ضرائب

الغرفة الثالثة

- 201 1 - تجديد عقد العمل المحدد المدة
- 205 2 - مسؤولية البلدية - عقار مهدد بالإنهيار -
- 208 3 - مسؤولية المستشفى
- 212 4 - عقد الإمتياز

الغرفة الرابعة

- 217 1 - الوكالة المحلية للتسيير والتنظيم العقاري الحضري
- 221 2 - مستثمرة فلاحية - إسقاط حقوق -
- 224 3 - حق الإنتفاع الدائم - مستثمرة فلاحية جماعية -

الغرف الخامسة

- 229 1 - وقف التنفيذ - القرارات القابلة لوقف التنفيذ -

- 232 - تخصيص أرض مستثمرة فلاحية للبناء - مقاضاة الوالي (لا).
234 - إختصاص القاضي الإستعجالي
237 - الخبراء المحاسبون - سلطات الجمعية العامة
240 - التعدي : إختصاص القاضي الإستعجالي

الغرف المجتمعة

- 247 - وقف التنفيذ أمام الغرفة الإدارية بالمجلس القضائي

- 253 **التشريع**

كلمة العدد

يشكل القانون الاساسي للوظيفة العامة حاليا احد محاور أحداث الساعة ، و قرر مجلس الدولة بدوره، من خلال الملتقى المنظم لهذا الغرض و من خلال هذا العدد من مجلته المخصص في جانب منه لهذا الموضوع، المساهمة في التفكير المعمق في هذه المسألة.

إن الحرص على البحث عن فعالية أكبر و ضرورة تحقيق النجاعة على ضوء أهداف السلطة العامة و إلتزامات المرفق العام ، و ضرورة تكيف الوظيفة العامة مع مهامها بأخذ نمو حاجيات السلطة العامة و المتعامل ، بعين الاعتبار، تترجم اليوم و أكثر من أي وقت مضى الطابع الاستعجالي الذي يكتسيه صدور تشريع جديد في هذا المجال.

و يشكل عدم انسجام النصوص و نقائصها على ضوء الرهانات الكبيرة التي تواجهها الادارة، في كثير من الاحيان فرملة في وجه التسيير العصري للموارد البشرية ، القائم على تثمين الكفاءات و على التعديل و التغيير الدائمين .

إن الادارة تساهم في سير الديمقراطية بحكم تواجدها في قلب بناء دولة القانون و بحكم كونها عامل انسجام و ترقية اجتماعية و الحارس على القيم الجمهورية الأساسية و منها : مساواة المواطنين امام الاعباء العامة و حياد المرفق العام و المساواة في شغل الوظائف العامة.

الفقه القانوني

بعض حالات النزاع في الوظيفة العمومية

السيد لعويسي عبد الوهاب

مدير القوانين الأساسية للوظائف العمومية.

شكرا سيدي الرئيس

إن مداخلتي تأتي كتكملة للتدخل الذي قدمه السيد المدير العام للوظيفة العمومية¹، حيث نتعرض إلى حالات تطبيقية و عددها خمسة و التي طرحت إشكاليات مختلفة في منطوقها من جهة و في كيفية تنفيذها من جهة أخرى.

إن اختيار هذه الحالات التي اكتسى معظمها حجية الشيء المقضي فيه جاء وفقا لطبيعتها و للمشكلات التي تطرحها من حيث تفسير الأحكام القانونية، من حيث الاختصاص و من حيث التنفيذ، و التي حاولنا من خلالها أن نخلص إلى استنتاجات أو اقتراحات تهدف إلى تحسين طريقة التكفل بالنزاعات في مجال الوظيفة العمومية و إلى خلق ديناميكية تكامل و تعاون و انسجام بين الجهات القضائية، مجلس الدولة و المحاكم الإدارية من جهة و المديرية العامة للوظيفة العمومية من جهة أخرى.

و عليه فإن مداخلتي تنقسم إلى قسمين أساسيين، الأول يتعلق بعرض الحالات التي ذكرناها أعلاه، مع ذكر ما تطرحه من مشاكل.

و الثاني يتعلق ببعض الاستنتاجات التي نستخلصها من ذلك و الاقتراحات التي يمكن تقديمها.

¹ ملقئ الوظيفة العمومي - الأوراسي 2004، و هي منشورة ضمن هذا العدد باللغة الفرنسية.

أولا : الحالات التطبيقية

الحالة الأولى : قضية إعادة إدماج

1 - عرض القضية :

المدعي : السيد ب. ت. م. الفاتح متصرف ببلدية الوادي.

المدعي عليه : بلدية الوادي.

موضوع النزاع : المدعي يطالب من خلال الدعوى المرفوعة أمام الغرفة الإدارية لمجلس قضاء بسكرة بإعادة إدماجه في منصب عمله الذي تم فصله منه تبعا لحكم قضائي.

2 - الإجراءات القضائية :

أ) صدر بتاريخ 30 سبتمبر 2001 حكم عن محكمة الوادي قسم الجرح يقضي بإدانة السيد ب. ت. م. الفاتح بشهرين حبس نافذة و ألف دينار غرامة بتهمة السماح لأشخاص يحترفون الدعارة.

ب) المدعي رفع دعوى قضائية أمام الغرفة الادارية لمجلس قضاء بسكرة يطلب من خلال العريضة المقدمة إعادة إدماجه في منصب عمله السابق الذي كان يشغله لدى مصالح بلدية الوادي وقامت الجهة القضائية المذكورة بالاستجابة لطلب المعني و ذلك بصور قرار بتاريخ 08 ديسمبر 2002 تحت رقم 02/386.

3 - الإشكالية :

أ) إن القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء بسكرة يبدو مخالفا للنصوص المعمول بها في مجال الوظيفة العمومية لا سيما أحكام المادة 17 من الأمر رقم 133/66 المؤرخ في 02 جوان 1966 المتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية التي أشارت إلى "أن كل تقصير في الواجبات المهنية و كل مس بالطاعة عن قصد و كل خطأ يرتكبه موظف في ممارسة مهامه أو أثناءها يعرضه إلى عقوبة تأديبية دون الإخلال عند اللزوم بتطبيق قانون العقوبات" كما نصت المادة 20 منه على أنه يجب على

الموظف أن يحترم سلطة الدولة و أن يعمل على احترامها، فهو ملزم بالتحفظ و يجب عليه أن يمتنع عن كل عمل و لو خارجا عن خدمته، يكون منافيا لكرامة الوظيفة العمومية أو لأهمية المسؤوليات المنوطة به.

كما أن المادة 31 من المرسوم رقم 85-59 المؤرخ في 23 مارس 1985 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لعمال المؤسسات و الإدارات العمومية تقضي بصفة أمرة بأنه "لا يحق لأحد أن يوظف في مؤسسة أو إدارة عمومية إلا إذا كان متمتعا بحقوقه المدنية و ذا أخلاق حسنة".

حيث أنه من الظاهر أن القاضي لم يأخذ بالاعتبار مقتضيات المادة 31 من المرسوم رقم 85-59 الصادر بتاريخ 23 مارس 1985 فوقوعا في تناقض مع مقتضيات النص.

ب) اعتراض الغير الخارج عن الخصومة :

قامت المديرية العامة للوظيفة العمومية رفعت دعوى اعتراض الغير الخارج عن الخصومة أمام نفس الجهة القضائية طالبة إلغاء القرار محل الاعتراض الصادر بتاريخ 08 ديسمبر 2002 تحت رقم 386 و القضاء من جديد برفض الدعوى لعدم التأسيس ذلك أن من الصلاحيات الأساسية المخولة للوظيفة العمومية التطبيق السليم للأحكام القانونية المعمول بها في مجال الوظيفة العمومية و التي ترى أن القرار القاضي بإعادة إدماج المعني في منصب عمله يتنافى و النصوص القانونية المذكورة سابقا.

التعليق :

إن اعتبار الحكم الصادر عن محكمة هو تأكيد على إخلال الموظف بأحد شروط الالتحاق بالوظيفة العمومية و هو التمتع بالأخلاق الحسنة، و التمتع بالحقوق المدنية و يؤدي بالتالي إلى العزل من الوظيفة العمومية، لم يأخذ في الاعتبار من طرف قاضي الغرفة الإدارية، و هذا يجعل مصالح الوظيفة العمومية في وضعية صعبة، فهي مطالبة بتطبيق حكم قضائي تراه مخالفا لأحكام المادة 31 من المرسوم 85-59 المتضمن القانون الأساسي النموذجي للوظيفة العمومية.

مع العلم أنه سبق و أن اتخذت بصفة تلقائية إجراء التوقيف و عقوبة العزل في حق

الموظفين الذين أدينوا من طرف المحاكم القضائية اعتمادا على أحكام المادتين 31 و 131 من المرسوم المذكور أعلاه.

الحالة الثانية : التعيين في الوظائف العمومية :

1 - عرض القضية :

المدعي : السيد أ. أحمد

المدعي عليه : بلدية إيليزي.

سبق لمجلس قضاء ورقلة أن قضى بإلغاء القرار الصادر عن المندوبية التنفيذية لبلدية إيليزي المتضمن عزل المدعي السيد أحمودة أحمد المساعد المحاسب المعين بصفة مؤقتة وإعادة إدماجه في منصب عمله كوكيل مصرفي بلدي في الصنف 13 القسم 01 و حفظ جميع حقوق المدعي في التعويض المطالب به و تحميل المدعي عليه المصاريف القضائية.

ثم جاء قرار الغرفة الإدارية لمجلس قضاء إيليزي بإلغاء القرار الصادر بعزله مرة ثانية بإعادة إدماجه في نفس المنصب "وكيل مصرفي"

2 - الإشكاليات المطروحة :

إن هاذين الحكمين يستدعيان الملاحظات التالية :

1) ان القرارات الفردية المتضمنة تعيين المعني تبين أنه تم تعيين المعني كعون مؤقت في الحالتين، بدليل غياب تأشيرة مصالح المراقبة كما هو الحال بالنسبة للتعيينات كموظفين.

2) ان المعني قد عين كمساعد محاسب مؤقت ثم كرئيس فوج متعاقد بالحرس البلدي في بلدية إيليزي و عليه فإنه يمكن إنهاء علاقة العمل بعد إنهاء العقد لأن المعني ليس موظفا مرسما.

3) إن قراري الغرفتين الإداريتين لمجلس ورقلة و إيليزي لا يمكن تنفيذهما ذلك أن منصب العمل المطلوب إعادة إدماجه فيه غير منصوص عليه في قائمة المناصب التي

يمكن للبلدية التعيين فيها (المرسوم التنفيذي 89-225 المتضمن القانون الأساسي الخاص بالعمال المهنيين و الحجاب و سائقي السيارات).

و لا يمكن بأية حال التعيين في منصب وكيل مصرفي، و لا يمكن تحديد تصنيف له و لا دفع مرتبه نتيجة غياب التصنيف.

4 (إن القرار لا يحدد طبيعة علاقة العمل التي لا يتم على أساسها توظيف المعني يجب إتباعها، هل عون مؤقت أم متعاقد، لأن التعيين كموظف يتم أساسا بناء على مسابقة عن طريق الامتحان أو عن طريق الشهادة.

5 (إن مثل هذه القرارات أي التعيين يخضع لتأشيرة مصالح المراقبة (مرسوم 114/81).

6 (أن مصالح المديرية العامة للوظيفة العمومية لم يتم إدخالها كطرف في النزاع.

التعليق :

إن هذه الحالة تبين ما يلي :

1 - عدم الإلمام بأنواع علاقات العمل (المتعاقد، المؤقت، الموظف) و شروط التعيين في مختلف مناصب الوظيفة العمومية.

2 - صعوبة تطبيق بعض الأحكام نظرا لتعارضها مع بعض النصوص القانونية الأساسية، و النصوص التطبيقية المرتبطة بها.

3 - غياب أحد الأطراف المعنية بالنزاعات (المديرية العامة للوظيفة العمومية).

الحالة الثالثة : المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية

المدعي : السيد ق. أحمد

المدعى عليه : دار الثقافة لولاية تمنراست.

1- عرض القضية :

بالقرار رقم 12-2003 الصادر في 20 ماي 2003 حكم مجلس قضاء تمنراست

(الغرفة الإدارية) لصالح المدعي السيد ق. أحمد بإعادة إدماجه في رتبة مهندس تطبيقي في الإعلام الآلي باعتباره حائز على معدل 10 من 20 في الامتحان المهني للالتحاق بهذه الرتبة.

و قد أثبت التفتيش الذي قامت به مصالح الوظيفة العمومية لولاية تمنراست أن المعني قد تحصل على علامة 5 من 20 في مادة التصور في الأنظمة المعلوماتية و هي علامة مقصية طبقا لأحكام المادة 6 من القرار المؤرخ في 5 جوان 1999 المتعلق بكيفيات تنظيم المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية.

كما أثبت التفتيش أن مركز الامتحان و هو المعهد الوطني للإعلام الآلي قام بتغيير العلامة المقصية حتى يتمكن من موافقة الحكم القضائي مع النصوص التطبيقية الخاصة بالامتحانات و المسابقات و الاختبارات المهنية، إذ ثبت أن المعدل العام 10,58 لا يتوافق مع العلامات الجديدة.

و هذا الإجراء غير قانوني و مخالف للنصوص المذكورة أعلاه و هو بالتالي يبطل النتائج.

من جهة أخرى و طبقا لأحكام المرسوم 95-293 المتعلق بكيفيات تنظيم المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية لا سيما المادتان 4 و 19 منه فإن قائمة النجاح النهائي تحدد حسب درجة الاستحقاق في حدود المناصب المطلوب شغلها من بين المترشحين الحاصلين على معدل عام لا يقل عن 20/10، و ذلك بمحضر يمضى من طرف لجنة تتكون من :

- ممثل السلطة التي لها صلاحية التعيين و السلطة الوصية رئيسا.
- ممثل السلطة المكلفة بالوظيفة العمومية عضوا.
- ممثل تنتخبه لجنة المستخدمين المنتمين إلى السلك أو الرتبة المعنية.

التعليق :

إن هذا الحكم يستدعي الملاحظات التالية :

1) لم يتم الأخذ في الاعتبار نتائج التفتيشات التي قامت بها مصالح الوظيفة العمومية و التي أدت إلى التأكد من وجود علامة مقصية، ثم إلى تزوير في نتائج الامتحانات، مع أنها الجهة المخولة قانونا بالمراقبة و التفتيش.

2) لم يؤخذ في الاعتبار بأحكام نصوص تنظيمية أساسية مثل المرسوم 95-293 المؤرخ في 30 سبتمبر 1995 المتعلق بكيفيات تنظيم المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية، لا سيما فيما يتعلق بصلاحيات مصالح الوظيفة العمومية و إجراءات مراقبة الامتحانات و إمضاء المحاضر.

3) إن إصدار النصوص التطبيقية المتعلقة بإجراء المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية و كذا مراقبة مدى مطابقة الإجراءات للنصوص المعمول بها هو من صلاحيات المديرية العامة للوظيفة العمومية، و هي بالتالي طرف مباشر في النزاعات المتعلقة بالامتحانات و المسابقات.

الحالة الرابعة : الجمع بين وظيفتين

عرض القضية :

المدعي : ب. د. إبراهيم

المدعى عليه : جامعة الأغواط.

- قام المدعي ب. د. إبراهيم برفع دعوى قضائية ضد المدرسة العليا للأساتذة للتعليم التقني (سابقا) جامعة الاغواط (حاليا) التي قامت بفضله بسبب الجمع بين وظيفتين نائب مدير للإحصائيات بوزارة المالية و أستاذ مساعد بالمدرسة العليا المعنية.

- و يلتزم من خلال دعواه إعادة الإدماج في منصبه الأصلي أستاذ مساعد بالمدرسة العليا للأساتذة التعليم التقني بالاغواط (سابقا).

- و قد ردت المدرسة العليا للأساتذة التعليم التقني بالأغواط عريضة المعنى متمسكة بفصل المعنى للجمع بين وظيفتين.

- ثم صدر قرار من الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الأغواط بتاريخ 23 جويلية 1997 يقضي برفض دعوى المدعي لعدم التأسيس (قرار الفصل مطابق للقوانين التنظيمية).

الاستئناف لدى مجلس الدولة :

قام المدعي باستئناف الدعوى لدى مجلس الدولة بتاريخ 09 ديسمبر 1997 الذي أصدر قراره بتاريخ 12 نوفمبر 2002 الذي يقضي بإلغاء قرار المستأنف و التصدي من جديد بإبطال قرار الفصل المؤرخ فسي 14 جوان 1996 و حفظ حق المستأنف في التعويض.

التعليق :

ما نلاحظه في هذه القضية أن قاضي الدرجة الأولى أصدر قرار رفض دعوى المدعي لعدم التأسيس و قد استند في ذلك على نصوص الوظيفة العمومية التي كانت صريحة في مجال الجمع بين وظيفتين لا سيما المادة 24 من المرسوم التنفيذي رقم 85-59 المؤرخ في 23 مارس 1985 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لعمال المؤسسات و الإدارات العمومية و أن قرار الفصل جاء مطابقا للنصوص التنظيمية المعمول بها و ذلك لأن قرار فصل المدعي جاء قبل أن يقدم استقالته إلى وزارة المالية في منصب نائب مدير.

أما قاضي الدرجة الثانية عندما أصدر قراره بإلغاء قرار المستأنف و إبطال قرار فصل المعني في منصبه استند في ذلك على أن إدارة المدرسة العليا لأساتذة التعليم التقني بالاغواط أصدرت قرار فصل المعني في اجتماع سري و دون أن تخطر المدعي بذلك لكي يطلع على ملفه و يتمكن من تقديم دفوعه.

إن أحكام المادة 71 من المرسوم 82-302 المؤرخ في 11 سبتمبر 1982 المتعلقة بكيفيات تطبيق الأحكام التشريعية الخاصة بعلاقات العمل الفردية و الذي مازال ساري المفعول بالنسبة لقطاع الوظيفة العمومية يعتبر "التلبس بإخفاء المعلومات أو الإدلاء بتصريحات في مجال تنافي الوظائف و الجمع بينها" خطأ من الدرجة الثالثة.

الاستنتاج :

يمكن أن نستنتج من هذه الحالة أن مصالح الوظيفة العمومية تعتبر أن الجمع بين وظيفتين يعتبر خطأ من الدرجة الثالثة بترتب عنه العزل،

و هذا بالاستناد إلى مجموعة نصوص تنظيمية أساسية مثل المرسوم 85-59 المؤرخ في 23 مارس 1985 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لعمال الإدارات و الهيئات العمومية و المرسوم 82-302 المؤرخ في 11 سبتمبر 1982، و النصوص التطبيقية المترتبة عنها، تجد نفسها أمام حكم قضائي يقضي بإدماج المعني في منصبه رغم ثبوت الأخطاء المنسوبة إليه بشكل قطعي.

الحالة الخامسة : العزل بسبب متابعة قضائية :

1 - عرض القضية :

المدعى : السيد م. جمال

المدعى عليها : وزارة العدل

يطلب المدعى إعادة إدماجه في منصب عمله بعد عزله بناء على قرار اللجنة المتساوية الأعضاء بتاريخ 07 جانفي 1997 ثم و بتاريخ 10 نوفمبر 1997 أصدرت المحكمة الجنائية تيززي وزو حكما يقضي ببراءة المعني و ذلك تبعا للمتابعة القضائية التي أدت إلى إدانته من طرف محكمة تيززي وزو و سجنه لمدة خمسة سنوات.

عندئذ رفع المعني طعنا في قرار تسريحه، و قررت لجنة الطعن إعادة إدماجه بموجب القرار المؤرخ في 23 ماي 2000

بعدها و بناء على طعن رفع من طرف الإدارة تراجعت هذه الأخيرة عن رأيها بموجب قرار مؤرخ في 25 نوفمبر 2000 و أقرت عزله.

التعليق :

1 (يتضح من هذه القضية اختلاف في فهم النصوص التنظيمية، فقد قامت الإدارة المسيرة برفع طعن أمام لجنة الطعن و هنا ننسأل حول مدى إمكانية الإدارة بأن تطعن في قرارات اللجنة التي أنشأت مبدئيا لضمان حقوق الموظفين في الدفاع عن حقوقهم، و هل يمكن أن تعطي قراءة شكلية للمادة 24 من المرسوم 84-10 المحدد لاختصاص، تشكيلة و عمل اللجان المتساوية الأعضاء.

2 (إن أحكام المادة 25 من نفس المرسوم تنص على أنه "يتعين على لجان الطعن أن

تصدر قراراتها كتابية في أجل أقصاه ثلاثة أشهر ابتداء من تاريخ رفع القضية إليها، و ذلك قصد إبطال الآراء المتنازع فيها التي تصدرها اللجان أو إثباتها أو تعديلها.

و هو ما يفهم منه أن قراراتها ليست مجرد رأي بل هي ملزمة.

لكن مجلس الدولة اعتبر في حكمه المؤرخ في 25 فيفري 2003 تحت رقم 007232 قرار لجنة الطعن مجرد رأي و بالتالي لا يشكل قرارا إداريا قابلا للطعن فيه ممتدا في ذلك على المادة العاشرة من نفس المرسوم التي تعتبر أيضا التسريح من بين الحالات التي يكون رأي اللجنة إلزاميا.

الاستنتاج :

إن الاختلاف في فهم النصوص قد يطل نصوص تنظيمية أساسية، و هو ما يؤدي إصدار أحكام تكون بحد ذاتها تفسيرا لتلك النصوص مما يؤدي إلى تعقيد الإجراءات و تضارب كبير في القرارات.

فبينما اعتبرت وزارة العدل أنه من حقها أن تلجأ إلى لجنة الطعن قصد إعادة النظر في قراراتها، ترى مصالح الوظيفة العمومية أنها آلية لحماية حقوق الموظفين و أن تفسير المادة 24 يعني أن الموظف بإمكانه أن يقدم الطعن مباشرة أو عن طريق الإدارة.

أما مجلس الدولة فاعتبر أن رأي لجنة الطعن ليس إلزاميا و هو ما يخالف في رأينا أحكام المادة 25 من المرسوم 84-10 المذكور أعلاه.

ثانيا : استنتاجات و اقتراحات

من خلال الحالات السابقة الذكر و المتعلقة بالإجراءات التأديبية لا سيما العزل بسبب العقوبات الجنائية أو بسبب الأخطاء المهنية و المسابقات و الامتحانات يمكن أن نستخلص ما يلي :

1 - إن بعض القرارات تأتي مخالفة لأحكام النصوص التنظيمية التي تسيّر الموظفين و الأعيان العموميين في الوظيفة العمومية و ذلك سواء لعدم الإلمام بهذه النصوص التي يجب أن نعترف أنها كثيرة جدا و معقدة و تطلب وقتا كبيرا للإلمام بها، مما يطرح السؤال حول المكانة التي يجب أن يحضى بها قانون الوظيفة العمومية في تكوين القضاة و الإطارات المسيرة على حد سواء.

2 - إن بعض القرارات لا تأخذ بالاعتبار النصوص التطبيقية من القرارات الوزارية و تعليمات و مناشير التي تعتبر بالنسبة لنا الإطار التنظيمي الذي يفسر محتوى بعض النصوص عندما يكتنفها الغموض و تتعدد التفسيرات، وهنا تطرح مشكلة إلزامية هذه النصوص للقاضي الإداري، و دور المديرية العامة للوظيفة العمومية في تفسير النصوص القانونية المتعلقة بها باعتبارها الإدارة المركزية المختصة و ذلك منذ نشأتها (الأمر -62- 041 المؤرخ في 18 سبتمبر 1962 المتعلق بتطبيق بعض النصوص).

3 - إن بعض القرارات و الأحكام القضائية تأتي مصاغة بحيث يصعب تنفيذها، هذا فضلا عن مشكل عدم انسجامها مع النصوص التنظيمية و التطبيقية، إذ تجد المديرية العامة للوظيفة العمومية و كذا الإدارات المسيرة نفسها أمام صعوبة تطبيق تلك القرارات.

4 - إن كثيرا من القضايا تم الحكم فيها دون إدخال المديرية العامة للوظيفة العمومية كطرف في النزاع، و لا كإدارة متخصصة لها خبرة في هذا المجال، مع العلم أن تلك الأحكام الصادرة ملزمة لها و هي في معظم الأحيان طرف في تنفيذها، مما دفعها في بعض الأحيان إلى تقديم عرائض اعتراض الغير خارج عن الخصومة حماية لمصالح الإدارة العمومية.

5 - إن تبادل المعلومات و الخبرات بين الجهات القضائية، مجلس الدولة و المحاكم الإدارية من جهة و المديرية العامة للوظيفة العمومية و خلق ديناميكية تعاون و تكامل سيسمح لا محالة بتطوير حل النزاعات في الوظيفة العمومية و تحسين المنظومة القانونية المسيرة لهذا المجال و إثرائها.

إن النقاط الأساسية التي يمكن التركيز عليها كمحاور لظهور المنازعات و التي يستحق الإثراء و النقاش هي :

1 - وضعية الأعوان المتعاقدين و المؤقتين و طبيعة علاقة عملهم التي كثيرا ما يتم خلطها مع وضعية الموظفين المئتمنين.

2 - عمل و تنظيم وصلاحيات اللجان المتساوية الأعضاء و الإجراءات المتبعة لتقديم الطعون و مدى إلزامية القرارات الصادرة عنها.

3 - النزاعات في مجال المسابقات و الامتحانات و الاختبارات المهنية و أهمية الجانب الإجرائي في هذه العمليات، من إعلان المسابقات و إتخاذ القرارات الصحيحة من الناحية الشكلية لتنظيمها

و كذا أهمية المحاضر التي تحدد القوائم النهائية للناجحين.

4 - العلاقة بين المتابعات القضائية و ما يترتب عنها من أحكام و العقوبات التأديبية التي يمكن أن تتخذها الإدارة أثناء ذلك.

5 - الأجور و الأنظمة التعويضية و التعويضات المرتبطة بإلغاء الإجراءات التأديبية أو الإجراءات الاحترازية التي تقوم بها الإدارة.

و شكرا على حسن اهتمامكم.

مسؤولية الإدارة عن أعمال موظفيها

الدكتور فريجة حسين

أستاذ بكلية الحقوق جامعة محمد بوضياف المسيلة

و محام

مقدمة :

لكي يحصل المضرور على حكم بالتعويض عليه أي يثبت خطأ الموظف، و أن هذا الموظف قد ارتكب الخطأ أثناء تأديته لأعماله الوظيفية أو بسببها بمعنى لايد من خطأ موظف يعمل في خدمة مرفق عام و بصفة دائمة و يكون تحت رقابة الإدارة و توجيهها لكي تقوم مسؤوليتها.

إن تحمل الإدارة لعبء التعويض يتوقف على علاقة الإدارة بموظفيها بحيث أن الاتجاه الحديث يرمي إلى حماية الموظفين و كفالة الاستقلال لهم في وظائفهم.

و الخطأ الذي يتابع به الموظف يجب أن يثبتته المضرور أو أن يقيم الدليل عليه إذا لم يستطع أن يثبتته ضد موظف بعينه لكي تقوم مسؤولية الإدارة. وهكذا أصبح مبدأ تدخل الدولة ضرورة حتمية تحتم مسؤوليتها عن أعمالها الإدارية¹، و تقتصر في دراستنا هذه على مسؤولية الإدارة عن أعمالها محاولين إبراز علاقة الموظف بالإدارة العامة والذي على أساسه تسأل الإدارة في مبحث أول و نتعرض فيه إلى الموظف العام باعتباره حائزاً على امتيازات الإدارة ، ثم نتناول علاقة الموظفين فيما بينهم داخل الجهاز الإداري لنحاول التركيز على مسؤولية الإدارة على أساس الخطأ ، و سنحاول التمييز بين الخطأ المصلحي أو المرفقي الذي يعود الإهمال فيه إلى المرفق الإداري و الخطأ الشخصي الذي يعود الإهمال فيه إلى الموظف ، ثم نتعرض إلى كيفية دفع التعويض من طرف الإدارة.

¹ الدكتور سليمان محمد الطماوي ، القضاء الإداري - الكتاب الثاني - دار الفكر العربي 1996 ص 107 .

المبحث الأول : علاقة الموظف العام بالإدارة العامة :

إن الموظف العام هو حائز على امتيازات السلطة العامة، و تتمثل امتيازات السلطة العامة خاصة في امتيازات الإدارة، و هي غالباً ما يتصورها الفرد بأنها مجموع ميزات – Avantages - مسلم بها للإدارة لتأدية مهمتها على أحسن وجه، و أهمية هذه الامتيازات تدرج وفقاً لمكان الموظف في السلسلة الإدارية، إن امتيازات الموظف العام هي بالتالي واجبات، بمعنى لكي تقوم الإدارة بمهمتها ينبغي عليها أن تظل ضمن حدود صلاحيتها¹، و في إطار الشرعية ولا يمكنها الابتعاد عن هذا و إلا وجدت نفسها في فرضية السلوك الخاطئ و يكون من نتيجة ذلك إبطال أعمالها و الحكم بالتعويض عن طريق تحريك المسؤولية الإدارية.

إن الدارس لقانون الوظيفة العامة يؤكد واجبات الموظف العام² و الضمانات العائدة للوظيفة التي لم تكتسب إلا نتيجة صراع طويل خلال عهود، و حيث أن الموظف يعتبر قانوناً أجيراً لأن راتبه هو نتيجة عمله، كما أن الروابط بين الموظف و الإدارة تنشئ واجبات الإخلاص و الولاء و التحفظ و سنتعرض لهذا المبحث في مطلبين كما يلي :

المطلب الأول : الإدارة ظاهرة اجتماعية :

إن الإدارة تبدو كجهاز معقد تؤمن القيام بعمليات تحكمها شكلية قانونية فالإدارة هي أيضاً مجموعة من الأفراد البشرية، و هم الذين أوجدوها، و هم الذين يضمون سيرها، و هؤلاء الموظفين يعبرون عن المجتمع الذي يعيشون فيه، و يؤثرون عليه.

¹ الدكتور طلال عامر المنهاري - مسؤولية الموظفين و مسؤولية الدولة في القانون المقارن - دار اقرأ بيروت ص 34 .
² الموظف العام هو الذي يعهد إليه بعمل في خدمة مرفق عام تديره الدولة أو أحد أشخاص القانون العام الأخرى عن طريق شغله منصباً يدخل في التنظيم الإداري لذلك المرفق و لا اعتبار للشخص موظفاً عموماً يتبع ما يلي :
(1) أن يساهم في العمل في مرفق عام تديره الدولة عن طريق الاستغلال المباشر .
(2) أن تكون المساهمة في إدارة مرفق عام عن طريق التعيين أساساً .
(3) أن يشغل هذا الشخص الوظيفة بصفة دائمة .

إن الإدارة حدثا مرتبطا بالأوساط الاجتماعية المنبثقة عن المجتمع و الموظفين الإداريين يولفون الأوساط الاجتماعية التي تؤلف الجماعة و يمتد هؤلاء سمات المجتمع و علاقتهم و تصرفاتهم إزاء المتعاملين مع الإدارة.

إن نظرة إلى الوظيفة العامة في الجزائر تجعلنا نقول أن الانتساب إلى هذه الوظائف هو بعيد عن المحاباة العامة فعن طريق المسابقات الخاصة بكل وزارة يمكن الانتساب للوظيفة، و الانتساب إلى المدرسة الوطنية للإدارة (A).N.(E) يجعلنا نؤكد أن الإدارة تنتمي إلى فئات المجتمع، كما أن إقامة امتحانات و إجراء مسابقات في وسط هذه المدرسة مخصصة أحيانا لطلبة جدد و أحيانا أخرى للموظفين الذين هم في الخدمة يعبر بحق عن وسيلة لترقية اجتماعية داخل الوظيفة العامة ، غير أن هذا رغم إعطائه لأمال كبيرة و نتائج هامة فإنه غير كاف ذلك أن مختلف أجهزة الإدارة لازالت تحتاج إلى تغيير أفضل من أجل تقديم خدماتها على أحسن وجه.

المطلب الثاني : العلاقات بين الموظفين داخل الإدارة¹ :

تقوم علاقات بين الموظفين وسط جهاز الإدارة و هي تتمثل في :

أ) التسلسل الرئاسي :

لقد أظهرت مواقف المستخدمين في الإدارة ، إزاء رؤسائهم المباشرين عدة أساليب فالرؤساء الذين يتحملون مسئولياتهم و يفوضونها و يشجعون المبادرات ، هم أكثر تقديرا من قبل معاونيهم ، أما أولئك الذين هم من النوع المستبد الذين يصححون عمل مرؤوسيهيهم بواسطة الأمر وليس الإقناع يعترف لهم في الغالب بمعروف أقل.

إن سلوك الموظفين الإداريين الأعلى رتبة و علاقتهم بالموظفين من مختلف الدرجات الدنيا تتنوع بتنوع علاقة الرئيس بالمرؤوس و أسلوب استقصاء المعلومات ، و نقل الأوامر كل هذه عوامل تحدد جو العمل و العلاقة داخل المرفق الإداري.

¹ الدكتور سنيبان محمد الطهاوي ، القضاء الإداري ، الكتاب الثاني ، دار الفكر العربي 1996 ص 265 .

1 - إن النتائج التي تتجم عن التسلسل الرئاسي هي :

بطء الإجراءات ، فأصغر ملف يجب أن يمر بعدد كبير من الدرجات و لا يمكن في كل مستوى أن يتم فحصه على الفور من قبل الموظف المسؤول ، فقد يكون بين يدي أعلى موظف قضايا أخرى يعتبرها عاجلة أكثر و بالتالي يؤخر القضايا الأخرى.

2 - نقل المعلومات و الأوامر بطريقة سيئة :

إن المعلومات التي تمر بالحلقة التسلسلية ، تضعف و لا يعود بين القاعدة و القمة سوى رؤيا ذات سلوك بطيء و أن القرارات التي تتخذ تبعا لهذه المعطيات قد تشوه نظراً للظروف التي اتخذت فيها.

ب (العلاقة بين الهيئات : CORPS :

التي تولف أبرز النتائج على حياة الإدارة ، و كلمة هيئة تعني فئات الموظفين الذين تم توظيفهم بنفس الطريقة ، و لهم ذات التطلعات في المهنة ، و الهدف من هذه الواقعة هو الشعور بالتضامن الذي يمثل عقلية مشتركة لاتباع نهج مماثل من حيث الشعور و التفكير و العمل بحيث تجمعهم روابط داخل المهنة و لهم طموحات مشتركة.

و الشعور بالتضامن في الإدارة ، يكاد يكون مرتكزاً على رابطة المصدر ، فالطلبة المتخرجون من أحد المعاهد الكبرى أو الموظفون الناجحون في مسابقة واحدة يميلون إلى امتداح الطريقة التي تم توظيفهم بها.

إن العلاقات الكائنة بين خلايا إدارية ، من مكتب إلى مكتب ، و من مرفق إلى مرفق و من وزارة إلى وزارة ليست في الحقيقة سوى انعكاسا للعلاقات الكائنة بين الهيئات التي تشغل هذه المكاتب و المرافق و الوزارات.

كما لا يفوتنا ذكر العلاقات الكائنة بين موظفين منتمين لمرافق مركزية و موظفين منتمين لمرافق محلية ، فموظفوا الإدارة المركزية إذا كانت مدة مهنتهم لها مدة طويلة قد يلومون الموظفين العاملين في الهيئات المحلية ، و موظف الإدارة المحلية من جهتهم ينتقدون الإداريين المركزيين باعتبار أنهم يعيشون بدون رؤية الصعوبات.

و بغية تقريب الإدارة من المواطن و تسهيلا لهذا الأخير في معرفة أمور إدارية أو ضريبية بالإمكان إنشاء مركز وطني للاستعلامات الإدارية مهمته تزويد الجمهور هاتفيا أو بواسطة الكتابة بالمعلومات التي يحتاج إليها المتعامل و قد يكون هذا المركز بمثابة الرادار الذي يسهل للجمهور معرفة المعلومات كما يمكن إنشاء قاعات لاستقبال المتعاملين مع الإدارة و ذلك بتصميم أماكن مخصصة تبعد عن ذهن الناس الخوف التقليدي الذي يواجهونه أمام إدارة الضرائب أو الجمارك¹ ، وهذا يدخل ضمن إطار التغيير الإداري.

المبحث الثاني : مسؤولية الإدارة على أساس الخطأ :

لكي يعتبر الموظف مسؤولا أمام متعامل مع الإدارة مع جفاء ما لحقه من ضرر يلزم أن يكون الموظف قد ارتكب خطأ شخصيا و بالإمكان مساءلة الإدارة في حالة ارتكاب الموظف لخطأ مرفقي غير أن عملية التمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي بقي مدار آراء عديدة² ، و سنحاول استعراض المعايير لتحديد المقصود بكل من الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي التي قال بها الفقه ، ثم لما استقر عليه القضاء من تحديد لحالات الخطأ الشخصي ، ثم نحاول الوصول إلى الاتجاه الذي نفضل أن نأخذ به لوضع الحد الفاصل بين ما يعتبر خطأ شخصيا و ما يعد مرفقيا.

¹ الدكتور : طلال عامر المهتار، مسؤولية الموظفين و مسؤولية الدولة في القانون المقارن، دار اقرأ، بيروت، ص 45 و ما بعدها.

² إذا كان الفقه في مجموعه يرى أن التفرقة بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي تعد من المعالم الأساسية للمسئولية عن أعمال الإدارة ، فإن الدكتور سعاد الشراوي ترفض الأخذ بهذه التفرقة ، و ترى أن المسؤولية عن أعمال الإدارة تمر بمرحلتين ، المرحلة الأولى مرحلة التتبع و المرحلة الثانية مرحلة المشاركة النهائية ، و يظهر الضرور الذي يحرك الدعوى أما المرحلة الثانية فتدور بين جهة الإدارة و الموظف .

و في المرحلة الأولى نجد أن أساس المسؤولية يتمثل في ضمان مصالح المضرور بتقديم مئتي ملي و غير مماثل يعوضه عن الضرر الذي لحق به من جراء نشاط اتخذ في الظاهر على الأقل لحساب الإدارة .

المرحلة الثانية ، فيجب التفرقة بين فروض ثلاثة : يتمثل الفرض الأول في خطأ الموظف المرتبط ماديا و ذهنيا بالمرفق ، و في هذه المرحلة يجب أن تتحمل الإدارة العبء النهائي للتعويض ، أما الفرض الثاني في خطأ الموظف المرتبط ماديا فقط بالمرفق ، و في هذه الحالة يتحمل الموظف العبء النهائي للتعويض ما دام الخطأ قد ارتكب لتحقيق أغراض شخصية ، أما الفرض الثالث فيوجد عندما يساهم خطأ أو أكثر في إحداث الضرر ، و تكون بعض الأخطاء مرتبطة ماديا فقط بالمرفق و بعضها مرتبط ماديا و ذهنيا ، و هنا يقسم التعويض فتتحمّل الإدارة ما يقابل الأخطاء المرتبطة ذهنيا بالمرفق و يرجع على الموظفين الذين ارتكبوا أخطاءهم بقصد تحقيق أغراض خاصة ، و أساس المسؤولية هنا هو مبدأ الغرم بالنعم (يراجع في ذلك دعوى التعويض — دعوى الإلغاء — للدكتور / سعاد الشراوي ، القاهرة سنة 1970 ، ص 79 و ما بعدها) .

و إن كان مجلس الدولة الفرنسي قد أباح للأفراد اختصاص جهة الإدارة ، و مطالبتها بالتعويض عن الأضرار التي أصابتهم من جراء خطأ الموظف الشخصي ، و قد تتحمل الإدارة التعويض بصفة مؤقتة لحماية للمتعاملين من مسار الموظف ، إذ أن الإدارة ترجع على الموظف الذي ارتكب الخطأ.

و سيكون بحثنا للتمييز بين نوعي الخطأ الشخصي و المرفقي على النحو التالي :

المطلب الأول : الاتجاه الفقهي للتمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي :

المطلب الثاني : اتجاهات القضاء في التمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي :

المطلب الأول : الاتجاه الفقهي للتمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي :

يمكن لنا أن نتناول الاتجاهات الفقهية التي قبلت بشأن التمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي إلى خمسة اتجاهات نعرضها كما يلي :

1 - معيار الخطأ العمدي : L'intention Mauvaise

بعد معيار الخطأ العمدي من أقدم المعايير التي قال بها الفقه في هذا الصدد ، و هو معيار يقوم على البحث في مسلك الموظف و أهدافه ، حتى إذا تبين تعمد الأضرار بالأفراد يعد خطؤه شخصيا ، و تحمل وحده العبء النهائي للتعويض عن الأضرار التي لحقت بالأفراد.

وقد عرف الفقيه لافريير الخطأ الشخصي بأنه التصرف الذي يكشف عن الإنسان بضعفه و أهوائه و عدم تبصره ، وهذا بخلاف الخطأ المرفقي الذي يصدر عن رجل الإدارة غير مطبوع بطابع شخصي و ينبئ عن موظف عرضة للخطأ و الصواب فالخطأ يكون مصلحيا¹.

¹ لافريير ، مطول القضاء الإداري ، الجزء الأول ص 648 ، و يلاحظ أن لافريير ذكر عبارة الخطأ الجسيم الذي يتجاوز المخاطر العادية للوظيفة وذلك بقوله : " أما إذا ظهرت شخصية الموظف عن طريق ارتكابه أخطاء كذلك التي ترتكب عادة بواسطة الأفراد وفقا لقواعد القانون العام أو بارتكابه اعتداء ماديا أو تدليسا أو جريمة جنائية ، فإن الخطأ ينسب عندئذ إلى الموظف لا إلى الوظيفة ويفقد العمل طبيعته الإدارية ، و لا يوجد ما يمنع القضاء العادي من التعرض له فالمسئولية المدنية لا تضاف إلى المسئولية الإدارية إلا إذا كانت المخالفة التي يرتكبها الموظف تتم عن خطأ جسيم يتجاوز المخاطر العادية للنشاط الوظيفي أو إذا ما ظهر سوء نية الموظف " .

وهذا المعيار يقوم على أساس القصد السيء لدى الموظف و هو يقوم بواجبات وظيفته، فكلما قصد النكايه و الأضرار أو فائدته الشخصية ، كان الخطأ شخصياً يتحمل الموظف نتائجه¹.

وهو يتمثل في اتجاه نية الموظف إلى إلحاق الأذى بالغير ، و قد ذهب الأستاذ Laubadère De ، قد ذهب في هذا الخصوص إلى أنه من المهم فقط تحديد أي غرض غير سليم يستهدفه الموظف لا يمكن أن ينتهي بالضرورة إلى خطأ شخصي ، فالخطأ الشخصي يتفق مع فكرة الانحراف بالسلطة لأن القرار المشوب بالانحراف قد يظل منسوباً إلى المرفق وكان الغرض الذي استهدفه الموظف هو هدفاً مصلحياً، كما أضاف الأستاذ Delaubadère، أن فكرة عيب الانحراف تتفق مع فكرة الخطأ الشخصي إذا كان هدف الموظف يتمثل في إلحاق الأذى ببعض الأفراد أو في الإهمال أو الانتقام من شخص آخر.

فالعبارة إذن في تكييف الفعل الضار الذي يرتكبه الموظف أثناء قيامه بأعباء الوظيفة بأنه يمثل خطأ عمدياً بالنظر إلى القصد السيء أو العمد الذي تتجه إليه نية الموظف وهو يؤدي واجبات وظيفته ، فإذا قصد الأضرار بالغير أو تحقيق منفعة ذاتية أو الانتقام أو الإيذاء بدون مبرر أو سبب الحقد الشخصي أو الخصومة السياسية يجعل ما يصدر منه من خطأ يمثل أخطاء شخصية لا ترتبط بأي علاقة مع الخدمة و تؤدي إلى مسؤولية الموظف الشخصية و يلتزم بالتعويض عن الأضرار التي أصابت الغير²، كما قام أحد الأعوان بافتعال ملاحقات جزائية ضد أحد الأشخاص دون سبب مقبول سوى تعمه إيذاءً ، فهذا التعدي غير المبرر يعد خطأ شخصياً³، أو قام أحد

¹ الدكتور / سليمان محمد الطماوي ، القضاء الإداري ، الكتاب الثاني ، دار الفكر العربي 1996 ، ص 108 .

- الدكتور / سعد الشوقوي . أفاق جديدة أمام المسؤولية الإدارية و المسؤولية المدنية . مجلة العلوم الإدارية ، العدد الثاني ، 1969 ص 218 و ما بعدها

- الدكتور / سامي حامد سليمان محمد ، نظرية الخطأ الشخصي في مجال المسؤولية الإدارية ، دراسة مقارنة رسالة تكتوراه ، جامعة عين شمس 1988 ص 158 و ما بعدها .

² مجلس الدولة الفرنسي في قضية - La Glohec - في 07 جويلية 1922 سيوري 1922 - 3 - 33 و مذكرة Houriou وقد أشار الحكم أن أحد موظفي التفرغ اتفق مع أحد المفاوضين بقصد الأضرار بمقاول آخر بقصد المناقصة غير المشروعة على حيز التفرغات المرسله لهذا الأخير .

³ محكمة التنازع 14 ديسمبر 1925 NAVARRO .

مرمي الطرق بقطع الأشجار العائدة لأحد الجيران بسبب عداء شخصي ودون أن تستدعي مصلحة المرفق ذلك فيعد هذا خطأ شخصيا¹.

فالخطأ الشخصي طبقا لهذا المعيار هو الخطأ الذي يظهر شخصية الموظف ويكون ذلك في حال ثبوت سوء نيته، أما الخطأ المرفقي فهو الخطأ الذي لا يزيد عن المخاطر العادية للوظيفة ويرتكب بحسن نية.

غير أن هذا المعيار و أن أخذ به بعض الفقهاء² فإنه لم يرق للغالبية ، واعتراضوا عليه بأنه لا يضم الخطأ الجسيم أيا كانت درجة هذه الجسامة متى صدر من الموظف حسن النية.

2 - معيار الخطأ المنفصل : La Faute détachable

يقضي هذا المعيار باعتبار الخطأ شخصيا إذا أمكن فصله عن الوظيفة و على العكس من ذلك إذا كان عمل الموظف لا ينفصل عن الوظيفة التي يقوم بها فيعد خطؤه مرفقيا مهما كانت درجة جسامته.

ولقد قال بهذا الرأي العميد هو ريو³ فقرر أن الخطأ الشخصي هو الذي يمكن فصله عن الوظيفة ماديا أو معنويا فإذا اتصل الخطأ أو الإهمال بالوظيفة اتصالا لا يمكن فصله كان الخطأ مرفقيا ، ويعتبر الفصل ماديا إذا كانت الوظيفة لا تتطلب القيام به أصلا ، كما لو قام أحد رؤساء البلديات بالتشهير بشخص حذف اسمه من جدول الناخبين ، فمثل هذا

¹ نقض منفي 20 أكتوبر 1948 ، J.C.P. ، 1948 ، 2 ، 4601 .

² يراجع من بين هؤلاء الفقهاء odent ، P.927. et suiv . contentieux administratif, paris 1966 o p. cit. @ :
و يراجع من بين الأحكام التي أخذت بمعيار لافريير .

civ. 26 mai 1897/ Dal - cass - T. conf. . 5 mai 1877 s. 1878. 2.93
cayvetot - cass. Civil 26 janvier 1954. j. e. p. 1954. 2.8295 / .1.578. 1897

ولقد ورد في الحكم الأخير أن الموظف يسأل عن الأفعال التي يرتكبها أثناء العمل إذا كانت منفصلة ذهنيا عن الوظيفة بمعنى أنها لا تظهر سوء سير الإدارة و إنما تظهر شجوات الإنسان وضعفه ، مما يجب أن يسأل عن الموظف باعتباره خطأ شخصيا .

³ يراجع في ذلك Hauriou (m) precis de droit administratif 11 eme Ed p. 320

ويلاحظ أن هوريو كان يميل قبل هذا المعيار إلى الأخذ بمعيار جسامة الخطأ . فإذا كان خطأ الموظف الذي ارتكبه بمناسبة عمله خطأ بسيط فإن العمل يظل إداريا و تسأل الدولة عن هذا الخطأ ، أما إذا كان الخطأ جسما فإن العمل لا يعتبر إداريا، بل فعلا شخصيا للموظف يسأل عنه أمام القضاء المدني .

التشهير يعد عملاً منفصلاً انفصاليا مادياً عن متطلبات الوظيفة، و يكون الفصل معنوياً إذا كانت الوظيفة تتطلب القيام بالعمل و لكن لغرض آخر غير الذي أراد الموظف تحقيقه.

ويعيب هذا المعيار أنه يستبعد من حالات الخطأ الشخصي الأخطاء الجسيمة التي يرتكبها الموظف، لمجرد أن تلك الأخطاء قد اتصلت بواجبات الوظيفة.

وخطأ كهذا له طبيعة من شأنها إلزام مسؤولية العون الشخصية، مثال الشرطي الذي يتعرض أحد الأشخاص ليسوقه إلى مركز الشرطة و لم يبد الشخص أية مقاومة و انصاع تاماً، و مع ذلك فقد تعرض لمعاملة قاسية لا مبرر لها، و قد ارتأى القاضي أنها منفصلة عن الوظيفة مكيفاً إياها بخطأ شخصي¹، وقد يرتكب العون العمومي جرماً يعاقب عليه قانون العقوبات، فرئيس البلدية المكلف بإجراء جمع للأموال يلزم المواطن بأن يدفع له 5000 دينار بتهديده بالموت بواسطة سلاح هنا يرتكب جرماً يعاقب عليه قانون العقوبات، و يتحمل جميع العواقب بما فيها التعويض²، و حالة ذهاب أحد الجنود المناوبين في التكنة إلى حفل أقيم بجوار التكنة مصطحباً معه سلاحه دون ترخيص، و قد وقع حادث مميتاً أدى إلى صدور حكم جنائي ضد الجندي و حكم بالتعويض ضد الدولة باعتبارها المسؤولة عن خطأ الجندي³.

3 - معيار الخطأ الجسيم : La faute Lourde

اتجه " جيز " إلى اعتبار الموظف مرتكباً لخطأ شخصي كلما كان الخطأ المنسوب إليه جسيماً، بحيث لا يمكن اعتباره من المخاطر العادية التي يتعرض لها في أداء عمله اليومي، و يجد الخطأ الشخصي مصدره، عندما يقع الموظف في خطأ جسيم في تفسيره للوقائع التي تبرر قيامه بالتصرف، أو في فهمه لنصوص القانون التي تعطيها الحق في التصرف، إلى حد يمكن القول معه بأنه لم يتجاوز فقط حدود سلطاته بل وصل إلى حد التعسف فيها، كأن يأمر رئيس بلدية بهدم مبنى دون سند من نصوص القانون⁴، كما

¹ محكمة التنازع 25 فيفري 1922 Immarigeon ، المجموعة ص 185.

² المجلس الأعلى . الغرفة الإدارية ، 07 مارس 1967، المحلة الجزائية 1968 ص 556 .

³ الدكتور أحمد محبوب، المنازعات الإدارية، ديوان المطبوعات الجامعية 1983 ص 258 .

⁴ T. C 19 mars 1904 maudière, Rec 252

T. C 15 février 1890, vincenti, Rec. 182

يجد مصدره أيضا عندما يصل الموظف بتصرفه إلى حد ارتكاب جريمة توقعه تحت طائلة العقاب، كأن يزيل إعلانات الدعاية الانتخابية رغم وقوع ذلك تحت طائلة قانون العقوبات¹.

و ضرورة توافر الخطأ الجسيم، شرط تطلبه مجلس الدولة الفرنسي الذي بقي وفيما لقضائه التقليدي الذي يتطلب دوما توافر خطأ جسيم، و ذو صعوبة خاصة، لكي يعوض المتضرر² ويظهر ذلك بصورة واضحة في قرار Darmont حيث تطلب مجلس الدولة توافر الخطأ الجسيم لقيام مسئولية الإدارة.

بقي لنا معرفة المفهوم الذي أعطي للخطأ الجسيم من قبل القاضي الإداري، وكما لاحظ مفوض الدولة أن الأمر يتعلق بمسؤولية على أساس الخطأ، و تحريكها يتطلب خطأ جسيما كما نصت عليه المادة 5 من قانون 5 جويلية 1972، و يمكن للقاضي الإداري أن يبحث في موضوع طبيعة الخطأ، إذن من الأمتل التمسك بضرورة توافر الخطأ الجسيم.

و الخطأ الجسيم هو ذلك الخطأ الذي يجاوز المخاطر العادية للوظيفة، و بعبارة أخرى هو ذلك الخطأ الذي لا يمكن قبوله أو إيجاد عذر لارتكابه و لا يمكن التسامح فيه حتى بالنسبة للموظف غير المتوسط و إن كانت مشكلة تحديد من هو الموظف المتوسط تثير مشكلة.

فيشترط لاعتبار الخطأ الذي يرتكبه الموظف أثناء الوظيفة شخصا أن يكون جسيما ويتعدى حدود المخاطر العادية للوظيفة بصرف النظر عما إذا كان مرتكب الخطأ قد توافر لديه نية الإيذاء أو لم تتوافر³ فالخطأ الجسيم هو غلطة فاضحة مرتكبة من طرف العون و مستوحاة من مصلحة المرفق و ليس لها باعث شخصي، فهو إذن عيارة عن رعونة أو شعور عدائي عميق أدى إلى ضرر دون قصد الإيذاء.

¹ 2 47 p. 11.1979. A.J.D.A N° 160. A.J.D.A 1971, p 160. C/Dame picard, Ministère de la Justice février 1971

note.lombard

ويراجع أيضا ، الدكتور عبد الوهاب حومد ، المسئولية الناشئة عن السير المعيب لأجهزة العدالة الجزائية ، مجلة الحقوق و الشريعة ، العدد الثالث ، الكويت 1980 ، ص 42 و ما بعدها.

³ الدكتور سامي حامد سليمان محمد ، مرجع سابق ، ص 111 ، الدكتور رمزي الشاعر ، قضاء التعويض ، دار النهضة العربية ، القاهرة ص 1986 ، ص 299 و ما بعدها .

4 - معيار الغاية : Le but poursuivie :

ينسب هذا المعيار إلى العميد " دوجي "، وهو معيار يقوم على أساس الغاية التي اتجه الموظف إلى تحقيقها، و لمعرفة ما إذا كان الخطأ الذي ارتكبه الموظف خطأ شخصيا يسأل عنه في أمواله الخاصة أم خطأ مرفقيا تسأل عنه جهة الإدارة، فإنه يجب التحقق مما إذا كان الموظف قد قصد بتصرفه تحقيق أحد الأهداف التي تختص بتحقيقها جهة الإدارة، كحفظ الأمن و النظام مثلا، و هنا لا تثير على الموظف و يعتبر الخطأ الذي ارتكبه بقصد الوصول إلى هذا الهدف منسوبا إلى المرفق العام¹، أما إذا كان الموظف لم يقصد بتصرفه سوى تحقيق أغراضه الخاصة التي لا علاقة لها بالوظيفة أو الأهداف الإدارية فإن الخطأ الذي يرتكبه في هذه الحالة - مهما كان يسيرا - لا يمكن أن يندمج في أعمال الوظيفة، بل يعد خطأ شخصيا يرتب مسؤوليته الخاصة²

و واضح أن هذا المعيار ينفي كل أثر لجسامة الخطأ على قيام الخطأ الشخصي، مع أن الخطأ الجسيم الذي ينم عن الإهمال و عدم التبصر الشديد، لا يقل بحال من الأحوال عما يرتكبه الموظف من أخطاء بصدد قيامه بتصرفات لا يقصد منها خدمة المرفق العام، و إلا فإن القول بغير ذلك، و عدم اعتبار الخطأ الجسيم الذي ارتكب بحسن نية خطأ يؤدي إلى مسؤولية الموظف الشخصية، سيؤدي إلى تفشي روح الاستهتار في الجهاز الحكومي.

¹ و على ذلك يكون الخطأ مرفقيا تسأل عنه الإدارة إذا تجرد العمل من الأغراض الشخصية . و كان هدفه مجرد تحقيق غاية تنفق مع الغايات التي تسعى إليها الإدارة .

و أمام ذلك حكم مجلس الدولة الفرنسي في 27 فبراير سنة 1903 في قضية Zimmermann باعتبار الخطأ مرفقيا تسأل عنه جهة الإدارة و تتلخص وقائع القضية في قيام عمال الطرق و الجسور باستخراج الرمال و الأحجار اللازمة لأعمال الصيانة من أرض المدعين . و إصدار مدير الإقليم قرارا بصدف تلك الأراضي إلى الدومين العام و رفع الأسوار عنها لضمان استمرار عملية استخراج الرمال و الأحجار منها و حماية الموظفين . و لقد اعتبر مجلس الدولة أن خطأ المدير يعتبر خطأ مرفقيا لا شخصيا . استنادا إلى أنه لم يهدف بقراره إلى تحقيق غرض شخصي . و إنما كان يستهدف حماية موظفيه و تحقيق مصلحة مالية للدولة . و هي أهداف إدارية تنفق مع أغراض الوظيفة العامة مع ملاحظة أن المدير كان قد استعمل سلطانه بشكل مخالف للقانون بدرجة بالغة الجسامة و لكن

يهتف إداري . (CE, 27 février 1903. S.1905.3.17 note Hauriou)

² Duguit, (L) traité de droit constitutionnel, paris 1923, T3. P 269 et suiv.

5 - معيار الالتزام الذي أخل به :

أقام " دوك راسي Rasy Douc " التفرقة بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي على أساس طبيعة الالتزام الذي أخل به، فإذا كان هذا الالتزام من الالتزامات العامة التي يقع عبؤها على جميع المواطنين فإن الإخلال به يعتبر خطأ شخصيا، أما إذا كان الالتزام من الالتزامات التي ترتبط أساسا بالعمل الوظيفي فإن الإخلال به يعد خطأ مرفقيا¹.

و لقد استند إلى بعض الأحكام الصادرة من مجلس الدولة الفرنسي للقول بأن القضاء يأخذ بهذا الإتجاه، و من ذلك أن المجلس قد قضى بمسؤولية الإدارة عن تعهد قام به بعض الجنود دون أن يمنعهم قاندهم من ذلك، و إعتبر أن خطأ مرفقيا رغم أنه قد ساهم مع مرءوسيه في ارتكاب التعدي الذي اعتبر خطأ شخصيا من جانبهم، فخطأ مرفقيا الرئيس الذي ينحصر في عدم مراقبة مرءوسيه يعد إخلالا بالالتزام وظيفي مما يجعله خطأ مرفقيا أما مساهمته في التعدي فهي إخلال بالالتزام عام و يعتبر كذلك خطأ شخصيا.

و بعد تعرفنا لمحاولة الفقه للتمييز بين الخطأ الشخصي و المرفقي، نحاول فيما يلي التعرف إلى اتجاه القضاء في المطلب الثاني :

المطلب الثاني : اتجاه القضاء في التمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي :

على الرغم من أن المعايير الفقهية التي قيلت للتمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي لم توفق في وضع الحد الفاصل بينهما، فإنها قد ساهمت في تيسير مهمة القضاء في التعرف على كيفية التمييز بين هذه الأخطاء.

¹ Douc Rasy, Les frontières de la Faute Personnelle et de La Faute de service en droit Admistratif français - thèse paris 1963. p 56 et suiv.

الفرع الأول : موقف مجلس الدولة الفرنسي

لم يحاول القضاء الفرنسي أن يضع معياراً محدداً للتمييز بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي¹ و لم يتبع معياراً محدداً من المعايير التي قال بها الفقه بل استعان بالمعايير جميع.

وباستعراض بعض أحكامه في هذا الصدد يتضح لنا أنه قد فرق بين نوعين من التصرفات : تصرفات تتخذ خارج نطاق الوظيفة و أخرى تتم داخلها، ولقد اعتبر القضاء الفرنسي الخطأ الشخصي متوافراً في كل مرة يقع خطأ الموظف خارج نطاق الوظيفة، وعلى العكس من ذلك فقد تطلب لكي ترتب الأخطاء التي يرتكبها الموظف داخل نطاق وظيفته مسؤوليته الشخصية أن تتسم بطابع من الجسامة.

I - التمييز بين الخطأ المتصل بالوظيفة و الخطأ الذي يبتعد عنها :

ميز مجلس الدولة الفرنسي بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي استناداً إلى مدى انفصال الخطأ عن الوظيفة أو عدم انفصاله عنها، و يعد الخطأ ضمن دائرة النوع إذا كان الموظف قد ارتكبه في حياته الخاصة بعيداً تماماً عن عمله الوظيفي، كما لو خرج يبتزّه بسيارته فأصاب أحد الأفراد بضرر، و هنا لا تسأل عنه جهة الإدارة، بل يسأل عنه الموظف وحده، دون تفرقة في ذلك بين ما إذا كان الخطأ الذي ارتكبه جسيمياً أو غير جسيم، وسواء في ذلك كان عمدياً أو غير عمدي.

وقد يرتكب الموظف خطأ أثناء قيامه بالوظيفة، و مع ذلك يعد ما ارتكبه من خطأ قد

¹ ومع ذلك حاولت بعض أحكام القضاء العادي أن تضع تعريفاً عاماً للخطأ الشخصي . و من ذلك ما ذهبت إليه محكمة بورندو في 8 يونيو سنة 1944 حيث ورد بالحكم :

Constitue une faute personnelle détachable de fonction toute acte extra fonctionnel effectué par un fonctionnaire dans son propre intérêt ou pour satisfaire ses pressions constitue également une faute détachable toute négligence inexcusable, toute maladresse Lourde toute faute grossière telle qu'elle fait présumer Le dol ou encore toutes circonstances qui révèlent une intention mauvaise).

وواضح أن هذا الحكم قد أخذ بمعايير الخطأ الجسيم ، و الخطأ العمدي . و الخطأ المنفصل . و أمجها و جعل منها معياراً واحداً يحد دريه حالات الخطأ الشخصي .

ولقد شابعت هذا الاتجاه أحكام أخرى للمحاكم العادية ،، حيث أخذت بالمعايير الفقهية جميعاً و أمجتها في معيار واحد . من هذه الأحكام حكم محكمة النقض الفرنسية في 12 أكتوبر 1954 . مجسوعة سنة 1954 قسم 2 ص 8 . حكم محكمة السين المدنية في 23 ديسمبر 1959 مجموعة J.C.P سنة 1960 قسم 2 رقم 586 ، مع تعليق Mimim .

تم خارج نطاق وظيفته، و مرتباً لخطأ شخصي، لانقضاء كل صلة بينه و بين الوظيفة، و في هذه الحالة أيضاً يسأل الموظف عما أصاب الغير من أضرار، كرجل البوليس الذي يضرب المتهم ضرباً عنيفاً دون أن يكون هذا المتهم قد حاول الهرب أو قاوم أمر القبض عليه¹.

و يلاحظ أن قضاء مجلس الدولة الفرنسي قد تطور و جعل من هذه الأخطاء التي ترتكب أثناء الوظيفة، مصدراً لاجتماع مسؤولية الموظف و مسؤولية الإدارة معا².

2 - الخطأ المتصل بالوظيفة لا يكون خطأ شخصياً إلا إذا كان خطأ جسيماً:

ميز القضاء في هذه الحالة بين الأخطاء البسيطة التي يرتكبها الموظف بحسن نية، و تلك التي تصدر منه مشوبة بسوء النية أو بدرجة معينة من الجسامة ، فقرر مسؤولية السلطة العامة عن النوع الأول و اعتبر النوع الثاني مرتباً لخطأ شخصي يتحمل الموظف وحده عبء التعويض عن الأضرار التي نجمت للغير من جرائه.

وعلى ذلك اعتبر القضاء الفرنسي الموظف مرتكباً لخطأ شخصي إذا كان ما ارتكبه من أخطاء قد اقترنت بنية سيئة، كأن يباشر تصرفه بنية إلحاق الأذى ببعض الأفراد، أو كأن يكون ما قصد تحقيقه لا يتعلق بالمصلحة العامة، بل محاباة لصديق أو قريب، فمثل هذا القصد السيء الذي تمليه رغبة الموظف في الانتقام، أو تمليه الكراهية و الأحقاد، يجعل ما يصدر منه من أخطاء مرتباً لمسئولته الشخصية، لأن مثل هذا القصد السيء يحيل تصرف الموظف إلى مجرد عمل شخصي³.

أما إذا كان الخطأ قد ارتكب داخل إطار الوظيفة العامة و لكنه لا يظهر سوء نية الموظف الواضح، فإن القضاء الفرنسي قد استقر على اعتبار الخطأ في هذه الحالة خطأ مرفقياً، و من ذلك ما قرره من مسؤولية البلدية عن رفض العمدة المستمر لعدة سنوات

¹ T.C 22 février 1922 immergion, Rec p 185 – T.C 9 juillet 1953 délaître Rec p 492, - T.C 27 juin 1955 dialo, Rec p 796 A.J 1955 – 11. 363.

² CE 26 octobre 1973, sadoudi, D1974, p. 255, note auby

³ CE 7 mars 1919 Gilly, Rec. p 232 – CE 7 juillet le Glochec, s. 1922.3.33

- و من أحكام القضاء العادي :

13 Cass. 9 juin 1971, B.C.I., N° 190. P. 159.-.186 –trib Montpellier 22 juin 1945 G.P 1945.2

السامح لشركة موسيقية بالعزف أسوة بالشركات الأخرى¹، كما يعتبر الموظف قد ارتكب خطأ جسيماً إذا كان قد شاب تطبيقه للقانون مخالفة جسيمة لا تغتفر، كقيام جهة الإدارة باستيلاء يتضمن مخالفات جسيمة للشروط التي تطلبها القانون في هذا الصدد.

ومع ذلك فإن كان الخطأ في تطبيق القانون غير جسيم فلا يرتب خطأ شخصياً، وإنما يرتب خطأ مرفقياً يقع على عاتق الدولة التعويض عنه.

أما إذا كان عدم التبصر غير جسيم فإن الخطأ في هذه الحالة يعتبر خطأ مرفقياً تسأل عنه الدولة²، ويعد خطأ شخصياً كذلك عدم الدراية من الموظف في أداء عمله، كقيام أحد رجال الإدارة بقيادة سيارة بمناسبة العمل، دون أن يكون حائزاً للرخصة القيادة³.

أما عدم الدراية غير الجسيم فلا يرتب خطأ شخصياً وإنما يرتب خطأ مرفقياً، كالسرعة الزائدة أو الخطأ في تطبيق قواعد المرور.

وبهذا يكون القضاء الفرنسي قد أخذ بالمعايير التي أخذ بها الفقه بصدد التمييز بين الخطأين الشخصي و المرفقي بعد الموازنة و النظر في وقائع كل دعوى على حدة و يزن الأفعال المنسوبة إلى الموظف لتبيان طبيعة الخطأ⁴

¹ الدكتور / رمزي الشاعر ، تدرج البطلان في القرارات الإدارية - دراسة مقارنة - رسالة دكتوراه دولة ، جامعة عين شمس 1966 ص 125 و ما بعدها.

- الدكتور / سامي حامد سليمان محمد ، نظرية الخطأ الشخصي في مجال المسؤولية الإدارية ، دراسة مقارنة ، رسالة دكتوراه ، جامعة عين شمس ، 1988 ص 157 و ما بعدها

² T.C 27 février 1933, Compagnie d'assurances rhinet, moselle, Rec, p. 1234, D. 1933.3.41 note appleton

³ T.C 27 novembre 1952, lefevre, Rec, p. 645. - Ce 2 juillet 1949 Arnoux, Rec, p. 600

⁴ الدكتور / سعد عصفور ، الدكتور محسن خليل ، القضاء الإداري ، نشأة المعارف ، الإسكندرية ، ص 252 و ما بعدها.

الفرع الثاني : موقف القضاء الإداري الجزائري :

أولا : أولا قبل دستور 1996

كان للظروف الخاصة و المؤدية إلى وجود القضاء الإداري أدى به إلى الاختصاص بقضايا التعويض عن الأضرار الناجمة عن أعمال الإدارة.

و قد أخذ القضاء الجزائري بمسؤولية الإدارة حتى في حالة غياب الخطأ و أن الإدارة ملزمة بالتعويض¹ باعتبار أن قاعة الرياضات تعد مبنى عموميا تابعا لإدارة الجمارك و أن الحادث وقع للضحية عندما كانت تدرّب الموظفين، و أن الحادث وقع في محلات الإدارة و أن مسؤولية التصريح بالحادث تقع على الإدارة التي قصرت في القيام بالالتزام القانوني الواقع على عاتقها، و بهذا فإن القضاء الإداري قد أقر قيام مسؤولية الإدارة حتى في حالة انعدام الخطأ اتجاه الأشخاص ضحايا الحوادث عندما يكونون مدعويين لتقديم مساهمتهم، وبهذا توصل القضاء الإداري بإثبات مسؤولية مرفق الإدارة حتى في غياب خطأ مرتكب من الموظف.

كما جاء في قرار صادر عن الغرفة الإدارية بتاريخ 1988/06/03² ، على أنه من المستقر في القضاء الإداري أن المجموعات العمومية و حتى في غياب الخطأ تكون مسؤولة عن الأضرار اللاحقة بالغير بفعل عتاد مخصص للاستعمال العمومي و بما أن الحادث وقع للضحية عندما انكأ على عمود حديدي كان يحمل خيطا كهربائيا عاديا غير معزول، و غير معروف بتلك الوضعية لدى شركة، وبالتالي لا تنسب للضحية أي خطأ.

¹ قرار الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا المؤرخ في 1989/03/11 ، ملف رقم 55235 ، المجلة القضائية ، العدد 3 - 1990 ، ص 205 و ما بعدها .

² قرار الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا المؤرخ في 1988/06/03 ، ملف رقم 61942 ، المجلة القضائية ، العدد 1 - 1992 ، ص 125 و ما بعدها .

- يوجد بعض الفقهاء من نادى بالتخلي عن التفرقة بين الخطأ الشخصي و الخطأ المصلحي ، و من هؤلاء الدكتور / سعاد الشراوي في رسالتها للدكتوراه المقدمة بجامعة باريس سنة 1967 و قد علق على ذلك الأستاذ شارلييه charlier في مجلة القانون و الاقتصاد ، العدد الأول ، السنة الثامنة و الثلاثين ص 189 بقوله : " إن إصلاح الخطأ المصلحي يمكن أن يفهم على أنه عمل منسوب إلى الإدارة بدلا من أن ينسب الموظف في حين أن الإدارة كائن ليس له إدارة أو قدرة ذاتية و لا يمكن أن يكون فاعلا أو مذنباً " .

إن قرار الغرفة الإدارية اعتبر أن مسؤولية المجموعات العمومية قائمة حتى في غياب الخطأ عن الأضرار اللاحقة بالغير¹، كما أن الدولة ملزمة بالتعويض في حالة عدم معرفة المتسبب في الضرر وأن البلدية مسؤولة عن الأضرار و الإلتاف الناتجة عن الاضطرابات في أراضيها²، و لم يعتق القضاء الإداري الجزائري في محاولته للتمييز بين الخطأ الشخصي و المرفقي معيارا فقهيا محددًا، بل طبق في كل مرة المعيار الذي يراه مناسبًا فقد أتاحت فرصة للغرفة الإدارية بالمحكمة العليا للتمييز بين الخطأ الجسيم و الخطأ البسيط بناء على طعن المدعي الذي أتلّف مشغله في حريق سببه إلقاء ألعاب نارية بمناسبة عيد المولد النبوي و نسب إلى الإدارة خطأً : الأول، يتمثل في انتهاك تدابير الضبط البلدي المتعلقة بالألعاب النارية طبقًا لمرسوم 63 - 291 المؤرخ في 02 أوت 1963 الذي يمنع إنتاجها و بيعها واستعمالها، و الثاني يتمثل في التنظيم غير الكافي لمكافحة الحريق في الأمكنة التي وقع فيها الحريق، و قد أقر القضاء الإداري بالمسؤولية الإدارية على أساس الخطأ البسيط في الحالة الأولى وهي عدم قيام رئيس البلدية بنشر و تنفيذ إجراءات الأمن المتعلقة بمنع بيع الألعاب النارية " المحاريق " و رفضها في الحالة الثانية التي لا تشكل خطأ جسيماً " عدم كفاية وسائل الحريق "³.

و في ما يتعلق بأعمال الضبطية فقد ذهب القضاء الإداري إلى إعطاء الحق في التعويض لشخص أوقف من طرف رجال الضبطية القضائية و تعرض لضرب أدى إلى

¹ وما جاء في حثييات القرار الصادر عن الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا بتاريخ 1988/06/03 كما يلي : - حيث يستخلص من التحقيق أن الشاب محجوب صمته تيار كهربائي عندما كان يسعى لاستعادة كرة سقطت في الساحة المحاذية للتقوية التي كان يزاول دراسته بها وهو الحادث الذي وقع له عندما اتكأ على عمود حديدي كان يحمل خبطا كهربائيا عاريا وغير معزول ، و غير معروف بتلك الوضعية لدى شركة سونلغاز .

- حيث أنه لا يمكن مواخذة الشاب محجوب هنا على عدم الحطة و لانسبة أي خطأ إليه كما أنه لا يمكن النفع بالقوة القاهرة .
- حيث أنه و إذا كانت شركة سونلغاز تذهب إلى أن مسؤولية الحادث تقع على المعلم الذي لم يحرس التلميذ ، وبالتالي على الدولة ، فإن هذه الواقعة لا تؤثر في شيء على مسؤولية سونلغاز المؤسسة العمومية ذات الطابع الإداري طبقًا للقانون المؤرخ في 1985/08/06 ، القائمة على أساس التقصير في عزل السلك الكهربائي المتسبب في الحادث .

مشار إليه في المجلة القضائية ، المحكمة العليا ، العدد 1 - 1992 ، الجزائر ، ص 128 .

² قرار الغرفة الإدارية الصادر عن المحكمة العليا بتاريخ 1989/10/07 ، المجلة القضائية ، العدد الثاني ، 1992 ، الجزائر ص 143 و ما بعدها .

³ المجلس الأعلى ، الغرفة الإدارية 06 أبريل 1973 ، ابن مشيش ، المجلة الجزائرية رقم 3 ، 1977 ، ص 581 و ما بعدها .

فقد إحدى عينيه¹، والمقصود من الخطأ في هذه الحالة هو الخطأ الجسيم و إن لم يشر إليه القاضي الإداري صراحة، و لقيام الخطأ الجسيم يضع القاضي الإداري عدة عناصر تتمثل في الظروف المحيطة بالضرر وطرق تحديده².

وعلى هذا الأساس فإنه يمكننا القول بأن الخطأ الشخصي هو الذي يرتكبه الموظف خارج نطاق الوظيفة الإدارية، أو الخطأ الذي يرتكب داخل الوظيفة الإدارية بسوء نية و على قدر من الجسامة.

أما الخطأ المرفقي فإنه يعد الإخلال بواجبات الوظيفة حتى ولو كان الإخلال بحسن نية ولم يكن على قدر كبير من الجسامة.

كما أنه يمكن الإشارة في هذا الميدان فيما يتعلق بمسئولية المستشفى فإنها قائمة بسبب الخطأ الجسيم دون أن يذهب القاضي إلى إبراز موقفه حول التمييز بين العمل الطبي و عمل العلاج، فالمرسوم الصادر بتاريخ 20 فيفري 1970 والمتعلق بممارسة الوظائف في المستشفيات و التي تنص المادة 7 منه على أن " الأساتذة المساعدون و أساتذة معاهد العلوم الطبية معينين من مسؤولياتهم الناجمة بفعل ممارسة وظائفهم الطبية في إطار المستشفى الجامعي حيث يمارسون مهامهم "، غير أن القضاء الإداري حكم بمسئولية المستشفى الجامعي للجزائر بسبب الخطأ الجسيم³

إن التفرقة الشهيرة بين الخطأ الشخصي و الخطأ الوظيفي أو المصلحي تظهر في قرار الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر الصادر بتاريخ 09 جويلية 1971 و تعود وقائع القضية، أن سائق إحدى السيارات العسكرية التابعة لوزارة الدفاع الوطني، صدم شيخا يبلغ من العمر 65 سنة مما أدى إلى وفاته تاركا وراءه أولادا و زوجته التي أقامت دعوى على السائق أمام المحاكم المدنية و التي حكمت عليه بدفع تعويض لزوجته المتوفى

¹ المجلس الأعلى - الغرفة الإدارية - 25 جوان 1976، وزير الداخلية ضد سباتي، مجموعة الأحكام الإدارية لبوشدة و خلوفي ص 75 و ما بعدها.

و أولاده تعويضا لهم عن الضرر الذي لحقهم، و لما رجع السائق على وزارة الدفاع الوطني الجزائرية مطالبا إياه بدفع التعويض الذي حكمت به المحكمة دفعت له المبلغ المحكوم به من طرف الغرفة المدنية على أساس أن الخطأ الذي ارتكبه كان متصلا اتصالا وثيقا ماديا و معنويا بالوظيفة العامة أو المرفق العام بحيث يعتبر خطأ هنا خطأ مرفقيا وظيفيا لا شخصا، إذ كان هذا السائق أولا عندما إرتكب الخطأ المذكور يؤدي واجبات الخدمة الوظيفية، كما أن الخطأ المولد للمسئولية كانت وسائل مرفقية ساعدت السائق على ارتكاب الخطأ الأمر الذي جعل الخطأ الشخصي يندمج اندماجا كليا في المرفق العام مما يجعله يتحول إلى خطأ مرفقي يولد مسؤولية الإدارة¹، كما اعتبر من قبيل الخطأ المصلحي.

تلقى أحد كتاب الضبط للإيداع مبلغا من المال بشكل أوراق نقدية مصرفية صادرتها الشرطة القضائية، ونسي أن يبدل كاتب الضبط هذه الأوراق حين إصدار أوراق مصرفية نقدية جديدة، فبعد الحكم بالإفراج عن صاحب المال، قام هذا الأخير بالمطالبة بمسئولية وزارة العدل، و حصل على حقوقه بسبب إهمال كاتب الضبط المعترف عونا للدولة.

ثانيا : موقف مجلس الدولة الجزائري من الخطأ الشخصي و المرفقي :

منذ وجود مجلس الدولة بالجزائر² عمل على تكريس مبدأ مسؤولية الإدارة عن الخطأ الشخصي للموظف الذي ألحق ضررا بالضحية و هذا الخطأ لا يمكن فصله عن المرفق لأن الحادث ارتكب باستعمال السلاح الناري استلمه الموظف بحكم وظيفته³ و في قضية ارتكب فيها دركي جريمة قتل عمدي بمسدس خارج أوقات العمل اعتبر مجلس الدولة أن الجريمة جنائية من جرائم القانون العام، ولا علاقة لهذه الجريمة بوظيفة المحكوم عليه كدركي، و بالتالي فإن مسؤولية التعويض عن الضرر الناتج عن فعله تقع على عاتقه و

¹ الدكتور / عمار عوابدي ، الأساس القانوني لمسئولية الإدارة عن أعمال موظفيها ، الشركة الوطنية للنشر و التوزيع، الجزائر 1982 ص 103.

قرار الغرفة الإدارية ، مجلس قضاء الجزائر ، 19 أفريل، 1972 ، المجلة الجزائرية 1973 ص 541 .

² قانون عصري رقم 18-01 مؤرخ في 30 مايو سنة 1998 يتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله .

³ قرار مجلس الدولة - الغرفة الأولى- الصادر بتاريخ 1999/2/1، رقم القرار 146043 ، منشور بمجلة مجلس الدولة ، العدد 1

-2002- الجزائر ص 91 و ما بعدها

ليس على عاتق الإدارة التابع لها¹. و يعتبر مرفق المستشفى مسؤولاً عن الحراسة في نظر القاضي الإداري، واعتبر أن غياب الحراسة يشكل خطأ ارتكبه المستشفى الملزم بالسهر على ضمان صحة و سلامة المرضى و أن ثمة علاقة مباشرة بين سوء سير عمل المستشفى و الوفاة و اعتبر الخطأ المرتكب من شأنه أن يجعل المستشفى مسؤولاً، و ذلك على إثر وفاة مريض بمستشفى الأمراض العقلية إثر تلقيه ضربات من مصاب عقلياً متواجد بنفس المستشفى، وأن انعدام الحراسة يشكل خطأ مرفقياً ارتكبه المستشفى و بالتالي توجد علاقة مباشرة بين سوء سير عمل المستشفى و بين الوفاة².

كما إعتبر إلحاق ضرر بتلميذ داخل حرم المدرسة من مسؤولية المرفق و بالتالي تؤول المسؤولية مباشرة إلى الإدارة باعتبارها المسؤولة عن مثل هذه الحوادث³، و أن الجهة التي لها حق التعيين و الوصية هي التي تتحمل المسؤولية و بالتالي فإن رئيس البلدية الذي لا يملك أية صلاحية بشأن مجموعات الدفاع المشروع لا صفة له للتكفل بدفع التعويض المطالب به⁴.

كما قضى القاضي الإداري بثبوت الخطأ المرفقي ضد ادارة الضرائب و بالتالي إلزامها بالتعويض لثبوت المسؤولية ضدها ((و بالتالي فطلب التعويض مبرر لثبوت الخطأ المرفقي المتمثل في قبض ادارة الضرائب لمبالغ بعد إبطال قرار فرضها قضائياً من جهة و كذا نتيجة تمادي الإدارة في الإبقاء على المبالغ غير المستحقة لديها...))⁵

المبحث الثالث : أثر مسؤولية الإدارة عن خطأ الموظف

يجوز للمتضرر من خطأ الإدارة المصلحي أو الخطأ الشخصي للموظف أن يختار بحرية أن يرفع دعواه أمام القاضي الإداري أو أن يرفع دعواه ضد الموظف و مطالبته

¹ قرار مجلس الدولة - الغرفة الرابعة - الصادر بتاريخ 1999/05/31 رقم القرار 159719 .

² قرار مجلس الدولة - الغرفة الثالثة - الصادر بتاريخ 2002/07/15 رقم القرار 002027 منشور بمجلة مجلس الدولة العدد 2 - 2002 - الجزائر ص 183 وما بعدها .

³ قرار مجلس الدولة - الغرفة الثالثة - الصادر بتاريخ 2003/03/11 ملف رقم 6390 منشور بمجلة مجلس الدولة العدد 3- 2003 ص 146 .

⁴ قرار مجلس الدولة - الغرفة الثالثة - الصادر بتاريخ 2003/2/4 رقم 6678 منشور بمجلة مجلس الدولة العدد 3- 2003 - ص 139 .

⁵ قرار مجلس الدولة - الغرفة الثانية- جلسة 2003/3/18 رقم 47072 منشور بمجلة مجلس الدولة عدد خاص ص 84 .

بالتعويض عن الضرر الذي أصابه، و لما كانت الإدارة لا تسأل نهائياً إلا عن الأخطاء التي يرتكبها الموظفون و هم يستهدفون الصالح العام، فإن مساءلتها تجد أساسها في استعادتها في نشاط هؤلاء الموظفين يجب أن يقابله عبء الأضرار الناتجة عن هذا النشاط¹، و سنحاول في هذا المبحث التعرض إلى القواعد القانونية المطبقة للحكم بمسئولية الإدارة في مطلب أول أما المطلب الثاني فنخصصه إلى طبيعة الدعوى التي تقبمها الإدارة ضد الموظف.

المطلب الأول : القواعد القانونية المطبقة للحكم بمسئولية الإدارة :

في سنة 1961 في قضية Baud، لجأت محكمة ليون إلى تعويض الضحية بحيث قررت أن الإدارة مسؤولة عن تصرفات تابعها المقتش Ferez، ففي هذه القضية المحكمة لم تستقر على قواعد القانون المدني بل أدارت ظهرها له²، وذهبت إلى القول بأن " الخطأ المرتكب من المقتش Ferez ، ليس خطأ جسيماً عمدياً منفصلاً عن وظيفته و إنما خطأ مصلحياً يجب أن تعوض عنه الدولة، كما أن مجلس قضاء بوردو، اعتمد التفرقة بين الخطأ الشخصي المنفصل عن الوظيفة و الخطأ المصلحي وقرر بأنه من المنطق أن نحل الإدارة محل الموظف عندما يتعلق الأمر بخطأ مصلحي، وقد تطلب القضاء العادي في فرنسا في بعض الأحيان الاستعانة بقواعد القانون الإداري فيما يتعلق بأعمال الضبطية القضائية الجسيمة باستثناء استعمال الأسلحة النارية و هذا ما ذهب إليه القضاء الإداري في الجزائر حديثاً²

وفي الجزائر فإن المتضرر يلجأ مباشرة ليقدم دعواه أمام الغرفة الإدارية على مستوى المجلس القضائي المختص للمطالبة بالتعويض عن الأضرار التي أصابته من جراء الأعمال المعيبة للموظف.

¹ الدكتور / سعاد الشرفوي ، أفاق جديدة ، أمام المسئولية الإدارية و المسئولية المدنية ، مجلة العلوم الإدارية ، المعهد الدولي للعلوم الإدارية المصرية ، العدد الثاني 1969 ص 259 .

. Trib. Civ. Lyon 20 novembre 1961, J.C.P 1962 .2.12580 note vedel .

² قرار مجلس الدولة الغرفة الأولى الصادر بتاريخ 1999/2/1 مجلة مجلس الدولة عدد 1 -2001- ص 91 .

وقد أتاحت الفرصة للمجلس الأعلى الجزائري أن يؤكد مسؤولية الدولة بسبب أعمال تعرض لها في محافظة الشرطة تتمثل في عملية ضرب ألحقت به أضراراً خطيرة، تمثلت في إلحاق عجز دائم يقدر بنسبة 50٪ في عينه اليسرى، تقدم المدعي بدعواه أمام الغرفة الإدارية بالمجلس، فمحتة الغرفة الإدارية تعويضات، وإثر استئناف أمام الغرفة الإدارية بالمجلس الأعلى، أكد المجلس الأعلى حق المتضرر في التعويض عما أصابه من أضرار بسبب تعرضه للضرب من طرف رجال الشرطة¹

و لقد تحملت البلدية المسؤولية إثر طلبت البلدية من قابلة تقديم المساعدة لها، فأصبحت القابلة في مهمة لا يمكن التملص منها، و يقع على البلدية عبء التعويض².

كما تسأل الدولة عن تعويض الخطأ الشخصي الذي يرتكبه القاضي الإداري و الذي لا يمكن فصله تماما عن المرفق، و تكون مسؤولية الدولة في هذه الحالة نوعا من الضمان للمضرور، بحيث ترجع الدولة على من ارتكب الخطأ الشخصي³.

كما أنه يحق لذوي الضحية مطالبة الإدارة عن العمل غير المشروع الذي يرتكبه العون أثناء تأدية وظيفته و بسببها، و هذا مما جاء في القرار الصادر عن الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا الصادر بتاريخ 1985/01/12⁴.

حيث أن الضحية أو ذوي حقوقها لا يفقدون عندما يرفعون دعوى مدنية على العون المعني، حق رفع دعوى إلى الجهة القضائية الإدارية للمطالبة بالتعويض وهي الدعوى الموجهة ضد الشخص العام الذي يعمل المتسبب في الضرر لحسابه و المبنية على خطأ المرفق.

حيث أن القاضي الإداري وعندما استعمل الضحية أو ذوي حقوقها في نفس الوقت هذه الطريق القانونية المزدوجة، يعلق تسديد الشخص العام التعويض الذي يحكم عليه بدفعه للضحية، على حلول الشخص العام محل هذه الأخيرة، في الحقوق التي قد تنشأ للضحية أو لذوي حقوقها

¹ المجلس الأعلى، الغرفة الإدارية، 25 جوان 1976. وزير الداخلية ضد سماتي نبيل، مجموعة أحكام القضاء الإداري لبوشحة وخلوفي، ص 75 و 76.

² المجلس الأعلى، 18 نوفمبر 1966، للسيدة Méon - Soler، حولية القضاء 1966 - 1967 ص 255.

³ للدكتور / رمزي الشاعر، المسؤولية عن أعمال السلطة القضائية، دار النهضة العربية، القاهرة، 1986، ص 252.

⁴ قرار الغرفة الإدارية، المحكمة العليا، الصادر بتاريخ 1985/01/12، منشور بالمجلة القضائية، 1989، 4، ص 231 و ما بعدها.

حيث أن المستأنف فيما يتعلق بهذه القضية، و بالرغم من أنه قد رفع دعواه على العون المتسبب في الضرر، يحق له ويستطيع رفع دعوى ضد المرفق و لا يمكن النطق بعدم سماع الدعوى بخصوص الدعوى الثانية استنادا إلى إمكانية وجود الدعوى الأولى."

المطلب الثاني : طبيعة الدعوى التي تقيمها الإدارة على الموظف

إذا قام المضرور بملاحقة الإدارة و حصل على تعويض منها كما هو واضح في قرار Larvelle بحيث أن الضحية ملزمة برفع دعاوها على الإدارة، و للإدارة حق الرجوع فيما بعد، و بصدور حكم Larvelle أكتمل تطور مادة المسؤولية الإدارية كما يرى البعض إذ أعيد التوازن المفقود إلى الإدارة و موظفيها تبعا لقواعد أخذ مجلس الدولة الفرنسي على عاتقه تحديدها في أحكامه¹ و هذا المبدأ كرس أيضا من طرف محكمة التنازع بقرار Motiz حيث قضت بأن جهات القضاء الإدارية يمكنها نظر منازعات مسؤولية علاقة الإدارة بموظفيها و فيما يتعلق بحق رجوع الإدارة على الموظفين تكون جهات القضاء الإدارية هي المختصة بنظر النزاع².

غير أن تحمل الإدارة عبء أخطاء موظفيها أيا كانت طبيعة هذه الأخطاء وصلتها بالمرفق العام فيه تهديد لخزانة الدولة و تنمية للشعور بعدم المسؤولية لدى الموظفين.

و حسنا ما فعل مجلس الدولة الفرنسي عندما سمح للإدارة بالرجوع على الموظفين لاسترداد مبلغ التعويض إذا كان خطأ الموظف منفصلا ذهنيا أو معنويا عن المرفق العام و لا يسمح لها بهذا الرجوع إذا كان الخطأ متصلا اتصالا مباشرا بالمرفق العام.

وعلى هذا يمكننا القول، أن الإدارة لا تتحمل المسؤولية بمفردها إلا في حالة الخطأ المصلحي، أما إذا كان ثمة تعدد في الأخطاء بأي صورة من الصور و اضطرت الإدارة لسبب من الأسباب أن تدفع التعويض فإنها تتمتع بحق الرجوع على الموظف بما يقابل نصيبه من الخطأ الشخصي غير أن الإسراف في تحميل الموظف نتيجة أخطاء العمل، قد يدفعه إلى التهرب من المسؤولية.

¹ CE 28 juillet 1951, Laruelle, Rec. p 511

² T.C 26 mai 1954, Moritz, s 1954.3.85 - D. 1955.385 Note chapus

الخاتمة

لقد تبين لنا من خلال دراستنا هذه القواعد العامة التي يقوم عليها الخطأ الذي يؤدي إلى مسئولية الإدارة، ويكفي أن يثبت المضرور سوء تنظيم المرفق أو إهماله، و الدعوى ترفع مباشرة على الإدارة دون رفعها على الموظف، كما تبين لنا من الإدارة تدفع التعويض ثم تعود على الموظف المخطئ، و هذا في حد ذاته يمثل حماية الإدارة للمضرور من إفسار الموظف باعتبار أن الإدارة تحل محل الموظف و تعوض عن الخطأ الذي ارتكبه وهذا يمثل أكبر ضمانا من أجل بناء دولة القانون.

تشكيل و إختصاصات مجلس الدولة :

- إختصاصات القضائية الأصلية لمجلس الدولة.
- إختصاصات مجلس الدولة و طرق الطعن غير العادية.

الدكتور معاشو عمار

أستاذ محاضر بكلية الحقوق جامعة تيزي وزو

محامي معتمد لدى المحكمة العليا.

مقدمة :

إن موضوع المنازعات الإدارية في الجزائر صعب التحديد، و ذلك يعود أساسا إلى تبعثر القوانين المنظمة له، مما يجعل الباحث في هذا الموضوع يعتمد على القواعد العامة، و البحث على التنظيمات الخاصة لحصر الموضوع و تمكنه مباشرة الدعوى أمام الجهات القضائية الخاصة.

أما فيما يتعلق بكيفية تنظيم القضائية الفاصلة في المنازعات الإدارية، فقد مرت هي الأخرى بعدة مراحل، فالأولى دامت إلى 1966 إستمر التنظيم القضائي الفرنسي في الجزائر، و الثانية بصدور قانون الإجراءات المدنية سنة 1966 و ظهور تنظيم ثنائي، غرفة على مستوى المجالس القضائية، و غرفة على مستوى المحكمة العليا¹.

أما الثالثة كان بعد تعديل 1990 لقانون الإجراءات المدنية و إذ عرف التنظيم القضائي الإداري تغيير، فأصبح له غرفة تنظر في إختصاصات المجالس البلدية و الهيئات الإدارية ذات الطابع الإداري، و غرفة على مستوى خمس مجالس فقط تنظر في نزاعات الولاية عند إصدارهم لقرارات، و غرفة على مستوى المحكمة العليا تنظر في القرارات الصادرة من الهيئات المركزية و الطعون بالإستئناف لقرارات الجهات القضائية الدنيا².

أما المرحلة الرابعة الراهنة تم صدور القانون العضوي رقم 01/98 المتعلق بإختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله. و بظهور هذا التنظيم "مجلس الدولة" قد أزال عدة نقاط كانت محل إستفسار المختصين في هذا المجال، و على وجه الخصوص طبيعة النظام القضائي الجزائري الموحد أو المزدوج. فتعددت الإتجاهات فمنهم من أكد على النظام الموحد، و آخرين على النظام المزدوج و منهم من أخذ موقف وسط كون النظام الجزائري ذو طبيعة خاصة.

¹ أمر 154/66 المؤرخ في 08 أوت 1966 المتضمن قانون الإجراءات المدنية.

² أمر 23/90 المؤرخ في 18 أوت 1990 المعدل و المكمل لأمر 154/66.

و عليه فالقانون العضوي وضع حدا لهذا الإلتباس، مؤكدا أن النظام القضائي بالجزائر مزدوج.

يتولى مجلس الدولة بإعتباره أعلى هيئة لتقويم الجهات القضائية الإدارية، توحيد الإجهاد القضائي الإداري في البلاد و الصهر على إحترام القانون.

و أمام حداثة هذا المجلس، إرتأينا لدراسته و ذلك من خلال المحاور التالية :

المحور الأول : تشكيل و إختصاصات مجلس الدولة.

المحور الثاني : الإختصاصات القضائية الأضلية لمجلس الدولة.

المحور الثالث : إختصاصات مجلس الدولة و طرق الطعن غير العادية.

المحور الأول

تشكيل المجلس و إختصاصاته

لقد جاء القانون العضوي بتنظيم مغاير سواء لما كانت عليه الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا من حيث طبيعته أو من حيث إختصاصاته بتوسيعها إلى مجالات أخرى لم يكن على الإطلاق ضمن إختصاصاته.

أولا تشكيل مجلس الدولة

ينظم مجلس الدولة لممارسة إختصاصاته ذات الطابع القضائي في شكل غرفة و يمكن تقسيم هذه الغرفة إلى أقسام.

أما عندما يمارس إختصاصه ذات الطابع الإستشاري ينظم في شكل جمعية عامة، و لجنة دائمة.

و عليه فتشكيل المجلس يكون من قسمين :

أ (الجهة الأولى : - رئيس مجلس الدولة

- نائب الرئيس

- رؤساء الغرفة

- رؤساء الأقسام

- مستشاري الدولة¹

ب (الجهة الثانية : - محافظ الدولة

- محافظي الدولة المساعدين²

و يحتفظ بهذه التشكيلة سواء تعلق الأمر بالغرفة أو الأقسام متكونة من رئيس، مستشار مقرر و مستشار و محافظ دولة³.

و لكن تتغير و تتوسع عندما يتولى مجلس الدولة تقديم إستشارة، فهو يعتمد على ذوي الخبرة، يتولى رئيس الحكومة بإقتراح من الوزير المعني بالأمر على مستوى كل وزارة موظفين برتبة مدير إدارة مركزية على الأقل، للحضور و الإدلاء برأي إستشاري في جلسات الجمعية العامة و اللجنة الدائمة في القضايا التابعة لقطاعاتهم فقط.

ثانيا : إختصاصات مجلس الدولة

يمكن تقسيم إختصاصات مجلس الدولة إلى نوعين :

- الأول قضائي

- الثاني إستشاري (غير قضائي)

¹ د/عمار بوضياف - القضاء الإداري في الجزائر بين نظام الوحدة و الإيزوجية 1962-2000، الجزائر 2000، ص 54/56.

³ المادة (03) من القانون رقم 98/02 المعلق بالمحكمة الإدارية المورخ في 30/05/98.

أ) الإختصاص القضائي :

ينحصر دور مجلس الدولة في النظر إبتدائيا و نهائيا في :

- القضايا التي تخص قرارات الهيئات المركزية.
- الفصل في إستئناف القرارات الصادرة إبتدائيا من قبل المحاكم الإدارية في جميع الحالات (التعويض).
- الفصل في الطعون بالنقض في قرارات الجهات القضائية الإدارية الصادرة نهائيا, و كذا الطعون بالنقض في قرارات مجلس المحاسبة¹.

ب) الإختصاص الإستشاري :

أسندت لمجلس الدولة مهام جديدة لم يكن يعرفها أو يمارسها القاضي الإداري بالمحكمة العليا قبل صدور القانون العضوي لمجلس الدولة 01/98, و عليه فإن المجلس إقتحم مجال التشريع, لأن المادة (12) تشير إلى ما يلي :

" يبدي مجلس الدولة رأيه في المشاريع التي يتم إخطاره بها حسب الأحكام المنصوص عليها في المادة 4 أعلاه, و يقترح التعديلات التي يراها ضرورية "

و كذا المادة (4) منه :

" يبدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين و الأوامر حسب الشروط التي يحددها هذا القانون."

كما يخطر رئيس الجمهورية المجلس الدستوري طبقا للمادة (2/165) من الدستور و هذا من أجل مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بإختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور.

فإستنادا للمادة (153) من الدستور للتعليق على المادة (4) من القانون العضوي 98/01 تؤكد أن القصد من منح هذا الإختصاص كان لترك المجال للمشرع يحدد إختصاصات قضائية أخرى في إطار الفصل الثالث من الدستور الوارد تحت عنوان

¹ المادتين (274) (277) من ق.إ.م.

"السلطة القضائية"¹ و عليه حصر هذا الإختصاص في مشاريع القوانين لا غير و التي تعرض وجوبا على مجلس الدولة لإبداء الرأي فيها قبل عرضها على مجلس الوزراء طبقا للمادة (119) الفقرة الأخيرة من الدستور.

و عليه فإن الأوامر، و مشاريع المراسيم الرئاسية و التنفيذية لا تدخل ضمن إختصاصات مجلس الدولة، و أن موضوع الإخطار لم ينقيد بالنص الدستوري و تجاوز مضمون المادة (119) من الدستور.

و عليه فالمجلس الدستوري أصاب في تحليله و إلتماسه على ضرورة إحترام النصوص الدستورية و تأكيده على تطبيق مبدأ الفصل بين السلطات خاصة عندما أكد القانون في المادة (13) على إمكانية مجلس الدولة :

"بمبادرة منه جلب إنتباه السلطات العمومية حول الإصلاحات التشريعية أو التنظيمية أو الإدارية ذات المنفعة العامة"²

و عليه فإن هذه الصلاحيات تتجاوز صلاحياته في إبداء الرأي في مشاريع القوانين. و في الختام، إن الموضوع الذي يهتما في هذه المداخلة هي الإختصاصات القضائية التي تتعلق بالمنازعات الإدارية و لذلك سوف نفضلها في المحاور اللاحقة.

¹ أنظر القانون العضوي لمجلس الدولة 01/98 - المرجع السابق.

و أنظر رأي رقم 06/رق.ع/د.م/98 مؤرخ في 98/05/19 يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بإختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور.

² أنظر رأي رقم 06/رق.ع/د.م/98 - المرجع السابق.

المحور الثاني

ممارسة مجلس الدولة لإختصاصاته القضائية

يختص مجلس الدولة بالفصل أساسا في بعض المواضيع ابتدائيا و نهائيا، كما يتولى النظر في الإستئنافات التي ترفع إليه من المجالس القضائية بنوعيتها، الخاصة بنزاعات الإلغاء و التعويض على مستوى المجالس الخاصة بالبلديات و المؤسسات ذات الطابع الإداري، و المجالس الخمسة الخاصة بدعاوي إلغاء قرارات الولاية.

أولا : المواضيع التي يفصل فيها مجلس الدولة ابتدائيا و نهائيا

تعرضت المادة (274) ق.إ.م. إلى هذا الموضوع فنصت على أنه :

"يفصل مجلس الدولة ابتدائيا و نهائيا في المواضيع التالية :

1 . الطعون بالبطلان في القرارات التنظيمية و القرارات الفردية الصادرة من السلطة الإدارية المركزية.

2 . الطعون الخاصة بتفسير هذه القرارات و الطعون الخاصة بمدى مشروعية هذه القرارات التي تكون نزاعاتها من إختصاص مجلس الدولة"¹

حسب هذا النص يتضح لنا جليا أن المنازعة الإدارية التي تدخل ضمن إختصاص مجلس الدولة يجب أن تتوفر على شروط و إلا ترفض و تتمثل هذه الشروط في :

- ضرورة صدور هذه القرارات من هيئة مركزية.
- أن تكون الدعوى تخص إلغاء قرارات أو تفسيرها أو تقدير مشروعيتها.

¹ المادة (09) من القانون المعنوي لمجلس الدولة (01/98)

و أنظر المادة (274) ق.إ.م.

د/ مسعود شهبوب - المبادئ العامة للمنازعة الإدارية - نظرية الإختصاص - الجزء الثالث - ديوان المطبوعات الجامعية الجزائر - أكتوبر 1995، و ما بعدها.

و أنظر د/عمار بوضياف - مرجع السابق، ص 77/76.

فهذه الشروط هي أساس تحديد إختصاص مجلس الدولة، و في حالة عدم توفرها ترفض الدعوى شكلا أي لعدم الإختصاص الموضوعي.

تضاف إلى الشروط المذكورة أعلاه و المتعلقة أساسا بمعرفة الجهة القضائية المختصة، شروط أخرى لا تقل أهمية عن السابقة نذكرها في النقطة الموالية.

أ) الإجراءات الواجب إتباعها قبل رفع الدعوى أمام مجلس الدولة :

كانت الأحكام التي تنظم إختصاص المحكمة العليا الغرفة الإدارية هي المطبقة على مجلس الدولة و هذا يظهر جليا بنقل المادة (274) ق.إ.م حرفيا و وضعها في المادة (09) من القانون العضوي 01/98.

ويمكن إجمال هذه الإجراءات فيما يلي :

- وجوب أن تحرك الدعوى من محامي معتمد على مجلس الدولة
- وجوب تقديم تظلم إداري مسبق أمام السلطة الإدارية التي تعلق مباشرة الجهة التي أصدرت القرار، فإن لم توجد فأمام من أصدر القرار نفسه¹
- رفع التظلم بعد التبليغ للقرار للمعني بالأمر أو نشر و ذلك خلال شهرين، و إلا يصبح القرار نهائيا.
- ضرورة إنتظار جواب الجهة الإدارية التي رفع إليها التظلم و هنا نكون أمام حالتين :

الحالة الأولى : إذا كان الرد قبل إنتهاء ثلاثة أشهر المقررة قانونا، ترفع الدعوى بعد ذلك خلال شهرين من تاريخ الرد.

الحالة الثانية : إذا كان الرد بعد مرور ثلاثة أشهر (سكوت الإدارة) يمكن رفع الدعوى أمام مجلس الدولة خلال شهرين²

¹ أنظر المادة (275) ق.إ.م.

² أنظر المادتين (279) (280) ق.إ.م.

كما يشترط عند رفع الدعوى تقديم الوثائق التالية :

- القرار محل الطعن القضائي.
- قرار رفض النتائج عن التظلم.

و إذا فاتت المدة يجب تقديم بيان يثبت التظلم السابق معتمدا على ذلك برسالة موصى عليها أو محضر تبليغ من المحضر بالإضافة إلى كل ذلك يشترط قبل رفع الدعوى، أن لا يكون طريق آخر للمعني للحصول على حقوقه (الدعوى الموازية).

هذه الشروط تتعلق بإختصاص مجلس الدولة بصفة ابتدائية و نهائية، و لكن يفصل كذلك في بعض الحالات المتعلقة بالتعويض التي عبر عنها قانون الإجراءات المدنية بالطلبات المرتبطة التي تتضمنها نفس العريضة، أو عريضة أخرى مرتبطة بالأولى و الخاصة بالتعويض عن الضرر المنسوب وقوعه إلى القرار المطعون فيه.

و هذا يقودنا إلى مناقشة فكرة الدعوى الأصلية و الدعوى الفرعية.

- فالدعوى الأصلية تخص دعوى الإلغاء للقرار الصادر من الهيئات المركزية.
- الدعوى الفرعية تخص التعويض الذي يعود الإختصاص فيه إلى المجالس القضائية عملا بالمادة (07) ق. إ. م.

ثانيا : الطعون التي ترفع إلى مجلس الدولة ضد قرارات المحاكم الإدارية

يختص مجلس الدولة أيضا بالنظر في الإستئنافات التي ترفع إليه ضد القرارات الصادرة من المحاكم الإدارية و ذلك سواء تعلق الأمر بقرارات الإلغاء أو التعويض، و من هذه المواضيع يمكن ذكر ما يلي :

- القرارات الصادرة من الغرف الإدارية بالمجالس القضائية (المحاكم) التي فصلت بإلغاء و تفسير و تقدير المشروعية للقرارات اللامركزية (البلديات و المؤسسات ذات الطابع الإداري).
- القرارات الصادرة من المجالس القضائية الخمس الخاصة بإلغاء قرارات الولاية.

- القرارات الصادرة عن المجالس القضائية الخاصة بالتعويض.
- القرارات الصادرة عن مجلس المحاسبة¹.

ب) الإجراءات الواجبة الإحترام عند الإستئناف :

- رفع الإستئناف من طرف محامي مقبول لدى المحكمة العليا و كذا مجلس الدولة حاليا و إلا ترفض الدعوى شكلا.
- تقديم القرار القضائي الأصلي و ليس صور طبق الأصل محل الإستئناف و إلا ترفض الدعوى شكلا.
- الإستئناف يقدم خلال شهر من تاريخ التبليغ سواء تعلق الأمر بدعوى الإلغاء أو التعويض².
- الإستئناف بالنسبة للمقيمين في تونس و المغرب يضاف لهم شهر و بالتالي يصبح لهم شهرين للإستئناف و للمقيمين بالدول الأجنبية أخرى يضاف إليهم شهرين و بالتالي الإستئناف يرفع خلال ثلاثة أشهر المادة (104)، (105) ق.إ.م.
- و للإشارة فإن الإستئناف لا يشترط ببعض الإجراءات الملزمة كما حالة الفصل في القضايا ابتدائيا و نهائيا و هي :

- عدم القيام بالتظلم لأنه خاص بالهيئات المركزية.
- رفع الإستئناف خلال شهر بإستثناء المقيمين في الخارج تونس و المغرب شهرين البقية 3 أشهر.

ملاحظة : إذا تم التبليغ و ذكرت المادة (235) ق.إ.م الخاصة بالقضايا المدنية لا يجب التقيد بها لأن فوات شهر طبقا للمادة (277) ق.إ.م يعتبر القرار نهائي و يرفض الطعن (و هنا تدخل القاعدة لا عذر بجهل القانون).

¹ أنظر المادة (277) ق.إ.م، و المادة (11) من القانون العضوي (01/98).

² د/ مسعود شهبوب - المرجع السابق، ص 481.

و أنظر المادة (2/277) ق.إ.م.

المحور الثالث

ممارسة مجلس الدولة لإختصاصاته في حالة الطعن بالطرق غير العادية

أردت من خلال هذه النقطة توضيح بعض الخصوصيات مقارنة للقواعد المتعلقة بالمجالس و المحاكم العادية و لذلك يمكن التركيز على موضوعات ثلاثة ألا و هي :

- المعارضة،
- إلتماس إعادة النظر،
- الطعن لصالح القانون،

أولاً : المعارضة

يقصد بالمعارضة أن صدور قرار مجلس الدولة كان غيبياً في حق المدعى عليه و بالتالي يحوز للمعني بالأمر رفع معارضة و ذلك خلال شهرين من تبليغ القرار الصادر من مجلس الدولة عكس ما هو مطبق على المحاكم العادية و هي عشرة (10) أيام من يوم التبليغ¹.

ثانياً : إلتماس إعادة النظر

ينقيد الإلتماس أمام مجلس الدولة على خلاف ما هو المجالس القضائية (و ذلك طبقاً للمادة 194 ق.إ.م) في حالتين :

- أ) إذا تبين أن حكمه قد بني على مستندات مزورة مقدمة لأول مرة أمامه.
- ب) إذا حكم على الملتمس لتعذر تقديمه مستبداً قاطعاً في الدعوى، كان خصمه قد حال دون تقديمه².

و ترفع الدعوى خلال شهرين و يبدأ الميعاد حسب الأحوال إما من تاريخ تبليغ الحكم المشوب بخطأ، أو من تاريخ ثبوت التزوير و إلا من تاريخ الحصول على المستند الذي

¹ انظر المادة (287) ق.إ.م.

² انظر المادة (297).

حجزه الخصم و للإشارة فإن الإلتماس لا يقبل إلا مرة واحدة إذ لا يجوز تقديم إلتماس على آخر.

ثالثا : الطعن لصالح القانون

إن هذا الحق مكرس أساسا للنياية العامة (النائب العام) فله حق الطعن لصالح القانون إذا صدر حكم نهائي من محكمة أو قرار من مجلس مخالف للقواعد الجوهرية.

و في حالة النقض لا يجوز للخصوم التمسك بالحكم المنقوض و الميعاد هنا لم يذكر في القانون، و بالتالي يمكن قياس هذه الحالة في حالة الإلتماس من يوم ثبوت هذه المخالفة الجوهرية.

الخاتمة

بالفعل يعتبر مجلس الدولة هيئة جديدة لها صلاحية القضاء على التناقضات الموجودة في الأحكام القضائية، بين الغرف الإدارية كما هو في قرارات فرض الغرامة التهديدية على المؤسسات الإدارية (قرار المؤرخ في 13/14/1997 ملف رقم 115264)، و القرارات الخاصة بإختصاص الغرفة الإدارية حتى يتم توحيد الإجتهااد القضائي و لتصبح سوابق قضائية تدعم مصداقية العدالة و الوصول إلى دولة القانون لأن الإبقاء على هذه التناقضات لا تخدم أي أحد و تفتح المجال للتجاوزات و الخروقات القانونية.

المراجع المعتمد عليها

أولا : الكتب

- (1) إبراهيم المنجي
- التعليق على نصوص قانون مجلس الدولة - في ضوء آراء الفقه و أحكام القضاء الإداري - دار المعارف - الإسكندرية 1996.
- (2) محمد ماهر أبو العينين
- دعوى الإلغاء أمام القضاء الإداري - شروط قبول دعوى الإلغاء دار الكتب الفكرية - شتان - مصر 1998.
- (3) محمد ماهر أبو العينين
- دعوى الإلغاء أمام القضاء الإداري - أسباب إلغاء القرارات الإدارية وفقا لأحكام المحكمة الإدارية العليا حتى عام 1996 - دار الكتب القانونية - شتان - مصر 1998.
- (4) د/ مسعود شيهوب
- المبادئ العامة للمنازعة الإدارية - نظرية الإختصاص - الجزء الثالث - ديوان المطبوعات الجامعية الجزائر - أكتوبر 1995.
- (5) د/ عمار بوضياف
- القضاء الإداري في الجزائر بين نظام الوحدة و الإزدواجية 1962-2000، - دار رياحة - الجزائر 2000.

ثانيا : القوانين و المراسيم

- (1) أمر 154/66 المؤرخ في 08 أوت 1966 المتضمن قانون الإجراءات المدنية.
- (2) أمر 23/90 المؤرخ في 18 أوت 1990 المعدل و المكمل لأمر 154/66.
- (3) القانون العضوي رقم 01/98 المؤرخ في 30/05/98، المتضمن إختصاصات مجلس الدولة.
- (4) القانون رقم 02/98 المؤرخ في 30/05/98، المتعلق بالمحاكم الإدارية.
- (5) رأي رقم 06/ر.ق.ع.م.د/98 المؤرخ في 19/05/98 يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق بإختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور.

النظام القانوني للمحاكم الإدارية في القانون الجزائري

الدكتور **عمار بوضياف**
أستاذ محاضر في القانون
عميد كلية الحقوق سابقا
جامعة تبسة

رئيس المجلس العلمي لكلية الحقوق
جامعة تبسة -حاليا-

مقدمة:

إن المتتبع لحركة التشريع في الجزائر خاصة بعد الاستفتاء الدستوري لشهر نوفمبر 1996، يلاحظ أن الدولة، و منذ هذا التاريخ دخلت في مرحلة من الثورة التشريعية، و لازالت تشهداها، و هذا أمر في غاية طبيعته، فهذا دستور 1996 قد أعلن عن حقوق جديدة للمواطن أقرت لأول مرة بعد الاستقلال من ذلك حرية ممارسة الصناعة و التجارة موضوع المادة 37. و حياد الإدارة موضوع المادة 23، و اقتضى الأمر بعد الإعلان عن هذه الحقوق الأساسية إعادة النظر في النصوص القانونية السابقة فمستها يد الإلغاء و التعديل.

و في مجال تنظيم السلطة التشريعية أعلن الدستور عن وجود غرفتين هما: المجلس الشعبي الوطني، و مجلس الأمة. و بذلك تم الانتقال من نظام الغرفة الواحدة المعمول به منذ الدستور الأول للبلاد سنة 1963 إلى نظام الغرفتين المعمول به منذ 1996.

و على الصعيد القضائي تم الانتقال من نظام وحدة القضاء المطبق في البلاد منذ سنة 1965 إلى نظام ازدواجية القضاء الذي أقره دستور 1996، و اقتضى هذا التغيير في طبيعة النظام القضائي إنشاء هيئات قضائية جديدة ثلاثم طبيعة الإصلاح المعلن، فتم إنشاء مجلس للدولة و محكمة للتنازع و محاكم إدارية، و تم الفصل رسميا بين أجهزة القضاء العادي و القضاء الإداري. و من المؤكد أن يلزم التغيير على مستوى الهياكل القضائية تغييرا على مستوى الإجراءات و الذي نتمنى أن يتم قريبا.

إن الباحث في النظام القضائي الإداري في الجزائر يلاحظ مدى التغيير الذي لازمه بين مرحلة و أخرى ابتداءا من تاريخ تحقيق السيادة الوطنية حيث قدرت السلطة سنة 1962 الاحتفاظ بالتشريع الفرنسي إلا ما كان منه يتنافى مع السيادة الوطنية، و بذلك تم الاحتفاظ بالمحاكم الإدارية الثلاث في كل من الجزائر و قسنطينة و وهران، و دخلت البلاد من 62 إلى 1965 في نمط متميز من النظام القضائي الإداري.

و في شهر نوفمبر 1965 ألغيت هذه المحاكم لأسباب موضوعية و أدمجت ضمن خلية داخل المجلس القضائي، أطلق عليها بالغرفة الإدارية، و عرفت هذه الغرف تطورا بين مرحلة و أخرى إلى أن وصل عددها إلى 31 غرفة إدارية.

و يقتضي التعريف بهذه المحاكم بيان أساسها القانوني و عددها و تنظيمها و تشكيلها و اختصاصها و الإجراءات المتبعة أمامها. و تقييم هذا الإصلاح القضائي و هو ما رأينا معالجته ضمن سبعة مباحث.

المبحث الأول

الأساس القانوني للمحاكم الإدارية

تستمد المحاكم الإدارية وجودها القانوني من نص المادة 152 من الدستور التي تبنت صراحة على صعيد التنظيم القضائي نظام ازدواجية القضاء إذ جاء فيها: "يؤسس مجلس دولة كهيئة مقومة لأعمال الجهات القضائية الإدارية".

و بذلك تكون هذه المادة قد أعلنت صراحة عن إنشاء محاكم إدارية على مستوى أدنى درجات التقاضي مستقلة عن المحاكم العادية، تفصل في المنازعات الإدارية دون سواها، وبالمقابل أجاز الدستور في مادته 143 الطعن القضائي في قرارات السلطات الإدارية.

و بتاريخ 30 ماي 98 و بموجب القانون رقم 98-02 صدر أول قانون خاص بالمحاكم الإدارية بعد الاستقلال، و احتوى على 10 مواد تناولت مسألة تنظيم و تشكيل المحاكم الإدارية و خلاياها و أقسامها الداخلية و تركيبها البشرية و الإطار العام لتسييرها ماليا و إداريا، كما تضمن هذا القانون بعض الأحكام الانتقالية التي أعطت للغرف الجهوية و المحلية صلاحية النظر في المنازعات الإدارية بحسب ما تقتضيه قواعد الإجراءات المدنية (إصلاح 1990) في انتظار تنصيب المحاكم الإدارية.

و فرض هذا القانون إحالة جميع القضايا المسجلة و المعروضة على الغرف الإدارية المحلية و الجهوية إلى المحاكم الإدارية بمجرد تنصيبها و هذا ما نصت عليه المادة 9 من القانون المذكور.

و بتاريخ 14 نوفمبر 1998 و بموجب المرسوم التنفيذي رقم 98-365 المتضمن كفايات تطبيق القانون 98-03 تم الإعلان رسميا عن إنشاء 31 محكمة إدارية تنصب تباعا بالنظر لتوافر جملة الشروط الموضوعية و الضرورية لسيرها.

و أعلن هذا المرسوم عن تشكيلة المحكمة الإدارية، و خصص أحكاما لمحافظ الدولة و لكتابة الضبط، و أخرى تتعلق بالملفات و القضايا المسجلة.

و بإنشائه للمحاكم الإدارية يكون المشرع قد فصل جهة القضاء العادي عن جهة القضاء الإداري، فجعل المحاكم الإدارية صاحبة الولاية العامة بالفصل في المنازعات

الإدارية حتى يمكن القاضي الإداري من التخصص أكثر فأكثر و التفرغ لفرع معين و محدد من المنازعات و القضايا.

و نؤيد في هذا المجال ما ذهب إليه بعض الباحثين من أنه ليس من اليسير على المحاكم العادية أن تقوم بمهمة الفصل في منازعات الإدارة، و ليس من اليسير عليها أن تطبق القانون الإداري الذي نشأ و تطور في ظل القضاء الإداري، لهذا أنشأ المشرع الفرنسي قضاء إداريا منفصلا ينظر في المنازعات الإدارية و يطبق القانون الإداري¹. و شيئا فشيئا تعود القضاة على مشكلات الإدارة، و آليات تسييرها، و أثبتوا قدرة كبيرة في رقابة تصرفاتها و حماية الأفراد من اعتداءاتها و كذلك قدرته في التوفيق بين حقوق الأفراد و حرياتهم و مقتضيات الصالح العام. الأمر الذي أدى إلى تبني كثير من الدول نظام الازدواجية و تأثرها بالنموذج الفرنسي كمصر و بلجيكا و إيطاليا و تونس و المغرب و الجزائر. و بإنشائه للمحاكم الإدارية يكون المشرع أيضا قد أضفى على التنظيم القضائي طابعا جديدا تميز عن سائر الدول المغاربية و العربية عموما².

هذا و ينبغي التذكير أن فرنسا، و هي بلد القضاء الإداري و في ترابها نشأ و تطور القانون الإداري، إلا أن المحاكم الإدارية عرفت من حيث المنشأ تأخرا كبيرا بالنظر لميلاد مجلس الدولة الفرنسي حتى أن الفاصل الزمني بينهما وصل إلى قرن و نصف عندما قرر المشرع الفرنسي سنة 1953 تطوير مجالس المحافظات لتصبح محاكم إدارية قاعدية.

¹ الدكتور سعيد الحكيم، الرقابة على أعمال الإدارة في الشريعة الإسلامية و النظم الوضعية، ط2 القاهرة، دار الفكر العربي، 1987، ص392

² لتفصيل أكثر بخصوص التجربة التونسية و المغربية راجع: فاضل موسى، خواطر و تسلولات حول قوانين 3 جوان 1996، محاضرة أقيمت بمناسبة ملتقى الإصلاح القضاء الإداري، ص 30 و ما بعدها.

المبحث الثاني

عدد المحاكم الإدارية

نصت المادة الثانية من المرسوم التنفيذي رقم 98-356 المذكور: "تنشأ عبر كامل التراب الوطني إحدى وثلاثون (31) محكمة إدارية كجهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية".

و من هذا العدد يتضح الفارق الكبير سنة 1962 حيث كان عدد المحاكم الإدارية ثلاثة محاكم في كل من الجزائر و وهران و قسنطينة تشمل اختصاصها الإقليمي كل التراب الوطني، و بين سنة 98 حيث ارتفع عدد المحاكم الإدارية إلى 31 محكمة.

و لقد اقترح بعض أعضاء مجلس الأمة أن يكون عدد المحاكم الإدارية بنفس عدد المحاكم العادية، و عدد المحاكم الإدارية ساعة عرض النص على مجلس الأمة قدر بـ170 محكمة عبر التراب الوطني أضيف إليها بمناسبة إنشاء 17 مجلسا قضائيا 50 محكمة ليصبح العدد الإجمالي 220 محكمة عادية. ورد وزير العدل أنه إذا وفقنا بين عدد المحاكم العادية و المحاكم الإدارية، و وصلنا إلى ذات العدد، فمعنى ذلك أن المحاكم الإدارية على كثرتها تصبح مثل المصالح الإدارية موزعة في كل الأماكن و تفتقد بذلك مكانتها و قدسيتها، و أجازم الوزير على أن المحاكم الإدارية بعددها الحالي (31 محكمة إدارية) بإمكانها تغطية جميع المنازعات، و إن ثبت خلاف ذلك فليس هناك مانع من رفع عددها¹.

و إن كنا نؤيد وزير العدل في مسألة عدم إمكانية إنشاء محاكم إدارية بنفس عدد المحاكم العادية (220 محكمة) إعمالا وتجسيدا لمبدأ تقريب القضاة من المتقاضين، لكن ليس بالنظر لعامل أن كثرة المحاكم الإدارية سينتج عنه فقدها لقدسيتها فتصبح مجرد مصالح إدارية، بل بالنظر لعوامل أخرى نوجزها فيما يلي:

1. إن إنشاء محاكم إدارية بنفس عدد المحاكم العادية يستوجب توافر عددا كبيرا من القضاة من ذوي الخبرة الطويلة و الكفاءة العالية برتبة مستشار و لو بادرت الوزارة لهذا

¹ أنظر الجريدة الرسمية لمداولات مجلس الأمة، 1998، ص15.

الإجراء لأدى إلى إفراغ المجالس القضائية من القضاة فنحدث هيكلًا قضائيًا جديدًا (المحاكم الإدارية) على حساب هيكل قضائي آخر وهذا لا يجوز.

2. إن إنشاء محاكم إدارية بنفس عدد المحاكم العادية كان سيفرض وجود غلاف مالي معتبر لتغطية نفقات هذه الهياكل الكثيرة والمتعددة وهذا أيضا غير ممكن من الناحية المالية.

و الحقيقة التي لا يمكن إنكارها أن ظاهرة التقليل من المحاكم الإدارية بالنظر للمحاكم العادية، ليست سمة أو ظاهرة تميز التنظيم القضائي الجزائري دون سواه، بل هي ظاهرة نجدها عمت أغلب الدول التي تبنت نظام ازدواجية القضاء.

و حتى في فرنسا، و هي بلد القضاء الإداري، فإن عدد المحاكم الإدارية ساعة أن أقرت بموجب قانون 30 سبتمبر 1953 كان 24 محكمة إدارية 23 منها كانت مجالس أقاليم.

و في المغرب و بموجب إصلاح شهر مارس 1994 تم إنشاء سبعة محاكم إدارية، و رغم ذلك لقي الإصلاح استحسانا كبيرا لدى رجال القانون في هذا البلد¹.

3. يجب أن لا ننسى أن المنازعات الإدارية، و إن عرفت تزايدًا أكثر² بعد إلغاء نظام الحزب الواحد و إقرار التعددية الحزبية، إلا أنها لن تصل إلى حجم المنازعات المعروضة على القضاء العادي، مما يجعلنا أمام نتيجة مؤداها أنه ينبغي الاقتصاد على عدد أقل من المحاكم إذا تعلق الأمر بالمنازعات الإدارية.

و إنني لأجزم قاطعًا أن عدد القضاة سنة 1998 ليس كافيًا لإنشاء محاكم إدارية بنفس عدد المحاكم العادية، و لا أدل على ذلك من أن وزير العدل قدم إحصاءًا عامًا لعدد القضاة و قدره بـ : 2361 قاضيًا، و هذا العدد القليل لا يمكن توزيعه على 220 محكمة

¹ لتفصيل أكثر راجع محمد أمين بن عبد الله، إصلاح القضاء الإداري محاضرة أقيمت بمناسبة ملتقى الإصلاح القضاء الإداري بتونس، (اللغة الفرنسية)، ص 22.

² تشير الإحصاءات في المغرب أنه في الفترة من 1957 إلى 1993 فصلت المحكمة العليا في 40 طعن سنويًا، و بعد إنشاء المحاكم الإدارية في الفترة من 94 إلى 96 فصلت كل محكمة إدارية في 100 طعن سنويًا و هو في مجموع 2000 طعن. لتفصيل أكثر راجع: الملتقى المذكور ص 22.

M^{cd} Amine Ben Abdallah, La reforme de justice Administrative au Maroc.

من القضاء العادي و مثلها بالنسبة للقضاء الإداري، بل إننا لا نبالغ إذا قلنا أن هذا العدد لا يغطي النشاط الكبير لهيكل القضاء العادي لوحده.

و نذهب أكثر من ذلك فنقول أن عدد القضاة سنة 2003 ليس كافيا لإنشاء 31 محكمة إدارية فقط، بل و أقل من هذا العدد، و الدليل هو التأخير في تنصيب المحاكم الإدارية بحكم قلة الجانب البشري رغم مرور ست سنوات على صدور قانون المحاكم الإدارية.

إن دواعي الإصلاح القضائي تفرض أن تخصص السلطة التنفيذية غلفا ماليا معتبرا، و على مدى سنوات لتمكن المؤسسة القضائية كمؤسسة دستورية أن يعاد لها الاعتبار اللازم و الضروري الذي يليق بها، و تفتح سبيلا لخريجي معاهد العلوم القانونية و الإدارية للالتحاق بالقضاء بغرض إعطائه دفعا أكثر يمكنه من أن يلعب الدور المنوط به على صعيد الفصل في المنازعات، و ينبغي إلى جانب ذلك صرف الهمة للدخول المادي للقاضي بغرض حمايته و تمكينه من البقاء في الوظيفة القضائية و حتى لا يفقد القضاء بين السنة و الأخرى الكثير من طاقاته البشرية.

و رجوعا للمرسوم التطبيقي نجد أن المنظم أسند لبعض المحاكم الإدارية اختصاص ولاية إدارية واحدة بينما اعترف لبعض المحاكم الإدارية الأخرى باختصاص ولايتين و اعترف لمحاكمة إدارية واحدة باختصاص ثلاث ولايات، و هذا وفق التفصيل التالي:

المحاكم الإدارية ذات الاختصاص الوحيد (ولاية واحدة) و هي:

أدرار، باتنة، بجاية، البويرة، تامنغست، تبسة، تلمسان، الجزائر، الحلفة، جيجل، سكيكدة، المدية، المسيلة، معسكر، وهران. المجموع 15 ولاية = 15 محكمة إدارية.

المحاكم الإدارية ذات اختصاص ولايتين و هي:

المحكمة الإدارية بالشلف و تمتد لولاية عين الدفلى.

المحكمة الإدارية بالأغواط و تمتد لولاية غرداية.

المحكمة الإدارية بأم البواقي و تمتد لولاية خنشلة.

المحكمة الإدارية ببسكرة و تمتد لولاية الوادي.

المحكمة الإدارية ببشار و تمتد لولاية تندوف،
 المحكمة الإدارية بالبلدية و تمتد لولاية تيبازة.
 المحكمة الإدارية بتيارت و تمتد لولاية تيسمسيلت.
 المحكمة الإدارية بتيزي وزو و تمتد لولاية بومرداس.
 المحكمة الإدارية بسطيف و تمتد لولاية برج بوعريريج.
 المحكمة الإدارية بسيدي بلعباس و تمتد لولاية عين تموشنت.
 المحكمة الإدارية بعنابة و تمتد لولاية الطارف.
 المحكمة الإدارية بقالمة و تمتد لولاية سوق اهراس.
 المحكمة الإدارية بمستغانم و تمتد لولاية غليزان.
 المحكمة الإدارية بقسنطينة و تمتد لولاية ميلة.
 المحكمة الإدارية بورقلة و تمتد لولاية إليزي.
 المجموع 15 محكمة إدارية تغطي نطاق 30 ولاية.

المحكمة الإدارية ذات اختصاص ثلاث ولايات:

و هي المحكمة الإدارية بسعيدة يمتد اختصاصها لولاية البيض و ولاية النعامة.

المجموع العام 31 محكمة إدارية تغطي اختصاص 48 ولاية إدارية.

و عند مقابلة الأرقام ببعضها البعض فيما يخص انتشار المحاكم العادية و نطاق اختصاصها المحلي، يتعذر علينا الوصول بدقة للمعيار الذي تبناه المشرع للاعتراف لمحكمة إدارية باختصاص ولاية واحدة أو ولايتين أو ثلاث ولايات، فهل هو:

1 . الكثافة السكانية؟

2 . عدد البلديات المعنية باختصاص المحكمة الإدارية؟

ثم إننا عند مقابلة الأرقام ببعضها اتضح لدينا عدم الانسجام بخصوص توزيع قواعد الاختصاص المحلي بين المحاكم الإدارية. فلو أخذنا على سبيل المثال :

المحكمة الإدارية بتامنغست نجدها تغطي نطاق 10 بلديات.

المحكمة الإدارية بتبسة نجدها تغطي نطاق 28 بلدية.

بينما:

المحكمة الإدارية بتيزي وزو تغطي نطاق 67 بلدية تابعة لولاية تيزي وزو و 38 بلدية تابعة لولاية بومرداس. أي بمجموع قدره 105 بلدية.

المحكمة الإدارية بسطيف تغطي نطاق 61 بلدية تابعة لولاية سطيف و 34 بلدية تابعة لولاية البرج أي مجموع قدره 95 بلدية.

و بذلك اتسم إنشاء محاكم إدارية بغياب المعيار العلمي الدقيق الذي تأثر به المشرع في توزيع قواعد اختصاص المحطي.

المبحث الثالث

التنظيم الداخلي للمحاكم الإدارية

تضم المحكمة الإدارية من الناحية البشرية كل من رئيس المحكمة و القضاة و محافظ الدولة و مساعديه و كتاب الضبط. و من ناحية التنظيم الإداري تتشكل من مجموعة غرف و أقسام و فيما يلي بيان ذلك :

1 - رئيس المحكمة :

إن المحكمة الإدارية محكمة مستقلة عن جهة القضاء العادي يتولى رئاستها قاض يعين بموجب مرسوم رئاسي.

2 - القضاة :

و عددهم غير محدد و يشغلون رتبة مستشار و يخضعون للقانون الأساسي للقضاء. و يمارسون مهمة الفصل في المنازعات الإدارية المعروضة على المحكمة.

3 - محافظ الدولة:

يتولى محافظ الدولة و مساعده مهام النيابة العامة على مستوى المحكمة الإدارية و يقدمون مذكراتهم بشأن المنازعات المعروضة على المحكمة.

4 - كتابة الضبط :

كأي محكمة تحتوي المحكمة الإدارية على كتابة ضبط يشرف عليها كاتب ضبط رئيس يساعده كتاب ضبط. و يمارس هؤلاء مهامهم تحت السلطة المشتركة لكل من رئيس المحكمة و محافظ الدولة. إذ يعود إليهما مهمة توزيع كتاب الضبط على مستوى الغرف الأقسام. و يسهر كتاب ضبط المحاكم الإدارية على حسن سير مصلحة كتابة الضبط و يسكون السجلات الخاصة بالمحكمة و يحضرون الجلسات. و يخضع كتاب الضبط للقانون الأساسي لموظفي كتاب ضبط الجهات القضائية.

5 - الغرف و الأقسام :

تتقسم المحكمة الإدارية إلى مجموعة غرف و أقسام لم يشر إليها قانون المحاكم الإدارية، بل أحال الأمر إلى التنظيم. و لقد صدر هذا التنظيم بموجب المرسوم التنفيذي رقم 98-356 المؤرخ في 14 نوفمبر 1998 حيث نصت المادة 5 منه على أن تتشكل كل محكمة إدارية من غرفة واحدة إلى ثلاث غرف و يمكن تقسيم كل غرفة إلى قسمين على الأقل و أربعة أقسام على الأكثر.

و يتضح من نص المادة أعلاه أن عدد الغرف و الأقسام ليس واحدا في كل المحاكم الإدارية إذ يعود لوزير العدل بموجب قرار صادر عنه تحديد غرف و أقسام كل محكمة إدارية.

و نعتقد أن المعيار الذي سيتبعه وزير العدل في تحديد الغرف و الأقسام هو مقر تواجد المحكمة الإدارية وتقل المهام المنوطة بها، فلا يمكن أن نساوي في عدد الغرف و الأقسام بين كل من المحكمة الإدارية بسطيف أو تيزي وزو و بين المحكمة الإدارية بأدرار و أم البواقي، لا شك أن عدد المنازعات خاصة في المدن الكبرى سيعرف تزايدا كبيرا بحكم كثرة البلديات¹. و التواجد الكبير للمؤسسات الإدارية. و لقد قدم بعض أعضاء مجلس الأمة ملاحظة بخصوص صلاحية وزير العدل في إنشاء غرف و أقسام المحكمة الإدارية، و من منطلق العمل بالنظام اللامركزي دعوا إلى ضرورة إسناد هذه المهمة لرئيس المحكمة الإدارية حتى يتمتع بمزيد من الاستقلال عن الإدارة المركزية و لأن

¹ لمعرفة تعداد سكان كل بلدية عبر الوطن أنظر الجريدة الرسمية رقم 49 لسنة 1997 ص 10 و ما بعدها.

رئيس المحكمة الإدارية أقرب ميدانيا و يعرف حجم و عدد و نوع القضايا المعروضة على المحكمة، و بإمكانه أن ينشئ من الغرف و الأقسام ما يستوعب بها عدد هذه القضايا، و يتحكم في تسيير المحكمة. كما انتقد هؤلاء تبعية المحاكم الإدارية إداريا و ماليا لوزارة العدل انطلاقا من فكرة استقلال السلطة القضائية التي كلفها دستور 1996.

و كم كان أفضل و أليق لو اعترف المنظم في نص المادة 5 من المرسوم التنفيذي 98-356 لرئيس المحكمة الإدارية على الأقل بسلطة الاقتراح، إذ كيف يعهد له برئاسة محكمة إدارية و لا يؤخذ برأيه و اقتراحه بخصوص تنظيمها و تقسيمها إلى غرف و أقسام. و عليه نقترح تعديل المادة 5

و من ثم يفترض في المنازعة المعروضة أمام القاضي المدني أو التجاري أو البحري أن تجد حلا لها من صنع المشرع نفسه فيحكمها بموجب نص قانوني يلزم القاضي بتطبيقه. وهذا خلافا للقاضي الإداري الذي يواجه في كثير من الأحيان بمنازعة دون نص يحكمها مما يتحتم عليه الاجتهاد لحسم النزاع، و حسبنا الإشارة إلى أن القانون الإداري كأحد أهم فروع القانون العام هو من منشأ قضائي، فلولا اجتهادات القضاء الفرنسي لما كان القانون الإداري ليعرف وجوده و تطوره و تنوع أحكامه¹.

و حسنا فعل المشرع حينما فرض ضرورة حسم المنازعة الإدارية من قبل ثلاثة قضاة على الأقل حتى يتعاون هؤلاء بما لهم من كفاءة و خبرة في العمل القضائي لحسم النزاع المعروض عليهم.

و بذلك يكون المشرع قد جسد فكرة التخصص في الوسط القضائي بما لها من فوائد و منافع كثيرة في تحسين الأداء القضائي. و يكون قد فتح سبيلا للقاضي لتعميق معارفه و قدراته العلمية و مؤهلاته الوظيفية بما يمكنه من أداء أفضل و أحسن لعمله خاصة و أن المنازعة الإدارية تتميز من حيث أطرافها و موضوعها و إجراءاتها و القانون الذي تخضع إليه. و كلها خصوصيات تفرض تفرغ القاضي الإداري ليفصل في هذا النوع من القضاء دون سواه.

و لقد ركز السيد وزير العدل أمام مجلس الأمة شارحا أسباب الفصل بين القضاء الإداري و القضاء العادي، و المغزى من إنشاء المحاكم الإدارية بقوله: "إن إنشاء المحاكم الإدارية إلى جانب مجلس الدولة سوف يمكن من استكمال بناء أدوات النظام الإداري كنظام مستقل عن النظام القضائي يتولى الفصل في جميع المنازعات الإدارية. و من شأنه أيضا ضمان سير أحسن لجهاز القضاء و تخصص القضاة في مجالات معينة بغية التحكم الأفضل في الميادين المختلفة للقانون، و من ثم تعزيز السلطة القضائية و جعلها ذات فعالية و نوعية. كما يمكنها من تلبية حاجيات المواطن و ضمان حقوقه و بالتالي تكريس دعائم دولة القانون².

¹ الدكتور عمار بوضيان الوجيز في القانون الإداري، الجزائر دار ربحانة، 1999، ص40.

² انظر الجريدة الرسمية لمدلولات مجلس الأمة مارس 98 ص5. و تفصيل أكثر بخصوص أسس الترقية و نظامها و إجراءاتها راجع رسالتنا للدكتوراه الحماية القانونية للقاضي في التشريع الجزائري، جامعة عنابة، 1994، ص133.

2 . إن المحاكم الإدارية تتشكل من قضاة من ذوي الخبرة الواسعة:

فرض المشرع بخصوص تشكيلة المحكمة الإدارية إلى جانب الحد الأدنى للقضاة (ثلاثة قضاة) أن تكون رتبة كل واحد منهم مستشار و على ذلك فإن قضاة المحاكم الإدارية هم من القضاة القدامى الذين أمضوا سنوات في أداء العمل القضائي و لو في دوائر القانون الخاص فلهم خبرة طويلة بالنظر في المنازعات¹.

¹ - سنتت المادة 33 من القانون الأساسي للقضاء رقم 89-21- المؤرخ في 12 ديسمبر 1989 القضاء ثلاثة أصناف: المادة 33: يحتوي ذلك القضاء على رتبة خارج السلم ورتبتين مقسمتين إلى مجموعات و تحدد درجات الأقدمية داخل الرتبة عن طريق التنظيم. المادة 34: يمكن ترقية القضاة المصنفين في كل رتبة من الرتب المذكورة أثناء حسب الشروط المحددة عن طريق التنظيم لممارسة الوظائف التالية:

خارج السلم:

المجموعة الأولى: - الرئيس الأول للمحكمة العليا

- النائب العام لدى المحكمة العليا

المجموعة الثانية: - نائب رئيس المحكمة العليا

- نائب مساعد عام لدى المحكمة العليا.

المجموعة الثالثة: - رئيس غرفة لدى المحكمة العليا

المجموعة الرابعة: - رئيس قسم لدى المحكمة العليا

المجموعة الخامسة: - مستشار لدى المحكمة العليا

- محامي عام لدى المحكمة العليا

الرتبة الأولى:

المجموعة الأولى: - رئيس مجلس قضائي

- نائب عام لدى مجلس قضائي

المجموعة الثانية: - نائب رئيس مجلس قضائي

المجموعة الثالثة: - رئيس غرفة لدى مجلس قضائي

المجموعة الرابعة: - مستشار لدى مجلس قضائي

- نائب عام مساعد

ج- الرتبة الثانية:

المجموعة الأولى: - رئيس محكمة

- وكيل الجمهورية

المجموعة الثانية: - نائب رئيس المحكمة

- قاضي التحقيق

المساعد الأول لوكيل الجمهورية

المجموعة الثالثة: - قاض

- وكيل الجمهورية المساعد (الجريدة الرسمية رقم 53 لسنة 1989).

و جدير بالإشارة أن الالتحاق بالمحاكم الإدارية مكفول للرجال و النساء على حد سواء و دون تمييز و هذا إسنادا للمادة 51 من الدستور التي كفلت مبدأ التساوي في الالتحاق بالوظائف و بذلك يكون المشرع الجزائري قد خالف ما هو جار به العمل في كثير من الأنظمة العربية.

و يفرضه لشرط الرتبة يكون المشرع ميز بين المحكمة الإدارية و المحكمة المدنية مثلا، فإذا كان من غير الإمكان بالنسبة للقاضي حديث العهد في الالتحاق بالعمل القضائي أن يتولى الفصل في منازعة إدارية بسبب قلة تجربته و افتقاده للرتبة المطلوبة قانونا و هي رتبة مستشار، فإن ذات القاضي بإمكانه أن يفصل في مسائل مدنية و عقارية و عمالية و تجارية و بحرية بل و جزائية.

و لقد أشار المؤتمر الدولي للقضاة المنعقد بروما في 13 أكتوبر 1958 إلى شرط المؤهل العلمي للقاضي بقوله: " إن قاضي المستقبل ينبغي أن يكون ممن يحملون شهادة في الحقوق و يخضعون للنظم الحديثة المتبعة لتمرينه على العمل القضائي" و لهذا المنحى ذهب مؤتمر برلين 1969 بقوله: " يمكن تعيين المرشحين بصفة قضاة بعد دراستهم بمعاهد الحقوق. و في نفس السياق أشار التقرير الصادر عن الأمانة العامة لمجلس وزراء العدل العرب أن أغلب الدول العربية تشترط للالتحاق بالوظيفة القضائية شهادة الإجازة في الحقوق و الشريعة مع إخضاع المترشح لفترة تدريبية¹. و إذا تعلق الأمر بالقضاء الإداري و جب أن تفرض رتبة أعلى و تجربة أوسع و كفاءة أكبر حتى يتمكن القاضي الإداري من مواجهة المنازعة الإدارية التي تتميز كما قلنا من حيث الأطراف و الموضوع و الإجراءات. و من ثم حتى يتمتع القاضي بولاية الفصل في المنازعات الإدارية يشترط أن يكون قد فصل في منازعات و منازعات، و عمل في دوائر مختلفة في القضاء العادي كقاض للحكم أو التحقيق و نائب رئيس محكمة و رئيس محكمة، ثم و بعد أن يتقصد رتبة مستشار بإمكانه إذا ما تم إلحاقه بالمحاكم الإدارية أن يفصل في المنازعات الإدارية.

¹ تقرير مجلس وزراء العدل العرب منشور بالمجلة القضائية العربية الصادرة عن الأمانة العامة لمجلس وزراء العدل العرب، رقم 5 أبريل 1984، ص 443.

و لقد صرح السيد وزير العدل أن وزارته سطرت برنامجا لتكوين القضاة¹ و جسده ميدانيا إذ تمكنت من إرسال دفعتين من القضاة إلى الخارج للتكوين و التخصص في مواد لا توجد في البلاد كما تم توقيع اتفاقيات مع الجامعات لنفس الغرض².

إن فرض المشرع لشرطي القضاء الجماعي و الرتبة يخفي وراءه الطابع الخاص للمنازعة الإدارية فهي تتميز من حيث الجانب العضوي فأحد أطرافها الدولة أو البلدية أو الولاية أو المؤسسة العامة ذات الطابع الإداري، ثم من حيث الموضوع موضوعها يتعلق بالمصلحة العامة. و تخضع لإجراءات خاصة فصل ذلك فيما يأتي:

1 . من حيث أطراف المنازعة (المعيار العضوي)

إذا كانت المنازعة الإدارية وسيلة قانونية كفلها المشرع للأشخاص لحماية حقوقهم المشروعة في مواجهة سلطات الإدارة فإن هذه المنازعة تتميز عضويا بأن أحد أطرافها شخصا معنويا عاما و هذا ما أشارت إليه صراحة المادة 7 من قانون الإجراءات المدنية³. و عندما نتحدث عن الشخص المعنوي العام ينصرف إلى الذهن مباشرة فكرة امتيازات السلطة العامة و التي تتجلى في كثير من الصور منها أن السلطة بإمكانها أن تصدر قرارات يلزم الغير بتنفيذها دون حاجة لاستصدار حكم قضائي. و منها أيضا أن السلطة بإمكانها أن تصدر قرارات يلزم الغير بتنفيذها دون حاجة لاستصدار حكم قضائي. و منها أيضا أن السلطة بإمكانها أن تتأثر إجراءات نزع ملكية أشخاص أو أن تدرج في عقودها الإدارية بنودا أو شروطا غير مألوفة في مجال القانون الخاص تمكثها من مباشرة جملة من السلطات كسلطة التعديل أو فسخ العقد أو توقيع الجزاءات المالية.

¹ لا يكفي أن يحصل المرشح على مؤهل علمي للقيام بأعباء الوظيفة، بل يجب أن يخضع لتكوين إعدادي يمكنه من التطلع على العمل القضائي و يمنحه فرصة دراسة مواد أخرى تتطلبها وظيفته و في ذلك يقول محمد شهير أرسلان: "إن جهل القاضي بعلم النفس كجهل الطبيب بوظائف الأعضاء و نقص القاضي على دراسة القانون كاقصر الطبيب على حفظ دواء لكل داء دون النظر لتحمل المريض و طبيعته الشخصية و حساسيته نحو الدواء وسائر ظروفه".

أنظر محمد شهر أرسلان القضاء و للقضاة، بيروت دار الإرشاد 1969، ص93.

² أنظر التقرير المذكور ص17.

³ أطلق الفقه على هذا المعيار بالمعيار العضوي و يتميز بالبساطة و الوضوح كما أنه يعجز في بعض الحالات عن تحديد اختصاصات الغرف الإدارية.

لتفصيل أكثر راجع: الدكتور عمار عوايدي، عملية الرقابة على أعمال الإدارة في النظام الجزائري، ط3، الجزائر ديوان المطبوعات الجامعية 1994 ص65.

إن تمتع الإدارة العامة بامتيازات السلطة العامة قد يصل إلى حد الإخلال بالمبادئ الأساسية للقانون من ذلك مبدأ المساواة أمام القانون، إذ و بموجب هذا الامتياز تحظى الإدارة بمعاملة خاصة و بمجموعة إجراءات متميزة¹. و لقد ذهبت المحكمة الإدارية العليا في مصر و هي تبرر امتيازات و مظاهر السلطة العامة إلى القول: "... إن قواعد القانون الخاص تهدف أساسا إلى معالجة مصالح فردية على أساس التعادل بين أطرافها... في حين أن قواعد القانون الإداري تهدف أساسا إلى معالجة مراكز تنظيمية عامة لا تعادل في المصلحة بين أطرافها. إذ المصلحة العامة فيها لا تتوارى مع المصلحة الفردية الخاصة بل يجب أن تعلق عليها...."².

لذا بالنظر لهذه الميزة تعين أن يستقل القضاء الإداري و المحاكم الإدارية عن المحاكم العادية. و من وجهة نظر بعض الباحثين ليس هناك ما يمنع من أن تسند مهمة الفصل في المنازعات الإدارية لقاض أمضى سنوات عمله و تجربته في القضاء العادي³.

إلا أنه ينبغي أن يتحدد اختصاصه بالفصل فقط في المنازعات الإدارية التي تخضع لأصول و مبادئ إجرائية خاصة. و نحن بدورنا لا نرى مانعا في أن يستند الاختصاص بالنظر في المنازعات الإدارية لقاض أمضى جزءا كبيرا من مساره الوظيفي و هو يفصل في المنازعات العادية خاصة و أن المشرع الجزائري اشترط في القاضي الإداري الذي سيلتحق بالمحاكم الإدارية أن تكون رتبته الوظيفية مستشار و هو ما يؤكد سبق عمله في المحاكم العادية.

2 . من حيث الموضوع:

إن موضوع المنازعة الإدارية يتعلق بالمصلحة العامة، فحين ترفع الإدارة دعوى أو ترفع ضدها بخصوص تنفيذ صفقة أو اقتناء لوازم أو القيام بخدمات أو إنجاز أشغال عامة أو مباشرة إجراءات نزع الملكية أو بخصوص تنفيذ قرار إداري، فإن موضوع المنازعة في جميع هذه الأمثلة يتعلق بالمصلحة العامة، فالإدارة عندما تبأشر إجراءات نزع الملكية

¹ الدكتور مسعود شيبوب (امتيازات الإدارة أمام القضاء) مجلة الفكر القانوني 1986، عدد4.

² أشار إليه الدكتور حسين السيد بسبوني ، دور القضاء في المنازعة الإدارية، القاهرة، عالم الكتب، دون تاريخ، ص 118

³ أنظر الدكتور حسن السيد بسبوني المرجع السابق ص 118.

مثلا ليس بغرض حرمان مالك من ملكه، بل الغرض هو استخدام العقار المنزوع لتنفيذ مشروع عام يعود نفعه على الجماعة و كذلك لو أيرمت الإدارة عقدا للأشغال العامة أو عقدا لاقتناء بعض اللوازم فذلك بغرض تحقيق مصلحة عامة و من هنا فإن المصلحة العامة هي الجناح المحرك للإدارة و الضابط الذي يحكم مختلف أعمالها و تصرفاتها، و هو ما يفرض إخضاعها في مجال المنازعات لقضاء متخصص.

3 . من حيث الإجراءات:

اعترف المشرع للمنازعة الإدارية ببعض الخصوصيات على الصعيد الإجرائي، فلو أخذنا على سبيل المثال الطعن بالنقض أمام المحكمة العليا نجد المشرع قد فرض أن تكون عريضة النقض موقعة من قبل محام معتمد لدى المحكمة العليا و أعفى الدولة من هذا الشرط¹. و هذا ما قضت به المادة 239 من قانون الإجراءات المدنية للفقرة 3. و على صعيد آخر إذا كان مبدأ الشفافية في بعض الأنظمة القضائية هو الذي يسيطر على المرافعات المدنية حيث يسمح بتحقيق الاتصال المباشر بين القاضي و أدلة الإثبات، فإنه عكس ذلك تغلب الصفة الكتابية على الإجراءات الإدارية و لا يعني ذلك انعدام الشفافية، و إنما تكون محدودة للغاية و تحتل هذه الخصيصة مكانتها إلى درجة أن مجلس الدولة الفرنسي اعتبر الكتابة ذات صفة أمر و ملزمة للقاضي و لا يستطيع الخروج عليها إلا إذا كان هناك نص صريح يبيح له بذلك²، و حتى في حالة وجود نص فإنه يشكل استثناء لا ينبغي التوسع فيه كي يساعد عنصر الكتابة القاضي الإداري من أن يبني قناعته بغرض الفصل في النزاع خاصة و أن الأدلة جميعها مكتوبة و إذا تم اللجوء لأسلوب المشافهة، فإن ذلك يكون بغرض إيضاح الأدلة المكتوبة و إلقاء الضوء عليها.

و هناك إجراء آخر ينبغي التركيز عليه هو أنه لا يترتب على رفع المنازعة أو الدعوى الإدارية وقف تنفيذ القرار الإداري المطعون فيه أمام المحكمة الإدارية أو أمام مجلس الدولة و هذا أيضا يشكل مظهرا من مظاهر السلطة العامة.

¹ بعد توقيع المحامي من الإجراءات الجوهرية التي ترتب العرقلة الإدارية للمجلس الأعلى على إهمالها في العريضة المرفوعة أمامها عدم قبولها شكلا مهما كان الطعن الذي رفعت بمناسبة فقد جاء في أحد قراراتها أن كل دعوى ترفع أمام العرقلة الإدارية يجب لقبولها شكلا تكون مكتوبة و موقعة من طرف محام معتمد لدى المجلس الأعلى قرار العرقلة الإدارية 25-3-66- أنظر بشير محمد، الطعن بالاستئناف ضد الأحكام الإدارية، الجزائر، د.م.ج، 1991، ص88

² أنظر الدكتور حسن السيد بسبوني المرجع السابق ص 189.

و إذا كانت الأحكام الصادرة من المحاكم في المواد المدنية لا تتمتع بالقوة التنفيذية حتى تنتهي مدة الاستئناف. فإن الأمر خلاف ذلك في المواد الإدارية حيث القاعدة العامة أن الأحكام الصادرة فيها تكون متمتعاً بالقوة التنفيذية و هذه القاعدة المنفق عليها كرسها كل من المشرع الفرنسي و المصري¹.

بل إن دور القاضي يختلف في المنازعة الإدارية عنه بالنسبة لسائر المنازعات الأخرى، و في ذلك ذهب الدكتورة سعاد الشرفاوي إلى القولو يقوم القاضي في مجال القانون العام بمهمة أخرى غير التوفيق و التركيب و هي مهمة استخلاص القواعد القانونية في حالة سكوت النصوص عن إيراد حكم يحسم الحالة المعروضة أمامه. و لطالما قرر مجلس الدولة في فرنسا أحكاماً تستند إلى مبادئ قانونية عامة غير منصوص عليها صراحة استخلصها باجتهاده².

و إذا كانت المنازعة العادية في الجانب الإجرائي تتميز بتسيير الخصوم لهاو هو ما اصطلح عليه في الفقه بالنظام الاتهامي، فإن المنازعة الإدارية تتميز بتسيير القاضي لها و هو ما أطلق عليه بالنظام التحقيقي، و لا يعني ذلك تجريد الخصومة الإدارية من كل مظهر إتهامي، لأن تدخل القاضي لا يكون إلا بناء على طلب الخصوم، كما يتحدد دوره في حدود هذه الطلبات.

و تعطي هذه الخصيصة للقاضي سلطة المبادرة و منذ أن يتقدم الخصوم بادعاءاتهم للقضاء يصبح القاضي الإداري سيد التحقيق، و هذا ما أكده القضاء المقارن ففي حكم لها ذهب المحكمة العليا في مصر إلى القول : " .. إن عناصر الخلاف مرجعها إلى أنه و في مجال روابط القانون الخاص و أن تمثلت في خصومة بين أفراد عاديين تتصارع حقوقهم الذاتية، فإن روابط القانون العام أنها تتمثل خلاف ذلك في نوع من الخصوصية العينية أو الموضوعية مردها إلى قاعدة الشرعية و مبدأ سيادة القانون مجردة من الخصومة الشخصية التي تهيمن على منازعات القانون الخاص، و نتيجة لذلك استقر الوضع على أن الدعوى القائمة على روابط القانون العام يملكها القاضي فهو يوجهها و

¹ بشير محمد، المرجع السابق ص 104.

² الدكتورة سعاد الشرفاوي المنازعات الإدارية، القاهرة، دار النهضة 1976، ص 20.

أحمد محيو، المنازعات الإدارية، ترجمة فايز انحق و بويض انعام، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية، 1992، ص 20.

يكلف الخصوم فيها بما يراه لازماً لاستيفاء تحضيرها و تحقيقها و تهيئتها للفصل¹.

إن القاضي هو الذي يأمر بإجراء التبليغات، و باتخاذ التدابير الضرورية للتحقيق في القضية و تحضير الحكم، و هو الذي يحدد لوحده اللحظة التي تكون القضية فيها مهياً للحكم، و إذا كان القاضي في الدعوى المدنية يشارك بقسط ضئيل في البحث عن الحقيقة و دوره محدود إذ يكفي فيها دور الحكم فيعلن عن النتيجة بينما يشارك القاضي الإداري مشاركة فعالة².

و إذا كان قد عيب عن نظام القضاء الموحد أنه يضع المنازعة الإدارية بين يدي قاض يجهل الكثير من خصوصيات الإدارة، و متأثر بروح القانون الخاص و آلياته و أحكامه، فإن أهم محاسن نظام الازدواجية أنه وضع المنازعة الإدارية بين يدي قاض متخصص في المنازعات الإدارية حتى و لو عمل مدة معينة في أقسام و دوائر القضاء العادي.

¹ أشار إليه الدكتور حسن السيد بسبوني، المرجع السابق ص 187.

و لمعرفة دور القاضي الإداري في المنازعة الإدارية راجع: ليلى زروقي، دور القاضي الإداري في المنازعة الإدارية على ضوء التطبيقات القضائية للغرفة الإدارية للمحكمة العليا، نشرة القضاء، وزارة العدل، العدد 54، ص 177 و ما بعدها.

² أنظر الدكتور أحمد محبو (المنازعات الإدارية) ص 72 و 73.

المبحث الخامس

اختصاص المحاكم الإدارية و الإجراءات المتبعة أمامها

أولاً: قواعد الاختصاص النوعي و المكاني:

أ - الاختصاص النوعي

نصت المادة الأولى من القانون 98-02 المؤرخ في 30 ماي 98 على أن " : تنشأ محاكم إدارية كجهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية".

يتضح من هذه المادة أن المحكمة الإدارية تختص نوعياً بالنظر في كل منازعة إدارية أيا كان أطرافها و موضوعها و هذا ما يفهم من عبارة جهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية هكذا وردت بصفة مطلقة و دون تخصيص أو تحديد.

و إذا قابلنا الأحكام المتعلقة بالاختصاص النوعي للمحاكم الإدارية بمثيلتها بالنسبة لمجلس الدولة نستنتج ما يلي:

1 . إن الاختصاص القضائي لمجلس الدولة محدد بنوع معين من المنازعات استناداً للمادة 9-10 و 11 من القانون العضوي 98-01 حيث يمارس مجلس الدولة دور المحكمة الابتدائية و محكمة استئناف و محكمة نقض، بينما نجد اختصاص المحاكم الإدارية مطلق غير محدد فلها أن تنتظر في كل منازعة إدارية عدا المنازعات التي أخرجت من نطاق اختصاصها بموجب القانون كالطعون الموجهة ضد القرارات التنظيمية أو القرارات الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية و الهيئات العمومية الوطنية و المنظمات المهنية الوطنية و الطعون الخاصة بالتفسير و مدى شرعية القرارات التي تكون نزاعاتها من اختصاصات مجلس الدولة، فكل هذه المنازعات لا تعرض على المحاكم الإدارية، بل تعرض على مجلس الدولة، و لقد استثناها المشرع ربما بالنظر لموقع احد الأطراف (سلطة مركزية هيئة وطنية منظمة مهنية وطنية) و بالنظر لموضوعها (دعوى تفسير بخصوص قرار صادر عن سلطة إدارية مركزية أو هيئة عمومية وطنية أو منظمة مهنية وطنية مثلاً).

2 . فيما يخص الدور الاستشاري (الوظيفة التشريعية)

إن مجلس الدولة يمارس استنادا للمادة 119 من الدستور وظيفة استشارية في المجال التشريعي فعند عرض مشاريع القوانين عليه على اختلاف موضوعها و القطاع المعني بها ، فله أن يقترح أي إضافة أو إلغاء أو ما يراه ضروريا و له علاقة بالمشروع المعروف عليه، بينما لا نجد المحاكم الإدارية تمارس الدور الاستشاري و اكتفى المشرع بتحديد اختصاصها فقط في الجانب القضائي و كان أفضل لو اسند المشرع للمحاكم الإدارية وظيفة الاستشارة بالنسبة للإدارة المحلية، خاصة و أن هذه الأخيرة تعاني من عقبات كثيرة منها عقبات التسيير، فيعود لها مثلا مهمة إبداء الرأي بخصوص القرارات المتعلقة بالتسيير و الصفقات العمومية و كثير من المسائل الأخرى، ذلك أنه إذا كانت الحكومة كجهاز مركزي تنفيذي في حاجة إلى خدمات مجلس الدولة و هي تملك من الكفاءات البشرية ما تملك و في شتى الاختصاصات و ميادين العلوم و المعرفة، فكيف يمكن للإدارة المحلية أن تستغني عن آراء و خدمات المحاكم الإدارية بخصوص ما تريد إصداره من قرارات أو تقوم به من إصلاحات.

أ - الاختصاص المكاني

إن قواعد الاختصاص المكاني لا تطرح أي إشكال على المستوى القانوني إذ يعود للتنظيم مهمة رسم المعالم الجغرافية و الإقليمية لكل محكمة إدارية و هو أمر تضمنه المرسوم 98-356 في الملحق المتعلق بالاختصاص الإقليمي (الجريدة الرسمية رقم 86- لسنة 98 الصفحات من 5 إلى 16).

و ينبغي الإشارة أن الاختصاص المكاني للمحكمة الإدارية الواحدة يضم أكثر من محكمة عادية (محاكم القضاء العادي) فإذا كانت المحكمة الإدارية ذات اختصاص مكاني يغطي إقليم ولاية إدارية واحدة و مجلس قضائي واحد، فإن هذا النطاق الجغرافي الواسع (مجموع اختصاص المحاكم العادية) يعود لمحكمة إدارية واحدة. و على ذلك فإن الاختصاص المكاني للمحكمة الإدارية الواحدة سيضم نطاق اختصاص أربعة محاكم أو خمسة أو ستة أو أكثر من ذلك بحسب الاختصاص المكاني للمحكمة الإدارية و عما إذا كان يضم ولاية واحدة أو ولايتين أو ثلاثة كما بينا سابقا.

ثانياً: الإجراءات المتبعة أمام المحاكم الإدارية

تخضع الإجراءات المطبقة أمام المحاكم الإدارية لقانون الإجراءات المدنية غير أن هذا الأخير لم تعدل أحكامه رغم مرور مدة طويلة عن صدور القانون المتعلق بالمحاكم الإدارية. وإن كانت الحكومة قدمت مشروعاً لتعديل قانون الإجراءات المدنية و لم تتم مناقشته لأسباب لا نعلمها و لعلها بادرت إلى سحبه من الغرفة الأولى لإعادة تنقيحه و ضبطه.

و أيا كانت الأسباب الناتجة عن تأخر صدور قانون الإجراءات المدنية المعدل و المتمم، فإن هناك مخاطر جمة تترتب عن هذا التأخر، ذلك أن قانون الإجراءات المدنية الصادر سنة 1966 صيغت أحكامه و قواعده بحسب نمط النظام القضائي القديم (نظام الوحدة) و ساعة أن كانت المنازعات الإدارية تعرض على الغرف الإدارية على مستوى المجالس القضائية المحلية، أو على مستوى الغرف الجهوية، و في زمن لم يكن القضاء الإداري مستقلاً عن القضاء العادي، و لم تنشأ المحاكم الإدارية و لا مجلس الدولة و لا محكمة التنازع.

أما اليوم، و بعد تبني المشرع نظام الازدواجية صراحة بمقتضى نصوص دستورية، و تم الفصل بين جهة القضاء الإداري و القضاء العادي، و أنشئ مجلس الدولة و المحاكم الإدارية و محكمة التنازع. فكان من الأجدر و الأليق تويج مسار الإصلاح القضائي بالفصل من الناحية الإجرائية بين المنازعات الإدارية و المنازعات التي تخضع للقضاء العادي خاصة و أن المنازعة الإدارية كما رأينا تتمتع بجملة من الخصوصيات بالنظر لأطرافها أو موضوعها و لعلنا سنصل بعد مرحلة تطور القضاء الإداري و التمرس أكثر على نظام الازدواجية في الجزائر إلى فصل الإجراءات الإدارية و تقنينها ضمن إطار قانوني مستقل عن قانون الإجراءات المدنية نسميه حينئذ بقانون الإجراءات الإدارية.

و طبقاً للمادة 169 من قانون الإجراءات المدنية ترفع الدعوى أمام المحكمة الإدارية (الغرفة الإدارية بالمجلس القضائي سابقاً) بعريضة مكتوبة و موقع عليها من الخصم أو من محام مقيد في نقابة المحامين و تودع لدى قلم كتاب المحكمة¹، و يجب أن تتضمن اسم و

¹ جاء في قرار الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا بتاريخ 25 ديسمبر 1982 ما يلي: "إن استئناف قرار صادر عن الغرفة الإدارية للمجلس بواسطة برفية تلغرافية استئنافاً غير مقبول لعدم احترامه الأوضاع المقررة قانوناً".
أنظر المجلة القضائية، العدد الثالث 1989 ص 181.

لقب مقدم العريضة و موطنه و مهنته و اسم و لقب خصمه و محل موطنه و ملخص الموضوع و المستندات المؤيدة له، و إذا تعلق الأمر بدعوى إلغاء و يجب أن تصحب الدعوى بالقرار المطعون فيه، و يجب أن تكون الدعوى و مذكرات الدفاع المقدمة من الدولة موقعا عليها من الوزير المختص أو من الموظف الذي يفوض لهذا الغرض. و بالنسبة للمجموعات المحلية يمثلها الموظف المؤهل قانونا طبقا لقانون الولاية أو البلدية و هو الوالي و رئيس المجلس الشعبي البلدي أو من يفوض من قبلهما لهذا الغرض.

و يقع على عاتق كاتب ضبط المحكمة الإدارية إرسال العريضة بعد قيدها إلى رئيس الغرفة المعنية (رئيس الغرفة الإدارية سابقا) لغرض تعيين مستشار مقرر.

و يلعب المستشار المقرر دورا في مجال الفصل في النزاعات الإدارية و يعمل بكل استقلالية عن رئاسة المحكمة، و عن وزارة العدل، و عليه أن يبذل الجهد اللازم لتزويد زملائه في تشكيلة المحكمة بكل المعلومات و الوقائع و سائر عناصر الدعوى التي تساهم في بناء قناعتهم بهدف الوصول إلى حكم موضوعي عادل.

و خلال مدة ثلاثة أشهر يتعين على القاضي إجراء الصلح بين أطراف المنازعة، فإذا تحقق ذلك يصدر رئيس المحكمة قرارا يثبت فيه اتفاق الأطراف و تخضع لإجراءات التنفيذ. و في حالة عدم الوصول إلى اتفاق يحرر القاضي محضر عدم الصلح و تخضع القضية إلى إجراءات التحقيق و يقوم المقرر بتبليغ العريضة إلى كل المدعى عليه في الدعوى مع إنذاره بأن يودع مذكرة مصحوبة بعدد من النسخ بقدر عدد الخصوم و ذلك في المواعيد التي يحددها. و يتعين عليه أن يستبعد كل المذكرات التي تودع في تاريخ لاحق لانقضاء آخر ميعاد ممنوح لإيداعها.

و إذا قرر رئيس الغرفة بالمحكمة الإدارية بأن حل القضية بات مؤكدا يجوز له الاستعانة عن التحقيق و يحيل الملف إلى محافظ الدولة، و عندما تصبح القضية مهياة للفصل فيها، أو عندما تنتضي المواعيد الممنوحة لتقديم المذكرات و الرد عليها يقوم المقرر بإيداع تقرير مكتوب و يحال الملف على محافظ الدولة الذي يتولى بدوره إعداد مذكرته خلال أجل شهر.

وإذا انقضى هذا الأجل و سواء قدم محافظ الدولة مذكرته أم لا، فإن العضو المقرر

و بالاتفاق مع رئيس الغرفة المعنية بحددان تاريخ الجلسة و يأمر رئيس الغرفة كاتب الضبط بإعلام محافظ الدولة و الخصوم بتاريخ الجلسة وذلك قبل انعقادها بثمانية أيام على الأقل. و يجوز تخفيضه إلى 4 أيام على الأقل في حالات الاستعجال. و غني عن البيان أن الطعن بالإلغاء أمام المحكمة الإدارية لا يوقف تنفيذ القرار الإداري المطعون فيه، غير أنه و في حالات استثنائية يجوز لرئيس الغرفة الإدارية بالمحكمة الإدارية قبل الفصل في الموضوع و بناء على طلب من المدعى أن يأمر بإيقاف تنفيذ القرار خاصة إذا قدر أنه سيترتب على التنفيذ آثاراً قانونية يصعب تصحيحها، و في جميع الحالات لا يجوز لرئيس الغرفة الإدارية أن يوقف تنفيذ قرار يمس في موضوعه حفظ النظام و الأمن و السكينة العامة و هو ما أشارت إليه المادة 170 ق. إ. م.

و عندما تفتح الجلسة يسمع تقرير المستشار المكتوب كما تسمع ملاحظات الأطراف الشفهية لتعزيز مذكراتهم و تسمع طلبات محافظ الدولة أو ممثله و تحال الدعوى على المداولة. و هو ما يعني أن قضاة المحكمة الإدارية ينسحبون للتداول بشأن ما عرض عليهم من نزاع فيصدر القرار و ينطق به في جلسة علنية.

المبحث السادس

أحكام المحاكم الإدارية

يعتبر الحكم الإداري النهائية الطبيعية للمنازعة الإدارية فكل منازعة لا بد أن تنتهي بحكم يتعلق بالموضوع و ينطق بالحكم في جلسة علنية ذلك أنه من غير الجائز إصدار الأحكام في جلسة سرية لأن في ذلك مخالفة للمادة 144 من الدستور.

و يجب أن يتضمن الحكم مجموعة من البيانات :

أ - البيانات المتعلقة بالجهة القضائية

ينبغي أن يشمل الحكم على اسم الجهة القضائية التي أصدرت الحكم و أسماء القضاة الذين شاركوا فيه و اسم و لقب العضو المقرر و محافظ الدولة أو مساعده و كاتب الضبط.

ب - البيانات المتعلقة بأطراف الخصومة و طلباتهم:

يجب أن تحتوي الأحكام على أسماء و ألقاب الأطراف المتنازعة و وظائفهم و مواطنهم أو محل إقامتهم و المحامون الموكلون عنهم و الطلبات التي قدمت و الدفع و المستندات الأساسية التي يستند عليها كل منهم.

ج - تسبب الحكم و بيانات أخرى تتعلق به

إن التسبب إجراء شكلي يتعين أن يتضمنه الحكم فهو على هذا الوصف إجراء وجوبي يترتب على إغفاله بطلان الحكم، و قد فرض المشرع تسبب الأحكام على اختلاف أنواعها و الجهات الصادرة عنها بما في ذلك أحكام المحاكم الإدارية حتى لا يصدر القضاة عامة أحكامهم بناء على هوى أو عاطفة و إنما يصدروه بناء على جملة من الأسباب و الأدلة القانونية.

و يقصد بالتسبب مجموعة الأدلة الواقعية و الحجج القانونية التي استندت عليها المحكمة في تكوين فتاوتها بالحل الذي تضمنه حكمها و كذلك الإشارة إلى النصوص القانونية التي أثارها النزاع¹.

و لقد أوجب المشروع ضرورة تصدير الأحكام بالعبارة التالية : الجمهوري الجزائري الديمقراطية الشعبية².

باسم الشعب الجزائري³، كما يشترط أن يتضمن الحكم ما يفيد تأشير المحكمة على جميع المستندات و الوثائق المقدمة من قبل أطراف المنازعة و محاضر إجراءات التحقيق التي تكون قد تمت و تاريخ إصداره و مكانه.

و لقد جعلت المادة 2 من القانون رقم 98-02 أحكام المحاكم الإدارية قابلة كأصل عام للاستئناف أمام مجلس الدولة.

¹ أنظر الدكتور حسن السيد بيونى المرجع السابق ص 266.

² أنظر المادة الأولى و المادة 141 من الدستور و المادة الأولى من دستور 1996.

³ رأي البعض أن إصدار الأحكام باسم الشعب هو تمبير عن ديمقراطية القضاء و رأي آخرون أن في وجوب إصدار الأحكام باسم الشعب دلالة على أن الشعب مصدر لكل سلطة راجع بهذا الخصوص، دكتور حسن السيد بيونى المرجع نفسه ص 267.

و جدير بالإشارة أن تنفيذ الأحكام القضائية في المواد الإدارية تعتبر من أهم القضايا إثارة للمشاكل، و ذلك لما يترتب عليها من تغيير في الأوضاع القانونية و المادية السائدة في المرحلة السابقة للحكم و هو ما يزيد مسألة التنفيذ تعقيدا¹.

¹ لتفصيل أكثر راجع: ابراهيم وفائدة تنفيذ الحكم الصادر في ضد الإدارة (دراسة مقارنة)، رسالة ماجستير، جامعة الجزائر، 1986، ص 106 و ما بعدها.

- الدكتور عمار عويدي، قضاء التفسير في القانون الإداري، الجزائر، دار الهومة 1999، ص 97 و ما بعدها .
و أيضا الدكتور محفوظ لعشب، المسؤولية في القانون الإداري، الجزائر، د. م. ج 1994 .

ملاحظات بخصوص إصلاح 1996

على الرغم من المزايا العديدة التي تميز بها إصلاح 1996 بفضله خاصة بين القضاء العادي و القضاء الإداري و إنشاء لهياكل قضائية جديدة و اكدت التطور الذي يمر به المجتمع الجزائري إلا أنه لازم هذا الإصلاح طرح الكثير من الملاحظات و الإشكالات القانونية، و يمكن إجمال هذه الملاحظات فيما يلي:

1 . من حيث تحديد مجال الاختصاص:

أثار بعض الباحثين إشكالية الاختصاص بعد إنشاء مجلس الدولة و المحاكم الإدارية حيث أن المادة الأولى من القانون رقم 98-02 المتعلق بالمحاكم الإدارية¹ جاء فيها ما يلي:

" تنشأ محاكم إدارية كجهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية".

غير أن أحكام القانون العضوي 98-01 المحدد لاختصاصات مجلس الدولة ذات الطابع القضائي و خاصة المواد من 9 إلى 11 أوردت قيذا على نطاق هذا الاختصاص.

و بموجب هذا الاختصاص أصبح مجلس الدولة يفصل في:

1 - الطعون بالإلغاء المرفوعة ضد القرارات التنظيمية أو الفردية الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية و الهيئات العمومية الوطنية و المنظمات المهنية الوطنية.

2 - الطعون الخاصة بالتفسير و مدى شرعية القرارات التي تكون نزاعاتها من اختصاص مجلس الدولة.

كما يفصل مجلس الدولة في منازعات أخرى باعتباره محكمة استئناف أحيانا و محكمة نقض أحيانا أخرى².

و عليه، و استنادا لقواعد الاختصاص المذكورة يتبين لنا أن اختصاص المحاكم الإدارية انحصر في:

¹ من جولة الأستاذ محمد زغدوي، راجع مقالة المنشور بمجلة العلوم الإنسانية، جامعة قسنطينة 1998.

² أنظر المادة 10 و 11 من القانون العضوي 98-01 و راجع ما ذكرناه سابقا بشأن الاختصاص القضائي لمجلس الدولة.

- القضايا الإدارية المتعلقة بالقضاء الكامل أي المنازعات المتعلقة بالمسؤولية المدنية للدولة و الولاية و البلدية و المؤسسات العامة ذات الطابع الإداري.

- الطعون بالبطلان في القرارات الصادرة عن رؤساء المجالس الشعبية البلدية، و عن المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري.

- الطعون الخاصة بتفسير هذه القرارات و فحص مدى مشروعيتها. و من هنا ذهب هذا الاتجاه إلى أن اختصاص المحاكم الإدارية ثابت في منازعات القضاء الكامل أو قضاء التعويض و منقوص و لو بصفة جزئية في مجال قضاء الإلغاء، حيث انحصر دور المحكمة الإدارية بالنظر في المنازعات الإدارية التي كانت سابقا من اختصاص الغرفة الإدارية الموجودة على مستوى المجلس القضائي و الغرفة الجهوية. و انتهى هذا الرأي إلى رفض تصنيف المنازعات و توزيع الاختصاص تبعا لمصدر القرار عما إذا كان مركزيا و غير مركزي، و تسائل عن الأسباب التي دفعت المشرع لإخراج منازعات الهيئات المركزية من ولاية المحاكم الإدارية و اعتبر ذلك صورة من صور الامتياز في المجال القضائي¹.

2 - من حيث الطعن:

من المآخذ التي يمكن تسجيلها على الإصلاح القضائي الجديد أنه أخل بمبدأ التقاضي على درجتين كأحد الضمانات الأساسية بالنسبة للمتقاضي. ذلك أنه و استنادا للمادة 9 من القانون العضوي 98-01 يتولى مجلس الدولة النظر ابتدائيا و نهائيا في الطعون الموجهة للقرارات الصادرة عن الهيئات المركزية و الهيئات الوطنية.

و بناءا عليه فإن هذه الدعاوى تعرض مباشرة على مجلس الدولة كأول و آخر درجة و بذلك انصف الاستئناف كطريقة من طرق الطعن في النظام القضائي الجزائري بعدم التجانس بين القضاء الإداري و القضاء العادي.

فالاستئناف في النظام القضائي العادي تمثله المجالس القضائية كهيكل أنشئ بغرض النظر في دعاوى الاستئناف الموجهة ضد الأحكام الصادرة عن المحاكم الابتدائية، و هذا

¹ أنظر زعدلوي محمد، المقال السابق، ص119

خلافا للمواد الإدارية يرفع الاستئناف لنفس الجهة التي تنظر أيضا في الطعون بالنقض و هي مجلس الدولة، و بذلك تجسد الإخلال بمبدأ التقاضي على درجتين.

3 - من حيث مبدأ تقريب العدالة من المتقاضين:

أشرنا سابقا أن الإصلاح القضائي الذي نتج عن دستور 1996 أخل بمبدأ التقاضي على درجتين كون الطعن بالاستئناف يرفع أمام مجلس الدولة عوض محكمة استئناف أخرى. و لقد نتج عن هذا الدور المزدوج لمجلس الدولة كهيئة استئناف من جهة، و نقض من جهة أخرى أن تحمل المتقاضي وحده عبء التنقل للجزائر العاصمة و من أقصى نقطة في الوطن، ينتقل المتقاضي قاصدا مجلس الدولة للبت في استئنافه.

4 - من حيث عدد المحاكم الإدارية:

لقد أعلن المرسوم التنفيذي رقم 98-356 المؤرخ في 14 نوفمبر 1998 في مادته الثانية عن إنشاء 31 محكمة إدارية كجهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية، و إذا كان المرسوم المذكور قد ذكر في مادته الرابعة بان تنصيب المحاكم الإدارية سيتم تدريجيا عبر الوطن عندما تتوفر الشروط الموضوعية إلا أن عدد المحاكم الإدارية (31) الذي حملته المرسوم يبقى مبالغا فيه إلى حد كبير لان إنشاء 31 محكمة إدارية بهيكلها و موظفيها و قضاتها المتميزين¹ مسألة تحتاج إلى إمكانيات مادية و بشرية، و فوق هذا و ذلك تحتاج إلى زمن طويل من الإعداد و التحضير، و الدليل على ذلك أن المرسوم المتعلق بإنشاء المحاكم الإدارية صدر في 14 نوفمبر 98 و لم تنصب هذه المحاكم إلى غاية بداية 2004، و من حسن الحظ أن المادة 8 من القانون 98-02 المتعلق بالمحاكم الإدارية اعترفت و بصفة انتقالية للغرف الإدارية الموجودة على مستوى المجالس القضائية و كذلك الغرف الجهوية بالنظر في المنازعات الإدارية كل في نطاق اختصاصه حسب ما تقتضيه الأحكام الواردة في الإجراءات المدنية و تحديد إصلاح 1990.

و الحقيقة أن هذه الإشكالات التي تمخضت على الإصلاح القضائي بموجب القانون 98-01 و 98-02 و إن كانت معقولة و منطقية و تستند إلى مبررات و أسباب قوية إلا انه و مع ذلك نتبنى هذا الإصلاح و نتثني عليه للاعتبارات التالية :

¹ - معنى بالتميز هنا أن القاضي الإداري قاض منثنى و من ثم وجب أن يعهد بالمنزعة الإدارية لقضاة من ذوي الكفاءة العالية.

1 - إن الدولة و ابتداءا من 1996 تعيش حركة من الإصلاح الشامل و الواسع، و من ثم و بمجرد فصل القضاء الإداري عن القضاء العادي، فإن ذلك يشكل خطوة جبارة في مجال هيكلة النظام القضائي على نحو يلائم تطور المجتمع الجزائري في المجال السياسي و الاقتصادي و الثقافي و الاجتماعي.

و إذا نتجت عن هذه الخطوة بعض الإشكالات التي أثرت كإشكالية الاختصاص كون المحاكم الإدارية أبعدت عن النظر في الدعاوى التي تخص الهيئات المركزية، فإن ذلك لا ينقص من قيمة الإصلاح.

2 - إن تخصيص قضاء إداري يتولى النظر في المنازعات الإدارية دون غيرها قضاء له هيكله و قضائه معترف له بالاستقلالية لا شك أنه أمر يتيح للقضاة العاملين في مجلس الدولة و المحاكم الإدارية من التعمق في مجال القانون الإداري و من المتمرس على الفصل في نوع معين من القضايا و هي المنازعات الإدارية مما سيعكس إيجابا مردودية القطاع و نوعية الأحكام و القرارات القضائية.

3 - إن إبعاد المحاكم الإدارية بنظرنا من أن تتولى النظر في المنازعات الإدارية التي تكون أحد أطرافها سلطة مركزية أو هيئة وطنية مستقلة، يعود إلى أن المشرع فضل أن ينظر في هذا النوع من القضايا قضاة مجلس الدولة باعتبارهم أكثر تجربة و تمرسا على الفصل في المنازعات الإدارية و لم يقصد التقليل من قيمة المحاكم الإدارية أو حرمانها من اختصاص كان ينبغي أن يعود إليها، أو إبعادها من أجل الإبعاد أو المساس بمبدأ التقاضي على درجتين.

إن المشرع عندما فرض من أن لا يقف ممثل الدولة (الوزير) أو ممثل الهيئة الوطنية المستقلة أمام المحاكم الابتدائية لم يكن في نيته أبدا ترسيخ فكرة أن الإدارة المركزية أقوى من المحكمة الإدارية الابتدائية فلا تمثل أمامها، بل هو ميل من المشرع و تفضيل و اقتناع من جانبه و تقدير من أن ينظر في هذا النوع من النزاع قضاة على درجة كبيرة من الخبرة، و الدليل أن المرسوم التنفيذي رقم 98-356 المذكور أنشأ 31 محكمة إدارية و هذا العدد هو نفس عدد الغرف الإدارية التي جاء بها إصلاح 1990، و هو ما يعني أن الغرف الإدارية ستستقل و يتم هيكلتها بشريا لتفصل عن القضاء العادي و لتشكل محكمة

ابتدائية، و لما كان الأمر كذلك فإن المستشارين العاملين في الغرف الإدارية في النظام القديم السابق لإصلاح 1996 لم يسبق لهم الفصل في منازعات تكون الدولة أحد أطرافها أو هيئة وطنية مستقلة و لربما نتيجة لعدم التجربة هذه، و عدم التمرس على هذا النوع من القضايا بالذات، فضل المشرع أن يعهد بالفصل فيها لمجلس الدولة دون سواه.

قائمة المصادر والمراجع

النصوص الرسمية :

- دستور 1996.
- القانون العضوي 98 - 21 المؤرخ في 12 ديسمبر 98 المتضمن القانون الأساسي للقضاء.
- القانون العضوي 98-01 المؤرخ في 30 ماي 98 المتضمن اختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله.
- القانون العضوي 98-02 المؤرخ في 30 ماي 98 المتضمن المحاكم الإدارية.
- القانون العضوي 98-03 المؤرخ في 30 ماي 98 المتضمن اختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها.
- المرسوم التنفيذي رقم 98-356 المتضمن كفيات تطبيق القانون 98-02.
- الجريدة الرسمية لمداولات مجلس الأمة، مارس 1998.

الكتب :

- 1 - د/ بوضياف عمار، الوجيز في القانون الإداري، الجزائر، دار ربحانة، 1999.
- 2 - د/ بشير محمد، الطعن بالاستئناف ضد الأحكام الإدارية، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية 1991.
- 3 - د/ بسيوني حسن السيد، دور القضاء في المنازعة الإدارية، القاهرة، دون تاريخ.
- 4 - د/ سعيد الحكيم، الرقابة على أعمال الإدارة في الشريعة الإسلامية و النظم الوضعية، القاهرة، دار الفكر، 1987.
- 5 - د/ سعاد الشرفاوي المنازعات الإدارية، القاهرة، دار النهضة، 1976.
- 6 - د/ عوابدي عمار، عملية الرقابة على أعمال الإدارة في النظام الجزائري، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية، 1994.
- 7 - د/ عوابدي عمار، قضاء التفسير في القانون الإداري، الجزائر، دار هومة، 1999.
- 8 - د/ لشعب محفوظ، المسؤولية في القانون الإداري، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية، 1994.
- 9 - د/ محمد شهير أرسلان، القضاء و القضاة، بيروت، دار الإرشاد.
- 10 - د/ محيو أحمد، المنازعات الإدارية ترجمة فايز أنجف و بيوض انعام، الجزائر، ديوان المطبوعات الجامعية 1992.

الرسائل الجامعية :

- أوفائدة ابراهيم، تنفيذ الحكم الصادر ضد الإدارة، رسالة ماجستير، جامعة الجزائر 1980.
- د/ بوضياف عمار، الحماية القانونية للقاضي في التشريع الجزائري، رسالة دكتوراه دولة، جامعة عنابة 1994.

المجلات المتخصصة :

- مجلة الفكر القانوني، اتحاد الحقوقيين الجزائريين، 1986، العدد 4
- مجلة العلوم الإنسانية، جامعة قسنطينة، 1998.
- المجلة العربية - مجلس وزراء العدل العرب، 1984، رقم 5.
- نشرة القضاة، العدد 54.

المجموعات القضائية :

- المجلة القضائية (المحكمة العليا الجزائر) العدد 3-1989.

الملتقيات العلمية :

- ملتقى اصلاح القضاء الإداري، تونس 1996.

الإجتهد القضائي

الإجتهاد القضائي

أ - التعاليق

- جزاء مخالفة القرارات الإدارية لقواعد المشروعية
- درجات البطلان في القرارات الإدارية -
- الحق في التعويض في إطار نزع الملكية

جزاء مخالفة القرارات الإدارية لقواعد المشروعية — درجات البطلان في القرارات الإدارية —

الأستاذ : بودريوه عبد الكريم

أستاذ مساعد مكلف بالدروس

قسم الحقوق

كلية الحقوق و العلوم الإقتصادية — جامعة بجاية —

توطئة :

أثناء الإطلاع على مجلة مجلس الدولة، إستوففتي بعض القرارات التي تمحور موضوع قضاياها حول فكرة الأثر المترتب على عدم مشروعية القرارات الإدارية وبالخصوص على الجزاء الناشئ عن إنتفاء عناصر المشروعية فيها، أين ظهر عدم وضوح موقف القضاء الإداري - الفتي - و إستعماله لعبارات لا تفيد المعنى المقصود - و المبتغى - أو طبقت في غير موضعها مما قد يؤدي إلى إخفاق الهيئة العليا في إتمام مهمتها المتمثلة في توحيد الرؤية و التصوير في المجالات القانونية المعروضة عليها و يعطل التجسيد الفعلي لمقتضيات نظام الإزدواجية القضائية الذي يقضي مباشرة القضاء الإداري لأعماله على ضوء ما استقر عليه القضاء الإداري المقارن - منذ زمن بعيد في بعض الدول - من مبادئ مستوحاة من الطبيعة المتميزة لروابط القانون العام و ما يحمله من قواعد إستثنائية غريبة و غير مألوفة في القانون الخاص.

فإذا كانت المادة 152 من دستور 1996 قد حسمت الأمر في شأن مدى انتساب النظام القضائي الجزائري للنظام الموحد أو المزدوج بالنص على إنشاء جهة قضائية - مستقلة عضويا و وظيفيا عن القضاء العادي - للنظر في المنازعات الإدارية و بات مباحا إستعمال عبارة "القضاء الإداري" بدون قيد أو حرج، و بعدما تأكدت الرغبة في تبني نظام القضاء المزدوج بصدور القوانين العضوية المتعلقة بإنشاء مجلس الدولة و المحاكم الإدارية و محكمة التنازع¹ إلا أن المشوار لا زال طويلا و شاقا و معقدا من أجل التجسيد الفعلي (قانونا و واقعا) للنظام المزدوج و هذا للأسباب التالية :

(1) عدم اكتمال البناء الهيكلي لهيئات القضاء الإداري، بحيث أنه رغم تنصيب هيئة مجلس الدولة لم تعرف المحاكم الإدارية النور إلى غاية اليوم و لا زال العمل بنظام الغرف الإدارية قائما.

¹ يشير الأستاذ خلوفي رشيد إلى أن نظام الإزدواجية الجزائري له طابع خاص و هذا في الجوانب التالية :

أولاً : خضوع و انتماء القضاء الإداري للسلطة القضائية.

ثانياً : خضوع الإجراءات الواجب إتباعها أمام القضاء الإداري لقانون الإجراءات المدنية.

ثالثاً : خضوع قضاة الهيئات القضائية الإدارية للقانون الأساسي للقضاة.

- خلوفي رشيد القضاء الإداري (تنظيم و إختصاص)، ديوان المطبوعات الجامعية، 02/01، ص 127، 128. و لقد أسهب الأستاذ في تبيان الملاحظات الشكلية و الموضوعية في الصفحات 159 إلى 163.

2) عدم إكتمال الإطار الإجرائي للمنازعات الإدارية، ذلك أن القوانين العضوية المتعلقة بمجلس الدولة و المحاكم الإدارية (بقانون عادي) و محكمة التنازع جاءت بصيغة مقتضبة و تحيل في أغلب الأمور - إن لم نقل كلها - إلى نصوص قانون الإجراءات المدنية¹ التي لا تتناسب مع طبائع المنازعات الإدارية و قد تكون متناقضة تماماً معها.

إن الهدف من هذه الدراسة يمكن في تبيانها الجزاء المترتب على مخالفة القرارات الإدارية الصادرة من الهيئات الإدارية لقواعد المشروعية، مع إبراز مختلف درجات هذا الجزاء و كذا طرح الآثار الناجمة على كل جزء، قصد تبصير القضاء الإداري إلى استعمال مقتضياتها و ضوابطها أحسن إستعمال و دفع عجلة الإجتهد القضائي إلى درجة وضع و إتخاذ و تبني مواقف تترجم حقيقة الرغبة في اتباع مبادئ القانون الإداري النابعة من ضرورات المصلحة العامة و مستلزمات المرافق العامة و حماية لحقوق و حريات المواطنين و سعياً إلى ركائز مفهوم دولة القانون².

يتعلق الأمر بالقرار رقم 169417 الصادر عن مجلس الدولة بتاريخ 1998/07/27 (الملحق رقم 1) الذي إنتهى إلى إعتبار القرار الإداري الصادر من جهة غير مختصة منعدماً³، و القرار رقم 003601 الصادر بتاريخ 2002/06/10 الذي إعتبر القرار الإداري الفاصل في مسألة تدخل أصلاً في إختصاص القضاء قرار باطلاً لتجاوزه للسلطة⁴ (الملحق رقم 2).

سنتناول هذه الدراسة موضوع درجات البطلان في القرارات الإدارية أولاً ثم تنتهي بتعليق على القرارات القضائية الصادرة من مجلس الدولة السالف ذكرها.

الأصل أن السلطات الإدارية تمارس أعمالها محترمة مقتضيات مبدأ المشروعية و خاضعة لحكم القانون في كافة مجالات تدخلها، إلا أن إحتمال تصرف الإدارة على نقيض هذه القواعد وارد وقد يؤدي إلى المساس بحقوق و حريات الأفراد، مما إستوجب تقرير جزاء حين مخالفة الإدارة للقانون و الذي يتخذ صورة إبطال العمل الإداري

¹ محمد الصغير بلبي، الوجيز في المنازعات الإدارية، دار العلوم للنشر و التوزيع، 2002، ص 54.

² خلوفي رشيد، المرجع السابق، ص 131، 132.

³ مجلة مجلس الدولة، العدد الأول - 2002، ص 83.

⁴ مجلة مجلس الدولة، العدد الثاني - 2002، ص 209.

و تعويض الأفراد عما أصابهم من أضرار بسببه أو صورة التعويض فقط¹.
 فإذا غابت عناصر المشروعية في القرار الإداري بأن تخلف إحدى أركانه أو كانت
 معيبة فإن البطلان هو المآل الطبيعي لهذا القرار، لكن السؤال المطروح هو :
 هل يكون البطلان على درجة واحدة أم على درجات (أولاً) ؟ إذا كان على درجات،
 ما هو أساس و معيار التمييز بين هذه الدرجات (ثانياً) ؟ و ما هي آثارها (ثالثاً)؟.

I - درجات البطلان في القرارات الإدارية

تعتبر القرارات الإدارية من طائفة الأعمال القانونية الصادرة من جانب الإدارة
 بإرادتها المنفردة قصد مباشرة وظائفها و مهامها الإدارية، كما تمثل إحدى المجالات
 الرئيسية لممارسة الرقابة القضائية على أعمال الإدارة و ذلك بالنظر في مدى صحة
 أركان القرار الإداري، فتوزيع المهام الإدارية على مختلف الهيئات يستوجب صدور
 العمل الإداري من صاحب الاختصاص و إلا عد مشوباً بعيب عدم الاختصاص (الركن
 الأول) كذلك يتعين صدوره وفق الشكليات المقررة قانوناً (الركن الثاني) و ألا يكون
 مخالفاً للقانون (الركن الثالث) كما يجب أن يقوم القرار الإداري على سبب موجود مادياً
 و صحيح قانوناً (الركن الرابع) إضافة إلى ذلك يجب أن يكون تحقيق المصلحة العامة هي
 غاية القرار الإداري (الركن الخامس).

على ضوء ذلك لا تكون مواصفات المشروعية قائمة في القرار الإداري إلا إذا
 توفرت هذه الأركان و لم يكتنفها أي عيب، بينما يكون البطلان هو المصير المحتوم لأي
 قرار معيب و لكن هل يكون البطلان على درجة واحدة أم على درجات ؟

لقد إستقر القضاء الإداري المقارن على أن درجات البطلان تتدرج من القوة
 والضعف طبقاً لمدى جسامته الخروج عن قواعد المشروعية، فإذا بلغت هذه المخالفة حداً
 كبيراً من الجسامه كان القرار الإداري معدوماً (Inexistent) أما إذا كانت تلك المخالفة
 للقانون لا تمثل خروجاً كبيراً على مبدأ المشروعية كان القرار الإداري باطلاً².

¹ رمزي الشاعر، تدرج البطلان في القرارات الإدارية، مطبعة جامعة عين شمس الطبعة الثانية، 1984، ص 11.

² رمزي الشاعر، المرجع السابق، ص 12.

إلا أن الأمر يثير إشكاليات عديدة تتعلق خاصة بالبحث و إيجاد الوسائل و الكيفيات التي يمكن من خلالها إدراك الحالات التي يكون فيها القرار الإداري معدوما و تلك التي يكون فيها باطلا خاصة أن الآثار الناجمة عن كلاهما متباينة.

II - معيار التمييز بين القرار الباطل و القرار المنعدم

إنه بالنظر إلى النصوص القانونية يتبين غياب موقف حاسم في شأن تمييز القرار الباطل عن القرار المعدوم، أكثر من ذلك تختفي تماما فكرة تبني درجتي البطلان في القرارات الإدارية مكتفية بالمبدأ العام القائل بأن الأعمال المخالفة للقانون تكون غير مشروعة.

إن غياب هذه النصوص ليس أمرا غريبا إذا ما علمنا أن طبيعة قواعد القانون الإداري و نشأتها على يد القضاء الإداري تجعل من مجال تدخل المشروع لوضع هذه المبادئ محصورا و ضيقا و يتأكد ذلك من أن تقرير درجتي البطلان في القرارات الإدارية و محاولات التمييز بينهما تمت من طرف القضاء المدعم بالإجتهادات و التحليلات الفقهية التي ساهمت إلى حد بعيد في وضع نظرية متكاملة لفكرة البطلان في القرارات الإدارية.

إقتراح الفقه معايير عديدة للتمييز بين القرار الباطل و المعدوم، أين يستند كل معيار إلى وجه من أوجه عدم المشروعية لوضع الحد الفاصل بين درجتي البطلان، فمنهم من ارتكز على مدى إحترام ركن الإختصاص في إصدار القرارات الإدارية (معيار إغتصاب السلطة) و الذي مفاده أن كل عمل صادر من الإدارة لا يدخل في إختصاصاتها يعتبر معدوما أما ما عدا ذلك من العيوب التي تشوب الأركان الأخرى فإن القرار يعد باطلا¹

أما معيار الوظيفة الإدارية فيستند إلى فكرة اتصال العمل الإداري بالوظيفة الإدارية من عدمه، بحيث أنه إذا انتقلت العلاقة بين العمل و الوظيفة الإدارية و لا يمكن اعتباره تنقيذا مباشرا او غير مباشر للوظيفة الإدارية كان عملا معدوما، أما إذا مورس العمل في إطار الوظيفة الإدارية في حدودها المشروعة أو غير المشروعة فإنه يحتفظ بصفته الإدارية و ما تستتبعه تلك الصفة من أحكام².

¹, ² رمزي الشاعر، المرجع السابق، ص 178, 191, 204.

قياسا على ما هو معمول و مستقر عليه في إطار القانون الخاص حاول بعض الفقهاء التمييز بين القرار الباطل و المعدوم استنادا إلى معيار تخلف الأركان أين يؤدي غياب إحدى أركان القرار الإداري إلى إنعدامه بينما يكون باطلا في حالة تخلف شروط صحته بوجود عيب من عدم المشروعية في عناصره¹.

رغم الإنتقادات التي وجهت إلى هذه التصورات الفقهية إلا أن القضاء الإداري استعان في كثير من أحكامه بما انتهت إليه من نتائج لوضع معيار متكامل حين التمييز بين القرار الباطل و المعدوم، فقد ثبت أن الإطار الرحب و الملائم للتمييز يكمن في ركن الإختصاص في القرار الإداري و بالذات في العنصر الموضوعي لهذا الركن، ذلك أن المشرع لا يكتفي بتعيين الأشخاص الذين لهم سلطة ممارسة الإختصاصات الإدارية و إنما يحدد لكل منهم الأعمال التي يجوز ممارستها، فتقتصر مهام الشخص أو الهيئة على تلك التي ذكرها المشرع صراحة و إن كان عكس ذلك فإن البطلان يكون مصير هذا التصرف.

و بالنظر إلى الصور التي تصدر فيها الأعمال الإدارية على نقيض قواعد الإختصاص يتبين أنها تكون بين الجسامة و البساطة، فقد تصدر الأعمال و يكون فيها عدم الإختصاص جسما و يسمى باغتصاب السلطة (Usurpation de pouvoir) أو يكون بسيطا و يسمى بعدم الإختصاص البسيط.

عرف مجلس الدولة الفرنسي القرار المشوب باغتصاب السلطة بأنه² :

- القرار الذي لا يمكن اعتباره اختصاصا تملكه جهة الإدارة.

- القرار الذي لا يمكن اعتباره تطبيقا لقانون أو لائحة.

و أعطى بعض النماذج التي تنطوي على اغتصاب للسلطة و جعل مصير القرار المتخذ بهذه الصيغة قرارا معدوما، كحالة صدور القرار الإداري من فرد عادي ليست له أية علاقة بالوظيفة الإدارية و كحالة إعتداء الإدارة على اختصاصات السلطتين التشريعية و القضائية، كأن تصدر الإدارة قرارا يدخل ضمن الإختصاصات الخالصة للسلطة التشريعية أو أن تفصل الإدارة في موضوع يدخل أصلا في إختصاص السلطة القضائية.

¹ رمزي الشاعر، المرجع السابق، ص 178، 191، 204.

² Rene Chapus, Droit administratif general, Tome 1, 9eme edition, Monchrestien, 1995, p 767, 768.
- Martine Lombard, Droit administratif, 3eme edition, Dalloz, 1999, p 331.

اما عدم الإختصاص البسيط فإنه خرق لقواعد الإختصاص داخل الجهاز الإداري أو في إطار الوظيفة الإدارية، كأن تمارس هيئة إدارية عملا يدخل في إطار اختصاصات هيئة أخرى (بين الوزارات مثلا) أو أن يكون الإختصاص للرئيس و يزاوله المرؤوس أو العكس أو قيام السلطة الوصائية بعمل من اختصاص الهيئة المحلية أو العكس، و يرتب القضاء عادة في مواجهة هذا العيب البطلان فقط دون الإنعدام¹.

أما عن العيوب الموجودة في الأركان الأخرى فإنها تؤدي إلى البطلان ما دام أنها تمت في إطار الوظيفة الإدارية.

ثالثا : إختلاف آثار نوعي البطلان

إن تقرير جزاءات مختلفة على القرار الإداري غير المشروع لم يكن بدون قصد فإذا كان أساس إختلاف درجات البطلان تعود إلى أن العيب الذي يشوب القرار الإداري يكون بين الجسامة و البساطة فإنه من الأكيد أن النتائج التي تترتب على الحالة الأولى تختلف عن تلك التي تنتجها الحالة الثانية و هذا هو بالذات الهدف المبتغى تحقيقه من وراء الجهد المضني في محاولة إيجاد فيصل بين هذه الدرجات.

إنطلاقا مما استقر عليه القضاء الإداري المقارن في اعتبار أن القرار الإداري المشوب بعدم الإختصاص الجسيم يشكل اغتصابا للسلطة و يكون مصيره الإنعدام و أن القرار المشوب بعدم الإختصاص البسيط يكون مآله البطلان، يمكن تعداد الآثار المترتبة عن كلاهما كما يلي :

(1) إنه باستقرار أحكام مجلس الدولة الفرنسي يظهر جليا استعماله لعبارة محددة تفيد بأن القرار منعدم أو باطل، فيستعمل عبارة *Nul et de nul effet* أو عبارة *Nul et de non avenu*² للدلالة على القرار يشكل خروجاً صارخاً عن قواعد الإختصاص (أي منعدم) بينما يكفي في حالة القرار الباطل بعبارة *Annulation*

¹ Rene Chapus, *ibid*, p 901.

² CE, 31 1957. Rosan Girard, GAJA, 12eme edition, 1999, Dalloz, p 548.

CE, 9 Mai 1990, Commune De Lavaur c/Lozar GAJA, *ibid*, p 549.

أو *La decision est annulee*¹

(2) في حالة ثبوت إنعدام القرار الإداري فإن تنفيذه يشكل "اعتداء ماديا *Une voie de fait*² مرتبا لأثار تختلف عن تلك التي يربتها القرار الباطل في حالة تنفيذه و هذا في مجال الإختصاص القضائي و الإستفادة من الحماية القانونية و في مجال المسؤولية، و لقد توافق موقف مجلس الدولة الفرنسي و محكمة التنازع حول هذا التصور في أحكام عديدة.

(3) في مجال الإختصاص القضائي

من المعروف أن القضاء الإداري يمارس رقابته على صحة و سلامة القرارات الإدارية، و يعود إليه هذا الإختصاص بصفة أصلية و احتكارية، بحيث تعتبر قواعد توزيع الإختصاص القضائي (بين القضاء العادي و الإداري) من النظام العام، بينما إذا تأكد خروج القرار الإداري عن قواعد المشروعية خروجاً صارخاً و اعتبر بالتالي معدوماً فإن أمر عرض النظر فيه أمام القضاء العادي أو الإداري سواء³ و يميل الأمر غالباً إلى عرضه أمام القضاء العادي الحامي الطبيعي لحقوق و حريات المواطنين و لأن القرار المعدوم تتنفي فيه مواصفات العمل القانوني المستحق للحماية.

(4) إنطلاقاً من الفكرة السابقة و التي مفادها أن إنتفاء مواصفات العمل القانوني في القرار المعدوم يستتبع عدم استحقاقه للحماية القانونية و التي تظهر في أوجه عديدة :

❖ أن مسألة إنعدام القرار الإداري من النظام العام بحيث أنه يمكن إثارها أمام أية درجة من درجات التقاضي كما يمكن للقاضي إثارها من تلقاء نفسه⁴.

¹ GAJA, *ibid* p 553.

² CE, 13 juillet 1966, Guignon.

CE, 11 mars 1998, Ministère de l'intérieur c/Mme Anger.

TC, 27 juillet 1966, Guignon.

GAJA, *ibid*, p 550.

³ Charles Debbasch et Jean-Claud Ricci, *Contentieux administratif*, 7 eme edition, 1999,

⁴ CE, 5 mai 1971, Préfet de Paris c/Ministre de l'intérieur GAJA, OP CIT, P 553

❖ عدم إستفااءة القرار المءوم من الحصانة بعء انقضاء المءة القانونية لرفع ءعوى الإلغاء من طرف المخابط بالقرار أو السحب من طرف الإءارة¹ علما أن القرار المشوب بالبطلان يتحصن بفوات الميعاء القانوني، أين يتم رفض الءعوى شكلا، كما لا يمكن للإءارة سحبه بعء فوات المءة خاصة في حالة إنشائه لءق.

(5) في مجال المسؤولية :

تقوم المسؤولية الإءارية التي يعتبر الخطأ أساسا لها على أركان ثلاثة، تتمثل في الخطأ و الضرر و علاقة السببية بينهما، فصدور قرار إءاري بالمخالفة للقانون يشكل خطأ يمنح للفرد المتضرر حق طلب التعويض لجبر الضرر، و لقد استقر القضاء الإءاري المقارن على وجود تفرقة بين الخطأ الشخصي و الخطأ المرفقي، بحيث يرتب الأول مسؤولية شخصية بينما يرتب الثاني مسؤولية مرفقية² و قد عرف مجلس الءولة الفرنسي من خلال اجتهاءاته الخطأ الشخصي بأنه ذلك الخطأ الذي يرتكبه الموظف خارج نطاق وظيفته أو أثناء تأءيته لوظيفته و لكنه يفصل عن طريق المرفق إما لأنه خطأ جسيم أو خطأ عمءي³ و يتصافء تعريف الخطأ الشخصي مع مضمون القرار المءوم في أن خروج هذا الأخير عن قواعد المشروعية خروجا صارخا و فاحشا و جسيما⁴ يشكل بذاته مكونات الخطأ الجسيم، بالتالي تترتب المسؤولية الشخصية على القرار المءوم و هذا ما ثبت من خلال إءءى أحكام محكمة النقض الفرنسية الشهيرة و هو حكم Labadié (8 فيفري 1876) الذي يشير إليه أغلب الءارسين لموضوع المسؤولية الإءارية⁵

(6) من المعروف فقها و المستقر قضاء و عملا بمبدأ الفصل بين السلطات أنه يمنع على القاضي الإءاري توجيه أوامر للإءارة، بينما إذا ثبت أن عمل الإءارة يشكل خروجا جسيما على قواعد المشروعية و بالتالي اعتباره منعءما و عدم استءاقه للحماية القانونية

¹ CE, 15 Mai 1981, Maurice, GAJA, ibid, p 553

CE, 28 Fevrier 1986, Commission de la Republique des landres, GAJA, IBID, P553

² رمزي الشاعر، المرجع السابق، ص 325

³ اشار الءكتور رمزي الشاعر إلى بعض الأحكام في الصفحة 333 من المرجع السابق نءره و هي

TC, 12 juin 1961, Picot.

CE, 26 Octobre 1973, Sadoudi

⁴ Rene Chapus, op cit, p 767.

Martine Lombard, op, cit, p 331

⁵ رمزي الشاعر، نفس المرجع، ص 351

فإن للقضاء سلطة توجيه أوامر للإدارة للكف عن كل ما من شأنه أن يضع العمل المتخذ حيز التنفيذ، مع التذكير بأن الأمر في ذلك يعود في أغلب الأحيان للقضاء العادي¹

(7) عملا بقواعد الإختصاص النوعي في توزيع الإختصاص بين القضاء العادي و القضاء الإداري يتضح أن القضاء الإداري هو المختص بالنظر في الطعون بالبطلان في القرارات الإدارية و تفسيرها و مدى مشروعيتها (المادة 9 من القانون العضوي 98-03 المتعلق بمجلس الدولة و المادة 2 من القانون 98-02 المتعلق بالمحاكم الإدارية التي تحيل إلى قانون الإجراءات المدنية لا سيما المادة 7) و يمنع على القضاء العادي الفصل فيها، و إذا ما طرحت عليه أثناء النظر في الدعوى المدنية مسألة من هذا النوع يحيلها مباشرة إلى الجهة المختصة كمسألة أولية. بينما يمكن للقضاء العادي النظر في مدى مشروعية و كذا تفسير القرار الذي ينطوي على خروج واضح على مبادئ المشروعية و الذي تنتفي فيه مواصفات القرار الإداري أي الذي يعتبر معدوما²

استنتاج وتعليق

خلاصة القول أنه تبين بعد هذه الدراسة أن جزاء خروج القرار الإداري عن قواعد المشروعية يكون على درجتين، فإما يكون بطلانا أو انعداما و الفرق بينهما يكمن في مدى جسامته أو بساطة العيب الذي يكتنف القرار الإداري و على ذلك رتب القضاء الإداري آثار و نتائج تخلف باختلاف درجتي البطلان.

أما فيما يتعلق بموقف القضاء الإداري الجزائري و على الخصوص بالقرارات التي كانت الدافع إلى إنجاز هذه الدراسة فإنه غير واضح و لم يساير التفرقة بين درجتي البطلان سواء من حيث استعمال العبارات المناسبة أو في الآثار المترتبة عنها، فبالنظر إلى القرار رقم 169417 المؤرخ في 1998/07/27 يتبين أن مجلس الدولة إعتبر القرار الإداري الصادر من جهة إدارية غير مختصة قرارا منعما، بينما ثبت في التحليل السالف أن القرار المتخذ من جهة إدارية و يدخل أصلا في اختصاص جهة إدارية أخرى

¹ T.C, 15 Avril 1991, Couach
Cite par Rene Chapus, op, p 764.

² T.C, 30 Octobre 1947, Ep Barinstein, Chapus, op, p 765.
Martine Lombard, op, cit, p 331.

يكون باطلا، بحيث تظل فيه مواصفات العمل القانوني قائمة إلى غاية إبطاله بالطرق القانونية (أمام القضاء الإداري و في المواعيد) هذا من جانب و من جانب آخر اعتبر مجلس الدولة الجزائري بموجب القرار رقم 003601 الصادر بتاريخ 2002/06/10 أن القرار الإداري الفاصل في مسألة تدخل أصلا في إختصاص القضاء باطلا، بحيث أنه تمت معالجة المسألة بتصوير و منظور القرارات المشوبة بالبطلان، بينما تأكد فيما سبق أن القرار الإداري الفاصل في الموضوع يدخل في اختصاص القضاء بشكل بامتياز وصفا من أوصاف الإنعدام و مظهرا صارخا من مظاهر اغتصاب السلطة.

يظهر جليا من خلال هذه القرارات عدم وضوح موقف القضاء الإداري الجزائري الناشئ و يرجى أن تساهم هذه الدراسة المتواضعة في تقريب الرؤية و تبصير دراسي القانون عموما إلى هذه النتائج و العمل بها.

قائمة المراجع :

- 1 - رمزي طه الشاعر, تدرج البطلان في القرارات الإدارية - دراسة مقارنة - الطبعة الثانية, 1984 مطبعة جامع عين شمس.
- 2 - محمد الصغير بعلي, الوجيز في المنازعات الإدارية, دار العلوم للنشر و التوزيع, 2002.
- 4 - M. Long, P. Weil, G. Braibant, P. Delvolvé, B. Genevois, Les grands arrêts de la jurisprudence administrative, 12ème édition, Dalloz, 1999.
- 5 - Martine Lombard, Droit administratif, 3ème édition, Dalloz, 1999.
- 6 - René Chapus, Droit administratif général, tome 1, 9ème édition, Montchrestien, 1995.
- 7 - Charles Debbasch et Jean-Claude Ricci, Contentieux administratif, 7ème édition, Dalloz, 1999.

- مجلة مجلس الدولة, العدد 1 - 2002.

- مجلة مجلس الدولة, العدد 2 - 2002.

الحق في التعويض في اطار نزع الملكية

تعليق على القرار رقم 12419 المؤرخ في 2003/12/16

الصادر عن الغرفة الثانية القسم الأول

السيدة : ز. كريبي مستشارة بمجلس الدولة

**الحق في التعويض في إطار نزع الملكية
تعليق على القرار رقم 12419 المؤرخ في 16/12/2003
الصادر عن الغرفة الثانية القسم الأول**

السيدة : ز. كربيي مستشارة بمجلس الدولة

- ضرورة وجود عقد الملكية
- لحيازة المكتسبة معترف بها عند توفر الشروط المطلوبة (المادة 22 من المرسوم التنفيذي 186/93)
- الاعتراف بصفة الحائز المنزوع ملكيته من طرف المحافظ المحقق يلزم السلطة النازعة (الوالي). (الوالي)
- فصلا في الإستئناف المرفوع من طرف المدعو ن.م. طعنا في القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء باتنة، أصدر مجلس الدولة قراره المؤيد للقرار محل الإستئناف القاضي برفض دعوى التعويض الموجهة ضد والي ولاية باتنة و مدير مشروع السكة الحديدية، مستندا إلى التسبيب التالي :
- لا يستحق التعويض في مادة نزع الملكية إلا حامل عقد الملكية .
- التعويض المطالب به من طرف حائز ملك منزوع في غياب سند الملكية لا يكون مبررا بتقديم عقد شهرة محرر بعد لإنهاء من عملية نزع الملكية .
- القرار المذكور يلفت إنتباهنا لما يثيره من إشكال. فالجهة القضائية المطروح عليها النزاع من طرف المسمى ن.م. في إطار تقدير التعويض مقابل نزع الملكية الذي يتمسك بعقد شهرة لإثبات صفته كحائز، الجهة القضائية وجدت نفسها مضطرة لإثارة إشكال قانوني يتمثل في صفة المنزوع ملكيته التي تسمح بالمطالبة بالتعويض و ذلك قبل الشروع في تقييم العقار المنزوع. للتذكير فإن مسألة الشخص المعنوي المكلف بتسديد التعويض مقابل نزع الملكية تم حسمها بموجب قرار مجلس الدولة - الغرف المجتمعة- المؤرخ في 2003/07/22 تحت رقم 8247 الذي تبنى مبدأ وضع عبء التعويض على عاتق المستفيد، و لا يتحمل الوالي هذه المسؤولية باسم الدولة إلا في

حالة عدم تحديده للمستفيد في قرار نزع الملكية أو متى نشب نزاع جدي حول صفة المستفيد المعين من طرف السلطة النازعة.

فالمشكل القانوني المطروح في القرار موضوع التعليق يخص الموضوع و يتعلق بتحديد من له صفة المنزوع ملكيته للإستفادة بحق التعويض و بالتالي بحق المنازعة قضائيا في رفض منحه الإستفادة من التعويض أو منازعة تقدير التعويض المقترح.

إجراءات تحديد التعويض التي تخضع للقواعد المنصوص عليها في القانون 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 و المرسوم التطبيقي لهذا القانون (186/93) المؤرخ في 1993/07/27 قد بينت عدة مراحل منها مرحلة تحديد الأملاك و الحقوق العقارية محل نزع الملكية و التعرف على " المالكين " تسبق اتخاذ قرار قابلية التنازل من طرف الوالي.

يمكن اعتبار هذه المرحلة سببا للمشكل المطروح و المتعلق بالصفة التي يترتب عنها الحق في التعويض، عند إعداد قائمة الملاكين أصحاب الحقوق من طرف المحافظ المحقق في حالة عدم ذكره للمالك أو صاحب الحق أو في حالة منازعة صفته بعد التعرف عليها من طرف المحافظ المحقق.

نجد الحل لهذا الإشكال في القانون 11/91 الذي جاء في مادته 16 " أنه يتم تحديد الأملاك و الحقوق العقارية و التعرف على أصحابها خلال التحقيق " بينما جاء في المرسوم 186/93 توضيح أكثر في مادته 13 التي تنص على أن التحقيق المنجز من طرف المحافظ المحقق الذي عينه الوالي يختتم بإعداد قائمة الملاكين و أصحاب الحقوق بالتعرف عليهم إما بعد التحقق من سندات الملكية الرسمية و إما عند غياب هذه السندات بعد المعاينة بوجود هذه الحقوق على الأملاك المعنية.

لذا يعترف بصفة النازع ملكيته ليس فقط لحامل سند الملكية (عقد توثيقي للملكية) أو لحامل عقد شهرة، بل أيضا لكل مستغل أو حائز غير حامل لسند في حالة توفر الشروط التالية :

- يجب أن تكون الأراضي المعنية ذات طابع ملك.
- يجب أن تكون الحيازة دائمة، مستمرة غير منازع فيها خلال مدة 15 سنة تثبت بكل الطرق.

ففضاة الدرجة الأولى الفاصلون في دعوى تقييم التعويض مقابل نزع الملكية قد أصابوا عند عدم اعترافهم بصفة المنزوع ملكيته للمدعي الذي إكتفى بتقديم عقد شهرة محرر بتاريخ لاحق لقرار نزع الملكية لإثبات حيازته بينما تعتبر الملكية المكتسبة التي تتوفر فيها شروط المادة 827 من القانون المدني و المشار إليها في أحكام المادة 22 في المرسوم 186/93 بمثابة سند متى ثبتت أمام المحافظ المحقق المكلف بالتحري لتحديد أصحاب الحقوق.

ولا يمنح الحق في التعويض تطبيقاً للنصوص القانونية في مادة نزع الملكية إلا إذا تم إثبات الحيازة وقت نزع الملكية. أما في حالة إعراف المحافظ المحقق بالحق في التعويض للحائز ضمن المحضر الختامي لمهامه هل يجوز للوالي إعادة النظر في نتائج المحقق في إطار دعوى قضائية بعد إختتام عملية نزع الملكية؟ فالوالي كمسؤول عن جميع القرارات التي يصدرها خلال نزع الملكية ملزم بإحترام المشروعية فهو مقيد خاصة بقرار قابلية التنازل الصادر عنه و المتضمن تحديد المنزوع ملكيته و كذا بقرار نزع الملكية المقر لمشروعية جميع الإجراءات السابقة. فدعوى التعويض إذا تخص في هذه الحالة مسألة تقييم الأملاك محل النزاع المسألة فقط.

الإجتهاد القضائي

ب - من قرارات مجلس الدولة

الغرفة الأولى

صفحة

- 1 - ضرائب 127
- 2 - تنفيذ حكم قضائي 130
- 3 - صفقة عمومية 132
- 4 - إختصاص قضائي 135
- 5 - أملاك عامة وخاصة تابعة للدولة 138

مجلس الدولة

الغرفة الأولى

ملف رقم : 007152

جلسة : 2002/06/24.

قضية :

مديرية لولاية وهران.

ضد :

د.ب.

ضرائب :

تسجيل حق الشفعة

ممارسة حق الشفعة لصالح الخزينة

العمومية.

وعليه

من حيث الشكل: حيث أنه وفي غياب تبليغ قانوني للقرار المستأنف، فإن ثمة مجالاً لإعتبار طلب تصحيح الخطأ المادي المقدم بتاريخ 2000/11/11 من طرف مديرية الضرائب لولاية البليلة مقبولاً .

من حيث الموضوع: حيث أنه يستخلص من وثائق ومستندات مودعة في الملف بأن مديرية الضرائب لولاية البليلة قدمت طلب تصحيح الخطأ المادي ضد قرار مجلس الدولة المؤرخ في 1999/07/26 الذي ألغى القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء البليلة المؤرخ في 1996/07/20 وفصلاً من جديد رفض إدعاءات إدارة التسجيل كونها جاءت خارج أجل سنة المنصوص عليه في المادة 118 من قانون التسجيل .

وأنتها تعرض بأن قضاء مجلس الدولة أخذوا بعين الإعتبار الرسالة المؤرخة في 1987/06/15 للقول بان دعوى الإدارة رفعت خارج أجل سنة المنصوص عليه في المادة 118 من قانون التسجيل .

وأنتها تعرض بأنها عازمت على ممارسة حق الشفعة بتاريخ 1985/02/19 أي 3 أشهر و 7 أيام بعد تسجيل عقد البيع وليس بتاريخ 1987/06/15.

وأنتها من أجل الغرض ، وجهت رسالة بتاريخ 1985/02/19 (رقم 3852) إلى

السيد د.ب كي تعلمه بنيتها في ممارسة حق الشفاعة لفائدة الخزينة العمومية من أجل شراء العقار المتنازع عليه .

حيث أن قضاء مجلس الدولة قد إرتكبوا فعلا خطأ ماديا بإستادهم إلى الرسالة المؤرخة في 1987/06/15.

وأنه يستخلص من الرسالة المؤرخة في 1985/02/19 بأن إدارة الضرائب قد بلغت للسيد د.ب نيتها في ممارسة حق الشفاعة .

وأن الرسالة المؤرخة في 1985/03/06 الموجهة من طرف المديرية العامة للضرائب والشؤون العقارية لوزارة المالية تؤكد إرادة هذه الإدارة في ممارسة حق الشفاعة.

حيث أن هذا الخطأ المادي قد أثر على الحكم في القضية بما أن قضاء مجلس الدولة إعتبروا أن أجل سنة المنصوص عليه في المادة 118 من قانون التسجيل قد إنقضى .

وأنه إذا أخذنا بعين الإعتبار الرسالة المؤرخة في 1985/02/19 فإن إدارة الضرائب قد تصرفت في الأجل القانوني وثمة مجال بالتالي لإلغاء قرار مجلس الدولة المؤرخ في 1999/07/26 وفصلا من جديد تأييد قرار الغرفة الإدارية لمجلس قضاء البلدة المؤرخ في 1996/07/20.

لهذه الأسباب

يقضى مجلس الدولة

في الشكل: بقبول الطلب .

في الموضوع: بقبوله موضوعا وبالتالي التصريح بأن قرار مجلس الدولة المؤرخ في 1999/07/26 باطل ويدون أثر ومن جديد وفصلا في الإستئناف تأييد قرار مجلس البلدة المؤرخ في 1996/07/20 .

المصاريف القضائية على عاتق المدعى عليه.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الرابع والعشرين من شهر جوان من سنة ألفين وإثنين من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المنتسكلة من السادة:

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لمروسي فريدة
رئيسة قسم	سيد لخضر فافا
مستشار الدولة	فنيش كمال
مستشارة الدولة	ميمون رتيبة
مستشارة الدولة	حرزلي أم الخير
مستشار الدولة	باشن خالد

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعداً (ة) محافظ الدولة وبمساعدة السيدة/ خوشان عائشة أمينة الضبط.

أمينة الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
 الغرفة الأولى
 ملف رقم : 013551
 قرار بتاريخ :
 2004/06/15
قضية :
 بلدية عنابة
ضد :
 ع م ص

تنفيذ حكم قضائي
تعويض عن عدم تنفيذ حكم قضائي
المادة 340 من قانون الإجراءات المدنية

وعليه

في الشكل : حيث أن القرار المستأنف فيه الصادر بتاريخ 2002/04/28 قد بلغ قانونا للمستأنفة بتاريخ 2002/08/04 مما يجعل الاستئناف المسجل بتاريخ 2003/03/15 مقبول من الناحية الشكلية.

في الموضوع : حيث أن بلدية عنابة الممثلة من طرف رئيس المجلس الشعبي البلدي، قامت باستئناف القرار الصادر بتاريخ 2002/04/28 عن مجلس قضاء عنابة، و الذي ألزمها بدفعها للمستأنف عليه تعويضا بمبلغ : 200.000,00 دج عن الإمتناع عن تنفيذ القرار الصادر عن نفس الجهة القضائية بتاريخ 2000/10/01 ملتزمة إلغاء القرار المستأنف و القضاء من جديد برفض الدعوى لعدم التأسيس.

و حيث أنه بالرجوع إلى محتوى محضر التبليغ المؤرخ في 2001/06/11، يستفاد أن المحضر القضائي أثبت إمتناع بلدية عنابة عن تنفيذ ما تضمنه.

و حيث أنه يتبين من أوراق ملف الدعوى أن لا يوجد أي شيء يثبت سعي البلدية المستأنفة لتنفيذ القرار الصادر في 2000/10/01، و بالتالي فيتعين إعتمااد محضر الإمتناع عن التنفيذ المحرر من طرف المحضر القضائي بتاريخ 2001/07/11 عملا

بأحكام المادة 340 من قانون الإجراءات المدنية، ليعتبر أن البلدية ألحقت ضرراً بالمستأنف عليه بعد تنفيذ أحكام القرار المذكور.

و أن هذا الضرر يستحق التعويض عنه كما توصلوا إليه قضاة أول درجة.

و حيث أن المستأنف عليه قدم إستئناف فرعياً من أجل طلب رفع التعويض المحكوم به إلى 5.000.000,00 دج إلا أنه لا يمكن الإستجابة لطلبه بالنظر إلى المبلغ المحكوم به من قبل قضاة أول درجة، و هو تقدير صائب و قانوني، مما يتعين رفض طلب رفع التعويض لعدم تأسيسه.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : فصلاً في القضايا المتعلقة بالاستئناف حضورياً علنياً

في الشكل : قبول الإستئنافين الأصلي و الفرعي.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف فيه الصادر في 2002/04/28.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس عشر من شهر جوان من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من السادة :

الرئيس	كروغلي مقداد
رئيسة قسم المقررة	لعروسي فريدة
مستشارة دولة	ميمون رتيبة
مستشارة دولة	حرزلي أم الخير
مستشار دولة	باشن خالد
مستشار دولة	بوخنفرة حسن
مستشار دولة	شايب الششير

بحضور السيد بوصوف موسى مساعد محافظ الدولة بمساعدة السيد أمين حفصة أمينة الضبط.

أمين الضبط

رئيسة قسم المقررة

الرئيس

<u>صفحة عمومية</u>	مجلس الدولة
	الغرفة الأولى
— مناقصة وطنية مفتوحة قصد إنجاز دراسة	ملف رقم : 014637
المادة 108 من المرسوم رقم 91 — 434 .	قرار بتاريخ :
— منح الصفقة لمكتب دراسات رفضته لجنة	2004/06/15
تقييم العروض يعد خرقا للقانون مستوجبا	<u>قضية :</u>
للتعويض .	بلدية العلمة
	<u>ضد :</u>
	ه . ع

وعليه

من حيث الشكل : حيث أنه تم تبليغ القرار المستأنف للمستأنفة بتاريخ 2002/9/11 وأن كل من الإستئناف المسجل بتاريخ 2002/10/8 والإستئناف الفرعي مقبولان ، عملا بأحكام المادة 277 من قانون الإجراءات المدنية .

من حيث الموضوع : حيث أنه يستخلص من الوثائق والمستندات المودعة في الملف بأنه وفي تاريخ 2001/6/04 أعلنت البلدية المستأنفة عن مناقصة وطنية مفتوحة قصد إنجاز دراسة معمارية لمجمع مدرسي ومسكن وظيفي على مستوى حي قوطالي تجزئة 440 مسكن بالعلمة ، وأن مهلة إيداع الملفات قد حددت بـ 15 يوما ابتداء من أول نشر في الجريدة .

وأن المستأنف عليه وبصفته مهندسا معماريا لديه مكتب دراسات ، قام بإيداع عرض مرفق بكافة الوثائق الخاصة بذلك ، وأن عدد مكاتب الدراسات التي شاركت في المناقصة قد بلغ 12 مكتبا .

أنه وعملا بأحكام المادة 108 من المرسوم رقم 434/91 المؤرخ في 1991/11/9 والمتعلق بتنظيم الصفقات العمومية المعدل والمتمم فإن إجتمعت لجنة فتح الأظرفة بتاريخ

2001/6/20 ، وصرحت بأن العروض 12 عبئر المقدمة مقبولة شكلا .

وأنه وبتاريخ 2001/6/26 ، إجتمعت لجنة التقييم وقامت برفض 10 من 12 عرض المقدمة محتفظة بكل من عرض المستأنف وعرض السيد ص . ط .

وأن اللجنة قد أجلت تاريخ إختيار من سيتم قبوله من المترشحين إلى يوم 2001/7/03 ، أنه أثناء إنتظار المستأنف والسيد ص . ط للقرار النهائي للجنة التقييم تفاجأ الإثنان بالإعلان في الجريدة الصادرة بتاريخ 2001/11/30 عن مناقصة مفتوحة تدعو للمقاولين الراغبين في إنجاز المشروع إلى التقرب بمكتب الدراسات السيد ع . ف ، الذي رفضت لجنة التقييم عرضه في إجتماعها المؤرخ في 2001/6/26 .

وأن المستأنف والسيد ص . ط قدما شكوى ضد رئيس المجلس الشعبي البلدي للعلمة وهذا لتذكيره بأحكام قانون الصفقات العمومية .

أنه وبما أن المستأنف لم يتلق أي رد بالإيجاب قام برفع دعوى أمام قضاء الدرجة الأولى ، ملتصا تعويضا عما لحقه من ضرر مادي ومعنوي خاصة وما فاته من كسب إذ ، وإبتداء من تاريخ 2001/6/26 ، أي التاريخ الذي قبلت فيه لجنة التقييم عرضه إلى غاية يوم 2001/10/30 وأن المستأنف لم يشارك في صفقات أخرى أملا في الحصول على صفقة إنجاز المشروع هذا .

وأن لجنة تقييم العروض وعملا بأحكام المادة 110 من المرسوم رقم 91/434 المؤرخ في 1991/11/09 المذكور آنفا تقوم بتحليل العروض وبدائل العروض إن إقتضى الأمر ، من أجل إبراز المقترحات التي ينبغي تقديمها للهيئات المعنية ومنه فإنه لا يمكنها إختيار سوى ما بين المترشحين الذين قبلا من طرف لجنة تقييم العروض .

أنه وبإتخاذ البلدية قرار منح الصفقة للسيد ع . ف الذي رفضت لجنة تقييم العروض عرضه ، إضافة إلى 9 مترشحين آخرين ، بتاريخ 2001/6/26 ، فإن البلدية المستأنفة لم تأخذ بعين الإعتبار أحكام المرسوم رقم 91/434 المؤرخ في 1991/11/9

كما قامت بارتكاب مخالفة لقانون الصفقات العمومية وألحقت ضررا أكيدا بالمستأنف أن الجهة القضائية الأولى وبفصلها على ذلك النحو فإنها قدرت وقائع القضية تقديرا سليما

وأحسننت تطبيق القانون ، مما يتعين تأييد القرار في كافة مقتضياته .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الإستئناف .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف .

— المصاريف القضائية على الخزينة .

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس عشر من شهر جوان من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من
السادة :

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لعروسي فريدة
مستشارة دولة	ميمون رتيبة
مستشار دولة	باشن خالد
مستشارة دولة	حزرلي أم الخير
مستشار دولة	بوخنفرة أحسن
مستشار دولة	شايب البشير

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعد محافظ دولة بمساعدة السيد/ كمال حفصة
أمين الضبط

أمين الضبط

الرئيس المقرر

إختصاص قضاائي	مجلس الدولة
	الغرفة الأولى
تعويض عن ضرر ناجم عن غلق مذبح بلدي.	ملف رقم: 013944
إختصاص الغرفة الإدارية الجهوية (لا) .	قرار بتاريخ:
إختصاص الغرفة الإدارية المحلية (نعم).	2004/06/15
- الدعوى المرفوعة ترمي إلى الحصول	<u>قضية</u> :
على تعويض الضرر اللاحق بالمستأنف	ب.إ.
بسبب غلق المذبح البلدي المستأجر عن	<u>ضد</u> :
طريق المزاد العلني.	بلدية عين قشرة.
- الدعوى دعوى قضاء كامل من إختصاص	
الغرفة الإدارية المحلية.	

وعليه

من حيث الشكل : حيث أن القرار المستأنف تم تبليغه للمستأنف بتاريخ 2002/07/08 وأن الإستئناف المسجل بتاريخ 2002/08/03 من طرف السيد بورصاص إسماعيل مقبول عملا بأحكام المادة 277 فقرة 2 من قانون الإجراءات المدنية.

من حيث الموضوع : عن إختصاص الغرفة الإدارية لمجلس قضاء سكيكدة للبت في النزاع:

حيث أن الجهة القضائية الدرجة 1 إعتبرت بأنه مادام الأمر يتعلق بنزاع يخص مقرر غلق إتخذته والي ولاية سكيكدة فإنها لم تكن مختصة للبت فيه وأن الغرفة الإدارية المختصة جهويا هي المختصة للفصل فيه .

وأنه عملا بأحكام المادة 7 فقرة 1 من قانون الإجراءات المدنية فإن الطعون بالبطلان في القرارات الصادرة عن الولايات تكون من إختصاص الغرفة الجهوية للفصل فيها.

وأن الدعوى التي رفعها المستأنف ترمي إلى الحصول على تعويض عن الضرر اللاحق به بسبب غلق المذبح البلدي الذي إستأجره عن طريق المزاد العلني.

وأن الأمر يتعلق بدعوى من القضاء الكامل هي من إختصاص الغرفة الإدارية المحلية.

وأن قضاة الدرجة 1 وبفصلهم على ذلك النحو فقد أسأؤوا تطبيق القانون مما يستوجب إلغاء القرار المستأنف.

عن الأوجه الأخرى :

حيث أنه يستخلص من المستندات والوثائق المودعة في الملف بأن المستأنف تحصل عن طريق المزاد العلني على مذبح بلدي لعين قشرة لمدة سنة أي إبتداء من 2001/01/01 إلى غاية 2001/12/31 .

وأنه إستغل المذبح لفترة 5 أشهر وبموجب مقرر رقم 1115 مؤرخ في 2001/05/30 إتخذه والي ولاية سكيكدة تم غلق المذبح إثر تقرير حررته لجنة الولاية المكلفة بالرقابة البيطرية .

وأن المستأنف إعتبر بأن غلق المذبح راجع إلى إهمال لبلدية لأنه كان غير صالح للإستغلال إنما عرضته البلدية للمزاد العلني.

وأن ذلك سبب له ضررا جسيما يلتمس تعويضه عنه.

حيث انه يستخلص من محضر مؤرخ في 2001/05/05 أعدته المفتشية البيطرية لولاية سكيكدة بأن المذبح البلدي لعين قشرة تم إستغلاله مخالفة لبنود دفتر الشروط وأن المفتشية عاينت عدم توفر الصيانة داخل وخارج المذبح.

- رمي الفضلات الناتجة عن ذبح وقصب الحيوانات .

- إنبعاث رائحة كريهة وعدد هائل من الذباب.

- عدم توفر رقابة بيطرية للحوم .

- عدم تنظيف حوض المياه .

- عدم توفر الكلور ، الجير و المازوت لإتلاف اللحوم غير الصالحة للإستهلاك.

وأن هذه المخالفات تأتي خرقا لبنود دفتر الشروط لاسيما أحكام المواد 12، 14،

24 و25.

وأنة لا يمكن إقامة مسؤولية البلدية المستأنف عليها سيما أن اللجنة وإثر زيارتها الأولى للمذبح منحتة أجل 20 يوما كي يلتزم بما جاء في دفتر الشروط من بنود إنما بدون جدوى مما يتعين رفض طلب المستأنف لعدم تأسيسه.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الإستئناف.

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف وفصلا من جديد التصريح برفض الدعوى لعدم التأسيس.

المصاريف القضائية على المستأنف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس عشر من شهر جوان من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لعروسي فريدة
مستشارة دولة	حرزلي أم الخير
مستشارة دولة	ميمون رتيبة
مستشار دولة	بوخنفرة أحسن
مستشار دولة	باشن خالد
مستشار دولة	شايب بشير

بحضور السيد بوالصوف موسى مساعد محافظ دولة وبمساعدة السيد/ كمال حفصة

أمين الضبط.

الرئيس المقرر

<u>أملاك عامة وخاصة تابعة للدولة</u>	مجلس الدولة
	الغرفة الأولى
- المادة 80 من القانون 90 - 30 .	ملف رقم : 013968
- المرسوم 91 - 454 .	قرار بتاريخ :
- المرسوم 89 - 10 .	2004/06/15
- شغل المساكن الممنوحة بسبب ضرورة الخدمة الملحة أو لصالح الخدمة لا يكون إلا بمقتضى سند إمتياز .	<u>قضية :</u> ح.ن
- يتعرض الشاغل غير المتوفر على سند إمتياز للطرد .	<u>ضد :</u> المديرية الولائية للبريد والمواصلات

وعليه

من حيث الشكل : حيث أنه لا أثر في الملف لأي تبليغ قانوني للقرار المستأنف وأنه في غياب تبليغ قانوني يتعين قبول الإستئناف المسجل في 2002/8/5 .

من حيث الموضوع : حيث أنه يستخلص من الوثائق والمستندات المودعة في الملف بأن المستأنف عليها رفعت ضد المستأنف دعوى بالطرد لسبب شغله لمكتب بريد كائن على مستوى حي بن بولعيد - البليدة ، وأنها تمسكت في الدعوى الأولى بأنها سمحت للمستأنف شغل الأمكنة بسبب الوضعية الأمنية السائدة آنذاك ، إنما إستغل هذا الأخير الوضعية وياشر في إحداث تغييرات معمارية للأمكنة دون ترخيص من المصالح المختصة .

حيث أن المستأنف يتمسك بأنه يشغل فعلا مكتب البريد السابق الكائن بحي بن بولعيد مؤكدا بأن إدارة البريد والمواصلات أنجزت مكتبا جديدا وأقدمت على تهيئة المكتب السابق في شكل مسكنين وهو شاغل لأحد هاذين المسكنين ، ومنه فإنه يرى بأنه لا يمكن أن تطبق عليه أحكام المرسوم رقم 10/89 المؤرخ في 1989/2/7 .

حيث ومع ذلك فإن مكتب البريد السابق لا يزال تابع لإدارة البريد والمواصلات عملا

بأحكام المادة 80 وما يليها من القانون 30/90 المؤرخ في 1/12/1990 المتضمن قانون الأملاك الوطنية والمرسوم 454/91 المؤرخ في 23/11/91 المحدد لكيفيات إدارة الأملاك العامة والخاصة التابعة للدولة وتسييرها ومنه فإن إدارة البريد والمواصلات هي التي تتولى تسييره .

حيث أنه وحتى وإن اعتبرنا أن مكتب البريد السابق قد تمت تهيئته في شكل مساكن فإن هذه المساكن لا يمكن شغلها إلا بمقتضى سند إمتياز عملاً بأحكام المادة 2 من المرسوم 10/89 المؤرخ في 7/2/1989 المحدد لكيفيات شغل المساكن الممنوحة بسبب ضرورة الخدمة الملحة أو لصالح الخدمة .

وأنه بالفعل فإن أحكام هذا النص القانوني تمنع كل شغل مسكن تملكه أو تحوزه الدولة أو الجماعات المحلية أو المؤسسات العمومية دون سند إمتياز وأن المادة 10 من نفس المرسوم 10/89 المذكور أعلاه تنص على أنه ((يتعرض شاغل المساكن الذين لا يثبتون حيازتهم لسند إمتياز إتخذ لفائدتهم لإجراء الطرد بناء على طلب المصلحة أو السلطة المعنيتين ...)) .

وأنه ما دام المستأنف لم يثبت شغله للمسكن بأي سند شغل فإن إجراء الطرد المتخذ ضده يعتبر إجراء مبرراً إذ جاء مطابقاً للأحكام التشريعية والتنظيمية المثارة أعلاه مما يتعين تأييد القرار المستأنف للأسباب المذكورة آنفاً .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الاستئناف .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف .

— المصاريف القضائية على المستأنف .

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس عشر من شهر جوان من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من
السادة :

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لعروسي فريدة
مستشارة دولة	ميمون رتيبة
مستشار دولة	باشن خالد
مستشارة دولة	حرزلي أم الخير
مستشار دولة	بوخنفرة أحسن
مستشار دولة	شايب البشير

بحضور السيد/ بوضوف موسى مساعد محافظ دولة بمساعدة السيد/ كمال حفصة
أمين الضبط

أمين الضبط

الرئيس المقرر

الغرفة الثانية

صفحة

- 1 - إستدعاء الموظف إلى لجنة التأديب 143
- 2 - متابعة موظف جزائيا 147
- 3 - التشغيل المؤقت في الوظيف العمومي 150
- 4 - الطبيعة القانونية لعقد العمل 153
- 5 - عقد عمل محدد المدة 156
- 6 - دعوى الحصول على المرتب 158
- 7 - علاقة عمل مؤقتة 161
- 8 - نقل موظف 164
- 9 - عزل موظف - عزل أثناء العطلة المرضية - 166
- 10 - إهمال منصب 169
- 11 - إهمال المنصب 172
- 12 - سكن وظيفي 175
- 13 - إهمال منصب 178
- 14 - نجاح في الإمتحان 181
- 15 - وقف تنفيذ القرار الإداري المطعون فيه أمام لجنة الطعن 183
- 16 - ضرائب 186
- 17 - ضرائب 189
- 18 - نزع ملكية من أجل المنفعة العامة 192
- 19 - ضرائب 195

٥٨

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

القسم الثاني

ملف رقم :

009898

قرار بتاريخ

2004-04-20

قضية :

ع م

ضد :

والي ولاية سكيكدة

استدعاء الموظف الى لجنة التأديب

● يجب إثبات الاستدعاء القانوني و الرسمي
بوصل استلام موقع عليه من طرف الموظف او
بمحضر رسمي ممضي عليه من طرف
المستأنف

● تقديم نسخة من الاستدعاء الموجه للمعني
بالأمر دون إثبات استلامه من طرف هذا الأخير
غير كاف لإثبات استدعائه بصفة قانونية.

● يعتبر استدعاء الموظف في المسائل التأديبية
للمثول أمام لجنة التأديب إجراء جوهريا يدخل
ضمن حماية حقوق الدفاع.

● يجب على الإدارة المستخدمة التأكد من
الاستدعاء القانوني قبل اتخاذ العقوبة التأديبية.

وعليه

في الشكل: حيث أنه يستفاد من دراسة أوراق الملف أن القرار المعاد قد بلغ للمستأنف بتاريخ 2001/06/21 فطعن فيه عن طريق الإستئناف بتاريخ 2001/07/17 وبحسبه فإن الإستئناف استوفى أوضاعه القانونية فهو صحيح ومقبول شكلا .

في الموضوع: حيث أنه يتبين من ملف الدعوى أن المستأنف قد تم توقيفه من العمل بقرار صادر عن والي ولاية سكيكدة بتاريخ 31 ماي 1999 .

وحيث أنه ثابت من رخصة الإجازة المحررة في 28 أفريل 1999 الموجودة بالملف أن المستأنف كان قد استفاد من عطلته السنوية لسنة 1999 بثلاثين يوم ابتداء من 02

ماي 1999 إلى غاية 31 ماي 1999 أي معناه أنه كان لا زال في إجازة سنوية يوم 31 ماي 1999 وهو اتخاذ قرار التوقيف وهذا ما يخالف قاعدة قانونية استقر عليها الإحتهاد القضائي وهو أنه لا يجوز اتخاذ أي إجراء تأديبي ضد الموظف أو العامل بصفة عامة أثناء غيابة عن العمل بمناسبة إجازة سنوية أو عطلة مرضية .

وحيث إضافة إلى ذلك فإن المستأنف عليه قد أحال المستأنف على لجنة التأديب المنعقدة بتاريخ 12 جوان 1999 من أجل الوقائع المنسوبة إليه لكن المستأنف ينفي كونه تلقى استدعاء رسمي لمثوله أمام اللجنة المذكورة للدفاع عن حقوقه .

وحيث أن المستأنف عليه قدم في الملف نسخة من الإستهعاء المرسل إلى المستأنف بتاريخ 08 جوان 1999 لمثوله أمام لجنة التأديب لكن حيث أن الإستهعاء القانوني والرسمي للمعني بالأمر لا بد أن يثبت بوصول استلام موقع عليه من طرف هذا الأخير أو بمحضر رسمي ممضي عليه من طرف المستأنف وتقديم نسخة من الإستهعاء الموجه للمعني بالأمر دون إثبات استلامه من طرف هذا الأخير غير كافي لإثبات استدعائه بصفة قانونية وخاصة في المسائل التأديبية فإن استدعاء الموظف المحال على لجنة التأديب يعتبر إجراء جوهري يدخل ضمن حماية حقوق الدفاع وكان على الإدارة المستخدمة أن تتأكد من ذلك قبل اتخاذ العقوبة التأديبية المسلطة على المعني .

وحيث أنه ثابت من الملف أيضا أن المستأنف لما أشعر بقرار العزل المتخذ ضده والمبلغ له في 03 جويلية 1999 كان قد رفع طعنا ضد هذا القرار أمام اللجنة الولائية للطعن وذلك بتاريخ 06 جويلية 1999 كما هو ثابت من نسخة عريضته الموجهة إلى رئيس لجنة الطعن بالولاية المؤرخة في 05 جويلية 1999 والمؤشر عليها من طرف كتابة اللجنة في 06 جويلية 1999 .

وحيث أن المستأنف عليه قد أجاب المستأنف برسالة مؤرخة في 30 أكتوبر 1999 يشعره فيها أن لجنة الطعن بالولاية قد درست ملف طعنه في جلستها المنعقدة بتاريخ 18 أكتوبر 1999 وقد قررت تأجيل البث في موضوع الطعن إلى غاية الفصل في القضية نهائيا من طرف العدالة .

وحيث أنه بعد الإطلاع على نسخة من الشكوى المقدمة من طرف مديرية أملاك

الدولة بولاية سكيكدة ضد المستأنف إلى السيد وكيل الجمهورية لدى محكمة سكيكدة بتاريخ 12 سبتمبر 1997 لم تكن لها أية نتيجة وأن تقديم شكوى إلى النيابة غير كافي لإثبات متابعة جزائية ضد المستأنف لأن النيابة العامة وحدها لها السلطة والصلاحيات لتحريك الدعوى العمومية وهذا غير ثابت في الملف .

وحيث أنه طبقا لأحكام المادة 25 فقرتها 2 من المرسوم رقم 84-10 المؤرخ في 14 جانفي 1984 فإن الطعن المرفوع من طرف المستأنف ضد قرار لجنة التأديب في الأجل القانونية يوقف تنفيذ العقوبة المسلطة على المعني .

وحيث أن المستأنف عليه قد نفذ عقوبة العزل على المستأنف بتاريخ 27 جويلية 1999 بينما هذا الأخير كان قد سجل طعنا ضد قرار العزل أمام لجنة الولاية للطعن بتاريخ 06 جويلية 1999 وبالتالي كان على المستأنف أن ينتظر الفصل النهائي من قبل لجنة الطعن بالولاية لإتخاذ القرار المناسب المطابق لقرار لجنة الطعن ولما المستأنف عليه نفذ قرار العزل على المستأنف قبل الفصل في الطعن المرفوع أمام لجنة الطعن بالولاية يكون قد خالف أحكام المادة 25 من المرسوم رقم 84-10 المؤرخ في 14 جانفي 1984. مما يستوجب إلغاء قرار العزل المطعون فيه لعدم شرعيته .

وحيث أنه بعد إلغاء مقرر العزل ترجع وضعية المستأنف على الحالة التي كانت عليها قبل صدور وتنفيذ مقرر العزل ومادام أن علاقة العمل بقيت قائمة بين الطرفين فيتعين الإستجابة للمستأنف في طلبه المتعلق بالرجوع إلى منصب عمله .

وحيث أن طلب المستأنف في التعويض يعتبر سابق لأوانه مادام أن المعني لم يفصل في قضيته التأديبية من طرف لجنة الطعن بالولاية وتسوية وضعيته الإدارية لم تكن بصفة قانونية حتى الفصل في الطعن الذي رفعه ضد مقرر اللجنة التأديبية المؤرخ في 12 جوان 1999 والذي لم تفصل فيه لجنة الطعن بالولاية بعد .

وحيث أن قضاة الدرجة الأولى لما اعتبروا الوقائع ثابتة في حق المستأنف اعتمادا على مقرر لجنة التأديب دون مراعاة أحكام المادة 25 من المرسوم رقم 84-10 المؤرخ في 14 جانفي 1984 ودون التأكد من صحة استدعاء المستأنف بصفة قانونية أمام لجنة التأديب يكونوا قد أخطأوا في تطبيق القانون مما يعرض قرارهم للإلغاء .

وحيث أن المصاريف القضائية تبقى على عاتق الخزينة العامة .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة: - علانياً، حضورياً ونهائياً :

في الشكل: بقبول الإستئناف .

في الموضوع: إلغاء القرار المطعون فيه بالإستئناف الصادر عن الغرفة الإدارية بمجلس قضاء قسنطينة في 31 مارس 2001 وفصلاً من جديد التصريح بإبطال مقرر العزل المؤرخ في 27 جويلية 1999 وإلزام المستأنف عليه بإعادة إدماج المستأنف في منصب عمله الأصلي أو في منصب مماثل ورفض باقي الطلبات على الحال .

- و المصاريف القضائية على عاتق الخزينة العامة .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: العشرين من شهر أفريل من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثانية القسم الثاني بمجلس الدولة المشكلة من السيدة والسادة :

الرئيس المقرر	محدادي مبروك
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
مستشار الدولة	عدة جلول أمحمد

- بحضور السيد بوصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة الأنسة نوري نسيبة

أمينة الضبط

أمينة الضبط

الرئيس المقرر

متابعة موظف جزائيا

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

القسم الثاني

ملف رقم :

10847

قرار بتاريخ

2004-06-15

قضية :

خ ع

ضد :

مدير الضرائب لولاية

قسنطينة

و من معه

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف بلغ إلى الطاعن في 2001/10/09 بموجب رسالة مضمنة مع العلم بالوصول رقم 58920 و الإستئناف سجل في 2001/10/30 وعليه يتعين قبوله شكلا.

في الموضوع: حيث أن المدعي المستأنف يتمسك بطلبه الأصلي وهو الحكم على المستأنف عليه بدفعه له أجوره لمدة 47 شهرا بعد توقيفه عن العمل بموجب مقرر 1996/09/21 إلى غاية إدراجه إلى منصب عمله في 2000/09/02 بصفته قابض البريد.

لكن حيث تثبت من الملف أن المدعي كان محل متابعة من أجل إختلاس أموال عمومية رفقة موظفين آخرين وبأمر من النيابة العامة لمجلس قضاء قسنطينة.

وحيث أن المدعي قد إستفاد في الأخير من البراءة بموجب قرار نهائي بتاريخ
2000/05/23.

وحيث أن المدعي قد إتصل بمديرية البريد والمواصلات لأجل إعادته إلى منصب
عمله.

وفعلا فإن المدعي المستأنف تم تنصيبه في عمله الأصلي يوم 2000/09/02 وفقا
للمادة 2/131 من المرسوم 85/59 المؤرخ في 1985/03/23 وسويت وضعيته الإدارية
والمالية بعد صدور القرار الجزائي النهائي.

وحيث أن المطالبة بالتعويض غير مؤسسة لكون الإدارة غير مسؤولة عن تحريك
الدعوى الجزائية ضد المدعي ولا يمكن إذا المطالبة برواتبه طيلة المدة التي كان محل
متابعة جزائية وفي إطار خارج عن مسؤولية الإدارة.
وعليه يتعين تأييد القرار المستأنف.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة: علانياً، حضورياً ونهائياً:

في الشكل: قبول الإستئناف.

في الموضوع: تأييد القرار المستأنف الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء
قسنطينة بتاريخ 2001/06/23.

والمصاريف القضائية على المستأنف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس
عشر من شهر جوان من سنة ألفين و أربعة من قبل مجلس الدولة الغرفة الثانية القسم
الثاني المشكلة من السيدة و السادة :

الرئيس

محمدادي مبروك

عبد المالك عبد النور	رئيس قسم المقرر
بوعروج فريدة	رئيسة قسم
عدة جلول أمحمد	مستشار الدولة

بحضور السيد/بو الصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعد الأنسة/ نوري نسيبة
أمينة الضبط

الرئيس رئيس قسم المقرر أمينة الضبط

التشغيل المؤقت في الوظائف العمومي

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

القسم الثاني

ملف رقم :

009993

قرار بتاريخ

2004-03-16

قضية :

م ع

ضد :

رئيس بلدية مولاي العربي

(ولاية سعيدة)

وعليه

في الشكل:

حيث أن الإستئناف مستوفي أوضاعه الشكلية وجاء في أجله القانوني مما يتعين قبوله

شكلا.

في الموضوع:

عن الدفع المثار بعدم اختصاص القاضي الإداري للفصل في النزاع:

حيث أن المدعي يشتغل لدى البلدية كعون عمومي وأنه بهذه الصفة فإنه يخضع لقانون
الوظائف العمومي وأنه تم توظيفه بموجب مقرر من رئيس المجلس الشعبي البلدي ولذا
فإن الغرفة الإدارية مختصة للفصل في النزاع.

عن طلب المستأنف بإعادته إلى منصب عمله:

حيث أن المستأنف تم تشغيله بموجب مقرر كسائق للحافلة ببلدية مولاي العربي بصفة مؤقتة وذلك بتاريخ 1985/11/13.

حيث أن هذا العقد تم تجديده بتاريخ 1992/12/04 وذلك بعد حل المؤسسة العمومية لنقل المسافرين لدائرة عين الحجر ابتداء من 1991/09/15.

حيث أنه بموجب هذا القرار قررت البلدية التكفل بهؤلاء العمال غير أنه من بعد قامت بفصله مدعية بأنه تربطه بها علاقة عمل محددة المدة.

حيث أنه ثابت من خلال المرسوم 225/89 المؤرخ في 1989/12/05 المتضمن القانون الخاص بالسائقين أنه كان على المستأنف عليها إدماج المستأنف في سلك السائقين وذلك حسب الإجراءات المنصوص عليها بالقانون المذكور.

حيث أنه تجديد مقرر الشغل بتاريخ 1991/11/12 بالنسبة للمستأنف وذلك بصفة مؤقتة كان مخالفا للقانون خاصة وأن التشغيل المؤقت لا يجوز إلا بالنسبة لصنف من العمال وأن المادة 2 من المنشور المشترك المؤرخ في 1993/02/22 تذكر بأنه لا يجوز تشغيل بصفة مؤقتة في المؤسسات العمومية إلا الأعران المكلفين بالأعمال التالية: المنظفات، عامل بسيط أو حارس.

حيث أن المستأنف عليها لما اعتبرت المستأنف كعامل مؤقت رغم تشغيله لمدة أكثر من عشر سنوات وقامت بتسريحه دون احترام الإجراءات القانونية لضمان حقوقه قد تعسفت في حقه مما يتعين إلغاء القرار المستأنف الذي أساء تقدير الوقائع وتطبيق القانون والقضاء من جديد بإلزام المستأنف عليها بإعادة إدماج المستأنف إلى منصب عمله الأصلي أو مماثل وتعويضه عن الأضرار التي لحقت به بسبب التسريح التعسفي.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة: في جلسة حضوريا، علانيا ونهائيا.

في الشكل:

- قبول الإستئناف.

في الموضوع:

- إلغاء القرار المستأنف والقضاء من جديد بالإلزام المستأنف عليه بإعادة إدماج المستأنف في منصب عمله وبدفعه له مبلغ 150.000 دج (مائة وخمسون ألف دينار) تعويض .

- المصاريف القضائية محفوظة.

♦ بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السادس عشر من شهر مارس من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثانية القسم الثاني بمجلس الدولة المشكلة من السيدة والسادة :

الرئيس	محدادي مبروك
رئيسة قسم المقررة	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
مستشار الدولة	عدة جلول

بحضور السيد/ قجور عبد الحميد مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/فراوسي فريد أمين الضبط.

الرئيس
رئيسة قسم المقررة
أمين الضبط

<u>الطبيعة القانونية لعقد العمل</u>	مجلس الدولة الغرفة الثانية القسم الثاني ملف رقم: 009920 قرار بتاريخ 2004-03-16 <u>قضية:</u> بلدية اولاد خلوف <u>ضد:</u> ح ع
يجب تحديد نوعية و طبيعة عقد التشغيل	
كتابة في عقد التشغيل بمعرفة الطرف المتعاقد اذا كان الأمر يتعلق بعامل متعاقد فعلا و ذكر بوضوح مدة العقد او سبب اللجوء إلى إبرام علاقة عمل محددة المدة حتى يكون متطابقا مع تشريع العمل المعمول به.	

وعليه

في الشكل:

حيث أن استئناف المدعى عليها استوفى شكله القانوني حسب أحكام المادة 277 من قانون الإجراءات المدنية فإنه يتعين قبوله شكلا.

في الموضوع:

حيث أن المستأنفة تعيب على قضاة الدرجة الأولى كونهم أخطأوا في تقدير الوقائع لما اعتبروا المستأنف عليه كموظف تابع موظفي البلدية خرقا لأحكام المرسوم رقم 91/26 المؤرخ في 2 فيفري 1991.

لكن حيث أن المستأنفة التي تعترف أنها شغلت المستأنف عليه كعامل لديها لإنجاز بعض المشاريع الاقتصادية بصفة مؤقتة، وحيث أن المستأنف عليه في هذه الحالة يعتبر من ضمن الأعوان العموميين الذين يمارسون عملهم لدى المجموعة العمومية المتمثلة في

البلدية وذلك وفقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 89-225 المؤرخ في 5 ديسمبر 1989.

وحيث أنه يتبين من الوثائق المقدمة بالملف أن المستأنف عليه قد تم توظيفه كبناء لدى البلدية ابتداء من تاريخ فاتح جوان 1992 إلى غاية 5 جويلية 1998 وهو تاريخ توقيفه.

وحيث أن المستأنفة تزعم أن المستأنف عليه قد تم توظيفه بالبلدية كعون متعاقد لكن حيث أن المستأنف عليه يصرح من جهته أنه تم تشغيله بصفة دائمة وقد عمل بمصالح البلدية بصفة مستمرة وغير منقطعة إلى غاية تاريخ توقيفه.

وحيث أن المستأنفة لم تقدم في الملف نسخة رسمية من عقد توظيفه الأصلي للمعني بالأمر لتسمح لقضاة الموضوع بالتأكد من طبيعة عقد التوظيف الأصلي.

وحيث أن في هذه الحالة ونتيجة عدم تقديم الدليل الرسمي كون علاقة العمل التي تربط المستأنفة والمستأنف عليه هي علاقة عمل محددة المدة فإن عقد العمل الذي يربط الطرفين يعتبر عقد عمل ذات مدة غير محددة بغض النظر عن طيلة المدة التي شغل فيها المعني بالبلدية.

حيث أن شهادة العمل المسلمة للمستأنف عليه والمحددة بتاريخ 13 جويلية 1998 من طرف رئيس البلدية لا تحل محل عقد التوظيف الأصلي الذي يثبت رسميا نوعية وطبيعة علاقة العمل التي تربط الطرفين.

وحيث أن المستأنفة تزعم أن المستأنف عليه تم توظيفه بمناسبة إنجاز بعض المشاريع وقد انتهت علاقة العمل بينها وبينه عند انتهاء إنجاز هذه المشاريع.

لكن حيث أن المستأنفة لم تثبت مزاعمها بأي دليل مقبول من جهة ولم تقدم للنقاش نسخة من عقد التوظيف يشير صراحة أن تشغيل المستأنف عليه كان لفترة محددة تنته مع انتهاء إنجاز المشاريع المشار إليها من طرفها مما يجعل هذا الدفع غير مؤسس.

وحيث أن نوعية وطبيعة عقد التشغيل لا بد أن تذكر كتابيا في عقد التشغيل بمعرفة الطرف المتعاقد إن كان الأمر يتعلق بعامل متعاقد فعلا وأن تكثير فيه بوضوح مدة العقد أو سبب اللجوء إلى إبرام علاقة عمل محددة المدة لتطابقه مع تشريع العمل المعمول به ولا سيما أحكام المرسوم رقم 85-59 المؤرخ في 23 مارس 1985 والمرسوم رقم 89-

225 المؤرخ في 05 ديسمبر 1989 وكذلك المرسوم رقم 66-136 المؤرخ في 2 جوان 1966 وهذا ما لم تثبيته المستأنفة مما يجعل استئناف المدعى عليها بلدية أولاد أخلوف غير مؤسس ويتعين على مجلس الدولة في هذه الحالة تأييد القرار المطعون فيه بالإستئناف الصادر عن مجلس قضاء قسنطينة في 31 مارس 2001.

وحيث أن المصاريف القضائية تبقى على عاتق الخزينة العامة.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة: علانيا حضوريا ونهائيا.

في الشكل:

- بقبول الإستئناف شكلا.

في الموضوع:

- تأييد القرار المستأنف الصادر عن مجلس قضاء قسنطينة في 31 مارس 2001.

- والمصاريف على عاتق الخزينة العامة.

◆ بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السادس عشر من شهر مارس من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثانية - القسم الثاني - بمجلس الدولة المشكلة من السيدة والسادة :

الرئيس المقرر	محدادي ميروك
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
مستشار الدولة	عدة جلول

بحضور السيد/ قجور عبد الحميد مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

الرئيس المقرر

<u>عقد عمل محسدد المدة -</u>	مجلس الدولة
- الفسخ قبل انتهاء المدة -	الغرفة الثانية
- التعويض " نعم " -	رقم الملف: 001205
فسخ العقد قبل المدة المحددة له يضر	قرار بتاريخ:
بالعامل الذي يستحق بالضرورة	2001 / 04/ 09
تعويضاً عن ذلك .	<u>قضية :</u>
	القطاع الصحي بأريس -
	باتنة
	<u>ضد :</u>
	ق . ب

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف قد وقع في الأجال والأشكال القانونية ويتعين بالتالي قبوله شكلاً .

في الموضوع : حيث أن الإستئناف استهدف تأييد القرار المستأنف جزئياً وتعديلاً له حذف مبلغ التعويض استناداً على عدم وجود أي تعسف من طرف المستأنف الذي برر التسريح بالتصرفات السيئة للمدعي وهو الدفع الذي لم يتطرق إليه قاضي الدرجة الأولى . ولكن حيث أن فسخ العقد قبل المدة المحددة له يضر بالعامل الذي يستحق بالضرورة تعويضاً عن ذلك .

حيث أن القرار المستأنف هو إذن مؤسس ويتعين تأييده .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : - غيابياً في حق المستأنف عليه، نهائياً
وعلائياً :

دعوى الحصول على المرتب

- دعوى قضاء كامل وليست بدعوى إبطال
أجل الطعن القضائي أجل (04) أشهر لا
يطبق في دعوى الحال .

المعنى لا يستحق المرتب وإنما التعويض من
يوم رفع الدعوى لأنه لم يبد استعداده
للرجوع إلى العمل والمطالبة بحقوقه إلا عند
رفع الدعوى الحالية .

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

القسم الثاني

ملف رقم : 009740

قرار بتاريخ:

2003/12/16

قضية :

م ش

ضد :

مديرية التربية لولاية جيجل

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف مستوف أوضاعه الشكلية وجاء في أجله القانوني
مما يتعين قبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن المستأنف تم توظيفه لدى المستأنف عليها منذ 1972/08/25
وأنه بتاريخ 1995/08/20 تم إشعاره بتوقيفه عن العمل .

حيث أن المستأنف بعد رفعه لعدة طعون أمام الجهات المختصة منذ 1995/08/21
إلى غاية 1998/03/22 أخرج طلب وجهه إلى مديرية التربية لولاية جيجل قصد إعادته
إلى منصب عمله أو تسوية وضعيته الإدارية .

حيث أن حسب الإرسالية المؤرخة في 1998/04/11 فإن المستأنف عليها ردت على
أنها يتعذر عليها تسوية وضعيته إلا بعد الموافقة من المصالح المختصة في هذا الشأن .

حيث أنه يتبين من عريضة افتتاح الدعوى المسجلة لدى كتابة ضبط مجلس قضاء
جيجل بتاريخ 2000/11/28 أن المدعى أي المستأنف الحالي طلب إعادة إدراجه إلى
منصب عمله الأصلي وبدفع له كامل رواتبه من 1995/08/20 إلى يوم الرجوع الفعلي

واحتياطياً إلزام المدعى عليها بأن تدفع للعارض تعويضا قدره 965.808 دج .

حيث أن القرار المستأنف لما قضى بعدم قبول الدعوى شكلا طبقا لنص المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية فإنه أساء تطبيق القانون وذلك أن الدعوى لم تهدف إلى إلغاء القرار المتضمن توقيف المستأنف عن العمل ولكنها تتعلق أصلا بإعادة إدماجه وإفادته برواتبه وبالنتيجة فإن أجل الأربعة أشهر لرفع دعوى الإلغاء لا ينطبق في دعوى الحال مما ينبغي إلغاء القرار المستأنف .

عن طلب المستأنف بإعادته إلى منصب عمله :

حيث أن المستأنف تم توقيفه عن العمل بموجب إشعار بالتوقيف في 1995/08/20 لغاية إشعار آخر .

حيث أن منذ ذلك التاريخ فإن المستأنف عليها لم تتخذ إي إجراء لتسوية وضعيه المستأنف فإنه بقي معلقا مادام وأن علاقة العمل مازالت قائمة .

حيث أن قرار التوقيف ما هو إلا إجراء تحفظي مؤقت لا يجوز استمراره أكثر من ستة أشهر وأن المستأنف عليها لما لم ترد على الطعون والتظلمات العديدة التي أرسلها المستأنف في 1995/08/15 - 1996/12/12 - 1998/03/22 - 1996/09/03 - 1998/02/16 إلى غاية 1998/04/11 أين تلقى المستأنف رسالة من مدير التربية يعلمه له بأنه يتعذر عليه اتخاذ أي إجراء إلا بعد الموافقة من المصالح المختصة في هذا الشأن، فإنها قد تعسفت في حق المستأنف وأنه محق بالعودة إلى منصب عمله وإفادته بحقوقه المستحقة .

عن طلب الرواتب الشهرية :

حيث أن المستأنف يطلب رواتبه الشهرية منذ توقيفه عن العمل إلى غاية رجوعه الفعلي .

حيث أنه ثابت من خلال دراسة الوثائق المرفقة بالملف أن المستأنف لم يبد استعداده للرجوع إلى العمل والمطالبة بحقوقه إلا عند رفعه الدعوى الحالية وذلك بتاريخ 2000/11/28 وهذا رغم تلقيه من المستأنف عليها رسالة بتاريخ 1998/04/11 تعلمه

بأنه يتعذر عليها تسوية وضعيته الإدارية وعليه فإنه ينبغي القول بأن المستأنف غير سديد فيما يتعلق بالأجور ولكن يستحق تعويضا متناسبا مع الضرر الذي تعرض له من يوم رفع هذه الدعوى ويقدر بمبلغ 50.000 دج .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : حضوريا علانيا ونهائيا :

في الشكل : قبول الإستئناف .

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف والقضاء من جديد بإلزام المستأنف عليها بإعادة المستأنف إلى منصب عمله وبأدائه مبلغ قدره 50.000 دج خمسون ألف دينار تعويضا .

- وتحمل المستأنف عليها المصاريف القضائية .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: السادس عشر من شهر ديسمبر من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الثاني لمجلس الدولة المشكلة من السيدة و السادة:

الرئيس	محدادي مبروك
رئيسة قسم المقررة	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور

بحضور السيدة / درار دليلة مساعدة محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط .

الرئيس	رئيسة قسم المقررة	أمين الضبط
--------	-------------------	------------

<u>علاقة عمل مؤقتة</u>	مجلس الدولة
المتعاقد مع الإدارة لا يخضع في علاقته	الغرفة الثانية
مع إدارته للمرسوم رقم 85-59 .	القسم الأول
	ملف رقم : 007843
	قرار بتاريخ :
	2003/04/15
	<u>قضية :</u>
	خ ب ع
	<u>ضد :</u>
	والي ولاية معسكر

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف الحالي المرفوع ضد القرار الصادر ابتدائيا في 2000/07/15 وغير المبلغ حسب ما يظهر من أوراق الملف، تم في الأجل القانوني المنصوص عليه في المادة 277 من قانون الإجراءات المدنية ووفقا للشروط الشكلية المنصوص عليها في المادة 281 من قانون الإجراءات المدنية لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن الدعوى الحالية ترمي إلى إبطال قرار ولائي صادر في 1998/06/20 المتضمن إنهاء علاقة العمل القائمة بين المستأنف والمستأنف عليه .

وحيث أن الوجه القانوني المعروف يتمثل في التحقق مما إذا كانت علاقة العمل القائمة بين السيد خ ب ع والسيد والي ولاية معسكر علاقة دائمة أي أنه تتوفر فيه صفة الموظف ويخضع للقانون الأساسي المتعلق بالفئة التي ينتمي إليها هذا الموظف، أم أنه عامل مؤقت يمكن إنهاء مهامه دون إشعار ولا تعويض .

وحيث أنه بالرجوع إلى قرار تعيين المستأنف المؤرخ في 1994/12/21 تحت رقم

503 فإنه يشير في ديباجته إلى المرسوم التنفيذي رقم 222/93 المؤرخ في 1993/10/02 المحدد للقانون الأساسي لأعوان ورؤساء فرق الوقاية والأمن من جهة، كما أنه ينص في مادته الأولى أن السيد خ ب ع وظف بصفة متعاقد كعون للأمن والوقاية.

وحيث أن بالفعل تنص المادة 07 من المرسوم 222/93 المذكور أنه "يمكن تشغيل كعون أمن بصفة استثنائية" أي أن المشرع سمح استثنائيا للهيئة الإدارية المستخدمة أن تشغل أعوان أمن بصفة مؤقتة عن طريق التعاقد .

وحيث أن العامل المتعاقد لا يخضع في علاقاته مع إدارته إلى مرسوم 59/85 المحدد لشروط إنهاء المهام الخاصة بالموظف ولا يستفيد بالضمانات المقررة لهذا الأخير في المجال التأديبي .

وحيث أن القرار المستأنف فيه أصاب في تطبيق القانون عند رفضه لدعوى المدعي لعدم التأسيس مما يتعين القضاء بتأييده والقول أن الإستئناف الحالي غير مؤسس .
وحيث أن المصاريف القضائية تبقى على عاتق المستأنف قانونا .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : بقبول الإستئناف شكلا .

في الموضوع : بتأييد القرار المستأنف الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء وهران بتاريخ 2000/07/15 مع إبقاء المصاريف القضائية على عاتق المستأنف .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: الخامس عشر من شهر أبريل من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الأول لمجلس الدولة
المشكلة من السادة:

الرئيس

مختاري عبد الحفيظ

نقل موظف

المرجع : المادة 12 من المرسوم رقم 85-60
المحدد إجراءات تطبيق المرسوم 85-59
• لا يمكن للموظف رفض نقله من مكان إلى
مكان آخر لفائدة المصلحة شريطة عرض ملفه
الإداري على لجنة الموظفين لإبداء الرأي.

مجلس الدولة
الغرفة الثانية
رقم الملف: 005485
قرار بتاريخ
2002/07/22
قضية :
محافظ الغابات بقالمة
ضد :
ب ر

وعليه

في الشكل : حيث دراسة أوراق الملف لم تفلح بأن القرار المعاد قد بلغ للمستأنفة على النحو المنصوص عليه بنص المادة 171 من قانون الإجراءات المدنية وبحسبه فإن الإستئناف استوفى أوضاعه القانونية فهو صحيح ومقبول شكلاً.

في الموضوع : حيث تنعى المستأنفة على القرار المعاد أنه أخطأ في تقدير الوقائع وفي تطبيق القانون بدعوى أنه تم نقل المستأنف عليه من مقر محافظة الغابات بقالمة إلى إقليم الغابات بالشمالية ولاية قالمة بسبب ضرورة المصلحة وأن المقرر المطعون فيه بالبطلان لم يشكل له أي ضرر.

لكن حيث أنه طبقاً للمادة 120 من المرسوم رقم 85/60 المؤرخ في 23/03/1985 الذي يحدد إجراءات تطبيق المرسوم رقم 85/59 المؤرخ في 23/03/1985 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لعمل المؤسسات والإدارات العمومية والمرسوم رقم 91/255 المؤرخ في 27/07/1991 فإن إذا موظف ما غير محق بأن يرفض نقله من مكان إلى مكان آخر لفائدة المصلحة فبشرط أن ملفه الإداري يعرض على لجنة الموظفين لإبداء رأيها.

حيث أن دراسة أوراق الملف المطروح أمام مجلس الدولة لم يفد بأن المستأنفة قد قامت باتباع هذا الإجراء الضروري وبما أنها أغفلت القيام به فإنها أخطأت وعرضت

<u>عزل موظف</u>	مجلس الدولة
<u>عزل أثناء العطلة المرضية</u>	الغرفة الثانية
	7462
قرار العزل المتخذ خلال عطلة مرضية	قرار بتاريخ
شرعية.	2003-02-25
قرار مخالف للقانون المادة 136 من	<u>قضية :</u>
المرسوم 85-59 المؤرخ في 1985/03/23	س ر
	<u>ضد :</u>
	مديرية التربية لولاية سطيف

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف المرفوع في 2000/12/18 ضد القرار الصادر عن مجلس قضاء سطيف في 2000/06/26 والمبلغ للمستأنف في 2000/11/22 جاء في الأجل ووفقا للشروط الشكلية المنصوص عليها في المواد 277 و 281 و 282 من قانون الإجراءات المدنية لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا.

في الموضوع : حيث أن المدعي طعن بالبطلان في القرار الصادر عن مديرية التربية لولاية سطيف بتاريخ 1999/11/09 المتضمن عزله عن منصب عمله، الطعن المرفوض من طرف قضاة الدرجة الأولى بموجب القرار المستأنف فيه.

وحيث أنه يدفع لتبرير استئنافه أن حالة التخلي عن المنصب المحتج بها من طرف المدعي عليها غير ثابتة وبالتالي القرار المتضمن عزله على أساس التخلي عن المنصب مخالف للقانون نتيجة خطأ في تطبيق القانون.

وحيث أنه بالرجوع إلى مستندات القضية و بالأخص إلى الشهادة الطبية المؤرخة في 1999/04/07 المؤشر عليها من طرف الصندوق الوطني للتأمينات الإجتماعية وكذلك بالنظر إلى قرار لجنة العجز التابعة للصندوق الوطني للتأمينات الإجتماعية المؤرخ في 2000/10/16 أنه فعلا وبعد الطعن المرفوع من طرف المستأنف ضد قرار

الطبيب المراقب الراض للعطلة المرضية الممنوحة للمؤمن المستأنف، قد استفاد هذا الأخير بعجز (الدرجة الأولى) ابتداء من 1998/04/08 إلى غاية 07 أفريل 2000.

وحيث أن القرار المطعون فيه و المتضمن عزل المستأنف صدر في 1999/11/09 أي خلال فترة كان فيها المستأنف في عطلة مرضية كمستفيد بعجز ممنوح من الجهات المعنية بالتأمينات الإجتماعية الوضعية التي أبلغ بها المستأنف مديرية التربية بموجب رسالة مؤرخة في 1999/10/31 رد على الإنذار بالالتحاق الموجه له في 199/10/23.

وحيث أنه يعتبر إذن قرار العزل المتخذ خلال عطلة مرضية شرعية قرار مخالف للقانون ليعيب في تطبيق المادة 136 من مرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/23 المتضمن القانون النموذجي الخاص بالمؤسسات و الإدارات العمومية، لذا يتعين إلغاء القرار المستأنف فيه الذي أساء في تقدير الوقائع وتطبيق القانون وبعد التصدي بإبطال القرار المطعون فيه المتضمن عزل المستأنف من منصب عمله.

وحيث أن طلب المستأنف إعادة الإدماج غير مبرر وذلك بسبب عدم إثباته بشهادة طبية أنه مؤهل لإستئناف عمله بعد انتهاء مدة العجز الممنوحة له من طرف لجنة العجز المشار إليها أعلاه لذا يتعين رفضه في الحال.

وحيث أن طلب المستأنف للتعويض غير مبرر أيضا علما بأنه كان مكفل به من طرف صندوق الضمان الإجتماعي إلى غاية 2000/04/07 وبالتالي فالضرر المستحق للتعويض غير ثابت، لذا يتعين رفض طلب التعويض لعدم التأسيس.

وحيث أن المصاريف القضائية تقع على عاتق المستأنف عليها.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : بقبول الإستئناف.

في الموضوع : إلغاء القرار الصادر عن الغرفة الإدارية بمجلس قضاء سطيف في 2000/06/26 وفصلا من جديد القضاء بإبطال قرار العزل المؤرخ في 1999/11/09 مع رفض باقي الطلبات.

- المصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليها.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس والعشرين من شهر فيفري من سنة ألفين و ثلاثة من قبل مجلس الدولة الغرفة الثانية المشكلة من السادة :

الرئيس	مختاري عبد الحفيظ
مستشارة الدولة المقررة	كريبي زوبيدة
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
مستشار الدولة	لعلوي عيسى
مستشار الدولة	عنصر صالح
مستشار الدولة	فضيل سعد

بحضور السيد/بو الصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيدة/ نجار زهية أمينة الضبط.

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمينة الضبط

إهمال منصب

غياب بدون مبرر قانوني - إهمال منصب
" نعم".

الموظف المتغيب بدون علم الهيئة
المستخدمة وبدون عذر مبرر و شرعي يفقد
الضمانات المنصوص عليها قانونا ولا يمكنه
التمسك بحقه في الإجراءات التأديبية ويعتبر
في حالة إهمال المنصب.

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

010005

قرار بتاريخ

2004-01-20

قضية :

ق م

ضد :

مركز التكوين المهني

والتمهين الشهيد

رويشي سليمان

وعليه

فإن مجلس الدولة:

في الشكل : حيث أن الإستئناف مستوفي لأوضاعه الشكلية وجاء في أجله
القانوني مما يتعين قبوله شكلا.

في الموضوع : حيث أن المستأنف يلتمس إلغاء القرار الصادر عن مجلس قضاء
باتتة المؤرخ في 2001/04/23 والذي قضى برفض دعواه الرامية إلى إبطال مقرر
العزل الصادر عن الهيئة المستخدمة مركز التكوين المهني والتمهين الشهيد رويشي
سليمان الممثل من طرف مديره.

حيث أن المستأنف يدفع بأن مقرر العزل جال من الأسباب التي أدت إلى عزله من
منصب عمله كما أنه لم يحترم الإجراءات القانونية المنصوص عليها بالمادة 122 من
المرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/23 القانون النموذجي العام لعمال
المؤسسات والإدارات العمومية.

حيث أنه ثابت من ملف الدعوى والوثائق المرفقة أن المستأنف كان يشغل لدى المستأنف عليها بصفة مساعد تربوي منذ 1989/12/30 تم قدم إستقالته بتاريخ 1996/12/30 ثم أعيد إدماجه بتاريخ 1996/12/31 وظل يعمل إلى غاية 1997/03/29 بتاريخ تعيينه بدون ميرر.

أن المستأنف تم إعداره ثلاثة مرات من أجل الإلتحاق بمنصب عمله بدون جدوى وبدون ميرر شرعي.

حيث أن أمام عدم إستجابة المستأنف للإعذارات الموجهة إليه قامت الإدارة بإصدار المقرر المطالب بإلغائه والمتضمن عزله بسبب غيابه الغير المبرر.

حيث أن الموظف الذي تغيب بدون علم الهيئة المستخدمة وبدون عذر ميرر وشرعي يفقد الضمانات الخاصة المنصوص عليها قانونيا ولا يمكنه التمسك بحقه في الإجراءات التأديبية ويعتبر في حالة إهمال المنصب.

حيث أن المقرر المطالب بإلغائه جاء متمشيا والإجراءات القانونية بحيث أنه جاء بعد إعدار المستأنف أكثر من مرتين للإلتحاق بعمله وليس من أجل التهمة التي أدين من أجلها جزائيا.

حيث أن المقرر المطالب بإلغائه جاء متمشيا والإجراءات القانونية بحيث أنه جاء نتيجة لعدم إستجابة المستأنف للإعذارين الموجهين إليه من أجل الإلتحاق بمنصب عمله وليس من أجل التهمة التي أدين من أجلها جزائيا خلافا لما يدعيه المستأنف.

حيث أن المستأنف عليها لما وافقت على عودة المستأنف إلى منصب عمله أثناء الإجتماع للجنة المتساوية الأعضاء بتاريخ 2000/05/09 بناء على طلب المستأنف كان ذلك لإعتبارات أخرى لا علاقة لها بالأسباب التي أدت إلى المقرر المطعون فيه وبالتالي لا تمس بشرعيته مما ينبغي القول بأن

القرار المستأنف أصاب في تقديره للوقائع ويتعين تأييده.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : أثناء فصله في القضايا الإدارية حضوريا علانيا ونهائيا.

في الشكل : قبول الإستئناف.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف.

المصاريف القضائية على المستأنف.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ العشرين من شهر جانفي من سنة ألفين و أربعة من قبل مجلس الدولة الغرفة الثانية القسم الثاني المشكلة من السيدة و السادة :

الرئيس	محدادي مبروك
رئيسة قسم المقررة	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور

بحضور السيد/ بو الصوف موسى مساعدة محافظ الدولة وبمساعد السيد/ فراوسي
فريد أمين الضبط

الرئيس رئيسة قسم المقررة أمين الضبط

٨

إهمال المنصب

- المادة 136 من المرسوم 59-85.
- غياب غير شرعى.
- استلام المعنى إعدارين بالالتحاق بعمله و
- توقيعه على الإشعار بالإستلام يجعل غيابه
- غير شرعى ويعد فى حالة إهمال المنصب.

مجلس الدولة.

الغرفة الثانية.

القسم : 02

رقم الملف : 010497 .

جلسة : 2004/01/20

قضية :

ع.ع

ضد :

مدير التكوين المهني

والتهمين زيغود يوسف

قسنطينة.

وعليه

فى الشكل : حيث أن الإستئناف مستوفى أوضاعه الشكلية و جاء فى أجله القانونى مما يتعين قبوله شكلا.

فى الموضوع : حيث أنه يتبين من دراسة ملف الدعوى و الوثائق المرفقة أن المستأنف يشغل لدى المستأنف عليه مركز التكوين المهني و التهمين بزيغود يوسف بصفة طباحا و ذلك منذ 1994/11/26.

حيث أن المستأنف استفاد بالاستيداع لهذه ثمانية عشر شهرا و ذلك لغاية 1999/09/01 لأسباب شخصية.

حيث أنه بعد انتهاء حالة الاستيداع بتاريخ 1999/09/01 تقدم بطلب ثالث لنفس الغرض إلا أن الملف المقدم من طرفه لم يكن كاملا فطلب منه تقديم شهادة مرضية لوالدته و ذلك حسب الرسالة المؤرخة فى 1999/09/11 و الصادر من المستأنف عليه.

حيث أن المستأنف لم يكمل هذا الملف و راح يقدم شهادات طبية لدى الإدارة المستخدمة.

حيث أنه بتاريخ 1999/10/16 أعلم المستأنف من طرف الإدارة المستخدمة بأن الشهادات المرضية غير مؤشر عليها من طرف مصلحة الضمان الإجتماعي و بالتالي فإن الإدارة لم تأخذها بعين الاعتبار و أنه يعتبر في حالة غياب غير شرعي إذ لم يلتحق بمنصبه، أن هذه الرسالة كانت قد أرسلت مع الإشعار بالاستلام رقم 83120 بتاريخ 1999/11/04.

حيث أنه أمام عدم إستجابة المستأنف قامت المستأنف عليها بإستفسار لدى الضمان الإجتماعي عن الشهادات الطبية المقدمة من طرف المستأنف و ذلك بتاريخ 1999/12/09.

وردا عن هذه الرسالة أجاب صندوق الضمان الإجتماعي بتاريخ 1999/12/13 أن إدارته لم تتلقى أي شهادة مرضية من المستأنف.

حيث أنه أمام هذه الوضعية قامت المستأنف عليها بتوجيه للمستأنف إعدارين بالالتحاق بمنصب عمله مع الاشعار بالاستلام الموقعين من طرف المعني بالأمر و هذا حسب الإشعارات المقدمة بالملف 8312 8319 - 8266.

حيث أن دفع المستأنف بأنه كان في حالة مرض عندما تم عزله من منصب عمله هو دفع غير مؤسس لأن الشهادات المرضية المحتج بها و المؤرخة في 1999/09/11 و 1999/10/11 و 1999/11/10 لم تمنع المستأنف من الخروج و بالتالي الإتصال بالإدارة المستخدمة و الإستجابة عن الإعدارات المقدمة له.

ونتيجة لكل الإجراءات التي تم اتخاذها وفقا للقانون و خاصة للمرسوم 59/85 فإن المستأنف لا يمكنه التمسك بعدم شرعية القرار المتخذ في حقه و المتضمن عزله عن العمل بسبب الغياب غير المبرر و اعتباره مرفوض من طرف الإدارة في حالة إهمال المنصب وفقا للمادة 136 من المرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/23 و ذلك رغم الضمانات التأديبية المنصوص عليها في التنظيم المعمول به.

حيث أن قضاة الموضوع قدروا الوقائع تقديرًا سليماً مما يتعين تأييد القرار المستأنف و تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : حضورياً ، علانياً و نهائياً :

في الشكل : - قبول الاستئناف شكلاً .

في الموضوع : - تأييد القرار المستأنف.

- تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ العشرين من شهر جانفي من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثانية القسم الثاني بمجلس الدولة، المشكلة من السادة :

الرئيس	محدادي ميروك
رئيسة قسم المقررة	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور

بحضور السيد/ بالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد / فراوسي فريد أمين الضبط

الرئيس	رئيسة قسم المقررة	أمين الضبط
--------	-------------------	------------

<u>سكن وظئسسىفى</u>	مجلس الدولة.
— رفض تسليم مفاتئح الشقة.	الغرفة الثانية.
خطأ مهنى (لا).	رقم الملف : 010502 .
نزاع ذو طابع إجتماعى من اختصاص المحكمة الفاصلة فى المسائل الإجتماعىة (لا).	جلسة : 2004/01/20
— رفض تسليم مفاتئح الشقة بعد خطأ مهنى.	<u>قضية :</u>
— القطاع الصحى مؤسسة عمومىة ذات صبغة إدارىة و من ثمة فإن الغرفة الإدارىة هى المختصة.	مدير القطاع الصحى تقزيرت ولاية تيزى وزو
	<u>ضد :</u>
	م . ع

وعلىه

فى الشكل : حىث أنه لا يوجد بملف الدعوى ما ىثبت بأن القرار المستأنف تم تبلىغه للمستأنف لذا ىتعين قبول الاستئناف شكلا لوروده وفقا للإجراءات القانونىة.

فى الموضوع : حىث أن المستأنف ىلتمس إلغاء القرار الصادر عن مجلس قضاء تيزى وزو بتاريخ 2001/01/29 و الذى قضى بإلغاء المقرر الصادر عنه فى 1999/07/10 و المتضمن تسلىط عقوبة التوبىخ على المستأنف علىها.

حىث أن المستأنف ىدفع بأن النزاع ىكتسى طابع إجتماعى و بالتالى فإنه من اختصاص المحكمة الإجتماعىة.

حىث أن المادة 7 من قانون الإجراءات المءنىة تنص بأنه : "تختص المجالس القضائىة بالفصل إبتدائىا بحكم قابل للاستئناف أمام مجلس الدولة فى جمىع القضايا أىا كانت طبعىتها و التى تكون الدولة أو الولايات أو إحدى المؤسسات العمومىة ذات الصبغة الإدارىة طرفا فىها".

حىث أن القطاع الصحى هو مؤسسة عمومىة ذات الصبغة الإدارىة و هو طرف فى

النزاع و من ثمة فإن الغرفة الإدارية لما تمسكت باختصاصها فقد أصابت.

حيث أن الدفع المثار من طرف المستأنف بدعوى أن الطعن غير مقبول مادام أن المستأنف عليها لم تقم بالطعن الإداري المسبق فهو دفع غير جدي لأن المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية تم تعديلها و أن الطعن الإداري المسبق لم يبقى مطالب به.

حيث أن العقوبة المسلطة على المستأنف عليها نتيجة لرفضها تسليم مفاتيح الشقة التي تشغلها في إطار وظيفتها و بصفة قانونية هي عقوبة مسلطة على المستأنف عليها بصفة تعسفية و غير شرعية.

حيث أن رفض المستأنف عليها لتسليم مفاتيح الشقة لا يعد خطأ مهنيا يستوجب عقوبة العامل الراض الامتثال له.

حيث أن قضاة الموضوع قدروا الوقائع تقديرا سليما لذا يتعين تأييد القرار المستأنف ورفض الاستئناف لعدم تأسيسه.

لهذه الأسباب

يقضى مجلس الدولة : غيابيا و نهائيا :

في الشكل : قبول الاستئناف شكلا .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف.

- المصاريف القضائية على المستأنف.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ العشرين من شهر جانفي من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثانية القسم الثاني بمجلس الدولة، المشكلة من السادة :

الرئيس	محدادي مبروك
رئيسة قسم المقررة	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور

<u>اهمال منصب</u>	مجلس الدولة.
الإنذارات - كيفية تبليغ الإنذار	الغرفة الثانية.
المرجع : المنشور رقم 1024 المؤرخ في	رقم الملف : 005587 .
1993/12/21 الصادر عن المديرية العامة	جلسة : 2002/05/27
للتوظيف العمومي.	<u>قضية</u> :
- رفض استلام الإنذار يتم بالإشهاد من	وزير المالية
طرف البريد أو مصالح الأمن المختصة أو	<u>ضد</u> :
الدرك الوطني.	م.ف
- الإشهاد يحل محل تبليغ الشخص.	
- في حالة تعذر الاشهاد المذكور ترسل	
الإدارة الإنذارين لآخر عنوان.	

وعليه

في الشكل : حيث الإستئناف جاء مستوفيا لأوضاعه القانونية في الأجل المحددة قانونا مما يستوجب قبوله شكلا.

في الموضوع : حيث أن الإستئناف الحالي المرفوع من طرف وزير المالية يهدف إلى إلغاء القرار الصادر بتاريخ 1999/10/05 عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء أم البواقي القاضي بإدراج المستأنف عليها إلى منصب عملها.

حيث أن المستأنف يشير بأنه قرر عزل المستأنف عليها بسبب إهمالها منصب عملها لكونها لم تعد إلى العمل بعد إنقضاء اجازتها السنوية يوم 1997/09/01.

حيث أن المستأنف عليها دافعت على مستوى الدرجة الأولى أنها أخبرت بفصلها من العمل يوم فاتح سبتمبر عندما عادت من العطلة.

حيث يتبين من ملف الدعوى أن المستأنف أسس قرار عزل المستأنف عليها على إنذارين الأول مؤرخ في 1997/09/09 و الثاني مؤرخ في 1997/09/27 الإثنان

يتمثلان في برقيتين أرسلت إلى المستأنف عليها حيث أن المستأنف عليها تنكر إستلام البرقيتين.

حيث أن المنشور رقم 1024 المؤرخ في 1993/12/21 من المديرية العامة للتوظيف العمومي التي تتضمن إجراءات إنذار الموظفين الذين أهملوا مناصبهم يثبت رفضهم استلام الإنذارات بالإشهاد من طرف البريد أو مصالح الأمن المختصة أو الدرك الوطني و هذا الإشهاد يحل محل تبليغه الشخص و في حالة أن لا يمكن الإشهاد بأحدى الطرق المنصوص عليها أنا فإنه يجب على الإدارة أن ترسل الإنذارين لآخر عنوان معروف للمعني و يرجع الإنذارين بملاحظة من طرف البريد و يؤدي إلى توقيف الموظف فوراً.

حيث أنه لم يستخلص من البرقيتين أنه تم استلامها من طرف المستأنف عليها و هذا يؤدي للقول أن لا يمكن أخذهما بعين الإعتبار و بالتالي فقرار العزل غير شرعي و بناء على ذلك يستوجب التصريح بأن قضاة الدرجة الأولى كانوا على صواب.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : علانياً، حضورياً :

في الشكل : قبول الإستئناف .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: السابع والعشرين من شهر مساي من سنة ألفين و إثنين من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المشكلة من السادة :

الرئيس	مختاري عبد الحفيظ
مستشارة الدولة المقررة	أباد حليلة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور

رئيسة قسم	بوعروج فريدة
مستشار الدولة	لعلاوي عيسى
مستشار الدولة	عنصر صالح
مستشار الدولة	فضيل سعد
مستشار الدولة	بوفرشة مسعود

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيدة/نजार زهية
أمانة الضبط.

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمينة الضبط

نجاح في الإمتحان

مجلس الدولة.

الغرفة الثانية.

رقم الملف : 005522 .

جلسة : 2002/07/22

قضية :

مدير التربية لولاية تيزي

وزو

ضد :

ك.ط

المرجع : المادة 49 من المرسوم 85-59.
 - يتعين على الإدارة أن تسير بصفة نظامية
 الحياة المهنية للموظف بتسوية وضعيته
 الإدارية وفقا للمادة 49 من المرسوم
 59/85 بعد نجاحه في الإختبارات التطبيقية
 و بعد التأشير على محضر نجاحه من طرف
 مدير التربية للولاية.

وعليه

في الشكل : حيث الإستئناف جاء مستوفيا للشروط الشكلية و يتعين قبوله شكلا.

في الموضوع : حيث بالرجوع إلى الملف و الوثائق المقدمة من كلا الطرفين فإن
 المدعي المستأنف عليه ك.ط قد نجح في الإختبارات التطبيقية لشهادة الكفاءة للتعليم
 الأساسي محضر اللجنة المحرر في 1994/05/28.

و حيث عكس ما دفعت به المستأنفة فإن هذا المحضر أشر عليه من طرف مدير
 التربية لولاية تيزي وزو نفسه و بالموافقة على رأي اللجنة (الخاتم و الإمضاء).

و حيث كان على السانفة أن تسير بصفة نظامية الحياة المهنية للموظف و ذلك
 بتسوية وضعيته الإدارية وفقا للمادة 49 من المرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/23
 و عليه يتعين المصادقة على القرار المستأنف.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : علانيا، حضوريا ونهائيا :

وقف تنفيذ القرار الإداري المطعونفيه أمام لجنة الطعن

المرجع :م 25 من المرسوم رقم 94- 10
المؤرخ في 14/ 01/ 1994 المتضمن
اختصاص و تشكيلة وتنظيم و سير اللجان
التأديبية.

– الطعن المرفوع أمام لجنة الطعن يوقف
تنفيذ القرار الإداري المطعون فيه الصادر
عن اللجنة المتساوية الأعضاء.

مجلس الدولة.

الغرفة الثانية.

رقم الملف : 008041 .

جلسة : 2003/03/18

قضية :

خ.ب

ضد :

مدير القطاع الصحي

بالمسيلة

وعليه

في الشكل : حيث أن القرار المستأنف فيه لم يبلغ بعد حسب ما يظهر من أوراق
الملف كما أنه قرار صادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء المسيلة ابتدائيا لذا فاستئنافه
جاء في الأجل القانوني و وفقا للشروط الشكلية المنصوص عليها في المواد 277 و 281
و ما بعدها من قانون الإجراءات المدنية و يتعين قبوله شكلا.

في الموضوع : حيث أن المستأنف الحالي سبق له و أن تقدم بطلبات أمام قضاة
الدرجة الأولى تتمثل في القضاء بإعادة إدماجه في منصب عمله الأصلي بمستشفى
المسيلة و دفع رواتبه من تاريخ التوقيف إلى غاية الرجوع الفعلي مع التعويض و هو
يناقش قرار تسريحه الصادر بتاريخ 02/10/1999 و المطعون فيه أمام لجنة الطعن .

و حيث أنه إضافة إلى طلباته الأولى المقدمة أمام قضاة الدرجة الأولى التمس
المستأنف من مجلس الدولة إلغاء قرار التسريح المذكور.

لكن حيث أن الطعن المرفوع أمام لجنة الطعن يوقف تنفيذ القرار الإداري المطعون
فيه طبقا للمادة 25 من المرسوم 10/84 المؤرخ في 14/01/1994 المتضمن اختصاص
و تشكيلة و تنظيم و سير اللجان التأديبية من جهة.

حائث أن بالرجوع إلى دفوع المسأائف نفسه و إلى أوراق الملف يتضح أن النزاع الحائلي ينصب على قرار التسريح وحده الذي تلتة إجراءات أخرى تسبب فيها المسأائف برفعه للطعن ضد قرار اللجنة المتساوية الأعضاء أمام لجنة الطعن.

و حائث أنه لا يجوز الطعن في قرار إداري إلا إذا كان نافذا و ذلك وفقا للمبادئ العامة للقانون الإداري من جهة أخرى.

و حائث أن مادام أن هذا الشرط غير متوفر في قرار التسريح المنازع فيه فإن الدعوى الحائلية غير مؤسمة قانونا طبقا للمادة 25 من المرسوم سالف الذكر.

و حائث أنه يتعين إذن المصادقة على القرار المسأائف فيه لأسباب أخرى .

و حائث أن المصاريف القضائية تبقى على عاتق المسأائف.

لهذه الأسباب

يقضى مجلس الدولة : علانيا، حضوريا و نهائيا :

في الشكـل : قبول الاستئناف شكلا.

في الموضوع : إلغاء القرار المسأائف الصادر في 2000/11/06 عن مجلس قضاء المسئلة الغرفة الإدارية و بعد التصدي القضاء بعدم قبول الدعوى شكلا.

-المصاريف القضائية على عاتق المسأائف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثامن عشر من شهر مارس من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الأول بمجلس الدولة، المشكـلة من السادة :

الرئيس

مختاري عبد الحفيظ

مستشارة الدولة المقررة

كريبي زوبيدة

مستشار الدولة	عبد المالك عبد النور
مستشار الدولة	لعلاوى عيسى
مستشار الدولة	فضيل سعد

بحضور السيدة/ درار دليلة مساعدة محافظ الدولة و بمساعدة السيدة/نجار زهية أمينة
الضبط

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمنية الضبط

<u>ضرائب</u>	مجلس الدولة
إشعار الغير الحائز	الغرفة الثانية
المادتان 384 و 387 من قانون الضرائب	ملف رقم:
المباشرة يتم إصدار إشعار للغير الحائز متى	010956
كان الدين الضريبي مستحقا قانونا .	قرار بتاريخ :
يتم إبطاله قضاءا في حالة عدم تبرير	2003/12/16
الضريبة، محل التحصيل، قانونا .	<u>قضية :</u>
	خ. ح
	<u>ضد :</u>
	مديرية الضرائب لولاية
	عنابة

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف الحالي المرفوع بتاريخ 2001/11/11 ضد القرار الابتدائي المؤرخ في 2001/09/30 وغير المبلغ حسب ما يظهر من أوراق الملف، جاء مستوفيا لشروط الشكلية وفي الأجل المنصوص عليه بالمادة 277 من قانون الإجراءات المدنية لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن النزاع الضريبي الحالي يخص إشعار الغير الحائز (ATD) الذي بموجبه تم تحصيل مبلغ 100.000,00 دج من طرف قابض الضرائب، المبلغ الذي كان مودعا من طرف المستأنف خ ح بحسابه المفتوح لدى صندوق التوفير والإحتياط .

وحيث أنه للمطالبة باسترجاع المبلغ المذكور استند المستأنف إلى دفع أصلي يتمثل في عدم استحقاق الضريبة موضوع إجراء التحصيل، ناكرا ممارسته لنشاط النقل لصالح شركة " جيني سيدار" بعنابة، وهو يثبت ذلك عن طريق مراسلة صادرة عن المركز الوطني للسجل التجاري ومحضر إثبات حالة المتضمن تصريح ممثل الشركة المعنية الذي يفيد أن الشركة لم تتعامل مع المستأنف خلال الفترة المعنية بفرض الضريبة .

وحيث أن الدفع المثار مؤسس كون أن المستأنف أثبت أن فرض الضريبة عليه وبالنتيجة إصدار إشعار الغير الحائز لتحصيل هذه الضريبة، غير مبرر قانونا .

وحيث أن القرار المستأنف القاضي برفض دعوى المدعي المستأنف قد أخطأ إذن في تطبيق المادتين 384 و387 من قانون الضرائب المباشرة التي تجيز إصدار إشعار الغير الحائز متى كان الدين الضريبي مستحقا قانونا .

وحيث أنه ودون مناقشة الدفع الأخرى يتعين القضاء بإلغاء القرار المستأنف وفصلا من جديد إبطال إشعار الغير الحائز موضوع النزاع وبالنتيجة القضاء على المستأنف عليها مديرية الضرائب بإرجاعها للمستأنف مبلغ 100.00,00 دج المحصل عليه عن طريق الإشعار المذكور، مع رفض طلب المستأنف للتعويض لعدم تأسيسه طبقا للمادة 305 من قانون الضرائب المباشرة .

وحيث أن المصاريف القضائية تقع على عاتق الخزينة العامة .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الاستئناف شكلا .

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف وفصلا من جديد إبطال إشعار الغير الحائز موضوع النزاع وبالنتيجة القضاء على المستأنف عليها بإرجاعها للمستأنف مبلغ مائة ألف دينار (100.000,00 دج) .

- المصاريف القضائية على عاتق الخزينة العامة .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: السادس عشر من شهر ديسمبر من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الأول لمجلس الدولة المشكلة من السيدة و السادة:

الرئيس	مختاري عبد الحفيظ
مستشارة الدولة المقررة	كريبي زوييدة
مستشار الدولة	لعلوي عيسى
مستشار الدولة	عنصر صالح

بحضور السيد / بوزنادة معمر مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ فراوسي
فريد أمين الضبط .

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمين الضبط

<u>ضرائب</u>	مجلس الدولة
تحصيل ضريبي	الغرفة الثانية
	التقسيم الأول
غلق إداري مؤقت دين ضريبي ودين مدني.	ملف رقم: 011010
- الغلق الإداري إجراء من إجراءات	قرار تاريخ :
التحصيل الجبري يعمل به عندما يكون الدين	2003/11/18
ذا طابع ضريبي وليس ذا طابع مدني (المادة	<u>قضية :</u>
392 من قانون الضرائب المباشرة) .	ص ي
- العبرة بطبيعة الدين وليس بصفة الشخص	<u>ضد :</u>
المكلف تحصيله.	مديرية الضرائب
	لولاية سكيكدة

وعليه

في الشكـل : حيث أن الإستئناف المرفوع بتاريخ 2001/11/17 ضد القرار الابتدائي المؤرخ في 2001/02/05 وغير المبلغ حسب ما يظهر من أوراق الملف، جاء مستوفيا للشروط الشكلية وفي الأجل المنصوص عليه بالمادة 277 من قانون الإجراءات المدنية لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن المستأنف " ص ي " ينازع في قرار الغلق المؤقت لمحله التجاري الصادر عن مدير الضرائب للولاية بتاريخ 2000/03/12 .

وحيث أنه يستند في طلبه إلغاء القرار المنازع فيه إلى كونه مشوب بعيب تجاوز السلطة مبررا ذلك بأنه يخص تحصيل دين مدني لصالح بلدية سكيكدة المؤجرة بواسطة قابض البلدية، وليس دين ضريبي .

وحيث أن مديرية الضرائب تدفع من جهتها بشرعية الإجراء المتخذ من طرفها من أجل تحصيل دين لفائدة الخزينة العامة معتبرة قرار الغلق المؤقت من إجراءات التحصيل

بالنظر إلى القائم بعملية التحصيل أي القابض البلدي وبالنظر إلى الدين المطلوب تحصيله الذي وصفته أنه دين ضريبي .

وحيث ولكن الغلق الإداري المؤقت كإجراء من إجراءات التحصيل الجبرية يتخذ متى كان الدين ذات طابع ضريبي حسب ما تؤكد صراحة المادة 392 من قانون الضرائب المباشرة في فقرتها 4 .

وبالتالي القرار المتضمن غلق محل المستأنف إدارياً والصادر عن مدير الضرائب للولاية مشوب بعيب تجاوز السلطة بالنظر إلى طبيعة الدين المطالب به وليس بالنظر إلى صفة الشخص المكلف بتحصيله كما اعتبره خطأ قضاة الدرجة الأولى .

وحيث أنه يتعين إذن القول أن الاستئناف الحالي مؤسس وبالنتيجة القضاء بإلغاء القرار المستأنف وفصلاً من جديد إلغاء قرار الغلق محل النزاع الصادر في 2000/03/18 .

وحيث أن المصاريف القضائية تقع على عاتق الخزينة العامة.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : إلغاء القرار المستأنف وبعد التصدي إبطال قرار غلق المحل التجاري محل النزاع لتجاوز السلطة .

- المصاريف القضائية على عاتق الخزينة العامة .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: الثامن عشر من شهر نوفمبر من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الأول لمجلس الدولة المشكّلة من السيدة و السادة:

الرئيس	مختاري عبد الحفيظ
مستشارة الدولة المقررة	كريبي زوبيدة
مستشار الدولة	عنصر صالح

مستشار الدولة	فضئل سعاا
مستشار الدولة	لعااا علسئ

بمضااا السئا / بن ناصا ماما مامااا الدولة و بمساااا السئا/ فراااا فراء أمان الضبب .

أمان الضبب

مستشارة الدولة المقرزة

الرئس

<u>نزح ملكية من أجل المنفعة العامة</u>	مجلس الدولة
التعويض - مالك العقار - التقادم المكسب	الغرفة الثانية
الحق في التعويض مقرر لمالك العقار وقت	ملف رقم :
إصدار قرار نزح الملكية (المادة 13 و ما	012419
بعدها من الأمر 48/76).	فهرس رقم : 960
تملك القطعة الأرضية عن طريق التقادم	قرار بتاريخ :
المكسب (في قضية الحال) غير مطابق	2003/12/16
للولواقع.	<u>قضية :</u>
	ن.م.ب.م
	<u>ضد :</u>
	والي ولاية باتنة ومن معه

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف المرفوع بتاريخ 2002/04/09 ضد القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء باتنة المؤرخ في 2002/01/28 والغير مبلغ حسب ما يظهر من أوراق الملف، جاء مستوفيا للشروط الشكلية وفي الأجل المنصوص عليه بالمادة 277 من قانون الإجراءات المدنية، لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن المستأنف ن م رفع دعوى ضد والي ولاية باتنة بحضور مدير مشروع خط السكة الحديدية عين التوتة المسيلة من أجل المطالبة بالتعويض مقابل نزح ملكيته للمنفعة العامة .

وحيث أنه أثبت بموجب عقد شهرة مؤرخ في 1998/07/08 ومشهر في 1998/08/23 أنه مالك لقطعة أرض ذات مساحة قدرها 1 هكتار 22 آر و 28 سنتنار الكائنة ببلدية عين التوتة بها مسكن ومغروسة بأشجار مثمرة، الملكية التي اكتسبها بالتقادم.

وحيث أنه في إطار إنشاء خط السكة الحديدية الرابطة بين مدينة عين التوتة والمسيلة أصدر والي ولاية باتنة قرارا في 1982/05/15 يتضمن التصريح بالمنفعة العامة محدد

المساحة الإجمالية للعقارات المعنية بعملية نزع الملكية بـ 128 هكتار و 93 آر و 67 سنتيار ثم تلاه قرار في 28/06/1984 يتضمن نزع الملكية من أجل المنفعة العامة الذي أشار في مادته الثالثة إلى أن المستفيد بالعملية هي الشركة الوطنية للنقل، كما حدد قائمة الملاكين الذين مستهم العملية ومنهم السيد ن م المستأنف الحالي .

وحيث أن فضلا على ذلك أرسلت كل من مصالح أملاك الدولة وشركة النقل المستفيدة إرسالتين إلى المستأنف تؤكد له استعدادها لتعويضه لقاء تقديمه لوثائق ملكيته وذلك في 18/12/1983 و 28/09/1985 .

وحيث أن المستأنف عليه مدير مشروع خط السكة الحديدية يدفع بأن المستأنف لم يثبت ملكيته أمام قضاة الدرجة الأولى كما أنه لم تكن له صفة المالك وقت إصدار قرار نزع الملكية بالنظر إلى سند الملكية المقدم من طرفه والذي يعود إلى سنة 1998 والذي يعتبره مخالفا للقانون .

وحيث بالرجوع إلى الأمر 48/76 المؤرخ في 25/05/1976 المتضمن القواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة وخاصة المادة 13 وما بعدها منه فإن الحق في التعويض يمنح لمالك العقار محل نزع الملكية .

وحيث أنه ثابت من الملف وبالأخص من القرارات الإدارية الصادرة عن السلطة النازعة أن المستأنف كان حائزا للقطعة الأرضية المنزوع ملكيتها لفائدة شركة النقل .

حيث ولكن عقد الشهرة المقدم من طرفه لإثبات ملكيته للقطعة الأرضية المنزوع ملكيتها وحقه في التعويض محرر في 08/07/1998 وبالتالي فصفته كمالك لم تكن ثابتة وقت نزع الملكية من جهة كما أن هذه الحيابة المعتمد عليها للإعتراف بحق المستأنف في ملكية القطعة الأرضية عن طريق التقادم المكسب غير مطابقة للواقع إذ أن المستأنف فقد الحيابة منذ 1984 تاريخ نقل ملكية القطعة الأرضية وفقا لأحكام المادة 09 من أمر 48/76 التي تنص أن قرار نزع الملكية يسقط من تاريخ نشره كل حق عيني القائم على العقار محل نزع الملكية .

وحيث أن القرار المستأنف أصاب عند قضائه برفض الدعوى لعدم التأسيس وبالتالي يتعين القول أن الإستئناف الحالي غير مبرر وبالنتيجة القضاء بتأييد القرار المستأنف .

مجلس الدولة
 الغرفة الثانية
 القسم الأول
 ملف رقم:
 010512
 قرار بتاريخ:
 2003/06/17
قضية :

مديرية الضرائب لولاية
 الطارف
ضد :
 البنك الوطني الجزائري
 وكالة 811- عنابة -

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف الحالي المرفوع بتاريخ 2001/09/23 ضد القرار الإبتدائي المؤرخ في 2001/06/24 وغير المبلغ حسب ما يظهر من أوراق الملف جاء وفقا للأوضاع القانونية وفي الأجل المنصوص عليه بالمادة 277 من قانون الإجراءات المدنية لذا يتعين التصريح بقبوله شكلا .

في الموضوع : حيث أن مديرية الضرائب "المستأنفة" طعننت بطريق الإستئناف في القرار الصادر عن الغرفة الإدارية بمجلس قضاء عنابة القاضي بتثبيت حق الدائنية للبنك الوطني "المستأنف عليه" على ممتلكات وأموال تعاضدية السعادة على حساب حقوق امتياز الخزينة العمومية .

وحيث أن عريضة الإستئناف تضمنت وجها واحدا يتمثل في عدم مناقشة القرار المستأنف لدفعه .

عن الوجه الوحيد المأخوذ من مخالفة القرار المستأنف للإجراءات بعدم مناقشته دفع المستأنف وبالتالي بتطبيقه خطأ للمادة 381 من قانون الضرائب المباشرة :

حيث أنه يتبين من القرار المطعون فيه أن قضاة الدرجة الأولى اعتبروا أن الرهن الإنفاقي المحرر من طرف محافظ الرهون يعطي امتياز للدين البالغ قيمته

410.893.238,82 دج الموجود بذمة تعاضدية السعادة المدينة لفائدة البنك الوطني الجزائري وبالتالي ثبت حق البنك في استيفاء دينها من الأموال الناتجة عن بيع أملاك التعاضدية عن طريق المزيدة بالأولوية طبقاً للمادة 380 من قانون الضرائب المباشرة .

حيث ولكن يمنع محافظ الرهون من تسجيل أي التزام بدين مالم يقدم له مستخرج لجدول ضريبي صافي باسم المستفيد بالقرض الراهن طبقاً للمادة 388 من قانون الضرائب المباشرة .

وحيث أن تسجيل الرهن خرقاً للقانون بالنظر إلى الوثائق المدرجة بالملف والمثبتة لإستحقاق الضرائب تجاه التعاضدية المدينة منذ 1992 أي قبل إبرام عقد الرهن الحيازي، يفقد الرهن الإنفاقي قيمته القانونية وبالتالي لا يمكن الإحتجاج به من طرف البنك للمطالبة بحق امتياز بناء على المادة 380 من قانون الضرائب المباشرة .

وحيث أنه يتعين القول إذن أن الرهن الإنفاقي لا يعطي أولوية لصاحبه لإستيفاء دينه إذا سجل خرقاً للقانون وتبقى بالأولوية للأولوية للحزينة العمومية .

وحيث أن القرار المستأنف أخطأ في تطبيق المادة 388 من قانون الضرائب المباشرة فيجب إذن إلغائه ورفض دعوى المستأنف عليه البنك الوطني الجزائري لعدم التأسيس .

وحيث أن المصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليه .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : بقول الإستئناف .

في الموضوع : بإلغاء القرار المستأنف الصادر في 2001/06/24 عن الغرفة

- الإدارية بمجلس قضاء عنابة وفصلا من جديد القضاء برفض الدعوى لعدم التأسيس .
- المصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليه .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: السابع عشر من شهر جوان من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثانية القسم الأول لمجلس الدولة المشكلة من السيدات و السادة :

الرئيس	مختاري عبد الحفيظ
مستشارة الدولة المقررة	كريبي زوييدة
مستشار الدولة	لعلاوي عيسى
مستشار الدولة	فضيل سعد
مستشار الدولة	عنصر صالح

بحضور السيدة / درار دليلة مساعدة محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط .

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمينة الضبط

الغرفة الثالثة

صفحة

- 1 - تجديا عفا العمل المااا الماا 201
- 2 - مسؤولة البلدية - عفا مهءا بالإنهيار - 205
- 3 - مسؤولة المستشفى 208
- 4 - عفا الإمااا 212

مجلس الدولة
الغرفة الثالثة
011003
قرار بتاريخ :
2003/07/01
قضية :
ج.أ
ضد :
المجلس الشعبي البلدي لبلدية
تيزي غنيف

تجديد عقد العمل المحدد المدة
- الإبقاء على العون المتعاقد في منصب
العمل بعد إنتهاء المدة المتفق عليها يجعل
علاقة العمل تتجدد ضمناً لنفس المدة
السابقة .
- تجديد العقد المحدد المدة لا يحوله إلى
عقد غير محدد المدة.

وعليه

من حيث الشكل : حيث أن الإستئناف مستوفي الأوضاع الشكلية القانونية إذ لم يوجد بالملف ما يثبت تبليغ القرار محل الإستئناف .

في شأن الدفع الشكلي :

حيث أن المستأنف عليه دفع برفض الدعوى شكلاً لتوجيهها ضد من لا صفة له في التقاضي .

حيث أن دفعه في غير محله لأن رئيس المجلس الشعبي البلدي إستدعي ممثلاً له تطبيقاً للمواد 59 و 60 من القانون البلدي .

في شأن طبيعة علاقة العمل والإختصاص :

حيث أن بلدية تيزي غنيف وظفت المستأنف سنة 1988 للقيام ببعض الأشغال على مستوى البلدية وقامت بإبرام عقود محددة المدة غير أنها قامت بطرده بتاريخ جانفي 1997 مدعية أنه كان عاملاً بصفة مؤقتة .

حيث على إثر دعوى قام بها المستأنف من أجل إبطال مقرر الطرد والإستفادة بحقوقه المالية، صدر القرار محل الإستئناف يقضي بعدم الإختصاص النوعي بحجة أن المستأنف ما هو إلا مجرد عامل مؤقت يخضع للقضاء العادي .

لكن حيث أن صفة العون العمومي تمنح للعون الذي يكلف بمهمة ضمان سير مرفق عام والذي يتم توظيفه بموجب عقد تصدره السلطة الإدارية المتعاقدة .

حيث أن البلدية أسندت إلى المستأنف خدمة للصالح العام تتمثل في عدة أشغال منها التنظيف ، قطع الأشجار ، إعداد الطرقات ، أعمال التبييض وغيرها ، وأنه زيادة على أن العقد صادر عن سلطة إدارية فإن هدفه أي تنفيذ مهمة للصالح العام يحدد طابعه الإداري.

وأته بما أن الطابع العضوي والمادي محدد بهذا الشكل ، فإن الإختصاص يؤول إلى القاضي الإداري للفصل في المنازعات القائمة عن علاقة العمل .

وأته فضلا عن ذلك ، فإن القانون 11/90 المؤرخ في 21 أبريل 1990 يستثني في مجال تطبيقه حسب المادة 3 الأعوان المتعاقدين للإدارات العمومية للدولة ، وأنه يتعين عملا بالمادة 7 من قانون الإجراءات المدنية إلغاء القرار موضوع الإستئناف بما أنه أساء تحديد طبيعة علاقة العمل التي تربط الطرفين والقول بأن القاضي الإداري مختص للفصل في قضية الحال .

حيث أنه ونظرا للأثر الإنتقالي للإستئناف وبما أن القضية سيكون لها حل نهائي فإنه يتعين التطرق للموضوع .

في شأن مقرر الطرد :

حيث أن المستأنف ينازع في القرار الذي وضع حدا لعلاقة العمل ويتمسك أساسا بأن العقد المحدد المدة تحول إلى علاقة دائمة بسبب إبقائه في منصب عمله بعد إنتهاء المدة المحددة .

لكن حيث أنه وإن تم إبقاؤه عونا متعاقدا في منصب عمله بعد إنتهاء المدة المتفق عليها فإن علاقة العمل تتجدد ضمنا لنفس المدة السابقة ، وأن عقدا مبرما لمدة محددة هو عقد مؤقت وقابل للفسخ في أي وقت من الأوقات وذلك ما لم يصدر قرار التثبيت في

منصب العمل ، وبما أنه لم يتم تثبيته في منصبه عملا بأحكام المادة 5 وما يليها من المرسوم 53/85 المؤرخ في 1985/03/23 فإن المستأنف بصفته عوناً عمومياً متعاقدًا وليس موظفًا لا يخضع للقانون الأساسي والتنظيمي مثلما تحدده أحكام المرسوم المذكور أعلاه .

وبما أنه عون متعاقد لمدة محددة وغير مثبت بمقتضى قرار تصدره السلطة الإدارية فإن البلدية المستأنف عليها مؤهلة تماما لوضع حد لعلاقة العمل المؤقتة للمستأنف في أي وقت ، وأنه يتعين بالتالي التصريح بعدم تأسيس دعوى الإبطال المرفوعة ضد مقرر الطرد ورفض أوجه طلبات المستأنف لإنعدام الأساس القانوني .

وحيث أن من يقع عليه الحكم يلزم بالمصاريف .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : علنيا حضوريا ونهائيا

في الشكل : قبول الإستئناف شكلا .

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف الصادر بتاريخ 1997/12/01 عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء تيزي وزو والتصريح بإختصاص القاضي الإداري والتصدي من جديد رفض الدعوى لإنعدام التأسيس .

— وعلى عاتق المستأنف المصاريف القضائية .

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر جويلية من سنة ألفين وثلاثة من قبل الغرفة الثالثة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة :

الرئيسة المقررة

صحراوي الطاهر مليكة

رئيسة قسم

سعيدود خديجة

رئيسة قسم	سيد لخضر فافا
مستشارة دولة	رحموني فوزية
مستشارة دولة	فرقاني عتيقة
مستشار دولة	مسعودي حسين

بحضور السيد/ شهبوب فضيل مساعد محافظ الدولة بمساعدة السيد/ زهير ميهوبي
أمين الضبط

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

<u>مسؤولية البلدية</u>	مجلس الدولة
<u>عقار مهدد بالإتهيار</u>	الغرفة الثالثة 11086
بناء البلدية جدارا فى ملكية الغير حفاظا على أمن وسلامة المواطنين .	قرار بتاريخ 2003/07/22
- البلدية محقة لإتحاذ كافة التدابير لحماية الأشخاص والأملك .	<u>قضية :</u> ب.ف.
- لا يمكن إقامة مسؤولية البلدية عندما تتصرف ضمانا للحماية من التعدي على الغير	<u>ضد :</u> رئيس المجلس الشعبى البلدى لبلدية وهران

وعليه

فى الشكل : حيث أن الإستئناف مستوفى الأوضاع الشكلية القانونية يتعين قبوله شكلا.

فى الموضوع : حيث أن القرار المستأنف رفض دعوى المستأنفة الرامية إلى تعيين خبير لتقويم الخسائر الملحقة بعقارها من جراء بناء جدار من طرف البلدية و أيضا لنزع الحائط لإمكانها بالقيام بالأعمال على عقارها .

حيث يتضح من مستندات الملف أن بلدية وهران قامت ببناء الجدار فوق ملكية المستأنفة حفاظا على أمن وسلامة المواطنين.

و أنه بما أن المستأنفة لم تمتثل للمقرر رقم 2223 المؤرخ فى 1978/07/25 المتضمن إعادة بناء الدرج و أرضية الطابق الثانى و الثالث و الرابع لعقارها المههد بالإتهيار و الذى صدر بشأنه من بعد مقرر يشعر بهدمه ، فإن البلدية كانت محقة لإتحاذ كافة التدابير لحماية الأشخاص و الأملك ، وأن بناء الجدار من طرف البلدية يعتبر تدبيرا مفيدا و ضروريا لإعفاؤها من مسؤولية وقوع ضرر محتمل و متوقع نظرا لقدم

البنائفة الخطيرة التابعة للمستأنفة وأنه لا يمكن إقامة مسؤولة البلدية عندما تتصرف ضمائنا للحمائفة من التعدي على الغير .

وأن بلدية وهران ببنائها الجدار المتنازع عليه لم ترتكب أي خطأ من شأنه إقامة مسؤوليتها .

حيث وفضلا عن ذلك ، فإنه إذا أقيمت مسؤولة سلطة عمومية حتى بدون إرتكابها لخطأ ما فإنه ينبغي كذلك أن يكون الضرر جسيما و غير عادي .

حيث أن المستأنفة لا تأتي بالدليل الذي يثبت الضرر اللاحق بفعل بناء الجدار موضوع النقاش وأنه في غياب أي ضرر ثابت و بناءا على المعاينة التي أفادت بأن ممثل البلدية لم يقم سوى بممارسة صلاحياته بما في ذلك عدم تنفيذ المستأنفة للمقرر المؤرخ في 1978/07/25 فإنه يتعين تأييد القرار المستأنف من حيث أنه رفض دعوى المستأنفة المتعلقة بالتعويض .

حيث أن هدم الجدار كي يتسنى للمستأنفة المرور إلى ملكيتها للتصرف فيها و لقيام الأعمال المشروعة على عقارها هو مطلب ليس في محله حاليا ولا يمكن الأمر به مادامت البنائفة المهذدة بالإنهياف تشكل خطرا بالنسبة لأمن المواطنين و أن هذا الطلب يبدو سابق لأوانه مادامت المستأنفة لم تقم بتنفيذ مقرر هدم البنائفة الخطيرة .

وحيث أن من يقع عليه الحكم يلزم بالمصاريف .

لهذه الأسباب

يقضى مجلس الدولة : علنيا حضوريا و نهائيا

في الشكل : قبول الإستئناف شكلا .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف الصادر بتاريخ 2001/10/13 عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء وهران .

وعلى عاتق المستأنفة المصاريف القضائية .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثاني و العشرين من شهر جويلية سنة ألفين و ثلاثة من قبل الغرفة الثالثة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة :

صحراوي الطاهر مليكة	الرئيسة المقررة
سعيود خديجة	رئيسة قسم
سيد لخضر فافا	رئيسة قسم
مسعودي حسن	مستشار دولة
رحموني فوزية	مستشارة دولة
فرقاني عتيقة	مستشارة دولة

بحضور السيد/ شهبوب فضيل مساعد محافظ الدولة بمساعدة السيد/ ميهوبي زهير أمين الضبط

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

مجلس الدولة

الغرفة الثالثة

رقم الملف : 007733

تاريخ الجلسة :

2003 /03 /11

قضية :

م . خ

ضد :

مستشفى بجاية

مسؤولية المستشفى

المستشفى مسؤول مادام أخل بواجبه المتمثل في أخذ الإحتياطات اللازمة للحفاظ على السلامة البدنية للمريض الموجود تحت مسؤوليته .

عدم مراقبة الآلات المستعملة من طرف أعوان المستشفى يشكل خطأ مرفقيا عاما .

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف -الأصلي و الفرعي- مستوفيين للأوضاع الشكاية القانونية إذ لم يوجد بالملف ما يثبت تبليغ القرار محل الإستئناف .

في الموضوع :

- في شأن العلاقة السببية :

حيث وعلى إثر سقوط المستأنف أصيب بكسر على مستوى عظم الفخذ وأجريت له عملية جراحية بمستشفى بجاية بتاريخ 1995/10/31 .

حيث يومين بعد العملية التي تطلبت وضع صفيحة ملولبة ، و أن المستأنف تعرض لإصابة ميكروبية و أن الصفيحة الملولبة تسببت في إنتسان مقاوم للعلاج الطبي الذي عولج به و تم نزع الصفيحة الشهر الموالي .

حيث أنه بعد نزع الصفيحة ، تبين أن عظم الفخذ قد أصيب بتعفن أدى ذلك إلى خضوع المستأنف لعمليات زرع عظام في عدة مراكز إستشفائية .

حيث يتضح جليا أن هذه العمليات الجراحية المتعددة التي أجريت على المستأنف ما

هي سوى نتيجة للعملية الجراحية الأولى التي أجريت له بمستشفى بجاية يوم 1995/10/31 .

- و أن الصفيحة الملولة المصابة بإنتان أدت إلى تعفن عظم الفخذ .
- و أن علاقة السببية بين العمل الجراحي الأول أي وضع الصفيحة و نتائج هذا العمل موضوع هذه الدعوى بالتعويض ، ثابتة .
- حيث أن قواعد مهنة الطب تقتضي أن تتبع أية عملية جراحية بفحص دقيق للأدوات المستعملة أثناء العملية .
- حيث أن المستأنف عليه أخل بواجبه المتمثل في أخذ الإحتياطات اللازمة من أجل الحفاظ على السلامة البدنية للمريض الموجود تحت مسؤوليته .
- و أن عدم مراقبة الآلات المستعملة من طرف أعوانه يشكل خطأ للمرفق العام .
- و أنه بالنتيجة ، و بما أن المستأنف عليه ساهم في وجود الضرر بسبب تقصيره في مراقبة آلات الجراحة المستعملة أثناء العملية الطبية فإنه ملزم بتعويض الضرر اللاحق بالمستأنف .
- و أن للمستأنف بالتالي الحق في الحصول على تعويض عن الضرر .
- و أنه يتعين بالتالي رفض الإستئناف الفرعي .
- عن تعويض الضرر:

حيث أن المستأنف يلتمس رفع المبالغ الممنوحة بموجب القرار الذي يستأنفه ويلتمس المستأنف عليه إحتياطيا ، تخفيض هذه المبالغ إلى حدها المعقول .

حيث أنه يستخلص من الخبرة المصادق عليها بموجب القرار المستأنف، أن المستأنف قد أصيب بعجز دائم جزئي بنسبة 90% و أن حالته تستدعي مساعدة شخص آخر .

حيث أن الطلب الرامي إلى منح الراتب الشهري للشخص الآخر و أيضا لمنحة المعاش بسبب إعاقة المستأنف لا يدخل ضمن صلاحيات قاضي الموضوع .

حيث أن نسبة العجز الدائم الذي يبقى للمستأنف مصابا تقدر ب 90% و تستدعي

إعادة النظر في قيمة التعويضات الممنوحة بموجب القرار المستأنف .

- و بما أنه معاق مدى الحياة ، و يحتاج لمساعدة شخص آخر و لكونه تعرض لضرر جمالي معتبر من جراء تقصير الطرف السفلي ب 9.5سم و لأنه يعاني من ألم جسماني له علاقة بحالته البدنية ، فإنه يتعين رفع التعويض إلى النسب التالية :

- 500.000 دج مقابل العجز الدائم الجزئي .

- 150.000 دج مقابل العجز المؤقت عن العمل .

- 100.000 دج مقابل الضرر الجمالي .

- 50.000 دج مقابل الآلام .

حيث أن مبلغ 50.000.00 دج الممنوح بموجب القرار المستأنف على سبيل مصاريف العلاج يحتفظ به .

وحيث أن المستشفى المحكوم عليه ، معفى من دفع المصاريف القضائية تبعا لقانون المالية لسنة 1999 .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة الفاصل علنيا حضوريا و نهائيا :

في الشكل : قبول الإستئنافين الأصلي و الفرعي .

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف مبدئيا و تعديله : رفع التعويض كما يلي :

- 500.000.00 دج مقابل العجز الدائم .

- 150.000.00 دج مقابل العجز المؤقت للعمل .

- 100.000.00 دج مقابل التشويه الجمالي .

- 50.000.00 دج مقابل الآلام .

- و رفض ما زاد عن ذلك من طلبات .

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر مارس من سنة ألفين و ثلاثة من قبل الغرفة الثالثة بمجلس الدولة المتشكلة من
السادة :

الرئيسة المقررة	صحراوي لطاهر مليكة
رئيسة قسم	سعيدود خديجة
رئيسة قسم	سيد لخضر فافا
مستشارة دولة	رحموني فوزية
مستشار دولة	مسعودي حسين
مستشارة دولة	فرقاني عتيقة

بحضور السيد / شهبوب فضيل مساعد محافظ الدولة بمساعدة السيد / زهير ميهوبي
أمين الضبط .

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

عقد الإمتياز	مجلس الدولة
عقد الإمتياز عقد إدارى .	الغرفة الثالثة
– الإختصاص – القاضى الإدارى (نعم).	ملف رقم :
	11950
	11952
لما كان عقد الإمتياز عقدا إداريا تمنح	قرار بتاريخ:
بموجبه السلطة الإمتياز للمستقل بشكل	2004/03/09.
إستثنائى مؤقت وقابل للرجوع عنه ، فإنه	<u>قضية :</u>
لاحق شخصا دائما للمستفيد بما فى ذلك	شركة نقل المسافرين
حق تجديد الإمتياز.	<u>ضد :</u>
	رئيس بلدية وهران.

وعليه

من حيث الشكل : حيث أن الإستئناف جاء مستوفيا للأوضاع المنصوص عليها قانونا فهو مقبول شكلا.

فى الشكل دائم : حيث أن الإستئناف رقم 011952 الذى رفعه المستأنف الحالى بتاريخ 2002/02/26 كما هو ثابت بالعريضة يتعلق بنفس القرار المستأنف بالملف الحالى رقم 011950 كما يتعلق بنفس الأطراف ونفس الموضوع إضافة إلى أن كل المذكرات المتبادلة بين طرفى النزاع تشير إلى نفس الطلبات والدفع وأنها مودعة لدى كتابة الضبط لدى مجلس الدولة بنفس التاريخ مما يستوجب ضم الإستئناف رقم 011952 إلى الإستئناف رقم 011950 لوجود إرتباط بينهما وإستنادا إلى المادتين 91 من قانون الإجراءات المدنية والمادة 40 من القانون العضوي رقم : 01/98 المتعلق بإختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله.

عن عدم الإختصاص النوعى :

فى الموضوع: حيث أن العقد المبرم بين طرفى النزاع يتعلق بعقد إمتياز إدارى وليس مجرد عقد إيجار مدنى.

وحيث أن عقد الإمتياز التابع لأملاك الدولة هو عقد إداري تمنح بموجبه السلطة الإمتياز للمستغل ، بالإستغلال المؤقت لعقار تابع للأملاك الوطنية بشكل إستثنائي وبهدف محدد متواصل مقابل دفع إتاوة لكنه مؤقت وقابل للرجوع فيه وعليه فإن القضاء الإداري هو المختص للبت في النزاع ويتعين رد هذا الدفع لأنه جاء في غير محله.

من حيث الموضوع:حيث أن المستأنف قد تحصل على عقد إمتياز يسمح له بإستغلال محطة نقل المسافرين لمدة ثلاث سنوات كما يتبين من العقد المرفق بالملف والمبرم بتاريخ 1996/11/10 تحت رقم 1642 .

وحيث أن هذا العقد المذكور أعلاه لا يسمح لصاحبه بالحصول على أي حق شخصي دائم، وخاصة الحق في تجديد الإمتياز الذي هو مؤقت وقابل للرجوع فيه متى رأت السلطة المانحة ذلك وحيث أنه يتبين من الوثائق المرفقة بالملف ومنها عقد الإمتياز موضوع النزاع الحالي أن مدة الثلاث سنوات قد إنتهت وأن المستأنف مازال يستغل الأماكن بدون تجديد هذا العقد وبغير حق، وعليه فإن قضاء أول درجة قد أصابوا لما قضوا بطرده من الأماكن هو وكل شاغل بإذنه مما يستوجب تأييد قرارهم المستأنف.

وحيث أن من خسر طعنه يتحمل مصاريف التقاضي طبقا لنص المادة 270 من قانون الإجراءات المدنية.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : حضوريا نهائيا وعلنيا.

في الشكل : قبول الإستئناف شكلا ، وضم الإستئناف رقم 011952 إلى الإستئناف الحالي رقم 011950.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف.

- تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ التاسع من شهر مارس من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الثالثة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الغرفة الرابعة

صفحة

- 1 - الوكالة المحلية للتسيير والتنظيم العقاري الحضري 217
- 2 - مستثمرة فلاحية - إسقاط حقوق - 221
- 3 - حق الإنتفاع الدائم - مستثمرة فلاحية جماعية - 224

السوكالة المكلية للنسبىر والتنظم

العقارى الحضرى

التصرفات اللى تقوم بها السوكالة العقارىة لا تخص الجوانب التقنىة والمالىة فقط وإنما كل الأعمال النى تخص بىع أو شراء عقارات أو حقوق عقارىة وخاصة تحرير العقود المئبئة نقل ملكىة هذه الحقوق العقارىة

مجلس الدولة

الغرفة الرابعة

ملف رقم : 10979

قرار بتاريخ

2004/04/06

قضىة :

م.م.ب

ضد :

بلدىة الشطىة (الشلف)

السوكالة المكلية للنسبىر

والتنظم العقارى الحضرى.

وعلىه

فى الشكل : كىث أن الإستهناف مستوفى للأوضاع الشكلىة المطلوبة وجاء فى الأجل القانونى فهو مقبول شكلا.

فى الموضوع : كىث ىتجلى من دراسة الملف أن المستأنف علىهم د ع، د أ، د ع، ح س ع، ح س أ، ن ع ب م، رفعاوا دعوى ملتمسبن إبطال عقد البىع المبرم بىن المدعى علىها وإقرار حق المرور لفائدتهم بدعوى أن قطعة الأرض موضوع البىع تربط بىن مساكنهم والطرىق الوطنى وقد تكون لىدهم. حق إرتفاق.

كىث انتهى النزاع بصدور قرار بتاريخ 2000/02/23 قضى بإلغاء عقد البىع المبرم بىن بلدىة الشطىة والمدعى علىه الثانى م م المحرر بتاريخ 1997/08/04 والمشهر بالمحافظة العقارىة بالشلف بتاريخ 1997/08/13 مجلد 3442 رقم 24 وإرجاع الأطراف إلى الحالة النى كانوا عليها قبل إبرامه.

كىث أن المستأنف الحالى قام بمعارضة ضد القرار السالف ذكره وصدىر بشأن المعارضة القرار محل الإستهناف القاضى بقبول المعارضة شكلا وفى الموضوع بتأبىد

القرار المعارض فيه.

حيث أن المستأنف استند إلى وجهين:

الوجه الأول مأخوذ من مخالفة أو إغفال قاعدة جوهرية في الإجراءات.

الوجه الثاني مأخوذ من انعدام الأساس القانوني.

حول الوجه الأول :

أن القرار المستأنف أشار في ديباجته إلى مدير الوكالة المحلية للتسيير العقاري بصفته مدخلاً في الخصام إلا أن في منطوق القرار فإن قضاة الدرجة الأولى أغفلوا التصريح بقبول أو رفض إدخاله وإن قضاة الدرجة الأولى لم يثيروا في وقائع النزاع وحيثيات القرار إلى الطرف الذي قام بإجراء إدخال الوكالة العقارية المحلية في الخصام.

ولكن حيث أن عدم الفصل في تدخل الوكالة العقارية في النزاع بقبول أو برفض لا يمس بسلامة القرار وليس له أثر فيما توصل إليه قضاة المجلس وعليه فإن الوجه غير مجد ويتعين رفضه.

حول الوجه الثاني المأخوذ من انعدام الأساس القانوني:

حيث ذكر المستأنف في هذا الوجه أن تصرفات الوكالة العقارية المنصبة على ممتلكات البلدية العقارية تخص فقط الجوانب التقنية والمالية لتلك التصرفات والتصرفات تتم باسم المالك الذي هو البلدية وليس الوكالة المحلية لأنها مجرد مسيرة وليست مالكة ولا يتم البيع باسمها وأن قول قضاة الدرجة الأولى بخلو عقد البيع من الإشارة إلى الوكالة المحلية العقارية قول غير سديد لأن العملية التقنية لإبرام عقد البيع قامت بها الوكالة فعلاً وتواصل دفع ثمن البيع وما يثبت ذلك أن المادة 4 من عقد البيع محل النزاع تشير إلى استثناء الوكالة العقارية لثمن البيع من المعارض ولكن بالرجوع إلى القرار المستأنف فإن قضاة المجلس استندوا إلى القانون 25/90 الصادر في 18/11/1990 والمرسوم 405/90 المؤرخ في 22/10/1990 المتضمن تجديد قواعد إحداث وكالات محلية للتسيير والتنظيم العقاريين الحضريين وتوصلوا إلى أن عقد البيع للمستأنف باطل لكون هذا البيع لم يتم تحريره باسم الوكالة العقارية المحلية.

حىث أن هذا التسىبب سللم وقانونى بحىث أن الماداة 3 من المرسوم 405/90 تنص على أن الوكالة تقوم بنقل ملكية العقارات أو الحقوق العقارية.

وحسب مفهوم هذه الماداة فإن التصرفات التى تقوم بها الوكالة العقارية لا تخص الجوانب التقنفة والمالفة فقط كما يدعى به المسئأف ولكن تعنى كل الأعمال التى تخص بفع أو شراء عقارات أو حقوق عقارية وخاصة تحرير العقود المثبأة لنقل ملكفة هذه الحقوق العقارية.

حىث فى هذا المجال فإن الماداة 19 الفقرة الأخرفة من المرسوم 405/90 عىنت مهام الوكالة العقارية وممثلها مفرر الوكالة إذ أن مفرر الوكالة مخص لإبرام جمفع العقود وعلىه فإن عقد البفع المبرم لفائدة المسئأف من طرف رئفس البلدية باطل لمخالفته القانون 25/90 خاصة الماداة 73 منه والمرسوم 405/90.

حىث أن أشارت قضاة الدرجة الأولى إلى الماداة 56 من قانون 25/90 بدلا من الماداة 73 من نفس القانون لا بترتب عنه إلغاء القرار المسئأف لأن المبدأ المشار إليه فى الماداة 56 هو نفس المبدأ المنصوص علىه فى مقتضىات الماداة 73.

حىث وعلاوة على كل ما سبق ذكره فإن عقد البفع للمسئأف محرر من طرف رئفس المندوبفة التنفيذية مع العلم أن هذه الأخرفة لىست لها صلاحفة إبرام عقد بفع مما ففعل دفوع المسئأف فرر مؤسفة بفعرف رفضها ومن ثمة تأفبب القرار المسئأف.

لهذه الأسباب

بقضى مجلس الدولة : علانفا، حضورفا بالنسبة لبلدفة الشطفة وغبابفا بالنسبة لباقى الأطراف ونهائفا.

فى الشكل : قبول الإسئأف.

فى الموضوع : تأفبب القرار المسئأف الصادر عن مجلس قضاء الشلف العرفة الإءارفة بتاريخ 2001/06/06.

- والحكم على المستأنف بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به فى الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السادس من شهر أفريل من سنة ألفين وأربعة من قبل الغرفة الرابعة بمجلس الدولة المشكلة من السادة :

الرئيس	سلايم عبد الله
مستشارة الدولة المقررة	منور يحياوى نعيمة
رئيس قسم	عبد الصادوق سمية
مستشار الدولة	عبد الرزاق زوينة

بحضور السيد/ شهبوب فضيل مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ بوزيد عمر أمين الضبط.

الرئيس مستشارة الدولة المقررة أمين الضبط

مستثمرة فلاحيةإسقاط حقوق

— يكون الوالي، في حالة انعدام عقد إداري مشهر، مختصا للنطق بسقوط المستفيدين .
المادة 06 من الأمر 26/95 المعدل والمتمم للقانون 90-25 المتضمن التوجيه العقاري.

مجلس الدولة

الغرفة الرابعة

رقم الملف : 007260

تاريخ الجلسة :

2004 /02 /10

قضية :

والي ولاية الجزائر

ضد :

ق . م (ومن معه)

وعليه

في الشكل : حيث أن الإستئناف استوفى أوضاعه القانونية مما يتعين القضاء بقبوله شكلا بناء على المواد 277، 241 و 245 من قانون الإجراءات المدنية .

حيث أنه يتعين ضم الملف 7260 إلى الملف 6393 لنفس الموضوع والأطراف والقرار والفصل فيهما بقرار واحد .

في الموضوع : حيث يتجلى من دراسة الملف أن السيد والي ولاية الجزائر طعن بالإستئناف ضد القرار المعاد ملتصقا بإلغاءه والتصدي من جديد الحكم برفض طلب المدعين الأصليين المستأنف عليهم حاليا .

حيث أن المستأنف عليهم إلتمسوا تأييد القرار المعاد .

حيث أن النزاع يتعلق بإسقاط حقوق من مستثمرة فلاحية .

حيث أن المستأنف عليهم إستقادوا من وعاء عقاري بموجب قرار التخصيص الولائي في 1988/04/08 وعددهم سبعة ولم يدخلوا كل المستفيدين في الخصام الحالي .

حيث أنه لم يتم شهر عقد تأسيس المستثمرة لدى المحافظة العقارية ولم تنصب في

شكل عقد إداري كما تنص على ذلك المادة 12 من قانون 19/87 .

حيث أن قضاة الدرجة الأولى إعتدوا في قرارهم على أحكام المرسوم 51/90 المحدد لكيفيات تطبيق المادة 28 من قانون 19/87 يطبق على المستفيدين من مستثمرات فلاحية وجعل إسقاط الحقوق على يد القضاء غير أن المستأفنين لم يسعوا ولم يتحصلوا على عقد إداري مشهر لتكوين مستثمرة مما يجعل أحكام المرسوم 81/90 لا تطبق في قضية الحال .

حيث أن المدعين المستأنف عليهم كانوا قد طلبوا إلغاء القرار الولائي رقم 120 المؤرخ في 04/02/1996 عن والي ولاية الجزائر والذي كان قد ألغى قرار استفادتهم المؤرخ في 03/04/1988 رقم 649 بمستثمرة فلاحية رقم 07 الكائنة ببرج الكيفان ذات مساحة 11 هكتار 80 أر و 63,5 سنتيار .

لكن حيث أن مقرر والي ولاية الجزائر لا يخالف القانون ولا يتجاوز السلطة، وإن الوالي المختص إقليميا يملك صلاحية النطق بسقوط حقوق المستفيدين عندما لا يكون العقد الإداري محل إجراءات تسجيل وشهر عقاريين وذلك طبقا للمادة 6 من الأمر 26/95 المؤرخ في 25/09/1995 المعدل والمتمم للقانون 25/90 المتضمن التوجيه العقاري .

حيث أن قضاة الدرجة الأولى قد أخطؤوا في تطبيق القانون ويتعين إلغاء القرار المعاد والفصل من جديد برفض الدعوى لعدم التأسيس .

حيث أن المستأنف عليهم يتحملون المصاريف القضائية بناء على المادة 225 من قانون الإجراءات المدنية .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : علانيا ، حضوريا ونهائيا :

في الشكل : قبول الاستئناف شكلا .

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف والفصل من جديد رفض

حق الإنتفاع الدائممستثمرة فلاحية جماعية

الإتاوة السنوية حق الإنتفاع الدائم ممنوح
مقابل دفع أتاوى من طرف المستفيدين يحدد
وعاؤها وكيفيات تحصيلها وتخصيصها في
قوانين المالية

مجلس الدولة

الغرفة الرابعة

ملف رقم: 011798

قرار بتاريخ :

2004/04/06

قضية :

المستثمرة الفلاحية الجماعية

م م رقم 2

ضد :

مديرية أملاك الدولة لولاية

الطارف

وعليه

في الشكسل : حيث أن الإستئناف الحالي مستوف لأوضاع الشكلية المطلوبة و جاء
في الأجل القانوني فهو مقبول.

في الموضوع : حيث يتجلى من دراسة الملف أن مديرية أملاك الدولة لولاية الطارف
أقامت دعوى ضد المستثمرة الفلاحية الجماعية مشري مبروك و التمسست بموجبها القضاء
بالغاء العقد الإداري المشهر بالمحافظة العقارية لولاية الطارف بتاريخ 1993/08/16
حجم 07 رقم 02 و إلزام أعضاء المستثمرة بدفع قيمة الإتاوة المترتبة على سنوات
الاستغلال منذ تاريخ إنشائها الموافق لـ 1994/01/15 إلى غاية صدور القرار المقدر
بـ : 1.166.400,00 دج .

حيث انتهى النزاع بصدور القرار محل الاستئناف.

حيث أن المستثمرة الفلاحية أسست استئنافها على ثلاثة أوجه

عن الوجه الأول المأخوذ من خرق الإجراءات الشكلية الجوهرية و مخالفة المواد

23 - 14 - 12 من قانون الإجراءات المدنية :

حيث ذكرت المستأنفة في هذا الوجه أن القرار لم يشير إلى أن المدعية قد قامت بإستدعائها وفقا للقانون.

و لكن حيث أن هذا الدفع غير جدي بحيث أن القرار المستأنف أشار في الصفحة 3 إلى الحثيات الثلاثة أن المدعى عليها لم تجب على عريضة المدعية وهو الدليل على أن المستأنفة قد تم استدعاؤها وفقا للمواد 22 وما يليها من قانون الإجراءات المدنية وإن قضاة المجلس أصدروا قرارا غيابيا بالنسبة للمستأنفة.

عن الوجهين الآخرين معا مأخوذين من إنعدام و قصور في التسبب و الخطأ في تطبيق القانون

حيث ذكرت المستأنفة أن القرار لم يحدد فترة الأتاوي المحكوم بها و لم يشر إلى أي شهر أو أي سنة و لم يشر إلى المبلغ الذي دفعه المستأنفون و المبلغ المتبقي و أن القرار مخالف لأحكام القانون 19/87.

حيث أن المستأنفة تتحدث عن المبلغ الذي دفعته مقابل الأتاوي و لكن لم تقدم أدنى دليل على ذلك زيادة على ذلك فإن قضاة المجلس ألزموا المستأنفة بدفع المبلغ المطالب به من طرف أملاك الدولة و هو المبلغ المتراوح من 1994/01/15 تاريخ استغلال المستثمرة بالوعاء إلى غاية صدور القرار.

حيث أن المستأنفة لم تقدم ما يبرر أنها قامت بدفع الأتاوي مقابل استغلالها المستثمرة.

حيث أن المبلغ المطالب به مؤسس على أحكام القانون رقم 19/87 الذي ينص في مادته 6 بأنه يمنح حق الانتفاع الدائم مقابل دفع أتاوي من طرف المستفيدين يحدد وعائها و كيفيات تحصيلها و تخصيصها في قوانين المالية و عليه فإن القانون المذكور منح حق الانتفاع الدائم على الوعاء العقاري مقابل التزامها بدفع أتاوة سنوية.

حيث أن هذه الأتاوة حددت بمقتضى القانون 33/88 المؤرخ في 1988/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1989.

حيث مادام أن المستأنفة لم تبرر أنها احترمت الالتزامات المفروضة عليها قانونا فإن

ما ذهب إليه قضاة المجلس بقرارهم المستأنف هو استنتاج صحيح و سليم يتعين من تم رفض الدفعين المثارين لعدم تأسيسهما و تأييد القرار المستأنف.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : علنيا ، حضوريا و نهائيا

في الشكل : قبول الإستئناف.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف الصادر عن جلس قضاء عنابة الغرفة

الإدارية بتاريخ 2001/12/09

- و الحكم على المستأنفة بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السادس من شهر أفريل من سنة ألفين و أربعة من قبل الغرفة الرابعة بمجلس الدولة، المشكلة من السادة :

الرئيس	سلايم عبد الله
مستشارة الدولة المقررة	منور يحيى نعيمة
رئيسة قسم	عبد الصادق سمية
مستشار الدولة	عبد الرزاق زوينة

بحضور السيد/ شهبوب فضيل مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد بوزيد عمر أمين الضبط.

الرئيس	مستشارة الدولة المقررة	أمين الضبط
--------	------------------------	------------

الغرفة الخامسة

صفحة

- 1 - وقف التنفيذ - القرارات القابلة لوقف التنفيذ 229
- 2 - تخصيص أرض مستثمرة فلاحية للبناء - مقاضاة الوالي (لا) 232
- 3 - إختصاص القاضي الإستعجالي 234
- 4 - الخبراء المحاسبون - سلطات الجمعية العامة 237
- 5 - التعدي : إختصاص القاضي الإستعجالي 240

وقف التنفيذ**القرارات القابلة لوقف التنفيذ**

القرارات المطعون فيها القابلة للأمر بوقف تنفيذها طبقاً لقانون الإجراءات المدنية (المادة 2/283) هي القرارات الإدارية المطعون فيها بالإبطال أمام مجلس الدولة و القرارات الصادرة عن قضاة الدرجة الأولى المستأنفة أمام مجلس الدولة.

مجلس الدولة

الغرفة الخامسة

ملف رقم : 017749

جلسة : 2004/05/25

قضية : بلدية بسكرة

ضد :

ورثة ق ص

وعليه

من حيث الشكل : حيث أن الطعن قانوني و مقبول طبقاً للمادة 283 من قانون الإجراءات المدنية.

حيث و فعلاً, ورد على الوجه المثار فإنه و بموجب المادة 283, فقرة 2 فإن رئيس مجلس الدولة يمكنه الأمر بوقف تنفيذ القرارات المطعون فيها.

حيث أن ما يقصده قانون الإجراءات المدنية بالقرارات المطعون فيها القرارات الإدارية المطعون فيها بالإبطال أمام مجلس الدولة و كذا القرارات الصادرة عن قضاة الدرجة الأولى المستأنفة أمام مجلس الدولة.

حيث أنه عندما تنص المادة 283 فقرة 01 على أنه يتبع في تحقيق الطعون و المنازعات المنصوص عليها في الباب السابق ما هو منصوص عليه في المواد 43 فإن هذه المادة تشير إلى كل الطعون المنصوص عليها في هذا الباب أي الطعون بالإبطال, الطعون بالتفسير (المادة 274 و ما يليها), الطعون بالاستئناف (المادة 277).

حيث أنه و بالنتيجة, فإن القرار المطعون فيه المنصوص عليه في الفقرة 2 من قانون الإجراءات المدنية يعني القرارات الإدارية المطعون فيها بالإبطال و يعني كذلك القرارات المستأنفة "قرارات صادرة ابتدائياً".

من حيث الموضوع : حيث أن بلدية بسكرة تلتمس وقف تنفيذ القرار الصادر عن مجلس قضاء بسكرة بتاريخ 2003/01/26 الذي و بعد مصادقته على الخبرة المأمور بها بموجب قرار صادر قبل الفصل في الموضوع حكم عليها بأن تدفع للمدعي عليهم مبلغ 6.670.500 دج على سبيل التعويض عن القطعة الأرضية التابعة لهم و التي تم شغلها من طرف البلدية.

حيث أن البلدية تلمسك بأن الخبرة السابقة المستبعدة من طرف قضاة الدرجة الأولى قد خلصت إلى أن العقود المقدمة من طرف المدعي عليهم لا تطابق القطعة المتنازع عليها.

حيث أن الأوجه المثارة من طرف البلدية تبدو على ضوء التحقيق الحالي في الملف جديّة

حيث أنه و فضلا عن ذلك و بالنظر إلى أهمية المبلغ الممنوح, فإن تنفيذ قرار قاضي الدرجة الأولى من شأنه أن يعرض العارض إلى خسارة نهائية لمبلغ قد لا يقع كلية على عاتقها في حالة الاستجابة لعريضة الاستئناف.

لهذه الأسباب

فصلا في القضايا المتعلقة بوقف التنفيذ طبقا لأحكام المادة 2/283 من قانون الإجراءات المدنية عتيا و حضوريا :

تأمر بما يلي :

في الشكل : القول بقبول الطعن.

في الموضوع : الأمر بوقف تنفيذ القرار المستأنف إلى حين الفصل في موضوع النزاع, الحكم على المدعي عليهم بالمصاريف القضائية.

بذا صدر الأمر و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس و العشرين من شهر ماي من سنة ألفين و أربعة حال الفصل في قضايا وقف التنفيذ برئاسة السيدة :

أبركان فريدة
الرئيسة المقررة

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد عمار بوزيد أمين ضبط.

الرئيسة المقررة
أمين الضبط.

تخصيئص أرض مستثمرة فلاحية للبناء

مقاضاة الوالي (لا).

الوالي الذي خصص الأرض لمديرية التعمير
قصد البناء تصرف بصفته ممثلا للدولة و
ليس بصفته مسؤولا عن الولاية
— لا يمكن في هذه الحالة مقاضاة الوالي قصد
دفع التعويض.

مجلس الدولة

الغرفة الخامسة

ملف رقم 017892 :

جلسة :

2004/5/25

قضية :

ولاية الطارف

ضد :

أعضاء مستثمرة فلاحية

وعليه

من حيث الشكل : حيث أن الطعن قانوني و مقبول طبقا للمادة 283 من قانون
الإجراءات المدنية.

من حيث الموضوع : حيث أن والي ولاية الطارف يلتزم وقف تنفيذ القرار الصادر عن
مجلس قضاء عنابة بتاريخ 2003/4/6 الذي و بعد مصادقته على الخبرة المأمور بها
بموجب القرار الصادر قبل الفصل في الموضوع حكم عليه بأن يدفع للمدعى عليهم مبلغ
1.936.400 دج مقابل الإنتفاع بدون وجه حق بالقطعة الأرضية المستغلة من طرف
المدعى عليهم في إطار القانون المؤرخ في 1987/12/8 المحدد لكيفية إستغلال الأراضي
الفلاحية التابعة للأملك الوطنية و المحددة لحقوق و واجبات المنتجين.

حيث أن الأوجه المثارة من طرف الوالي جدية بما أن قرار التخصيص إتخذ من طرف
الوالي بصفته ممثلا للدولة و ليس بصفته ممثلا للولاية و بالتالي لا يمكن في هذه الحالة
مقاضاته قصد الحكم عليه بالدفع و هو التفسير الذي لم يتمسك به قضاة الدرجة الأولى.

لهذه الأسباب

فصلا في القضاايا المتعلقة بوقف التنفيذ طبقا لأحكام المادة 2/283 من قانون الإجراءات المدنية علنيا و حضوريا:

تأمر بما يلي:

في الشكل : القول بقبول الطعن.

في الموضوع : الأمر بوقف تنفيذ القرار المستأنف.

الحكم على المدعى عليهم بالمصاريف القضائية.

بذا صدر الأمر و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس و العشرين من شهر ماي من سنة ألفين و أربعة حال الفصل في قضاايا وقف التنفيذ برئاسة السيدة:

الرئيسة المقررة

أبركان فريدة

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد عمار بوزيد أمين ضبط.

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

اختصاص القاضي الاستعجالي

مجلس الدولة

الغرفة الخامسة

ملف رقم: 016148

جلسة:

2004/05/11

قضية:

ق. ع

ضد:

ب. ب

اختصاص القاضي الاستعجالي (نعم).

- شروع في البناء قبل الحصول على رخصة البناء.

- لجوء البلدية الى القاضي الاداري الاستعجالي لوقف الاشغال (نعم).

المستأنف خرق عمدا القانون و القاضي الاستعجالي تمسك عن صواب باختصاصه بمعاينته الحالة المستعجلة التي تميز طلب البلدية.

و عليه

في الشكل :

حيث أن الاستئناف الحالي المرفوع بتاريخ 2003/03/05 ضد الأمر المستأنف الصادر بتاريخ 2002/10/21 مقبول لأنه قدم في الأجل القانوني المنصوص عليه في المادة 171 مكرر من قانون الإجراءات المدنية كون تبليغ الأمر المذكور غير ثابت.

عن موضوع الطلب :

حيث انه يستخلص من الفحص الدقيق للملف أن النزاع القائم بين أطراف الدعوى يتعلق ببناء المستأنف لمسكن يقع ببلدية بوفاريك بالمكان المسمى دوار بوعقاب (ولاية البلدية) و الذي عابت عليه بلدية بوفاريك الشروع في هذا البناء دون رخصة بناء قانونية .

حيث انه عن الوجه الوحيد الذي وجهه المستأنف دعما لاستئنافه من حيث أن قاضي الدرجة الأولى لم يكن مختصا بسبب نوع القضية من جهة، و من جهة أخرى، كون المادة 76 من القانون المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالتعمير ينص فقط في حالة الاستعجال على اختصاص القاضي الاستعجالي في حال واحدة من اجل وقف الأشغال.

و انه يتعين القول أن هذا الوجه يظهر أكثر ما يظهر سوء نية المستأنف الذي اعترف بأنه يباشر البناء المتنازع عليه دون رخصة بناء .

حيث انه يستخلص من قراءة الأمر المستأنف عليه أن قاضي الدرجة الأولى عاين من خلال دراسة الملف المودع من طرف البلدية المستأنف عليها، أن هذه الأخيرة قامت بتبليغ الأمر بتوقيف الأشغال موضوع النزاع إلى المستأنف قبل الدعوى الرئيسية.

و انه زيادة على ذلك، فان المستأنف عليها عاينت أن المستأنف شرع في الأشغال المنكورة دون الحصول على رخصة بناء طبقا للقانون المذكور انفا لاسيما في المادة 52 منه و ما بعدها و في المادة 33 من المرسوم التنفيذي رقم 91-176 المؤرخ في 1991/05/28 الذي ينص على انه : " يشترط كل تشييد (...) على حيازة رخصة البناء (...)".

حيث و بالنتيجة، و لان المستأنف خرق عمدا القانون فان القاضي الاستعجالي تمسك -عن صواب- باختصاصه بمعينته للحالة المستعجلة التي كانت تميز طلب البلدية لاسيما و أن مواصلة الأشغال المتنازع عليها سينتج عنه ضرر لا يمكن إصلاحه.

و انه في الأخير و زيادة على الطابع الاستعجالي لموضوع الطلب فان منازعة المستأنف ليس جدية.

و انه بالتالي، يتعين القول بان استئنافه غير مؤسس و غير سديد.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة الفاصل في المسائل الاستعجالية غيابيا تجاه المستأنف عليها :

في الشكل :

- القول بان الاستئناف مقبول.

في الموضوع :

- القول بأنه غير مؤسس و غير سديد و بالنتيجة تأييد الأمر المستأنف.

- ترك المصاريف القضائية على عاتق المستأنف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر ماي من سنة ألفين و أربعة من قبل مجلس الدولة و المتركب من السادة:

رئيس	بن عبيد الوردي
مستشار دولة مقرر	حسن عبد الحميد
مستشار دولة	عنصر صالح
مستشار دولة	خنفر حمانة
سعد مستشار دولة	فضيل

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد بوزيد عمر أمين الضبط .

الرئيس مستشار الدولة المقرر أمين الضبط

<u>سلطات الجمعية العامة</u>	مجلس الدولة
	الغرفة الخامسة
الجمعية العامة - سلطاتها - مخالفة القانون.	ملف رقم: 015581
	جلسة :
الجمعية العامة سيدة فى حدود ما يملىه القانون.	2004/05/11
	<u>قضية:</u>
يتم النطق بإبطال اللوائح الصادرة عن الجمعية العامة، فى حالة مخالفتها القانون.	ب.ع و ب.ر
	<u>ضد:</u>
	مجلس النقابة الوطنية
	للخبراء المحاسبين

وعليه

من حيث الشكل :

حيث أن الطعن استوفى أوضاعه القانونية لذا يتعين قبوله.

من حيث الموضوع :

حيث أن الطاعنين يلتمسون إلغاء اللوائح رقم 05-07-08 المتخذة أثناء الجمعية العامة المنتعدة بتاريخ 02/10/31 لدعوى أنها مخالفة للقانون.

حيث انه بالفعل فان اللائحة رقم 05 تنص على انه يقضى تلقائيا من المعهد كل عضو ينادى بالانقسام داخل المعهد و ذلك دون إحالته على اللجنة التأديبية.

لكن حيث أن هذه التوصية فضلا على انه مخالفة للمادة 07 من المرسوم 01/421 المؤرخ فى 20/12/2001 التى تقضى بموجب عرض كل الحالات التى تدخل فى اختصاصها على غرفة التأديب فإنها تحرم عضوا من إمكانية الدفاع عن نفسه أمام الجهات

المختصة بالتأديب توفر له جميع الضمانات للدفاع عن نفسه و من ثمة فإن هذه اللائحة مخالفة للقانون يجب إبطالها

حيث أن اللائحة الثامنة تقرر تعيين عضوين تعويضاً لعضوين آخرين.

لكن حيث أن المادة 04 من المرسوم 20/92 المؤرخ في 13/01/1992 المعدل بالمرسوم 01/421 المؤرخ في 20/12/01 تنص على أنه ينتخب أعضاء مجلس النقابة الوطنية من قبل نظرائهم في اقتراع سري لمدة أربع سنوات .

حيث بناء على ذلك فاللائحة جاءت مخالفة لنص المادة 04 المذكورة أعلاه و بالتالي يتعين إبطالها لمخالفتها القانون.

حيث أن اللائحة السابعة تقرر إلغاء كل العقوبات المسلطة من طرف لجنة التأديب و كل إجراءات المتابعة السارية.

حيث أن المجلس لم يتعد على اختصاصات لجنة التأديب طالما أنه لم يعاقب أعضاء الهيئة و إنما قرر الإغفاء من العقوبات المسلطة عليهم لذا فإن هذه اللائحة غير مخالفة للقانون .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

- فصلا في الطعن حضوريا علنيا .
- قبول الطعن شكلا
- إبطال اللائحتين رقم 05 و 08 المتخذتين أثناء الجمعية المنعقدة بتاريخ 31/10/2002.
- المصاريف على عاتق المجلس .

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر ماي من سنة ألفين و أربعة من قبل مجلس الدولة و المتركب من السادة :

رئيس غرفة مقرر	بن عباء الورداء
مستشار دولة	حسن عبء الحماء
مستشار دولة	عنصر صالح
مستشار دولة	خنفر حمااة
مستشار دولة	فضائل سعد

بأضور الساء بن ناصر مءاء محافظ الدولة و بمساءاة الساء بوزاء عمر أماء
الضباط .

أماء الضباط

الرئيس المقرر

التعدي : إختصاص القاضي الإستعجالي

مجلس الدولة

الغرفة الخامسة

ملف رقم: 018915

جلسة :

2004/05/11

قضية:

أ. خ

ضد:

رئيس المجلس الشعبي

البلدي

للدائرة الحضرية

- باب الزوار -

القاضي الاستعجالي مختص (نعم).

- تكون البلدية في حالة تعد عندما تقوم

بهدم و حجز و تحطيم و كسر ما قام

المستأنف باتجازه بدون إذن قضائي.

- لا يمكن ان يكون التعدي اجراء قانونيا

يسمح للادارة باستعماله إضرارا

بالمواطنين.

- وقف التعدي من اختصاص قاضي

الاستعجال.

وعليه

في الشكل :

- حيث إستوفى الإستئناف جميع الأوضاع و الشروط الشكلية المطلوبة ووقع ضمن
الأجال القانونية فهو مقبول شكلا .

في الموضوع :

- حيث إستفاد المستأنف بقطعة أرض للبناء الفردي بموجب عقد تنازل إداري صادر عن
بلدية باب الزوار .

- حيث تحصل المستأنف على رخصة بناء صادرة عن بلدية باب الزوار لإتجاز مشروع
البناء كبقية كل المستفيدين بقطع أراضي للبناء الفردي في نفس المجموعة

- حيث أن ولاية الجزائر خصصت قطعة أرض ذات مساحة 242395 م² لفائدة بلدية باب الزوار و ذلك بموجب القرار المؤرخ في 26 / 02 / 95 ، و تجرأت هذه القطعة إلى 110 قطع و تحصلت البلدية على رخصة التجزئة من مصالح التعمير و البناء لولاية الجزائر بقرار مؤرخ في 23 / 11 / 95 و تم الترخيص لإنتاج الأشغال و البناء لفائدة المستفيدين من قطع أراضي بقرار مؤرخ في 18 / 03 / 96 .

- حيث بعد أن إستلم المستأنف قطعة أرض كبقية كل المستفيدين بتهيئة قطعه للبناء و بدأ بوضع مواد البناء و آلات و أجهزة البناء و شرع في إنجاز القاعدة الأرضية و الأعمدة ككل المستفيدين

- حيث أن بلدية باب الزوار و بدون إنذار سابق و بدون القيام بأي إجراءات قانونية سابقة

و بالإعتماد على قرار صادر من الولاية سابق جمّد عملية توزيع قطع الأراضي للمستفيدين و من بينهم المستأنف و الذي تم إلغائه فيما بعد بموجب قرار أكد صحة عملية التوزيع و شرعيته بحجز كل أدوات البناء و مواد البناء و تحطيم ما تم إنجازه و ذلك بدون أن تقوم بإلغاء عقد التنازل الإداري و رخصة البناء و بدون

إنذار سابق و بدون القيام بالإجراءات القانونية في هذا المجال و ذلك بقيامها تهديم ما تم إنجازه قانونا بموجب رخصة بناء مازالت قائمة لحد الآن ، و ذلك تجاوزا لسلطتها .

- حيث أن المستأنف قام بتشيد البناء بموجب رخصة بناء مسلمة للمستأنف على إثر إستفادته بقطعة أرض بموجب عقد تنازل إداري و لم يقم بالبناء الفوضوي .

- حيث أن البلدية عندما قامت بتهديم و حجز و تحطيم و تكسير ما قام المستأنف بإنجازه و ما وضعه من أدوات و مواد البناء بدون إذن قضائي خاص و إستمرت في ذلك فإنها تكون قد قامت بفعل التعدي كما هو ثابت بمحضر المعاينة المحرر من طرف المحضر القضائي ، و كما هو ثابت من مختلف الوثائق الإدارية التي تؤكد صحة عملية الحصول على قطعة الأرض و البناء و عدم قيام البلدية بالإجراءات القانونية لتوقيف المستأنف من الإستمرار في البناء أو حجز في تحطيم أدوات و مواد البناء و تهديم ما تم إنجازه بموجب رخصة البناء .

- مما يجعلها فعلا قد قامت بفعل التعدي الذي هو من إختصاص القاضي الإستعجالي ، و أن الأمر بوضع حد لفعل التعدي لا يمس بأصل النزاع و حقوق الأطراف لأن كل طرف الحق في إستعمال الإجراءات القانونية الأخرى سواء في الإلغاء أو التوقيف ، و لا يمكن في أي حال من الأحوال أن يكون فعل التعدي هو إجراء قانوني يسمح للإدارة أن تستعمله للإضرار بالمواطنين

مما يستوجب إثبات وجود فعل التعدي و بالتالي القول بإختصاص قاضي الإستعجال و إلغاء القرار المستأنف و التصدي من جديد بوضع حد لفعل التعدي

- حيث من خسر الدعوى يتحمل مصاريفها

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة علانيا حضوريا نهائيا

في الشكل :

- قبول الإستئناف

في الموضوع :

- القضاء بإلغاء القرار المستأنف و الصادر عن قسم الإستعجال للغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء الجزائر بتاريخ 28 / 07 / 2001 و التصدي من جديد بإلزام البلدية بوضع حد لفعل التعدي ضد المستأنف

المصاريف على عاتق الخزينة العامة.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر ماي من سنة ألفين و أربعة من قبل مجلس الدولة و المتركب من السادة :

رئيس غرفة	بن عبید الوردی
مستشار دولة مقرر	فضیل سعد
مستشار دولة	حسن عبد الحمید
مستشار دولة	عنصر صالح
مستشار دولة	خنفر حمانة

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد بوزيد عمر أمين الضبط .

الرئيس مستشار دولة المقرر أمين الضبط

الغرف المآتمعة

صفحة

247 وقف التنفيذ أمام الغرفة الإدارية بالمجلس القضائى

وقف التنفيذ أمام الغرفة الإداريةبالمجلس القضائي

المرجع: المادة 170 الفقرة 11 من قانون
الاجراءات المدنية.

وتقف التنفيذ - الاختصاص - الخرفة
الإدارية بالمجلس القضائي - التشكيبة
الجماعية (نعم) - القاضي الاستعجالي
الفرد (لا)

الهيئة المختصة بصلاحيه الفصل في طلب
وقف التنفيذ على مستوى المجلس القضائي
هي الغرفة الإدارية بتشكيلتها الجماعية
ولا يمكن في أي حال من الاحوال لقاضي
الاستعجال ان يقرر بمفرده وقف التنفيذ، ذلك
لان الغرفة الإدارية الفاصلة في الالغاء هي
نفسها التي لها صلاحية الفصل في هذا الطلب

مجلس الدولة

الغرف المجتمعمة

ملف رقم: 018743

جلسة :

2004/06/15

قضية:

والي ولاية الجزائر

ضد:

ع وش ومن معه

وعليه

من حيث الشكل: حيث ان الاستئناف استوفى شروطه وأوضاعه القانونية ويتعين
قبوله شكلا.

من حيث الموضوع: حيث ان المستأنف يلتمس وقف تنفيذ الأمر الاستعجالي الصادر
عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر في 2003/6/25 وبعد الفصل في القضية من
جديد التصريح في الأصل بعدم قبول المستأنف عليهم والمتدخلة في الخصام واحتياطيا

رفض طلباتهم لوجود أمر استعجالي سابق صادر في نفس الموضوع بتاريخ 2003/2/17 المؤيد بقرار مجلس الدولة المؤرخ في 2003/7/8 واحتياطيا جدا التصريح بعدم اختصاص القاضي الاستعجالي للفصل في النزاع

حيث انه ودون حاجة في قضية الحال الى مناقشة الدفوع الاخرى، لاسيما تلك المتعلقة بتدخل شركة انيون اقرو في الخصام، فانه يتبين من مستندات الملف انه سبق للمستأنف عليهم ان رفعوا دعوى استعجالية أمام الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر على أساس المادة 171 مكرر 3 من قانون الإجراءات المدنية بحجة ان القرار الولائي المؤرخ في 2002/10/19 تحت رقم 1304 يشكل تعديا وان هذه الأخيرة رفضت طلبهم الرامي الى وقف تنفيذه في الأمر الذي أصدرته في 2003/4/30 المؤيد بقرار مجلس الدولة الصادر بتاريخ 2003/7/8

حيث انهم ودون انتظار صدور قرار مجلس الدولة المذكور تقدموا كذلك بدعوى أخرى على أساس المادة 170 فقرة 11 من قانون الإجراءات المدنية أمام الغرفة الإدارية لمجلس الحال المطالبة بوقف تنفيذ القرار الولائي السالف الذكر وترخيصهم ومواد البناء وضعها على القطعة الارضية التي يشغلونها لارجاعها الى واجهتها الفلاحية وهي

الدعوى التي كانت نتيجتها صدور الأمر الاستعجالي المطعون فيه بالاستئناف الراهن

حيث يتبين أيضا من هذه الدعوى الأخيرة ان المستأنف عليهم كانوا قد رفعوها أصلا على أساس الفقرة 11 للمادة 170 من قانون الإجراءات المدنية غير ان قاضي اول درجة حاد عن ذلك و أصدر أمره مسببا اياه على أساس المادة 171 مكرر 3 من نفس القانون ويكون من ثمة قد حل محلهم في إعطاء الأساس القانوني لدعواهم واستبدل بذلك الدفوع التي ارتكزوا عليها

حيث ان الفقرة 11 من المادة 170 السالفة الذكر تنص على انه "لا يكون للطعن أمام المجلس القضائي اثر موقف الا اذا قرر بصفة استثنائية خلاف ذلك بناء على طلب صريح من المدعى"

حيث يستنتج منها ان الهيئة التي لها صلاحية الفصل في طلب وقف التنفيذ هي الغرفة الإدارية بالمجلس القضائي بتشكيلتها الجماعية ولا يمكن في أي حال من الأحوال لقاضي

الاستعجال ان يقرر بمفرده وقف التنفيذ ذلك ان الغرفة الإدارية الفاصلة في دعوى الإلغاء هي نفسها التي لها صلاحية الفصل في هذا الطلب وبالتالي لا يمكن تقديمه منعزلا وإنما يجب ان يرتبط حتما بدعوى إلغاء سابقة او مترامنة معه والا كان غير مقبول شكلا

حيث يكون قرار الغرفة الإدارية بالمجلس القضائي الفاصلة في طلب وقف التنفيذ قابلا للاستئناف أمام مجلس الدولة الذي يفصل فيه أيضا بتشكيلة جماعية كما يمكن لرئيس مجلس الدولة طبقا للفقرة 13 من نفس المادة ان يأمر فوراً وبصفة مؤقتة بوضع حد لوقف التنفيذ شريطة ان يرفع الاستئناف في موعد 15 يوما من تاريخ التبليغ

حيث وفي نفس السياق، يختص كذلك رئيس مجلس الدولة طبقا للمادة 283 فقرة 2 بالفصل في طلبات وقف تنفيذ القرارات الصادرة عن الغرفة الإدارية كما يختص أيضا بالفصل في طلبات وقف تنفيذ القرارات التنظيمية او الفردية الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية والهيئات العمومية الوطنية والمنظمات المهنية الوطنية

حيث يجب التأكيد على انه لا يجوز في أي حال من الأحوال ان يأمر بوقف تنفيذ قرار إداري يمس حفظ النظام والأمن والهدوء العام

حيث من جهة أخرى، خولت المادة 171 مكرر 3 من قانون الإجراءات المدنية صلاحية اتخاذ كافة الإجراءات والتدابير المؤقتة التي يراها مناسبة شريطة ان لا تمس بأصل الحق وبالنظام العام او تعترض تنفيذ قرار إداري باستثناء ما اذا كان هذا الأخير يشكل تعديا او استيلاء او غلقا إداريا وهي الحالات التي يمكن فيها ان تعترض هذه الإجراءات تنفيذه

حيث يمكن للقاضي الاستعجالي ان يتخذ مثل هذه التدابير والتي لا يمكن إطلاقا اعتبارها كوقف تنفيذ، وعلى عكس الفرض الوارد في المادة 170 السالفة الذكر، حتى في حالة عدم وجود قرار إداري وحتى في حالة عدم قيام نزاع وذلك في انتظار دعوى محتملة لم ترفع بعد

حيث ان قاضي الأمور المستعجلة هو قاض فرد وتكون أوامره قابلة للاستئناف في اجل 15 يوما من تاريخ تبليغها أمام مجلس الدولة الذي يفصل فيها بتشكيلة جماعية كما

يجوز لرئيس مجلس الدولة، بناء على خاسر الدعوى، أن يوقف فوراً وبصفة مؤقتة تنفيذ الأمر المستأنف

حيث يتعين بالنتيجة لكل ما سبق ذكره إلغاء الأمر الصادر عن رئيس الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 2003/6/25 وعن طريق الفصل في القضية من جديد التصريح بعدم اختصاص القاضي الاستعجالي بالفصل في طلب وقف التنفيذ طبقاً للمادة 170 فقرة 11 من قانون الإجراءات المدنية

حيث ان المصاريف القضائية تلقى مناصفة على المستأنف عليهم والمتدخلة في الخصام طبقاً للمادة 270 من ذات القانون.

لهذه الأسباب

يقضى مجلس الدولة - الغرف المجتمعة -

فصلاً في قضايا الاستئناف علنياً، حضورياً ونهائياً:

في الشكـل: بقبول الاستئناف.

في الموضوع: بإلغاء الأمر الصادر عن رئيس الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 2003/06/25 وفصلاً من جديد التصريح بعدم اختصاص القاضي الاستعجالي بالفصل في طلب وقف التنفيذ

بالقاء المصاريف القضائية مناصفة على المستأنف عليهم والمتدخلة في الخصام.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس عشر من شهر جوان من سنة ألفين وأربعة من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

أبركان فريدة	رئيسة مجلس الدولة
مختاري عبد الحفيظ	نائب رئيسة مجلس الدولة
سلايم عبد الله	رئيس غرفة مقرر
كروغلي مقداد	رئيس غرفة
بن عبيد الوردى	رئيس غرفة
صحراوي مليكة	رئيسة غرفة
محمداذي مبروك	رئيس قسم

بحضور السيد بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة حفص
كمال أمين ضبط.

رئيسة مجلس الدولة رئيس الغرفة المقرر أمين الضبط



التشريع

- قانون رقم 03-13 مؤرخ في 29 شعبان عام 1424 الموافق 25 أكتوبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-04 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بالقواعد العامة المطبقة على عمليات استيراد البضائع وتصديرها.
- قانون رقم 03-14 مؤرخ في 29 شعبان عام 1424 الموافق 25 أكتوبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-09 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 13 غشت سنة 2003 الذي يعدل ويتمم الأمر رقم 76-35 المؤرخ في 16 ربيع الثاني عام 1396 الموافق 16 أبريل سنة 1976 والمتضمن تنظيم التربية والتكوين.
- قانون رقم 03-15 مؤرخ في 29 شعبان عام 1424 الموافق 25 أكتوبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-11 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 26 غشت سنة 2003 والمتعلق بالنقد والقرض.
- قانون رقم 03-16 مؤرخ في 29 شعبان عام 1424 الموافق 25 أكتوبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-12 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 26 غشت سنة 2003 والمتعلق بإلزامية التأمين على الكوارث الطبيعية وبتعويض الضحايا.
- قانون رقم 03-17 مؤرخ في 9 رمضان عام 1424 الموافق 4 نوفمبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-05 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة.
- قانون رقم 03-18 مؤرخ في 9 رمضان عام 1424 الموافق 4 نوفمبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-06 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بالعلامات.
- قانون رقم 03-19 مؤرخ في 9 رمضان عام 1424 الموافق 4 نوفمبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-07 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق ببراءات الاختراع.

- قانون رقم 03-20 مؤرخ في 9 رمضان عام 1424 الموافق 4 نوفمبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-08 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بحماية التصاميم الشكلية للدوائر المتكاملة.
- قانون رقم 03-21 مؤرخ في 9 رمضان عام 1424 الموافق 4 نوفمبر سنة 2003، يتضمن الموافقة على الأمر رقم 03-10 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 13 غشت سنة 2003 الذي يعدل ويتمم القانون رقم 98-06 المؤرخ في 3 ربيع الأول عام 1419 الموافق 27 يونيو سنة 1998 الذي يحدد القواعد العامة المتعلقة بالطيران المدني.
- قانون رقم 03-22 مؤرخ في 4 ذى القعدة عام 1424 الموافق 28 ديسمبر سنة 2003، يتضمن قانون المالية لسنة 2004.
- مرسوم رئاسي رقم 03-213 مؤرخ في 6 ربيع الأول عام 1424 الموافق 8 مايو سنة 2003، يتضمن استبدال عقوبة السجن المؤبد بعقوبة السجن المؤقت بمناسبة ذكرى المولد النبوي الشريف.
- مرسوم رئاسي رقم 03-217 مؤرخ في 17 ربيع الأول عام 1424 الموافق 19 مايو سنة 2003، يتضمن الإعراف بطابع المنفعة العمومية للجمعية الوطنية المسماة " الكشافة الإسلامية الجزائرية ".
- مرسوم رئاسي رقم 03-251 مؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003، يعدل ويتمم المرسوم رقم 66-212 المؤرخ في 2 ربيع الثاني عام 1386 الموافق 21 يوليو سنة 1966 والمتضمن تطبيق الأمر رقم 66-211 المؤرخ في 2 ربيع الثاني عام 1386 الموافق 21 يوليو سنة 1966 والمتعلق بوضعية الأجانب في الجزائر.
- مرسوم رئاسي رقم 03-287 مؤرخ في 9 رجب عام 1424 الموافق 6 سبتمبر سنة 2003، يعدل المرسوم الرئاسي رقم 03-215 المؤرخ في 7 ربيع الأول عام 1424 الموافق 9 مايو سنة 2003 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة.

- مرسوم رئاسي رقم 03 - 301 مؤرخ في 14 رجب عام 1424 الموافق 11 سبتمبر سنة 2003، يعدل ويتمم المرسوم الرئاسي رقم 02 - 250 المؤرخ في 13 جمادي الاولى عام 1423 الموافق 24 يوليو سنة 2002 والمتضمن تنظيم الصفقات العمومية.
- مرسوم رئاسي رقم 03 - 320 مؤرخ في 8 شعبان عام 1424 الموافق 4 أكتوبر سنة 2003، يتضمن إنهاء مهام أعضاء من الحكومة.
- مرسوم رئاسي رقم 03 - 321 مؤرخ في 8 شعبان عام 1424 الموافق 4 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم الرئاسي رقم 03-215 المؤرخ في 7 ربيع الاول عام 1424 الموافق 9 مايو سنة 2003 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة.
- مرسوم رئاسي رقم 03 - 467 مؤرخ في 8 شوال عام 1424 الموافق 2 ديسمبر سنة 2003، يحدد الأجر الوطني الأدنى المضمون.
- مرسوم رئاسي رقم 03 - 526 مؤرخ في 6 ذي القعدة عام 1424 الموافق 30 ديسمبر سنة 2003، يتم المرسوم الرئاسي رقم 01 - 71 المؤرخ في 30 ذي الحجة عام 1421 الموافق 25 مارس سنة 2001 والمتضمن إحداث اللجنة الوطنية الاستشارية لترقية حقوق الإنسان وحمايتها.
- مرسوم رئاسي رقم 04-05 مؤرخ في 14 ذي القعدة عام 1424 الموافق 7 يناير سنة 2004، يرخص بمساهمة الجزائر في الزيادة العامة الثالثة لرأس مال البنك الإسلامي للتنمية.
- مرسوم رئاسي رقم 04 - 13 مؤرخ في 29 ذي القعدة عام 1424 الموافق 22 يناير سنة 2004، يتعلق بجهاز القرض المصغر.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-83 مؤرخ في 25 ذي الحجة عام 1423 الموافق 26 فبراير سنة 2003، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 99-44 المؤرخ في 27 شوال عام 1419 الموافق 13 فبراير سنة 1999 والمتضمن إنشاء صندوق ضمان الأخطار الناجمة عن القروض المصغرة وتحديد قانونه الأساسي.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-106 مؤرخ في 2 محرم عام 1424 الموافق 5 مارس سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 98-200 المؤرخ في 14 صفر عام 1419 الموافق 9 يونيو سنة 1998 والمتضمن إحداث صندوق الكفالة المشتركة لضمان أخطار القروض الممنوح إياها الشباب ذوو المشاريع وتحديد قانونه الأساسي.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-176 مؤرخ في 13 صفر عام 1424 الموافق 15 أبريل سنة 2003، يتضمن مهام مصالح رئيس الحكومة وتنظيمها.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-195 مؤرخ في 26 صفر عام 1424 الموافق 28 أبريل سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 91-60 المؤرخ في 8 شعبان عام 1411 الموافق 23 فبراير سنة 1991، المعدل والمتمم، الذي يحدد تنظيم المصالح الخارجية للإدارة الجبائية وصلحياتها.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-196 مؤرخ في أول ربيع الأول عام 1424 الموافق 3 مايو سنة 2003، يعدل ويتم عنوان وبعض أحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-330 المؤرخ في أول جمادى الثانية عام 1416 الموافق 25 أكتوبر سنة 1995 الذي يحدد الامتيازات الخاصة التي تمنح المستخدمين المؤهلين في الدولة والعاملين في مؤسسات مصنفة تقع في بعض البلديات.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-216 مؤرخ في 11 ربيع الأول عام 1424 الموافق 13 مايو سنة 2003، يرخص لأعضاء الحكومة تفويض إمضاءهم.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-219 مؤرخ في 20 ربيع الأول عام 1424 الموافق 22 مايو سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم رقم 84-296 المؤرخ في 18 محرم عام 1405 الموافق 13 أكتوبر سنة 1984 والمتعلق بمهام التدريس والتكوين باعتبارهما عملا ثانويا، المعدل والمتمم.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-256 مؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 22 يوليو سنة 2003، يحدد قائمة المعدات النوعية المعفاة من الرسم على القيمة المضافة و/أو الحقوق أو الرسوم أو الأتاوى الجمركية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03 - 266 مؤرخ في 6 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 5 غشت سنة 2003، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 92-68 المؤرخ في 14 شعبان عام 1412 الموافق 18 فبراير سنة 1992، المعدل والمتمم، والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالمركز الوطني للسجل التجاري وتنظيمه.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-269 مؤرخ في 8 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 7 غشت سنة 2003، يحدد شروط وكيفيات التنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة ولدواوين الترقية والتسيير العقاري الموضوعة حيز الاستغلال قبل أول يناير سنة 2004.
- مرسوم تنفيذي رقم 03-280 مؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003، يحدد كيفية منح امتياز الأملاك الوطنية وإعداده لاستغلال بحيرتي أوبيرة وملاح (ولاية الطارف).
- مرسوم تنفيذي رقم 03-319 مؤرخ في 5 شعبان عام 1424 الموافق أول أكتوبر سنة 2003، يحدد كيفية تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 112-302 الذي عنوانه " صندوق تمويل ضحايا وذوي حقوق الضحايا الأحداث التي رافقت الحركة من أجل استكمال الهوية الوطنية ".
- مرسوم تنفيذي رقم 03 - 322 مؤرخ في 9 شعبان عام 1424 الموافق 5 أكتوبر سنة 2003، يتضمن ممارسة الأعمال الفنية المتعلقة بالمتعلقات الثقافية العقارية المحمية.
- مرسوم تنفيذي رقم 03 - 323 مؤرخ في 9 شعبان عام 1424 الموافق 5 أكتوبر سنة 2003، يتضمن كيفية إعداد مخطط حماية المواقع الأثرية والمناطق المحمية التابعة لها واستصلاحها.
- مرسوم تنفيذي رقم 03 - 326 مؤرخ في 9 شعبان عام 1424 الموافق 5 أكتوبر سنة 2003، يتضمن كيفية تطبيق أحكام المادة 19 من القانون رقم 81-07 المؤرخ في 24 شعبان عام 1401 الموافق 27 يونيو سنة 1981 والمتعلق بالتنميين، المعدل والمتمم.
- مرسوم تنفيذي رقم 03 - 327 مؤرخ في 9 شعبان عام 1424 الموافق 5 أكتوبر سنة 2003، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 02-113 المؤرخ في 20 محرم عام 1423

الموافق 3 أبريل سنة 2002 الذي يحدد قائمة المناصب العليا لمديريات الصيد البحري والموارد الصيدية في الولايات وشروط الالتحاق بها وتصنيفها.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-336 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 90-194 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1410 الموافق 23 يونيو سنة 1990 الذي يحدد علاوة المردودية الممنوحة للعمال التابعين لقطاع المؤسسات والإدارات العمومية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-339 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يتم المرسوم التنفيذي رقم 92-55 المؤرخ في 8 شعبان عام 1412 الموافق 12 فبراير سنة 1992 الذي يؤسس نظام التعويضات لفائدة المستخدمين المنتميين الى أسلاك ادارة السجون التابعة لوزارة العدل.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-340 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يتم المرسوم التنفيذي رقم 92-58 المؤرخ في 8 شعبان عام 1412 الموافق 12 فبراير سنة 1992 الذي يؤسس نظام التعويضات لفائدة الأعوان المنتميين للأسلاك النوعية في ادارة الغابات.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-341 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 92-59 المؤرخ في 8 شعبان عام 1412 الموافق 12 فبراير سنة 1992 والمتضمن تأسيس نظام التعويضات لفائدة الموظفين المنتميين الى المواصلات السلكية واللاسلكية الوطنية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-342 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 92-60 المؤرخ في 8 شعبان عام 1412 الموافق 12 فبراير سنة 1992 الذي يحدد نظام التعويضات لفائدة المستخدمين التابعين للأسلاك التقنية النوعية في ادارة النقل.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-343 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 93-59 المؤرخ في 5 رمضان عام 1413 الموافق 27 فبراير سنة 1993 والمتضمن تأسيس تمييز عن التبعة لصالح الأعوان المنتميين للأسلاك التقنية الخاصة في الإدارة المكلفة بالفلحة.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-344 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 93-216 المؤرخ في 11 ربيع الثاني عام 1414 الموافق 27 سبتمبر سنة 1993 الذي يحدد النظام التعويضي لفائدة الأعوان التابعين للإدارات المكلفة بالصناعة والمناجم.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-345 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 93-217 المؤرخ في 11 ربيع الثاني عام 1414 الموافق 27 سبتمبر سنة 1993 الذي يؤسس تعويضا تشجيعيا لصالح العمال المنتمين إلى الأسلاك التقنية بالديوان الوطني للقياس القانونية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-346 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 94-64 المؤرخ في 7 شوال عام 1414 الموافق 19 مارس سنة 1994، الذي يؤسس نظاما تعويضا لفائدة العمال الخاضعين لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 91-340 المؤرخ في 28 سبتمبر سنة 1991 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بعمال الثقافة.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-347 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 96-204 المؤرخ في 15 محرم عام 1417 الموافق 2 يونيو سنة 1996 الذي يحدد النظام التعويضي لصالح الأعوان المنتمين إلى الأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالسياحة والصناعة التقليدية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-348 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 98-308 المؤرخ في 5 جمادى الثانية عام 1419 الموافق 26 سبتمبر سنة 1998 الذي يؤسس نظاما تعويضا لصالح المستخدمين المنتمين إلى الأسلاك التقنية الخاصة بالمعهد الوطني لحماية النباتات.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-349 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 2000-309 المؤرخ في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000، والمتضمن تأسيس نظام تعويضي لصالح العمال المنتمين للأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالصيد البحري.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-350 مؤرخ في 19 شعبان عام 1424 الموافق 15 أكتوبر سنة 2003، يعدل المرسوم التنفيذي رقم 03-132 المؤرخ في 21 محرم عام 1424 الموافق 24 مارس سنة 2003، الذي يؤسس نظاما تعويضيا لصالح العمال المنتمين لشعبة المكتبات الجامعية والخاضعين لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 89-122 المؤرخ في 18 يوليو سنة 1989 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالعمال المنتمين للأسلاك التابعة للتعليم والتكوين العالين.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-418 مؤرخ في 03 ذي القعدة 1424 الموافق 27 ديسمبر سنة 2003 يتضمن كفاءات تطبيق أحكام المادة 12 من القانون رقم 81-07 المؤرخ في 24 شعبان عام 1401 الموافق 27 يونيو سنة 1981 والمتعلق بالتمهين، المعدل والمتمم.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-453 مؤرخ في 7 شوال عام 1424 الموافق أول ديسمبر سنة 2003، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 97-41 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلق بشروط القيد في السجل التجاري، المعدل والمتمم.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-477 مؤرخ في 15 شوال عام 1424 الموافق 9 ديسمبر سنة 2003، يحدد كفاءات وإجراءات إعداد المخطط الوطني لتسيير النفايات الخاصة ونشره ومراجعتة.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-478 مؤرخ في 15 شوال عام 1424 الموافق 9 ديسمبر سنة 2003، يحدد كفاءات تسيير نفايات النشاطات العلاجية.

- مرسوم تنفيذي رقم 03-481 مؤرخ في 19 شوال عام 1424 الموافق 13 ديسمبر سنة 2003، يحدد شروط ممارسة الصيد البحري وكفاءاتها.

- مرسوم تنفيذي رقم 04 - 01 مؤرخ في 10 ذي القعدة عام 1424 الموافق 3 يناير سنة 2004، يتم المرسوم التنفيذي رقم 94-188 المؤرخ في 26 محرم عام 1415 الموافق 6 يوليو سنة 1994 والمتضمن القانون الأساسي للصندوق الوطني للتأمين عن البطالة.

- مرسوم تنفيذي رقم 04 - 02 مؤرخ في 10 ذي القعدة عام 1424 الموافق 3 يناير سنة 2004، يحدد شروط الإعانات الممنوحة للبطالين ذوي المشاريع البالغين ما بين خمس وثلاثين (35) وخمسين (50) سنة ومستوياتها.
- مرسوم تنفيذي رقم 04 - 28 مؤرخ في 23 ذي الحجة عام 1424 الموافق 14 فبراير سنة 2004، يعدل المرسوم رقم 65-75 المؤرخ في 21 ذي القعدة عام 1384 الموافق 23 مارس سنة 1965 والمتعلق بالتعويضات ذات الصبغة العائلية.
- مرسوم تنفيذي رقم 04 - 69 مؤرخ في 12 محرم عام 1425 الموافق 4 مارس سنة 2004، يحدد كليات تطبيق المادة 40 من الأمر رقم 97-07 المؤرخ في 27 شوال عام 1417 الموافق 6 مارس سنة 1997 والمتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.
- مرسوم تنفيذي رقم 04 - 70 مؤرخ في 12 محرم عام 1425 الموافق 4 مارس سنة 2004، يحدد كليات تطبيق أحكام المواد 45 و56 و60 و61 و166 من الأمر رقم 97-07 المؤرخ في 27 شوال عام 1417 الموافق 6 مارس سنة 1997 والمتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، المطبقة في الانتخاب لرئاسة الجمهورية.
- قرار وزارى مشترك مؤرخ في 19 محرم عام 1424 الموافق 22 مارس سنة 2003، يتضمن التصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية المتعلقة بإنجاز الخط العادى للسكة الحديدية الرابط بين مشربة وبشار.
- قرار وزارى مشترك مؤرخ في 27 محرم عام 1424 الموافق 30 مارس سنة 2003، يتضمن التصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية المتعلقة بإنجاز مشروع محول وادى جر إلى سد المستقبل.
- قرار وزارى مشترك مؤرخ في 3 صفر عام 1424 الموافق 5 أبريل سنة 2003، يحدد شروط التنازل عن العقارات المبنية أو غير المبنية التابعة للأملاك الخاصة للدولة والمخصصة لإنجاز عمليات تعمیر أو بناء.

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 5 ذي الحجة عام 1424 الموافق 27 يناير سنة 2004، يحدد معايير تحديد القيمة التجارية في إطار التنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة ولدواوين الترقية والتنسيير العقاري والموضوعة حيز الاستغلال قبل أول يناير سنة 2004.

- قرار مؤرخ في 3 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 2 يوليو سنة 2003، يحدد نماذج الاتفاقية و بطاقية تعريف العمارات الجماعية و البناءات الفردية المتضررة من زلزال 21 مايو سنة 2003.